



N° d'Ordre : .....

N° de série : .....

Mémoire en vue de l'obtention  
Du diplôme de master II

**DOMAINE : Langue et culture amazigh**

**FILIERE : Linguistique amazigh**

**SPECIALITE : Linguistique et didactique**

**Titre**

**Essai de traduction de la loi organique relative au régime  
électorale**

**Présenté par :**

**-Ouheb Kenza**

**Encadré par :**

**M .Sadi Kaci**

**Jury de soutenance :**

Président : M. LAOUFI Amar, MAA, UMMTO

Encadreur : SADI Kaci, MAA , UMMTO

Examineur : M. KICHOU Mourad, MAA, UMMTO

**Promotion : 2021/2022**



## *Remerciement*

Nous remercions d'abord notre dieu Tout Puissant de nous avoir donné la force et la sagesse pour la réalisation de ce modeste travail et qui nous a facilité notre tâche.

Tout notre gratitude et nos sincères remerciements à Mr SADI KACI, de nous avoir.

Encadré dans notre mémoire de fin d'études.

Nous remercions également tous nos enseignants qui ont déployé tant d'efforts pour nous.

**Kenza**

# Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

- ☞ A mes très chers parents, qui m'ont guidé durant les moments les plus pénibles de ce long chemin, ma mère qui a été à mon côté et m'a soutenu durant toute ma vie, et mon père qui a sacrifié toute sa vie, mes parents les mots sont insuffisants pour exprimer ma gratitude et mon profond amour, que Dieu vous donne santé et longue vie.
- ☞ A mes chers frères : Samir et son fils Ilyane, Karim avec sa femme Djidji et sa fille Ayla, Mouhamed, Djamel, Yanis, Kamel et sa fiancée Dihia, mon petit frère Sofiane qui m'a guidé pendant toute la période de préparation de mon travail, il était toujours présent pour m'aider et m'encourager. Merci Sofiane.
- ☞ A ma adorable sœur Djamila merci beaucoup.
- ☞ Sans oublier ma deuxième famille mon beau père et ma belle mère, mon mari Zahir qui m'a jamais laissé seule, et ses frères, sa sœur, et mes belles sœurs Nadia et Samira.
- ☞ Samira merci beaucoup tu es vraiment adorable.

KENZA

# Sommaire

Introduction générale.....	5
<b>Chapitre théorique : Aperçu général sur la traduction juridique.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre pratique : traduction de la loi organique relative au régime électoral.....</b>	<b>21</b>
Conclusion générale.....	87
Bibliographie.....	89
Annexes.....	91
<b>Table des matières</b>	

# **Introduction générale**

### Introduction générale

La traduction est l'une des activités intellectuelles les plus anciennes dans l'histoire de l'humanité. Elle fait partie intégrante de la vie de tout peuple et elle a permis de découvrir différentes cultures et de s'approprier des idées religieuses, pour imposer ou combattre des doctrines philosophiques ou des systèmes politiques ou juridiques.

Dans le domaine juridique la traduction est considérée comme un pont entre deux cultures juridiques, et aussi comme une pratique et une communication interculturelle, qui consiste à transmettre d'une langue « A » et culture « B » un droit issu d'une culture « A » produits dans une langue « A ».

À cet égard la traduction juridique est un processus doublement complexe, en plus du passage d'une langue à une autre comme toute activité traduisant, il fait assurer le passage d'un système juridique à un autre, en prenant en compte le caractère plus au moins éloigné des systèmes en question. Cette double difficulté confère un caractère interdisciplinaire à la traduction juridique ce qui pose au traducteur un ensemble complexe de défis à la fois linguistiques et juridiques.

Nous proposons dans notre étude la traduction d'un journal officiel algérien de la langue française vers la langue tamazight en vue de savoir si la majorité des termes trouvent une équivalence dans la langue ciblée.

### Présentation du sujet

Nous avons choisi ce thème « essai de traduction de la loi organique relative au régime électoral du français vers tamazight » pour enrichir la langue tamazight dans le domaine politique et pour faciliter la compréhension de ce journal pour les intellectuels.

### Problématique

La langue tamazight est-elle riche en matière terminologie juridique pour nous permettre de réussir la traduction du journal officiel ?

Quels sont les appuis et les moyens que la traduction utilise pour réussir sa traduction ? et quels sont aussi les difficultés rencontrées ?

### **Hypothèse**

-De point de vue terminologique et avec le progrès et les recherches accélérée sur la culture tamazight enregistré ses derniers année nous pensons qu'on pouvons réussir la traduction du journal officiel malgré les problèmes que nous avons rencontrés.

-La carence de source et de dictionnaire français- tamazight peut freiner un peu la traduction.

-Le traducteur peut faire recours soit a l'emprunt soit a la néologie comme une solution si il n'as pas trouvé des équivalences adéquates. considéré aussi comme un moyen d'enrichissement pour la langue cible.

**Chapitre théorique : Aperçu général  
sur la traduction juridique**

**Introduction**

Dans le premier chapitre, nous avons donné les définitions de quelques termes juridiques et puis nous avons traité des problèmes sur le plan lexical et néologique et les emprunts et que nous avons défini quelques termes juridique en mettant leurs équivalents de la langue française vers la langue tamazight dans un tableau.

**I-Traduction juridique <sup>1</sup>**

La traduction est soumise au traitement de divers textes techniques et scientifiques et la traduction juridique est considérée comme « un type de plusieurs types de traduction, tels que scientifique et publicitaire. Son rôle comme toute traduction c'est de reformuler un texte spécifique dans une autres langue, l'argument ne porte pas sur le transfert du contenu ou de la forme, mais plutôt sur le transfert du texte entier et de son sens, c'est-à-dire le sens complet.

La traduction juridique utilise des méthodes ou des techniques qui ne diffèrent pas de la traduction générale.

**II- Le langage juridique <sup>2</sup>**

Le langage juridique est considéré comme l'un des langages techniques à part entiers, car il présente des particularités spécifiques il comprend des termes qui le rendent unique avec des objectifs et des limites particulières, et le droit est un ensemble de règles qui organisent les rapports entre les membres d'une même communauté ou les rapports de l'individu avec l'Etat. Et aussi entre la langue et le droit : « le droit prend toujours un caractère linguistique , car il n'y pas de droit sans langage »comme le droit est un langage eloquent lu à haute voix pour affecter les jurés et les juges, la caractéristique la plus importante du langage juridique est affecté par deux groupes de base, le premier étant édicté par les législateurs et le second étant prononcé par les juges.

**IV-Texte juridique<sup>3</sup>**

Dans la langue on entend par le texte, un tissu intégré de phrases et chaque phrase du texte est comprise en fonction de ses relations avec les autres phrases constituant le texte.

---

1 محمد هشام بن شريف اشكالية الترجمة القانونية: دراسة في ترجمة العقود من الفرنسية الى العربية ، اطروحة للحصول على شهادة دكتوراه في العلوم في الترجمة ، كلية العلوم الاجتماعية- جامعة وهران 2، 2017.

2 بوالمرقة، ترجمة بعض المصطلحات و المفاهيم المستمدة من القانون الإسلامي الى اللغة الفرنسية "حالة الزواج و انحلاله في قانون الاسرة الجزائري"، مذكرة مقدمة لنيل شهادة الماستر في الترجمة، كلية الآداب و اللغات -جامعة منتوري، قسنطينة، 2007-2008.مينة

3 بلهادي عائشة ياسمين، اشكالية الترجمة القانونية دراسة تحليلية مقارنة لترجمة بعض المصطلحات و الصيغ القانونية ، مذكرة لنيل شهادة الماستر في الترجمة، كلية الآداب و اللغات- جامعة ابو بكر بلقايد، تلمسان، 2018. 2019-

De manière séparée cette perception de la phrase ne peut pas conduire à une compréhension complète mais plutôt une compréhension partielle. Au niveau communicatif, le texte est « une forme d'utilisation du langage qui assure la communication entre deux ou plusieurs personnes ».

Quant au texte juridique, il ne diffère pas ostensiblement des autres textes, mais il est unique par sa forme et son discours qui varient selon les branches du droit telles que les contrats, les conventions, etc..

Le texte juridique doit remplir trois conditions :

- ✓ Il traite d'abord d'un sujet qui relève du droit positif.
- ✓ Deuxièmement, qu'il soit relevé de son arrière-droit, un professionnel de la justice ou un greffier qui remplace ou prend la place d'un juriste dans la justice.
- ✓ Enfin, qu'il aura un récepteur (destinataire) qui traite le message comme une loi qu'est susceptible de porter les implications juridiques qui se trouvent dans le message d'origine.

Le texte juridique se caractérise également par un caractère impératif et une force engagée à sa réunion, une caractéristique que vous ne trouvez pas dans d'autres textes, par exemple, la constitution de l'Etat impose aux institutions et aux individus de suivre les ordres et les interdictions et de faire des actions, le discours du texte juridique se caractérise par son absence d'expressions figuratives telles que les métaphores. Il est défini dans un langage spécialisé à plusieurs sens qui contient des structures toutes prêtes, en plus il a des effets juridique et certains textes sont soumis à une interprétation juridique par un organe autorisé par la loi tel qu'un tribunal. Mais il n'est pas facile d'identifier un texte juridique parce que s'appuyer sur la stéréotypie des textes malgré leur importance et leur domaine juridique ne peut pas être invoqué en raison du chevauchement des sujets dans un texte juridique spécifique. Par conséquent, on peut dire que le texte juridique a un caractère mixte et hybride et qui s'appuie sur des stéréotypes difficile de la part du traducteur, voire du chercheur, car chaque texte juridique représente une particularité dans le cadre général du texte.

#### **IIV- Les caractéristiques de la traduction juridique <sup>4</sup>**

La traduction juridique se distingue des autres traductions spécialisées sur plusieurs points :

---

<sup>4</sup> ibid

- Le système juridique de la traduction juridique est avant tout une transition entre deux langues qui expriment deux systèmes juridique différents et puisque c'est le cas. Lorsque le traducteur juridique fait un contrat de comparaison entre eux pour que la traduction atteigne son but.

- Le langage de la traduction juridique est performatif : la traduction juridique est unique dans cette caractéristique, c'est-à-dire qu'elle n'est pas descriptive, parce que l'acte juridique est basé sur la réalité changeant, ne la décrivant pas comme le retour du droit du demandeur.

- La stratégie d'équivalence fonctionnelle de la traduction juridique pose le problème de la traduction du terme juridique : cela est dû à la traduction entre deux cultures juridique différentes par stratégie d'équivalence fonctionnelle. Nous entendons par la traduction d'équivalents fonctionnels la recherche des termes juridiques dans le système judiciaire vers lequel il est transféré.

-Il n'est pas permis au traducteur de travailler dur lorsqu'il existe un équivalent fonctionnel, mais en l'absence de celui-ci, le traducteur rencontre un problème qui doit avoir une solution qui est à la mesure de l'objectif de la traduction.

#### **IV- Les problèmes de la traduction**

##### **1-Origine /Source des néologismes employés**

<b>Terme</b>	<b>equivalents en français</b>	<b>Source</b>	<b>Page</b>
Aferwak	Abonnement	Amawal azerfan français tamazight	1
Tazrigt tazarant	Edition original	Idem	1
Taytest	Décision	Amawal n tmaziyt tatrart Mouloud Mammeri	2/3/
Asaḍuf agmanan	Loi organique	Amawal azerfan français tmazight	2/3/4/5..... ...41
Anhil	Régime	Amawal n tmaziyt tatrart	2

		Français Tamaziyt	
Izayazgen	Publics	Idem	3/6/10/15/20
Ireṣṣa	Stipule	Amawal azerfan français tamazight	3
Adabu	Autorité	Amawal n tmaziyt tatrart Français tamaziyt	3/4/56.....4 1
Tamhelt	Opération	Amawal azerfan français tamazight	4/9
Ayella unba	Chef de gouvernement	Idem	4/5/8/10/13/15
Tajruṭ	Cas	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	4/15/23
Uylan	Nation	Amawal azerfan français tamazight	4/6
Tasunḍa	L'ordre	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	4/6/9/12
Asenqed	Contrôle	Idem	4/6/8/10/12
Amsizref	Financement	Idem	6/15/18/
Taselfawt	Compagne	Idem	10/12/15/16/18/
Amenḍar	Délai	Idem	29/30
Iytes	Décide	Idem	6
Asnas	Application	Idem	5/7/10/12
Tasmalt	Commission	Idem	5/36/37/38
Tiderzin	Séance	Amawal azerfan français tamazight	37

Imenzayen	Principes	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	9
Tayara	Manière	Idem	14
Taseyra	Convocation	Idem	14
Tanaṭ	Décret	Idem	14/34
Ukradyur	Trimestre	Amawal azerfan français tamazight	14
Tasureft	Exception	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	14
Tasenbart	Cour	Idem	6
Anflus	Magistrat	Idem	37
Tmagla	Délégation	Idem	12
Ameylal	Permanent	Idem	
Tirmit	Expérience	Idem	14
Tamareyt	Secrétariat	Idem	14/32
Agnsas	Représentant	Idem	27
Inazlan	Affichage	Idem	39
Tasenfrut	Judiciaire	Amawal azerfan français tamazight	4/6
Taydemt	Tribunal	Idem	25/26
Anamay	Ordinaire	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	15
Afellay	Maximum	Idem	14/26
Tuzzma	Morale	Idem	16
Igdel	Interdite	Idem	15/16

Tasbđut	Répartition	Idem	28
Taslarut	Copie	Idem	32/33
Tallalt	Assistance	Idem	15
Amezlu	Service	Idem	17
Umuy	Liste	Idem	25
Discrimination	usenbđi	Dictionnaire français tamaziyt 2011	15 /39
Nnezwi	Diffusé	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	14
Asebdad	Statue	Idem	34
Amurdu	Légal	Idem	13/14
Tannzigt	Durée	Idem	40
Uslig	Privé	Idem	16
Atug	Taux	Idem	
Ttwagden	Agréer	Idem	17
Awanek	Etat	Idem	41
Asutar	Recour	Idem	6/26
Ayarim	Civil	Idem	7
Ummid	Total	Idem	
Amiđan	Compte	Idem	10/17 /30
Adyer	Vote	Amawal azerfan français tamazight	3.....4 1
Azayez	Publicité	Idem	15
Adeblan	Administratif	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	25/26/30

Usmil	Promotion	Idem	9
Tagmi	Recherche	Idem	9
tawzut	Compétance	Idem	8
Afaylu	Fichier	Amawal azerfan français tamazight	13
Tiwsı	Contribution	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	
Asniles	Révision	Idem	17/25
Tanya	Souveraineté	Idem	9
Usbiđ	Fixé	Idem	17 19

**\*Remarque :** a partir de ce tableau nous soulignons la carence importante dans les sources de néologismes.

**2- Les emprunts**

<b>Termes</b>	<b>Signifiant</b>	<b>Page</b>
Visa	Lbisa	3/4/7
Lbiru	Bureau	20/21/32/35
Yewfqen	Correspondant	2/3/41
Lbarlaman	Parlement	7
Ad yejuji	Juger	6
Đđemana	Garantie	5/8
Muđaram	Mouharram	8/41
Ad birin	Virement	16
Lbanka	Banque	17

Akunsulan	Consulaire	14
Tadiblumasit	Déplomatie	17/39
Sundaj	Sondage	13
Lcak	Chèque	14
Lkumişir	Commissaire	17
Jumada etaniya	Jumada ethania	8
Rajab	Rajab	3/41
Rabie El awal	Rabie El aouel	4/8
Ramđan	Ramdhan	4/8
Şafar	Safar	8
Lbuşta	Poste	14
Lwilayat	Wilaya	23/24/26/27/30/36/37
Munda	Manda	16/23/24/31

**\*Remarque :** d'après ce tableau des emprunts sélectionné dans cette étude, nous constatons la forte influence de la langue française et arabe sur la langue kabyle et que les termes juridiques ne peuvent pas être traduits d'une langue a une autre a cent pour cent .

**3-Lexique**

<b>Termes</b>	<b>Signification en français</b>	<b>Source</b>	<b>Page</b>
Aymis unşib	Journal officiel	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	1...41
Aywas	Sommaire	Idem	2
Taytest n useqammu	Décision du conseil électoral	Idem	3

amendaw			
En vue	S tmuyli	Idem	8
Aselway n tagdudad	Président de la république	Idem	1/3/7/8/10/11/33/41
Tamendawt	Constitution	Idem	3/4/6/7/9/24/27/33/34/35/41
Amagrad	Article	Idem	3...../41
Uslagan	Règlement	Idem	3/5/12/18/
Amaslađ	Membre	Idem	3/19/20/21/22/23/24/27/28/31/36/37/38/39/
Asegraw ayerfan ayełnaw	Assemblée populaire national	Idem	3/4/27/28 /30/31
Annađ	Ordonnance	Idem	2/3/4/5/6/7/8/
Tifranin	Elections	Idem	3/4/4/5/6/7/8/9/10/11/15/16/17/23/24/25/26/27/30/33/34/34/35/36/37
Takbbanit	Institution	Idem	4/5/11
Aybalu	Référence	Idem	¾
Ielli	Indépendante	Idem	3/4/5/9/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/24/25/26/27/34/35/36/38
Aseqammu	Conseil	Idem	3/4/5/6/7/10/11/12/18/24/31/33/41

Aneylaf amzwaru	Premier ministre	Idem	4
Ayella unabaḍ	Chef de gouvernement	Idem	4
Tisekkarin	Procédure	Amawal azerfan français tamazight	4
Tayiwant	Commun	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	11/12/13/14/18/26/30/36
Anhil n tfranin	Régime électoral	Idem	2/3/8/11
Igmaḍ	Résultats	Idem	26
Awandan	Locales	Idem	16
Tanezzut	Commerce	Idem	5
Uṭṭun	Numéro	Idem	4/5/8
Tuddukliwin	Associations	Idem	4
Ticreḍt	Tiret	Idem	5
Uxmil	Réserve	Idem	5
Amebedday	Candidat	Amawal azerfan français tamazight	19/21/24
Taseddart yettwarun urqaq	Alinéa fine	Idem	5/6
Tasertit	Politique	Idem	5
Tamurast	Vacance	Idem	5/6
Ulyu	Annonce	Amawal n tmaziyt tatrart français	5

		tamaziyt	
Asaras	Désignation	Idem	6
Imeddzi	Remplaçant	Idem	6
Arusrid	Indirect	Idem	6
Taseyřut	Déclaration	Idem	6
Usbiđ	Fixé	Amawal azerfan français kabyle	6
Aselwayan	Présentielle	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	6
Asenked	La présente	Amawal azerfan français tamazight	7
Amagdan	Démocratique	Idem	7
Iwala amendaw	Vue la constitution	Idem	8
Akalan n tmurt	Territorial du pays	Idem	8
Aslizran	Audiovisuelle	Idem	8
S tyara udmawan	A caractère personnel	Idem	8
Iyermanen	Citoyen	Amawal n tmaziyt tatrart français tamaziyt	8
Ussnan	Scientifique	Idem	9
Asuddes	Organisation	Idem	10/12
Tayessa	Composition	Idem	10
Tibaraniyin	Etranger	Amawal azerfan français tamazight	10

Isley	Informe	Amawal n tamaziyt tatrart français tamaziyt	12
Azeraf	Droit	Idem	13
Azemz	Date	Idem	15
Ayerram	Remboursement	Idem	1634
Tallast	Limite	Idem	16
Tawtilin	Conditions	Idem	13 /17/15/31/41
Tagzemt	Section	Idem	10/11/13/14/15/16/1 8/24/26/27/30/31/36/ 37
Ixef	Chapitre	Idem	9/10/13/15/16/18/20 /23/24/27/30/31/33/ 35/36/37/38
Imukan	Siège	Idem	24
Tawuri	Fonction	Idem	3
Talya	Forme	Idem	3
Yewwin	Portant	Idem	3/4/5/6/7/8
Tuyac	Suffrage	Idem	29/22
Azwel	Titre	Idem	13/15/18/24/33/36/3 8/41
Asentel	Sujet	Idem	3/4/5/6/7
Tagduda	République	Idem	1 /3 /8 /10/33/41
Tigri n izerfan	Législation	Amawal azerfan français-tamazight	3/6/13/17

**\*Remarque :** d'après ce tableau nous constatons la richesse de la langue kabyle en mots juridique malgré la carence en source que nous avons déjà souligné.

**Conclusion :**

Après avoir cerné la définition de la traduction juridique, le langage juridique ainsi que le texte juridique et nous avons aussi cités ces caractéristiques qui les distinguent ses autres domaines de spécialité .nous avons constaté les difficultés de traduire entre deux systèmes juridiques différents

Concernant le cas de notre étude : traduction de la loi organique relative au régime électoral de la langue française vers la langue tamazight et après notre recherche de néologismes on a pu soulevé la richesses de la langue tamazight en mots juridiques originaires malgré le problème de carence en source.et pour se passer des termes intraduisibles ou des termes avec des charge sémantiques difficile a rendre dans la langue tamazight ou on a fait recours ou procès de l'emprunt.

**Chapitre pratique : traduction de la  
loi organique relative au régime  
électorale du français vers  
tamazight(kabyle).**

**Introduction**

Dans notre deuxième chapitre nous avons fait une traduction de la langue française à la langue tamazight de la loi organique relative au régime electorale de la page 01 à la page 41.

uṭṭun 17

Ahad 26 Rejab

60 n yiseggasen

Iwefqen 10 Mayres 201

الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية  
الجريدة الرسمية  
اتفاقات دولية ، قوانين و مراسيم  
قرارات وآراء ، مقررات ، مناشير ، اعلانات و بلاغات

**AÏMIS UNŞIB**

**N TAGDUDA TAZZAYRIT TAMAGDAYT TAÏERFANT**

**IMSISEN,IGRAYLANEN,ISUḍAF D TANADIN ,TAÏTSIN,ILÏUYEN,TAYWALT.**

**(TASUQILT N TMAZIGHT)**

<p><b>AFERWAK N USEGGAS</b></p> <p>Tazrigt tazarant .....</p> <p>Tazrigt n tazarant..... D tsuqilt</p>	<p>Lezzayer Tunes Lmerruk Libya Muritaniya</p>	<p>AWERDAN</p> <p>Timura tiyaḍ byir lmayrib</p>	<p>TAMEHLA D UFARES.</p> <p>TAMARAYT TAMATUT N UNABAḍ WWWJORADP.DZ</p> <p>AFERWAK D UHELLEL ASIGEZ UNŞIB</p> <p>Tilifun : 021.54.35.06 ar 09 Lfax : 021.54.35.12. CCP : 33200-50 68 Lezzayer</p>
	<p><b>1 n useggas</b></p>	<p><b>1 n useggas</b></p>	
	<p><b>1090,00 da</b></p> <p><b>2181,00 da</b></p>	<p><b>2675,00 da</b></p> <p><b>5350,00 da</b> ( lḥeq uxllēs)</p>	

Tazrigt tazarant, uṭṭun : 14,00 dz, Tazrigt tazarant d tsuqilt-is, uṭṭun : 29,00dz.Uṭṭun n yiseggasen i d-iteddun : le Barème yetṭafaren.Tigida n baṭel i yiferwaken i ttitudun.-Ma ulac uṭṭunif glu-t yef tabayut i ubeddel, i ucetki d wallus n tansa.-Lḥaq n wedrim : 60.00 i ubrid.

**26 rejab1442  
10mayres2021**

**Aymis unşib n tagduda tazayrit uţţun 17**

**Ayawas**

**Taytist n usqamu Amendaw**

**Taytest uţţun 16 /DCC/21 di 26 rejab 1442 iwfaqen 10 mayres 2021 amassay  
usenqed amendaw n wannađ yebbin asađuf agmanan yeccud ar unhil n tfranin**

**Annađ**

**Annađ uţţun 21-01 di rejab 1442 iwfaqen 10 mayres 2021 yebbin**

**Asađuf agmanan yurzen yer unhil n tfranin**

**Aymis unşib n tagduda tazayrit uṭṭun 17****Taytest n usqamu amendaw**

**Taytest uṭṭun 16 dcc /21 di 26 rejab 1442 iwfaqen 10 mayres i-d yewwiin yef uktazal n tmendawt n wannaḍ yef usaḍuf agmnan n tfranin .**

**Asqamu amendaw :**

Deg tgnit n wawal n uselway tagduda deg tbrat yettwarun deg wass 08 mayres 2021, yeskles deg tmarayt tamatut n usqamu amendaw ass n 08 mayres 2021 s wuṭṭun 20 i uktazal d usenqed n tmendawt n wanaḍ asaḍuf agmnan icudden ar unhil n tfranin :

Almend n tmendawt id yellan deg imagraden 8(taseddart 2) 140,142,197(taseddart tis 2),198,224 ;

Ilmend uslagan id yellan ass n 7 di ramḍan 1440 iwfaqen 12 mayyu 2019, asentel d abedder, asbeddi n yilugan n twuriwin n usqamu amendaw ;

Amaslaḍ imsiweḍ yettwaslan :

**S talya :**

S tmuyli n umuras n usegraw aṣerfan tayelnawt id-yeddān deg useyyi aselwayan uṭṭun 21-77 yettwaxdmen ass n 09 rejab 1442 iwfaqen 21-furar 2021.

S tmuyli n wannaḍ id yebbin yef usaḍuf agmnan n usentel yef usqamu n yineylafen deg unjmue n 7 mayres 2021 , send tidmi n usqamu n uwanek.

Stmuyli n wannaḍ id yebbi usaḍuf agmanan icudden yer wagal n tfranin asentel yettwarun,yedda-d s talqayt deg yimagraden 140,142 n tmendawt :

S tmuyli yettwarun yef usqamu amendaw syur aselway n tagduda i uktazal d usenqed yef temandawt n wannaḍ id-yebbin yef usaḍuf agmanan yurzen yer unhil n tfranin id yellan deg umagrad 142( taseddart tis 2) n tmendawt.

**Daxel :**

**Tamzwarut : deg wayen yerzan lbizat n wannad id yewwin yef usaɗuf agmanan , asentel yettwarun**

**1- Deg ayen yerzan war aybalu deg lbizat yer kra useggem n tmendawt :**

**A- Yef war aybalu deg umagrad 16 (taseddart 2) n tmendawt gar lbizat n wannad id-yewwin yef usaɗuf agmanan, asentel n uɣric :**

-S tmuyli n taseddart 2 seg usaɗuf 16 n tmendawt ifarɗ-d asgrew i wid yettwafarnen i tmendawt anda ara d-iban wayen yebya ugdud d wayen ixeddem uktazal n tigawt n udabu azayez, deg yeswi i deg ara yili takebanit amendaw yer wannad id-yewwin yer unhil n tfranin asentel n uɣric ;

S tmuyli n yiswi, war aybalu yer umagrad 16(taseddart 2) n tmendawt gar lbizat n wannad i deg yella usaɗuf agmanan, asentel n uɣric asbeddi n tesqamut ara yesseytin ma yella kra yellan.

**B- Yef war aybalu n umagrad 19 n tmendawt gar lbizat n wannad id-yewwin yef usaɗuf agmanan n usentel n uɣric :**

-Amagrad 19 n tmendawt ireɣsa yef akken asegraw n wid yettwafarnen d wayen semden n yikersiyen akselmmees d wadeg i deg ara ttekkim iyeramanen deg useddu n tedianin tizayazgen i wakken ad d-xedmen tekebbanit tamendawt id-yellan s wannad n usaɗuf agmanan asentel n uɣric .

-I tmuyli i deg yiswin n war aybalu yer umagrad uttun wis 19 n tmendawt gar lbizat n wannad i deg yella usaɗuf agmanan , asentel n uɣric , i deg ara semden tasqamut ara yesseyti.

**C- Yef war aybalu n umagrad 203 n tmendawt gar lbizat n wannad yef usaɗuf agmanan n usentel n uɣric :**

-I tmuyli n umagrad 203 n tmendawt ireɣsa yef « Idabuyen izayazgen wwin-d yef udabu ayelnaw ilelli n tfranin timzizelt yesɗulin amahil n tesgilin.

- I tmuyli belli adabu tilellit yur-s tasgilt ad d-teheyyi , ad tɣeddu tamhilt i deg azwel n wannad ad d-yawi yef usaɗuf agmanan , asentel n uɣric , i as-d-ittuhegga . I wakken , amagrad 203 n tmendawt id-yewwin yef tkebanit tamendawayt agmanan , asentel n uɣric .

- I tmuyli i wakken , war tagwi n umagrad 203 n tmendawt gar lbizat n usaɗuf agmanan , asentel n uɣric ireɣsa yef tsqamut ara yesseytin .

**2- Deg wayen yerzan aybalu n kra useggem n tmendawt gar lbizat :**

**A- Yef aybalu n umagrad 68 n tmendawt gar lbizat n wannad id-yewwi yef usaɗuf agmanan , asentel n uɣric :**

- Imi amagrad 68 n tmendawt yewwi-d yef uttekki n yirgazen d tlawin deg ulzuz n umahil n wakken ur isœeu ara assay d unhil afranan , asentel n wannad i deg yella usaɗuf agmanan , asentel n uħric :

- Imi i wakken , ad tili tguri n umagrad 68 n tmendawt gar lbizat n wannad i yella usaɗuf agmanan , asentel n uħric tlaq-as tesqamut ara yesseytin.

**B- Deg uybalu n umagrad 143 n tmendawt gar lbizat n wannad i deg yella usaɗuf amagnan, asentel n uħric :**

-S tmuyli n umagrad 143 n tmendawt ad xdmn yef usned n tñubga n usaɗuf amyezwer yer uneylaf amzwaru ney ayella unabaɗ , yef wakken tajrut ,i umazan d iœeggalen n useqamu n uylan, isenmel , di tseɗɗart tis snat , tisekkirin n usenked n isenfaren n usaɗuf n useqqamu iyelfanen syen akkin rray n useqqamu n uwanek, sakkin aseggem nsen seg uneylaf amezwaru ney ayella n unabaɗ, yef wakken tajrut, af lbiru n ugraw ayeřfan ayelnaw ney af win n useqqamu aylan, akked s talkamt,ur xedmen ara takbanit amendaw , i wannad yewwin asaɗuf agmanan, taywsa n uħric :

-S tmuyli i tguri n umagrad 143 n tmendawt gar lbizat n wannad i deg yella usaɗuf agmanan , asentel n uħric tlaq-as tesqamut n useyti.

**3-Deg wayen yerzan wa aybalu n usaɗuf agmana uřun 05-11 gar lbizat n wannad i deg id-yedda usaɗuf agmanan ,asentel n uħric :**

-S tmuyli n usaɗuf agmana uřun 05-11 deg 10 jumada tanya 1426 iwfaqen 17 julyu 2005, yettwasenfel yemmed, icudden yer tudsa asentel n usaɗuf agmanan id-yettwabdren yakan ad řlen isutar icudden ar tiggezt n wumuyen n tfranin i imbeddayen ar tfranin n tyiwanin d lwilayat d tigni n izerfan d isutar ittusekcmen ar usentel n igmad n tfranin awandan ;

- S tmuyli i wakken war aybalu n usaɗuf agmanan uřun 05-11 gar lbizat n wannad n usaɗuf agmanan, asentel n uħric ,ayen iřeřan ara ilaq ad yettwaseyti.

**4- Deg wayen yerzan war aybalu n wannad uřun 75-59 gar lbizat n wannad id-yewwin yef usaɗuf agmanan ,asentel n uħric .**

-S tmuyli yef wannad uřun 75-59 yellan ass n 20 remđan 1395 yewfaqen 26 ctembre 1975.yettwasenfel yerna yemmed , yewwi-d azamul n tdamsa iressan yef tkebanit n tmendawt yeqqnen yer wannad n usaɗuf agmanan ,asentel n uħric xas akka s

useggen ,seant assay ungal n tdamsa, ladya deg wayen icudden yer ujerred n tfranin d tawtilt n imebaddayen yer unejmuε n wid yettwafernen .

-S tmuyli i wakken war aybalu yer wannad uttun 75-59 gar lbizat n wannad ideg yella usaɖuf agmanan , asentel n uɖric isemden tasqamut n useyti .

**5-Deg wayen yerzan asetef n lbizat n wannad ideg yella usaɖuf agmanan , asentel n uɖric**

**Deg wayen yerzan asetef n wannad uttun 12-06 deg lbizat n wannad id-yewwin asaɖuf agmanan :**

-S tmuyli n tgri n izerfan ireşşan deg wannad , uttun 12-01 deg wass n 20 rabie El awal iwfaqen ass n 13 furar 2012 id yesebganen ajerred yer tefranin d umdan n yikeryisen izemren ad dyren deg lbarlaman uqbel asaɖuf uttun 12-06 deg 18 safar 1433 yewfaqen i wass n 12 yennayer yeqqen yer tdukliwin :

-S tmuyli n tsunda n lbizat , tfent s tmuyli n tarda n umyellel imeslayen izerfanen,deg usismel n yiwet taggayt n usaɖuf , ihseb azmez n wasmi ditwaxdem ,dayen asaɖuf uttun 12-06 n 18 safar 1433 yefwqen 12 yennayer icudden yer tdukliwin d yefyen yakkan uqbel annad uttun 12-01 n 20 rabie El awal 1433 yewfaqen 13 furar 2012 wid dihadeden timedawert n tefranin ;

-S tmuyli, i wakken asetef n wannad uttun 12-01 uqbel asaɖuf uttun 12-06 ilaq-as useyti.

Tis snat : deg wayen yerzan imagraden n wannad id yella usaɖuf agmana,asentel n uɖric

**1- Deg wayen yeenan amagrad 26(ticredt10) n wannad id-yellan yef usaɖuf agmanan ,asentel n uɖric :**

S tmuyli belli amagrad 26(ticredt 10)n wannad id- yewwin asaɖuf agmanan ,asentel n uɖric ,id yeffyen seg usqamu n udabu ayelnaw yef tlellit n tfranin ad gren laryuy yef yisenfaren n yisudaf n nniɖam d yilugan yeenan tifrani ;

S tmuyli yef wayen i texdem tmendawt yef ayen icudden yer udabu ilelli, deg yimagraden 200,201,202,d 203 ur sean ara laryuy d tidmi yef wayen iccuden yer yilugan n tefranin d uttekki deg usaɖuf agmana ;

S tmuyli n umagrad yef 26(ticredt 10) n wannad id-yellan yef usaɖuf agmanan ,asentel n uɖric , yettka yer usqamu n udabu ilelli id deg ara gren laryuy d tmuyli , ur zmiren ara ad hkmen di tuddsiwin mi ara a heggin i isudaf maca ala tiwali n tanfaliyin n isumar d usmagal n usentel n isenfaren

n usaḍuf n nniḍam mi ara ad jabden ar tefranin ,ticreḍt 10amagrad 26 ḥasbent am umendaw, s chart ad ṭfen amiḍan n uxmil.

**2-Deg wayen yerzan amagrad 121 n wannad id-yewwin yef usaḍuf agmanan icudden yer tefranin,asentel n uḥric :**

- S tmuyli yef umagrad 121 n wannad id-yewwin yef usaḍuf agmanan icudden yer unhil n tefranin, asentel n uḥric,yezmer ad yili ucetki d usuter mgal tiytasin n tasmilt n usenqed d umsizref n tselfawt n tefranin zdat n udabu ilelli ayelnaw .
- Ilad ad ttili tseqamut ara yeεassen asizref i yettuheggan i tselfawt n tefranin ar tama n udabu ilelli id-yeddand deg umagrad 115 n wannad id-yewwin yef usaḍuf ,asentel n uḥric :
- I wakken ad ilint tefranin zeddigit ulach deg-sent ccek akked uselhu d useddu n tedyanin akken iwata id-yeddand deg umagrad 9 ticreḍt 5 n tmendawt yeṣṣehres yef tlellit n tseqamut ara yenseqden aseḥref n tselfawt n tefranin am wakken ilaq ad ṭfen laryuy iwilmen , ulach deg-sen ccek.
- Deg umagrad 121 n wannad n usaḍuf agmanan, asentel n uḥric yewwi-d yef usewjed n tseqamut n uktazal n useḥref n tselfawt n tefranin am ugman icudden yer udabu,Aceteki magal tiytasin n tseqamut-agi ilaq ad yili zdat udabu ur zmiren ad yejuji.
- Yezmer ad yili usuter mgal tiytasin icudden ar useḥref n tselfawt n tefranin , deg umagrad 121 ( taseddar tist 2) n wannad id-yewwin yef usaḍuf agmanan asentel n uḥric ilaq ad yili yedda d tmendawt yerna yezmer ad yettuεawed.

**3-Deg wayen yernan imagraden 184 ( taseddart yettwarun s urqaq), 200( taseddart 7) d 221 (taseddart yettawrun s urqaq ) n wannad id-yewwin yef usaḍuf agmanan, asentel n uḥric,yewwin tagrruma n ṣṣah deg ayen icubban di tyawsin nsen d tmentilt :**

- Imagraden agi ḍalben i umbedday n ugraw ayeṛfan n tyiwanin d lwilayat ,i ugraw ayeṛfan ayelnaw akked ar useqqamu aylan « ilaq ara ad yettwasen s tyara n diri akken ad walim assay aked idrimen anda illa ccek deg-sen d imkan anda xedmen i tazirt nsen usrid ney arusrud yef ufran ilelli dayen yef uselḥay n tselfawt n tefranin.
- S tmuyli, n useggem n tigrin n izerfan , tayawsa n ukayad ittawafahmen ara ,mi ara a yesεu asenas asemday ney laqder n umenzay idnan deg umagrad 34( taseddart yettwarun s urqaq) n tmendawt ;

-S tmuyli n useggem ikmlen deg yimagraden ur yettwafahmen ara , iwæer akken a tsbegned dayen akken tsuqled s takarða d uteadi yef izerfan n yiđermanen imi ulac ayen s wacu axedemen axeddim agi ;

-S tmuyli n tigri n izerfan izemir ara ad yekkes dđemana yettwahegan dayen imi ttidenan deg umagrad 34 n tmendawt ,deg tajrut aki, imagraden 184(taseddart yettwarun s urqaq , 200 ( taseddart tis 7) akked 221 (taseddart yettwarun s urqaq ) ttewaḥsebet am akken d amendaw, s ccarṭ ad yili d amaḍan deg uxmil.

**4-Ayen yaenan imagraden 213,246,251 akked 261 n wannad yewwin usaḍuf agmanan,asentel n uḥric, yewwin agraw deg wayen imccuban d tyawsa akked tmentilt nsen :**

-S tmuyli n yimagraden d wayen dittwabdren yakan yewwi-d imeslayen-agi «استدعاء الهيئة الانتخابية» «يستدعي الناخبون» tasayra tettka am tsekkirt i uledday n tselfawt n tefranin ;

-S tmuyli n yimeslayen taḍwel deg tmendawt ama tanqit tis 10 deg umagrad 91 n tmendawt «استدعاء الهيئة الناخبة» i wakken tigri n izerfan ilaq ad yesedukkel imeslayen yettwarun deg yiwet n tsekkirt as xdemen di tmendawt ;

-S tmuyli usexdem imeslayen agi «استدعاء الهيئة الناخبة» «يستدعي الناخبون» deg adeg adnini «استدعاء الهيئة الناخبة» a taḍwel di tmendawt , ad xdmn wid yarin ara dahren nsen i wakken ad ttewaseytin.

**5- Ayen yaenan amagrad 244 n wannad yewwi usaḍuf agmanan , asentel n uḥric :**

-S tmuyli n umagrad 244 n wannad d yewwi usaḍuf agmanan, asentel n uḥric tesa tamurast usutel n umaslaḍ win fyef farnen di tesqqamut aylan yennad seg tnarit d yenna useqqamu.timenna- agi imiren ar tsenbart tamendawt i wakken ad ljun tamurast n usaras n imeddzi n umaslaḍ yettwafarnen » ;

-S tmuyli n tefranin ar useqqamu aylan deg umkan n udyer arusrid belli amebdday ar tefranin tettwaxdem s tamamekt amsiman i war allal n wumuyen n tefranin am wakken d tajrut i tefranin n imaslaḍen n ugraw ayeḥfan ayelnaw ;

-S tmuyli n tigri n izerfan sabḍen tasekkirt imeddzi n umslaḍ yettwafarnen ar usqqamu aylan deg ufeqqim denan yakkan si laḍil s tnarit n useqqamu aylan , s usutar n tefranin yettwaḥar i weseggem n tmendawt, seg imagraden 242 n wannad id-yewwi usaḍuf agmanan, asentel n uḥric ;

-S tmuyli n tseyrut n tnarit n useqqamu aylan yef tmurast usutel n umslaḍ yettwafarnen ad xedmen tasekkirt i udabu tarna tamsalt ad sawlen i tfekka n

tefranin akken ad suddsen tifraninn n lwilayat,taseyrut n tmurast a tsenbart amendaw seg umagrad 191 n tmendawt ;

-S tmuyli n umaslađ angaru n umagrad 244 win ad tteWAYren am akka « asras n imeddzi n umslađ yetwafarnen » ilaq ad yettwasyeti.

**6- Ayen yaenan amagrad 257 (taseddart tis snat d tis krađ ) n wannad id-yewwi asađuf agmanan , asentel n uđric :**

-S tmuyli n umagrad 257 ( taseddart tis snat d tis krađ ) n wannad id-yewwi asađuf agmanan , asentel n uđric yurad « ma yella ittwakes yiwen seg sin imebeddayen deg inned wis sin, tifranin idfren alama kamlet mbela ma iwuint amađan tukssa n umebedday ;

-Ma yella kra tella lmuta ney kra n leylađ deg yiwen n sin imebeddayen ar inned wis sin, tasenbert amendaw tennad belli ilaq attili tsekkirt tajdit deg ugraw n tefranin ad-tt-ťef deg tajrut n umendar n usuddes n tefranin tijdidin teyzef meqqar 60 n wussan » ;

-S tmuyli n tseddarin tis snat d tis krađ n umagrad 257 n wannad agmanan id-yewwin asađuf ,asentel n uđric , txeddem deg useggem n tmendawt seg usuqel n uđris n tseddarin tis snat d tis krađ deg umagrad nsen wis 95 ;

-S tmuyli n tigri n izerfan amenzay n tmendawt ad yetef tayult yettwaharen deg umendaw n uđris ur yettwahseb ara deg useggem icudden ar tmendawt di tyula idrisen niđen ;

-S tmuyli n useskel usenk-d n asađuf agmanan d kra useggem di tmendawt ur ttekan ara di tgri n izerfan mi ala deg unekcum n useggem icudden ar uđris niđen imgarden di tsekkirt d ubdel ad yilin s yur tamendawt ;

-S tmuyli asađuf agmanan , a nseskel ađris n tseddarin tis snat d tis krađ n umagrad 95 n tmendawt wa ad yettwahseb deg uđris n umagrad nsen wis 257 ( taseddart tis snat d tis krađ), adawin amenzay amendaw yelan di tseddarin tis snat d tis krađ n umagrad 257 n wannad yewwin asađuf agmanan ,asentel n uđric yettwahsab am war amendaw.

**7- Ayen yeenan amagrad 260 n wannad yewwi asađuf agmanan , asentel n uđric :**

-S tmuyli n tigri i izerfan n yimagraden 260 n wannad yewwin asađuf agmanan , asentel n uđric, yennad tawzut n tsenbart amendaw, yesean taseyrut n ugmuđ aneggaru n tefranin aselwayan ;

-S tmuyli n umendaw yennad deg umagrad 191 n tmendawt,s wayen ilhan tassenbart n umendaw tin yehkmen yef isutar tenidibden yeenan igmaḍ n laēḍil n tefranin aselawayan d tigni n izerfan akked mi ara afarnen adinin af igmaḍ anaggaru n tefranin aselwayan ;

-S tmuyli n umagrad 260 n wannad yewwin asaḍuf agmanan asentel n uḥric, ur mgal ara s wayen ilhan di tsenbart amendaw akken yella d ummil deg umagrad 191 di tmendawt,nafes kan ig ttwaqblen ar tmendawt.

I tmentilin nsen

Iytes :

**S talya :**

**Tamzwarut :** tisekkarin n wannad yewwin asaḍuf agmanan icudden ar unhil n tefranin , asentel n uḥric, ittekmed asnas n umagrad 142 n tmendawt , d imendawen.

**Tis snat :** aḥric n tmendawt amendaw seg uselway n tagduda yewwid asenqed n umendaw n wannad yewwin asaḍuf agmanan icudden ar unhil n tefranin, asentel n uḥric, ittekmed asnas n umagrad 142 (taseddart tis snat ) akked 224 n tmendawt d umendaw.

**Di lesas :**

**Tamzwarut : ayen yeenan lbizat n wannad yewwin asaḍuf agmanan,asentel n uḥric :**

- 1- Adarnon ar lbizat, imagraden 16( taseddart tis snat) akked 19 d 203 n tmendawt.
- 2- Ad kssen lbizat, imagraden 68 d 143 n tmendawt.
- 3- Adarnon ar lbizat, asaḍuf agmanan uṭṭun 05-11 di 10 jumada ataniya 1426 yewfqen 17 yulyu 2005, bden as w ččurent, icudden ar usuddes arraten.
- 4- Adarnon ar lbizat, annad uṭṭunn75-59 di 26 ctember 1975 d-yewwin asaḍuf n tanezzut.
- 5- Sessel,deg lbizat,asaḍuf agmanan uṭṭun 12-06 di 18 safar 1433 yewfqen 12 yennayer 2012 icudden ar tddukliwin uqbel annad uṭṭun 12-01 tin adimlen timdewart n tefranin d umḍan n imukan ara walin i tefranin n barlaman.

**Tis snat : ayen yeenan aseggem n wannad d-yewwi usaḍuf,asentel n uḥric**

**1- Amagrad 121 d nafs ittwaqbel a tmendawt,ad yettuēuwed :**

Amg.121.-« Tiytasin n tsmalt n usenqed d usizref n tselfawt n tefranin zamren ad xdmn asentel n usutar zdat n tsenbart amendaw deg umnḍar n waggur.

2- Taseddart s tira tarqaqt n umagrad 184,taseddart tis ṣa d umagrad 200 d tseddart s tira tarqaqt n umagrad wis 221 ttwaqblen a tmendawt s wayen dittwabden uksawen.

- 3- Abddel n tenfali agi « يستدعى الناخبون » deg umagrad 213 d 261 d tenfalit « تستدعى الهيئة » deg imagraden 246 d 251 i tenfalit « يستدعى الهيئة الناخبة ».
- 4- Ad yekkes umslaḍ aneggaru n umagrad 244 win ad yettwayren am akka « asras n imeddzi n umaslaḍ yettwafarnen ».
- 5- Tiseddarin tis snat d tis kraḍ n umagrad 257 ttewaḥsben am war amendaw.
- 6- Amagrad 260 d nafṣ ittwaqbel a tmendawt, ad yettuɛawed :  
 « Amg.260.- Tassenbert amendaw w texdem yef usutar di kraḍ(3) n wussan.as sizer asutar aki ad ttuɛawden s taytest .  
 Adinin igmaḍ ineggura n tefranin aselwayan deg umenḍar n mraw(10) n wussan, seg tarmest n uzmez dittwacgeen s yur aselway n udabu ilelli ».
- Tis kraḍ :** ayen yuggran deg useggem n wannad id-yewwi usaḍuf agmanan icudden ar unhil n tefranin d amendaw.
- Wis ukuz :** aseggem war amendaw zamren ad msfraqen deg wayen d yugran deg useggem id-yewwi usaḍuf agmanan icudden ar unhil n tefranin, asentel n uḥric.
- Wis semmus :** asenked n tytest a tizar uselway n tagduda.  
 Asenked n n taytest ad yuzuzer deg uymis unṣib n tagduda tazayrit amagdan ayeḥfan.  
 Dayen yaemed s yur aseqqamu amendaw deg tdreḥzin 24,25,26 di rejab 1442 yewfqen 8,9 d 10 mayres 2021.

Aselway n useqqamu amendaw

Kamel Fennich

- Mouhamed habchi, anmazul n uselway ;
- Salima Mousserati, taeggalt ;
- Chadya Rehab, taeggalt ;
- Brahim Butkhil, aeggal ;
- Mouhamed Reda ousahli, aeggal ;
- Abdnour Garawi, aeggal ;
- Lacemi Brahimi, aeggal ;
- Mouhamed Adda Jeloul, aeggal ;
- Amar Bourawi, aeggal ;

**ANNAD**

**Annaḍ uṭṭun 21-01 di 26 rejab yewqen 10 mayres 2021 id-yewwi asaḍuf agmanan icudden ar unhil n tefranin.**

Aselway n tagduda,

Iwala amendaw, ladya imagraden agi 7,8,10,12,16(taseddart tis snat),19,56,59,73,85,88,94,95,120,121,122,123,126,132,140,141,(taseddart tis snat),142,151,191,197,198,200,201,202,203,akked 224 ;

Iwala asaḍuf agmanan uṭṭun 98-01 di 4 safar 1419 yewqen 30 mayyu 1998,snifel immed,icudden ar tawzut,d usuddes d uxeddim n umendaw n uwanek ;

Iwala asaḍuf agmanan uṭṭun 05-11 di jumada tanya 1426 yewqen 17 julyu 2005,snifel,icudden ar tawzut n asaḍuf ;

Iwala annaḍ uṭṭun 75-59 di 26 cetmber 1975 yewwi asaḍuf n tanezzut ;

Iwala asaḍuf agmanan uṭṭun 12-02 di 18 safar 1433 yewqen 12 yennayer 2012 sabḍen n laḥsabat akked lmenda n barlaman ;

Iwala asaḍuf agmanan uṭṭun 12-04 di 18 safar 1433 yewqen 12 yennayer 2012 icudden ar uḥeric n tsertit ;

Iwala asaḍuf agmanan uṭṭun 12-05 di 18 safar 1433 yewqen 12 yennayer icudden ar isallen ;

Iwala asaḍuf agmanan uṭṭun 16-10 di 22 du lqiɛdda 1437 yewqen 25 yuct 216, snifel immed,icudden ar unhil n tefranin ;

Iwala annaḍ agmanan 19-07 di muḥaram 1441 yewqen 14 cetmber 2019 icudden ar udabu ayelnaw ilelli n tefranin ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 66-155 di 8 yunyu 1966 , snifel immed, yewwi asaḍuf n tsekkirt ;

Iwala annaḍ uṭṭun 66-156 di 8 yunyu 1996, snifel immed, yewwi asaḍuf n jinaya ;

Iwala annaḍ uṭṭun 75-58 di cetmber 1975 , snifel immed, yewwi asaḍuf ayarim ;

Iwala annaḍ uṭṭun 75-59 di 26 cetmber 1975, snifel immed, yewwin asaḍuf n tanezzut ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 84-09 di 4 furar 1984, snifel immed, icudden ar usuddes akalan n tmurt ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 89-28 di 31 duḡamber1989, snifel immed, icudden ar tgerwa n tmeskant azayez ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 15 yucet 1990, snifel immed , icudden ar laḥsabat azayez ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 4 safar 1419 yewfquen 30 mayyu icudden ar tnefrut adeblan ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 08-09 di 18 safar 1429 yewfquen 27 furar 2008 yewwi asaḍuf n tsekkirt ayrim adbelan ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 11-10 di 20 rejab 1432 yewfquen 22 yunyu 2011 icudden ar tyiwant ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 12-06 di 18 safar 1433 yewfquen 12 yennayer 2012 icudden ar tddukliwin ;

Iwala annaḍ uṭṭun 12-01 di rabie el awal 1433 yewfquen 13 furar 2012 anammal n tmedewart n tefranin akked amḍan n umkan akken ad walin tifranin n barlaman ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 12-07 di 28 rabie el awal 1433 yewfquen 21 furar icudden ar lwilaya ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 14-04 di rabie el awal 1435 yewfquen 24 furar 2014 icudden ar irmad aslizran ;

Iwala asaḍuf uṭṭun 18-07 di rmdan 1439 yewfquen 10 yunyu 2018 icudden ar umsten n yimedanen ayan deg ulawi n tenfkin s tyara udmawan ;

Iwala asaḍuf 20-05 di 5 rmdan 1441 yewfquen 28 yebrir 2020 icudden ar igdel mgal usriden n karuh ;

Ticekki ulyu n useqqamu n uwanek ;

Aseqqamu n uylif a tysel ;

Adiwali tayttest n useqqamu n tmendawt ;

**Ad xdmn annaḍ akken ilaq :**

Amagrad amzewaru.- asenked n wannaḍ d yewwi usaḍuf agmanan icudden ar unhil n tefranin i usentel n :

Sbadu amenzay n lesas d ilugan a yeslḥun unhil n tefranin ;

Tarussi n wakken iwata imenzay n tmendawt ilelli deg udabu yeččuren d usuddes, d uheggi, asfrek n tselfawt n tefranin ;

Tiwḍin d uteamaq di tugdut , timlilit ar udabu d tameicet n tsertit ;

Attaren ar utteki n iyermanen di timetti tayermant, ladya ilemzyen d tilawin, ar tameicet n tsertit d ḍḍemana n ufran ilelli ibaeden yef tazrirt n ungawi.

Amg.2.- Iqseḍ-d deg unamek n usaḍuf agmanan tinfalyin-agi :

**Tawriqt n udyer :** Tawriqt-aki tettwahega-d ilmend n ufran s yur adabu ayelnaw ilelli n tefranin, tella-d ilmend ufran di tazeqa n ufran ass n udyer, i wakken ad yizemir ad yesenfali yef uxtiri-is uqbel ad tteyer daxel usenduq n udyer.

**Tawriqt tillemt :** d twariqt n udyer ur yettwaḥsben ara di taswiet ni n usenyel d uḥesab leswat axatar ur ttemcabi ara ar useggem n usenked n usaḍuf agmanan.

**Ayen d yugran iḡhed :** d allal i ufraḡ n imukan id yeqqimen deg ufran deffir ufraḡ amezwaru .  
**Amebday :** yal amdan ad iruḡ yer tefranin s ddaw n tsertit ney tayara ilelli.

**Takarḡa n ufran :** d takarḡa dittwaxdmen s yur adabu ayelnaw ilelli n tefranin i umdan deffir ajred-is deg umuy n tefranin i wakken ad yizemir as ismres azref-is deg udyer n tefranin .

**Kutyen n tefranin :** d agmuḍ n uferraḡ n umḡan n ufran isenfalin amḡan n yimukan ara yilin.

**Istifta :** d tasekkirt n tugdut tin s wacu ara ad sbgnen aḡris ney astqsi yef tgerruma n tfekka n tefranin.

Win yefarzen tiwriḡin n udyer : d amdan yettkin deg ufraz n tawriḡin n udyer.

**Afran :** d awal imcetlen yettwaxdem akken ad yeglem tefranin.

**Lswat d senfalin :** amḡan n leswat iseḡan yef wacu ttaklen ticeki mi ara farzen.

**Leḡerma n tefranin :** mkul leḡalḡa ad yeḡqeb fella-s usaḍuf akken ibyu illa, yettwaxdemen s yal allal id yellan .

### **Imenzayen iwulmen**

Amg.3.-Tanaya ayelnaw a ayla n ugdud , yesamras-it seg ubrid agnsas n tefranin tilellyin,alugan, ḡsefawa,afrawan.

Amg.4.-afraḡ yella-d d allal s yis a yextir ugdud agnsas i useddu n laceḡal.

Amg.5.- yettilid udyer seg ubrid n ufran aseddayen , udrid ney d arusrid.

Amg.6.- yukk ifranen seḡan azeraf n asutar di ḡeḡa tefranin d istiftaiya uḡebaḡ n usaḍuf agmanan.

**ASFREK D USENQED TAMZELT N TEFANIN****Adabu AYELNAW****ILLELI N TEFANIN**

Ixef amzawru

**Aseggem amatu**

Amg.7.-ilmend n useggem n useqamu adabu ayelnaw ilelli n tefranin taɗmen aheggi d usuddes d uszref yef tefraninin ukk.

Amg.8.-adabu ayelnaw n tefranin yesea tugna tuzzma akked uszref. syel ddaw « udabu ilelli ».

Amg.9.-amkan n udabu ilelli isbeɗ di lezzayer.izmer yal tikelt ad yazen,ma yella llant kra tɗullit,ney amkan niɗen n tmurt ayelnaw s taytest n uselway n udabu ilelli.

Amg.10.- adabu ilelli tsamres tuyɗaɗ seg asmi taseyra n tfka n tefranin almi d tullɣa n ugmud n laeɗil, s useggem d usenked n usaɗuf agmanan .

S uzwel-agi, adabu ilelli yeččur,

Tuɗefa n ufaylu ayelnaw n tfekka n tefranin, d umuyen n tefranin n tyiwanin d umuyen n tefranin n icarken akked ubarani s ššifa a yedumen i uɗbaq n usaɗuf agmanan .

Aheggi n tkarɗiwin n wid a ydyren d ufraɗ i bab-nsen.

Acref n tagrruma yef ukk tefranin n udyer .

Ad xdmn yef useggem n irraten d tiyelmin n tefranin iwalmen,di lwaqt nni n tefranin ;

Ad ccuden akked ihericen yeħarcen ,wa ad kcmn deg ukatar n uwali agraylan n tefranin ;

Ad ddamnen wa ad seh̄bibren yef tukciwin udmawan yaenan tefranin d imebdayen ;

Aħses deg tayult n tefranin d ufraɗ n yedles n udyer ;

Aley n tigawt n imeskar n tefranin ;

Ad ccuden akked takbbaniyin d tagmi, i usmil n tagmi ussnan s tanga n tefranin.

Amg.11.- yeezzer udabu ilelli mgal yal imkellef s uheggi n tefraniyen s udem n diri anda ara ad yemmus ššfa d tezdeg n tefranin.

Amg. 12.-yettxeṭir udabu ilelli ayen yellan d amattu s kra yellan d awellih ney kra n lixšaṣ icudden yer tayult-is iwakken ad tilli tefranin tgerrez

Amg.13.-yettehgi - d udabu ilelli ayen akk yerzan ṭṭmana n tikeli n tefranin tiweḥḥdiyen

Amg. 14.-yettemlil udabu ilelli ayen akk yerzan tiferanin d wayen yerzan ikabaren akked d imreḥen

Amg.15.- yettheggi ilelli ilelli yuk isferanen yelhan i yemdanen iwakken ad fken ṣṣut s tlelli akked d ṣṣfa

Amg. 16.- yesfayed udabu ilelli s usemres n tmeṣnast yuran d wallalen n taywalt timeslit akked tmezrit s lmendad n isuḍaf

Amg.17.- adabu ilelli tessea tawemest n uselḥu, rnu yef waya Temmal-d tiwuriwin n usexdem-is ilmend isuḍaf.

Amg.18.-Yettili -d uṣenet yef tedriment tfraniin s yur tesqamut n leḥsab

Ixef wis sin

### **Asmres n tmengilt tayelnawt tilellit n tefraniyin**

Amg. 19.- tyessa n udabu ilelli :

- azyir n nnuba deg tesqamut n tmengilt tilellit

-azyir n usemres d aselway n tmeṣnast tilellit

Amg.20.- adabu ilelli tessea iæerjan deg wayiren akked tyiwanin arnu yef waya timura tibaraniyen

Tagzemt tamezwarut

### **Tasqamut n udabu tilellit**

#### **Tayessa n tesqamut :**

Amg.21.-tasqamut deg-s seg (20) n iæeggalen ifferen - iten d uselway n tegduda seg yemdanen ilelliyen gar-asen yiwen n ueeggal (1)seg wid i zedyen n tmura tibaraniyin ilmend (6) n iseggasen ulac deg-s aæiwed.

Amg. 22. -tettehgi tesqamut anagraaw andaxel win ara ad zuzren deg teymist tunsibt n udabu ilelli.

Amg. 23 .-Yettili-d unejmuε n tesqamut s ussiwel s yur aselway ney deg tekradit (2\3) seg iεeggalen – is.

Amg. 24 .-tettawi tamerayt s yur tasgedt ma yella mgadan d aselway ara ad yeffken ššut.

Amg. 25. - ttarun timedruyin deg uzmam uṭṭunan deg-s azamul n uselway n tmengilt ilmend n isudaḥ sin akkin ad zuzren deg teymist tunšibt n udabu ilelli.

**Tis snat : timešlah n tesqamut:**

Amg. 27. - ad yessbedd uselway n tegduda aselway n udabu ilelli i tallit n 6 n yiseggasen ur d netteawad ara.

Amg. 28.- yesεa udabu ilelli tamareyt tamatut yettwakllfen s leqdicat ideblanen.

Amg. 29.- d lbayan n uselway ara d-ibeyynen nniḍam agejdan n yiεeggalen ideblanen n ugraw n udabu ilelli, d tririt n tedrimt-nsen.

Amg. 30.- aselway n udabu ilelli ixeddem leqdicat-a :

- Yettili d aqerru yef ugraw, iṭebbiq inejmuεen.

- Yessawal-d i unejmuε n ugraw yef wacu ara yili d aselway.

- Yettili d anesmigel n udabu ilelli deg yegrawen n baylek yemgaraden, akked wid ittekkine deg udyer.

- Yettili d anesmigel n udabu ilelli sdat teydemt yef wayen yerzan merra lumur n uyarim d tedbelt.

- Yessbadday-d iεeggalen n yegrawenn wayir d tyiwant, d yegrawen idiblumasiiyen d ikunsuliiyen, deg berra n tmurt deg tallit n leqdicat n udyer, d tallit n uεiwed n wumuyen n udyer, d uεelleq-nsen ama deg wakal n tmurt ama deg berra.

- Ad d-yessbedd wid iqeddacen deg yigensen d lbirwat n udyer.

- Ad yili d anesmigel d lḡihan tigreyḷanin yettuxessen deg leqdicat yerzan adyer.

- Ad d-iberreḥ s yigemmaḍ imezwura n udyer, ama d wid n tselweyt, ama d wid-nniḍen war ma ihuzan leḥkam n ugraw 186 deg usaḍuf n yiεeggalen.

- Ad d-ihyyi lbayan yerzan leqdicat n udyer, ad t-id-yessuffey seld awekked n ugraw i lbayan-a.

- D netta i yettserrifen tadrimt.
  - D netta i d-yesbeyyinen lamin amatu i udabu ilelli, d netta i t-yesseḥbasen.
  - Yesbadday-d ixeddamen ideblanen i udabu ilelli, d useḥbes-nsen.
  - Yettili d aselway yef yixeddamen ideblanen yettabaæen adabu ilelli.
  - Yessizmil lbayanat n yinejmuæen, d rrayat n udabu ilelli, ad yeḍmen asiweḍ d uṭebbeq-nsen.
- Amg.31.-ixeddem uselway n udabu ilelli lḡehd-is akken leqdicat-a n udyer ad æddin deg tegnatin yelhan, d uḍman n seḥḥa n yigemmaḍ, d uedal-nsen d tseddarin n usaḍuf d uneddem.

**Tagzemt tis kraḍ  
Tiddin n udabu ilelli deg uswir n daxel  
D yinesmiglen deg berra**

Amg. 32.-yettaweḍ ufus n udabu ilelli yer yegrawen n waḡir, ttaken-asen-d afus n tallelt deg uswir n tyiwanin.

Amg. 33.- inesmiglen n waḡir seæn gar 3 d 15 n yieeggalen, s uqader nsnat n tyawsiwin-a :

- Amḍan n tyiwanin
- Afraq n yegrawen n udyer

D aselway n udabu ilelli seld awekked n unejmuæ ara d-yesbedden iæggalen n ugraw n lwilaya.

Amg.34.- ad d-yesbedd uselway n udabu ilelli inesmiglen n yegrawen n lwilaya d tyiwant d win n yidiblumasiyen , d lqunsulat deg berra n tmurt.

Amg.35.- ad yettwaselḥu ugraw n yinesmiglen n waḡir unesmigel n waḡir ara yilin ddaw ufus n uselway n udabu ilelli.

Amg.36.- yettwaselḥu ugraw n tyiwant syur unesmigel n tyiwant i yettcawaren anesmigel n waḡir yettuxessen.

D aselway n udabu ilelli ara d-yesbedden iæggalen n tesmigelt n tyiwant d waḡir deg yal lemcawrat n udyer.

Yal tasewtit n tefranin, aselway n udabu ilelli usbiḍ, s tebyest, tasuddest n tmagla n tyiwant d lwilaya.

Amg 37 : Timigla n lwilaya, d tyiwanin ar tama tgensestin diblumatikiyen akunsulan ar uberṛani ad asen-xedmen i wid ara ixedmen tifranin talast d tawzut-nsen seddaw udabu n uselway n udabu tamunant.

Amg 38 : Tiyiwanin d lwilaya ad sarsent deg udabu ilelli udem aḍuli iwelmen i uheggi, i tuddsa akud uqdem yer tmahilin n tefranin ittwamnen seddaw talya-nsen n udabu.

Amg 39 : Aselway n udabu ilelli unṣib tasuddast timigla ar tama tgensatin tadiblumatisit akunsulan ar ubarṛani akka tuddsa-nsen d lxedma, s tuqqna akud udabu.

Amg 40 : Ieggalen n udabu ilelli ilaq ad d-wten i tawtilt uḍfir :

- Ad tiliḍ deg ujerred ney umuy n tefranin.
- Ad tiliḍ ur txedmeḍ ara axeddim yelhan yer uwanek
- Ur tettiliḍ ara d aeggal asegraw ayerfan adigan ney awamni.
- Ur tettiliḍ ara tettwacudeḍ yer weḥrir n tsertit deg semmus (5) iseggasen-nni anda adib-d yer udyar.
- Ur dmu ara iswi n tazrit ar yiwet n takma.
- Ur dmu ara iswi n tazrit i trafik n tefranin.

Amg 41 : Ieggalen n udabu ilelli gzen yer wayen ilaqen n uxmil d tarawsa, ad xedmen tuydadin-nsen s uzarug-nsen ukk d uyellet, deg ukatar-agi, d useḥber n uwanek.

- Ieggalen n udabu tamunant s igdellen di lmandat-nsen, d aseḥfu n uzayer-nsen tmentilt ittwacuden s axeddim-nsen.

Dayen xedmen-d ieggalen n useqqamu d udabu ilelli akk ixdimen irmad nniḍen ney tawuri alellam.

Amg 42 : Ieggalen n udabu tamunant ur zmiren ad refdem imbeddayen yer tefranin din lmanda-nsen.

Amg 43 : Aselway akud ieggalen n udabu ilelli wejden, zdat ufrag akalan tawzut, taggallit attan deg imeslayen yellan ddaw-aki.

اقسم بالله العلي العظيم ان اؤدي مما بكل نزاهة و حياد و استقلالية و اتعهد بالعمل على نزاهة و شفافية الانتخابية و

الاستقائية و ان احترم الدستور و قوانين الجمهورية ، و الله على ما اقول شهيد;

Iëggalen n tmagla ar tama tuydaṭ tadiblumasiṭ akunsulan n ubarṛani wejden ad gallen zdat iqerṛay n tuydaṭ tadiblumasiṭ akunsulan anda ttwacuden gar-asen.

Amg 44 : Asaḍuf n dixel usbiḍ tafada d taskart n uneyṛum n yiëggalen n udabu ilelli, ma yella d imuras ney d atixar ney leyḷaḍ.

Amg 43 :

اقسم بالله العلي العظيم أن أؤدي مهامي بكل نزاهة و حياد و استقلالية و اتعهد بالعمل على ضمان نزاهة و شفافية العمليات الانتخابية و الاستفتاءية و ان احترم الدستور و قوانين الجمهورية ، و الله على ما اقول شهيد.

Amg 45 : Iëggalen n tmagla n lwilayat d tyiwanin akud iëggalen n tmagla ar tama n tagensest tadiblumasiṭ akunsulan abarṛani, yalleten amagrad di tagnit n tnaka-nsen deg tallit n tamhelt n tefranin, dayen di tallit n usnilles deg umuy n tefranin.

Asaḍuf n dixel n udabu ilelli usbiḍ ad fken idrimen i yiëggalen tmagla dnan ukser-aki.

Amg46 : Adabu ilelli isely iḥricen n tsertit ney imgensas-nsen, ayen ukk yaedan i tillas adafen inesbekkaḍen. Tamuyli d umgired tiddin n tamhelt n tefranin.

Iḥricen selyun-d ayla-nsen akken ad qdecen s lemyawlan s imenḍaren sendefka udabu ilelli s tmuyli yettwaxedmen i wudam n leqsur dayen tamunant ad yesyu s tira iskatén n telbbamyin.

Amg 47 : Adabu ilelli asebdad s taytest yef iseqsiyen yettwacuden ar tazḍut-nsen.

Taytest ixter-d i yaḥricen iceleen akk ttawil iwilmen.

Adabu ilelli yezmer ad yefk-asen yebya s wafud azayez iwakken ad tnefden di tayatest-nsen, s usetanyi n tacrie akud yaḥricen ittkan ukk.

Amg 48 : Ma yella wacu walan s neyajib ara yettwakles di tayult taslizrit, adabu ilelli tura adabu n taḍim taslizrit iwakken ad teṭṭef iskatén iwalmen, s ustenyi n tacrie s lquwa.

Amg 49 : Asmi adadu ilelli wallan belli iseynawen sematren i wid iwumi d xterren, ad skeren ḡarima ginaiya, asarun i weflus amatu akalan.

Azwel wis sin (II)

**Aziwed uxeṭṭeṭ n temhalt n tefranin.**

Ixef amezwaru

**Tiwtilin yettwaḍleb akken ad tiliḍ d aferran.**

Amg. 50.- Afran azayri akk n Lezzayer laemer-is 18 n yiseggasen yesæa azref akken ad yefren, ula d yiwen ney atas s wafud n ujerred ney atas n wakraden ad yexţet i tacrie s wafud n ujerred yef umuy n tefranin.

Amg. 51.-Ula d yiwen izemren ad yedyer ma yella ijerrid ara deg umuy n tefranin (1) di tayiwant anda yezdey.

S lemeawna n umagrad 36.

S unagal ayarin.

Amg. 52.-ur nezmir ara ad njerred deg umuy n tefranin ma yella llin ara wigi :

- Tagrawla n teslullit ayelnaw isæa tikli anemgal i tanfa ukabar.

- Yella ambaşı i unyar, akked war ttrebga.

- Yella ambaşı i tirmeggit ħekmen-as lĥebs akkud tagdelt ad yexdem azref n tefranin n tibedit i tanzagt usbiđ iwesnan n yimagraden 9 bis 1 akkud 14 anagal afgur ;

- Illa yenna-d leflar akked ur yexdim ara asentel n war ttrebga.

- Wid yettwatfen deg webrid ayedman ney igedlen.

Lĥazma tamatut teæaggen-d akk ttawil akk azerfan, tasqamut tayiwant n usniles n wumuyen n tefranin yernan alyu-nsen, akken leddin tallit n usniles n wumuyen n tefranin, umuy n lyaci senneyen n yijerdan 2,3,4 akked 5.

Ixef wis sin

### **Umuyen n tefranin**

#### **Tagzemt tamezwarut**

#### **Tawtilin n tiggezt deg umuyen n tefranin.**

Amg. 53- Yella-d sddaw n tmasit n udabu ilelli, s tacrie n wafud, afaylu ayelnaw n tefranin, deg-s agraw n yumuyen n tefranin n tyiwanin akked lpustath diblumatik akunsulan ar uberrani.

Adabu ilelli ieawez yef usniles n wumuyen n tefranin s tenamekt n tallit akked s tagnit n yal win a iwalin tefranin s wafud n tigni n izerfan.

Tiwtilin d teskarin s useĥbiber n ufaylu ayelnaw n uferran akked usexdem-nsen usbiđ s teytest.

Amg.54.-Tiggezt yef umuyen n tefranin d azref n yal ayerman d tyermant ad yexdem tiwtilin yettwadelben s usaḍuf.

Amg .55.-Yal Azzayri yal tazayrit ad laeben s yizerfan-nsen ayerman d usertan ur nazmir ara a tenagmad seg umuyen n tefranin, ilaq ad yessuter tiggezt-ines.

Amg. 56.- Ula d yiwen ur yezmir ad ijerred zzyada deg umuy n tefranin.

Amg. 57. -ayen ukk yellan deg imagraden 55 akked 56 s usebyen n usaḍuf agemanan, izayriyen d tzayriyin sfagnen-d ar ubarḥani urant ar tama n tgansist diblumatik akked ukunsulan azayri zamren ad steqsin yef tiggezt-nsen.

**1. Yef umuy n tefranin n yiwet n tyiwanin, ayen yernan aferran tyiwanin, ayen yerran aferran n yigrawen ayerfan n tyiwanin d yigrawen ayerfan n lwilaya.**

- Tayiwant n telallit n win teena temsalt.

- Tayiwant n uxxam aneggaru n win taena..

- Tayiwant n telallit n tejjadit n win teena temsalt.

**2. Yef wumuy n tefranin n tgensist tadiblumasit akked akunsulan azayeri ad ten-naf di tmurt anda yezdey uferran, ayen yarnan tefranin n tigrin n izerfan.**

Amg .58.-Iæggalen n iserdasen ayelnaw ayerfan d useḥbiber ayelnaw, aseḥbiber ayarim d ixeddamen n ladwan izayriyen aked sabis imaḥbas wid yaemiren ara tiwtilin. Tusbiḍin seg umgarad 51, zemren ad staqsin yef umuy n tefranin di tyiwanin iwumi rnan amagrad 57 s usbegen n usaḍuf agmanan.

Amg.59.- Akk imdanen ay heggin tazmert-nsen n tefranin s uḍfar n war ttarbga, s unarfud n tagdelt ney lqis usemaḥ, tjerred yef umuy n tefranin, s usgem n usbgen n usaḍuf agemanan.

Akettar : tagdelt :

Amg. 60.- Mi ara ad yili udbel n wexxam, aferran yerrad yef wumuy n tefranin ilaq ad yessuter di kraḍ (03) wagguren anwa yedefren abdel-aki, amucaæ n wumuy-aki akked tiggezt-ines di tyiwant tajeḍḍit anda yezdey.

Amg. 61.-Ma yella kra yemmut uferran, d srabes diblumatik ney akked akunsulan ar ubarḥani ad selyun adabu tamunant, win itfen imren a yemucaæen umuy n tefranin, seddaw uḥeric n usgem imagraden 63 akked 64 s usebgen n usaḍuf agemnan.

Mi ara adili lmuta barra n tyiwant anda tzedyed, tayiwant n lmut ad selyun, s wallalen n usaḍuf, tayiwant n unezduy n uferran tabya anda yesulyen adabu ilelli.

**Tagzemt tis snat (2)****Aheggi d usniles n wumuyen tefranin**

Amg. 62.- umuyen n tefranin d umeylalen tiyawsiwin n usniles timeyri n ukradyur aneggaru n yal aseggas.

Umuyen n tefranin zamren ad snilsen, s uzwel tasureft s usennad n tanat aselwayan yebbin taseyra n tefka n tefranin isebden dayen azemz n ulday akk zzerb .

Amg. 63.-umuyen n tefranin ad ilin snilsen s tyara n tallit ney tagnit n uwali n tefranin n yal tayiwant i tasnilt n tyiwant n usniles n wumuyen n tefranin wid ixedmen seddaw laenaya n udabu ilelli.

Tasnilt ayiwan n usniles n umuyen n tefranin farqen :

- Aneflus isyel s uselway n tsenbart n ukalan n tawzut ,aselway ;
- Krad(03) iyermanen n tyiwant, fren s tmagla n lwilaya n udabu tamunant seg uferran , siggez ar umuyen n tefranin n tyiwant tarna temsalt.

Tasmilt aywan n usniles n wumuyen n tefranin tesa tamareyt ameylal deg umkan seddaw unqad-nsen , yesselhay-it uxeddami n tyiwant isea tirit tawezzut d tyimit n lhiyad.

Tasmilt tnejmeε yef tseyra n uselway-nsen.

Ilugan n uxeddami n tasmilt n umkan, ttwasebden s taytast n uselway n udabu ilelli.

Adabu ilelli ihbes u umuy n yismawen deg yieeggalen n tasmilt n usniles n wumuyen n tefranin s taytast mnezwi s wallalen ukk iwulmen d kra.

Amg. 64.- Umuyen n tefranin ad ilin snilsen yal tamdawart tadiblumasit d ukunsulan ar uberrani, isyel s udabu tamunant, farqen.

- Ayella n tgensist tadiblumasit ney ayella n lbusta akunsulan s teqayra ney agensas-nsen , aselway.
- Sin (02) n yifranen siggez deg umuy n tefranin n tmedawart tadiblumasit akunsulan, s usyel n udabu tamunant, ieggalen.

Tasmilt tnejmaε deg umkan n tagensist tadiblumasit ney akunsulan s tsayra n uselway-nsen.

Adabu tamunant yeħbes umuy n yismawen n yiæeggalen n tasmilt n usniles n yimuyen n tefranin s taytest nnezwi s wallalen ukk iwalmen, d kra.

Ilugan uxeddim n tamilt yefka-d ulduy d zzerb di tallit n usniles n wumuyen n tefranin s wallalen ukk iwalmen, deg umagrad 62 yellan ukser-aki.

Amg. 66.- Akk iyermanen yettwaksen zamren ad sissnen acetki-nsen ar uselway n tasmilt ayiwan ad yesniles umuyen n tefranin, talya d umenar fkan a tsenked usaɗuf agemanan.

Amg.67. -Akk iyarmanen ijerrden deg umuy n temdawart n tefranin zamren ad xedmen acetki yesean sebba wallan imucaæ deg umdan blama nnan-d ijerrred di tiggezt deg umdan yettwaksen deg yiwet n tamedwwart, di talya akkud umenar a fken usenked i usaɗuf agemanan.

Amg.68.- icetkiyen ijerden ney imucaæen llan deg imagaraden 66 akked 67 deg usenked usaɗuf agemanan, d yefka umagrad 63 akked 64 d usenked n usaɗuf agemanan, snekden-d di 10 n wusan wid yettafaren inazalen ilaqen n ugeymanan .

Amenar-aki yebbi-d semmus (05) n wusan, ma yella kra d asniles tasuraft.

Icetkiyen gzen i tesmilt d yefkan amagrad 63 akked 64 s usenked n usaɗuf agemanan, anwa asebdad s taytest s umenar yetteadin ara kraɗ n wusan.

Aselway n tesmilt ayiwan n usniles n wumuyen n tefranin ney allay n tgensest tadiblumasit ukunsulan, ilaq ad d-yini s tagensest ayiwan di kraɗ n wusan af tikkelt i weħric terna tamsalt s wallalen ukk ilaqen amurdu .

Amg. 69.-iħricen terna tamsalt zemren ad xedmen sekur di semmus n wusan yef tikkelt, s useħseb n uzemz n taytest.

Mi fat ulac iceear, asuter ni izmer ad yexdem deg umenar n tmanya (08) wusan yef tikkelt, s useħseb n uzemz n ucetki.

Rekur-aki yettwaxdem, ufesses n tesayrut ayedman anamay akalan tawzut ney Lezzayer i tamazdayt tazayrit txeddem ar uberrani, i wesbdad s unegzum deg umenar afellay semmus n wusan mebla arexas n tasekkirt akked war tamara n tenaylift n ubugaɗu s ufessas unekcum, xedmen kraɗ n wusan tazwirt akk n yeħricen teena temsalt.

Anegzum n tenafurt ur yezmir ula d yiwen uyaras s usuter.

Amg. 70.- s tagnit n yal tafrent, adabu tamunant ad xedmen umuy n tefranin ayiwan ney umuy n tefrent n lbuṣṭat tadiblumasi akunsulan ar ubeṛṛani ad segmen tigensas, ad arsen iselsa n tjaddit iḥricen n tsertit yettakan di tefranin akked imezwuran timunant, mebla ma refden tikci n tyara udmawan.

Adabu tamunant tezmer zzeḡzen talsarut n wumuy n tefranin ar ufrag amendaw .

Akk ifranen zemren, deg ususter-ines, adawin tamusni deg umuy n tafrent terna temsalt.

Tineskarin n usnas n usenked umagrad ttwaṣḡden s teytest n uselway n udabu tamunant win ara ad segdeden i wuymis unṣib n tagduda azzayri amagradan ayeṛfan.

Amg. 71.- umuy n tefrant ayiwan tettwajmae, seddaw temasit n udabu tamunant, i tmareyt amaḡlal i tasmilt n usniles i wumuyen n tefranin.

Talsarutin n umuy-agi sersen s laqder ar uleqqem n tnefrut n tsunḡa ayeḡdman anamay akalan tawzut, ar tama n udabu n ilelli akked umkan n tmaḡla n Lwilaya n udabu ilelli.

### **Tagzemt tis krad (3)**

#### **Takarḡa n uferran**

Amg .72.-yiwet n tkarḡa n uferran, tettwaxdem s udabu ilelli, zamreḡ a tesxedmeḡ ukk tefranin, tettwaxdem ukk i yifranen yerreden deg umuy n tefranin.

Adabu ilelli yellet , deg ukatar-agi d tallalt d umgarad taḡbelt azayez akked tgensest tadiblumasi akunsulan ar ubeṛṛani .

Taskarin n takbaniyin, d uslak, anḡṛum d tuksa n tkarḡa n uferran ttwasnet s taytest n uselway n udabu tamunant segded i wuymis unṣib n tagduda Azzayri amagdan ayeṛfan.

Azwel wis kraḡ

#### **Taselfawt n uferran d usezref**

Ixef amezwaru

#### **Taselfawt n uferran**

Amg .73.-S tasurifet n tajṛut i ttwaxedmen i tseddart tis 03 n umagrad 95 n tamendawt, taselfawt

n tefranin yenna-d yeḡ uledday, 23 wussan uqbel azemz n uferran, ad yekfu di krad n wussan uqbel azemz.

Teldi i yemḡebren 12 n wussan uqbel azemz n // ad yekfu di 2 wussan uqbel azemz n //.

Amg. 74.- Ula yiwen ur yezmir, s kra n wallalen seddaw kra talyiwin akken tella, ad ttxedmed kamla, aya barra n tellit d fkan deg umagrad 73.

Amg .75. -Akk imbeddayen ney udmawen yettkan di tsalfawt n tefranin ur zmiren ara ad ak-fken akk inawen nalha ara akkud akk talyiwin n usnebdi.

Amg .76.-Asexdem n tutlayt tabbaranit yegdel, taselfawt n tefranin.

Amg.77.- akk imbeddayen n tefranin n awandan tacriei ney aselwayan yesea ad yawed yer usneymes aslirzan yurgen , s usnas n tigni n izerfan.

Tannzigt n tedwilin fkan kifkif i yal ambedday n tefranin aselwayan, di tajrut n tefranin awandan akked tecerie, tanzigt temxalaf s uxeddim di tixxutert iquder uttun n wumuy n umbedday d isenked s uhric ney agraw n uhric n tsertit .

Umuyen n imbeddayen tamunant, yejmeε-d tinubga zeddigen ad snefaen s usgem n umha n umagrad seg yiwet n tawilt.

Ihricen n tsartit wid ixedmen lhamla deg ukatar n uwali, yesea ad yawed yer uneymas aslirzan yurgen, s usnas n tigni n izerfan.

Tiskartin tiyađ akked usussen imbeddayen gucclen s taytest n uselway n udabu ilelli.

Amg .78.- Ineymasen aslirzan wid a ssirgen iluyma s yurgen n tigni n izerfan, wid yettkan ar uyumu n tsalfawt n tefranin, yefka-asen dđmana n tšebdut d wakud taska gar imbeddayen.

Adabu ilelli, s tewtilin akked udabu n tañdim n uslirzan, đman leqder n useggem n imagraden amha .

Amg .79.- mebla lmađara n useggem n usađuf amassay di tamliliyin di tikli azayez, igrawen d tamliliyin azayez i tegnit n tefranin, suddsen i wesgem n usenked n usađuf agemanan

Amg .80.- asexddem allalen n usezyez di tallit n tselfawt n tefranin, igdel.

Amg. 81.-Asegdad d tnawzit n sundaj igdel ttawin nneya n uđyar n tefranin 72 swayeε uqbel azemz n uferran yer tmurt ayelnaw, di semmus wussan (5) uqbel azemz n // i tmazdayt ayelnaw ittwaxedmen ar ubarřani.

Amg .82.- Tijumuein tazayezt tettwađer i weffici n imbeddayen tettwaxšer s talya timnešaft dixel tamdawart n tefranin.

Akk talyiwin niđen n usezyez, barřa n urqaq .

Amg. 83.- ala asgem n tigr n izerfan mgal, igdel usexdem n tefranin, ayen yelhan ney allalen n umdan tuzzma tazayezt ney uslig , tasudut azayez.

Amg. 84.- Igdel usexdem imukan n tkubaniyin d isedbalen azayez dayen tikbaniyin n ttrebga, Almud d usiley akken yebyu llat.

Amg. 85.-ilaq yef umbedday ad igdel akk yef uherrek ney axeddim ney yir ttrebga, amurdu ney war amurdu ilaq ad yieawez yef lhemla n tefranin.

Amg. 86.-Igdel ad yessaxdem izamulen n uwanek akken n diri.

Ixef wis sin (2)

**Asezref d usenqed n tseffawt n tefranin****Tagzemt tamezwarut****Asezref n tselfawt n tefranin**

Amg .87.-Taselfawt n tefranin tsezref s wallal yettwaxdem seg :

- S tiws n yihricen n tsertit ismed anejmue n imaşlađen –nsen unekcum iten-icarken i yirmad n tsertit :

- Ad yili s timad-is umbedday-nni.

- Tukciwin ttwaşsabent neş s ugama ixedmen uyerman ‘umdan ayerman ».

- Lemæawna izemren ad ikbel uwanek i yilemzi ambedday deg umuyen tamunant n tefranin n tcareit d uwandan .

- Ayrem n yiwen uhric n yidrimen tseflawt izmer a teccud yer uwanek.

Amg. 88.-Igdel yef imbeddayen i tefranin i lmanda ayelnaw ney awandan, ad yettef s tmamekt usrid ney igdel, tukci n ccetla, s ugama ney taswiēt niđen, akken yebyu tella, ad xedmen awanek abarrani ney amdan aýaran ney tayelnawt .

Amg. 89.-Tukciwin tineggura yuk i umdan ayarran (400,00 DA) i tefranin n tgr n tfrantin akked (600,000DA) i tefranin n uselwayan, izmer ad yettuæawed yal krad (03) n yiseggasen, s ubrid n tañdim.

Imbeddayen n tefranin aselwayan akked umbedday waklen i wehric ney imbeddayen n umuy tamunant n tefranin n tigni n izerfan, asinin i tasmilt n usenqed d usezref n imdanen n tsalfawt n tefranin, umuy n yismawen yellan.

Amg .90.- Ur nettak ara deg usezref abarrani akken ad şarfen taseflawt n tefranin iccuden yer imbeddayen ney umuy n umbedday i tamdawart n tefranin aberrani.

Tukciwin-agi ur zmirent ad eadint (400,00DA) i wumdan ayarran di tefranin n tigni n izerfan, (600,00DA) i tefranin aselwayan.

Amg .91.-Akk tukciwin ad ieeddi udrim-is (1000 da) ilaq ad yettwaxles s lcak ney ad birin ney s tkarđiwt n lbanka.

Amg. 92.- Ilaq ara ad eadin uşaref n tsalfawt n tefranin aselwayan (120,000,000) di ddurt tamezwarut, ad yali udrim-agi ar (140,000,000) di ddurt tis snat.

Amg. 93.-Yal ambedday n tefranin aselwayan azraf deg uyram ad yessenqes (10%) deg wayen xelşen.

Mi ara ambedday n tefranin aselwayan ad yeħar atug n (10%) ney ddaw n (20%) n tuyac adiħar ney kifkif, ad yali uyerram ama d (20%) n uşaref xalşen di tallast ssiregen .

A tug n uyerram yebbi-d (30%) i umbedday ara d-yawin ktar n (20%) n tuyac d senfalin.

Ur d-yettili ara uyerram alama deffir n tesyut agemmuđ aneggaru si tansebart d useybel n umiđan n tefranin n tansebart n usenqed d usezref n imđanen n tsalfawt n tefranin.

Amg. 94.- aşaref n tsalfawt n tefranin n yal umuy n umebday yer tefranin n tigri n izerfan ur yetteddi ara 2 sin imelyunen (2500,000da) i umbedday.

Amg .95.- umuyen n yimbeddayen yer tefranin tigri n izerfan, sean ad jemeen meqqar (20%) n tuyac diġar zemren ad awin ayerram n (20%) n uşaref d yellan di tallast ssirgen, ad ixleş ayrran i uħric n tsertit d yellan seddaw-nsen ney i wumuy n yimbeddayen tamunant ur yetteli ara ayerran alama deffir n tesyerut n ugmud aneggaru si tansenbert d uybel n uniđan n tefranin s taswilt n usenqed d usezref imadnen.

Amg .96.- Akk imbeddayen n tefranin aselwayan akk umuyen n umbedday n tefranin n tigni n izerfan ad ldin amađan n tselfawt n tefranin.

Akk imbeddayen ar tefranin aselwayan ney akk umuyen n umbedday ar tefranin n tigri n izerfan ad yili usezref n tsalfawt n tefranin.

Amg. 97. -Asras n unezraf n tsalfawt n tefranin ar tefranin n tigri n izerfan ad yili usezref n tsalfawt n tefranin aselwayan ney ambedday wakken s uħric ney imbeddayen n wumuy tamunant i tefranin n tigri n izerfan.

Taseyrut sarsen-tt, a tsiweđ amtaw i tira ar unezraf n tsalfawt n tefranin syelen , ar tama n udabu tamunant i tefranin aselwayan akked ar tama n tmagla n lwilaya n udabu tamunant ar uberrani i tefranin n tigri n izerfan.

Amg. 98.- anezraf n tselfawt n tefranin izmer ad yili d anezraf i yiwen umbedday yellan deg umuy n imbeddayen ur zmiren ad ilin d inezrafen n tselfawr n tefranin.

Lekumişir n yimađanen iccuren n usenked n umađan n tesalfawt ney ambedday yellan deg umuy n yimbeddayen ur zmiren ad ilin d inezrafen n tselfawt n tefranin.

Amg .99.- Taylift n tseyrut ar tama n udabu tamunant, anezraf n tselfawt n tefranin ad yeldi amađan n lbanka wađdes i lmađwijat-is n usezref n tselfawt n tefranin.

Ayen yeenan umuyen n yimbeddayen n tamedwant n tefranin ar ubarrani, anezraf n tsalfawt n tefranin ad yeldi amađan n lbanka amazzal n lbankat n Lezzayer

wađdes i lmađwijat-is n usezref n tselfawt n tefranin s uswir n tmendawt n tefranin umkan n umbedday.

Amg. 100.-Ixdem lbanka řarren sulday n yimađanen, ad yefk allalen uxlaş i umezlu iwalmen ad t-yessalhu umenđar n 15 n wussan, i wusezref n tselfawt n tefranin. Ma yella ur yelda ara amađan-agi deg umenđar ilaen ad yexdem usezref n tselfawt n tefranin lbanka

Lezzayer win ara ad yesselhun takbanit n lbanka tin ara yeldin amađan.

Amg .101.- Lbanka n Lezzayer a tcerref aledday n yimađanen n lbanka a tteđmen yal ambedday ad yeldi ala yiwen umađan.

Amg. 102.- Amđan n tselfawt n tefranin yesbagen-d akk ayen yettwaşarfen ccuden yer tselfawt n tefranin.

Amg .103.- Anezref n tselfawt n tefranin ala netta i isanyan i umdan-agi ur tazmir ad fek tamagla, ula yiwen ney wayeđ n wemdan, ad yefhem umbedday netta s timad-is.

Amg .104.- Asezref n tselfawt n tefranin ad iceggaē isallen n umađan n lbanka i tamsalt n usenqed d usezref n yimađanen n tselfawt n tefranin.

Amg. 105.- Asezref n tselfawt n tefranin ala netta i d alemmas gar umbedday d wiyad ittekkar deg usezref n tselfawt n tefranin, ala netta wađdes i irebhen deg uřarri n yidrimen ad ixleş ayen ccuden yer tselfawt n tefranin.

Amg. 106.- Anezref n tselfawt n tefranin ad yefk amaras i win yehwajen s tawtilin n takbanit s uheggi-is d usexdem-is.

Amg. 107.- Deg wassay yellan akkud umbedday d wumuy n umbedday, anezref n tselfawt n tefranin d amasay yef leuqud ukk n usefrek d tadbelt .

Amg .108. -Anezref n tselfawt n tefranin ilaq ad tt-xedmed amaḍan n tselfawt win ara iḍammen, yef uẓar-ines, agraw n uşraf ney n ugama-ines.

Amg .109.- Amaḍan i ttwaxdam i :

- I tefranin aselwayan s yisem umbedday s timad-is.

- I tefranin n tigrin n izerfan, s yisem umbedday waklen iħricen ney imbeddayen n wumuy n tamunant.

Amg. 110.-Anezref n tselfawt n tefranin ad senked tasmalt d usenqed n usezref n tselfawin n tefranin s lkumişir n yemḍanen, yeččur akken tsares-d amḍan-agi yer waddad n ukayad syen akkin ad walin win ara ixedmen aselken n tsawit n usenflali.

Asenked n umḍan n lkumişir n umḍan maca yuwren mi fat ambedday ney umuy n umbedday yehar ara syur imḍanen iyaramen ney timzizelt n uwanek.

Amg. 111.- Umuyen n yimbeddayen tamdewwart n tefranin ar ubarrani syelen-d lkumisir i umḍan i ttwadgen ney udus s ways staerfen yis waqbel adabu n tmurt anda ara yesars umuy umbedday.

Amg.114 .-yettili-d usemmeh seg leyrama d umesruf n teydemt yef leqdicat d lqararat n ujerred yerzan adyer.

### **Ixef amezwaru**

#### **Asenqed n uszerf n tedrimt itsalfawt n ud yer**

Amg.115.- yettili-d usbeddi n ugraw n usenqed n tedrimt n uheyi i wdyer syur udabu ilelli.

Ad naf deg-s :

- Anezzarfu ara d-tesbedd teydemt tunnigt, seg yinezzarfuyen-is, d aselway.

- Anezzarfu ara d-yesbedd ugraw n ddula gar yinezzarfuyen-is.

- Anezzarfu ara d-yesbedd ugraw n lehşab, gar yinezzarfuyen yettewcawaren.

- Win ara yilin d anesmigel n udabu unnig i uħareb n lefsad.

- Yiwen seg tneylaft n tedrimt.

Ad d-iheyyi ugraw-a nniđam-ines, ad t-iwekked.

Amg. 116.-ad d-yili usrusi n umiđan n uheyyi i wdyer yer ugraw n uraqeb n leqdicat n uheyyi i wdyer deg umenđar n sin n wayyuren seg wass n uberreh s yigemmad ineggura, ma yella ifuk umenđar-a ur yezmir ara yimrecceh ney wumuğ n yimrecchen ad d-sfaydin seg tririt n tedrimt-nsen yettusefen yef leqdicat n udyer.

Amg. 117.- ur ilaq ara usrusi n umiđan n leqdicat yef udyer ma yesea ugur.

Ma yella wugur amiđan yuhwağ aseffi deg tallit n usrusi-ines syur umebedday.

Amg. 118.- agraw n uraqeb n uheyyi i wdyer ad izer ma yella leqdicat deg temsalt-a d wid isehhan.

Ad d-yessuffey ugraw-a deg umenđar n sdis ( 6 ) n wayyuren rray deg wayen yerzan lehşab n tedrimt, yezmer ad t-ibeddel, ney ad t-yagi, ma yella ifuk umenđar-a ad yettwaşab meqbul.

Amg. 119.- ur yezmir ara ugraw n usenqed n uheyyi i wdyer ad d-yerr tadrimt ma yella ur d-yelli ara usrusi n lehşab, ney yettwasers berra i sin n wayyuren, s lamer n umagrad 116, ney ma yella ur yettwaqbel ara lehşab-a, ney ma yella ieedda tilas.

Ma yella ieedda tilas yef wacu i d-yella ttesrih syur ugraw n udyer, ad d-ibeyyen açal ara ixelles umebedday i texriğ n uwanek.

Amg. 120.- ma yella tella-d zyada deg lehşab n uheyyi i wdyer, tadrimt-a tettunefk-d ad truğ zyada-ya yer texriğ n uwanek s tewtilin ara d-ibeyyen uneddem.

Amg.121.- yezmer ad d-tili truzi n rray n ugraw n usenqed n udyer yer teydemt tadusturit deg tallit n wayyur deg wass n useelem-is.

Amg.122.-mebla ma nettu lehkam-nniđen i d-yettwabeddren deg usađaf-a n yięeggalen d ddula ara d-yelhun d umesruf n udyer akken ad tessebyes ilmezzen ad ttekin deg tudert n tsertit, s waya :

- Tadrimt n ussuffey n tefranin.

- Tadrimt n usussen.

- Tadrimt n lekra n tzeywin .

- Tadrimt n usiwed.

Tarrayt n uṭebbeq n umagrad-a ad tili s lbayan unsib.

Tawwurt tis ukuz

**Leḥkam yerzan leqdicat n udyer**

Ixef amezwaru

**Adyer**

Amg. 123.- s uqader n leḥkam-nniḍen i d-yellan deg usaḍaf n yiεeggalen, ad d-yessiwel ugraw n udyer s lbayan n uselway deg tallit n kraḍ n wayyuren send adyer.

Amg. 124.- yezmer ad teseu ladayra n udyer azgen n tyiwant, ney tayiwant, ney ugar n tyiwant.

Amg.125 .-ad d-yili udyer deg ladayra, ad ttwaferqen yimbedyren s lamer n unesmigel n ugraw n wayir i udabu ilelli yef lbirwat n udyer ela ḥsab n temnaḍt d umḍan n yimeddyren.

Ma yella llan sin n lbirwat n udyer ney ugar deg yiwen n wadeg, ad d-tesbedd agens n udyer ara yilin ddaw ufus n uselway n uneggaru-ya ara d-yettwasbedden syur unesmigel n ugraw n wayir i udabu ilelli.

Ad usbeddi n yigensen n udyer s leḥkam i d-yettwabeddren yakan.

Ad ḍefren lbirwat n udyer yettḥerriken i d-yettwabeddren deg umagrad 145 seg usaḍaf n yiεeggalen yiwen seg wagensen n ladayra n udyer.

Ad tettwaεelleq teyttest i d-yettwabeddren yakan deg lemqer n tesmigelt n wayir d tyiwant i udabu ilelli d lemqqerrat n wayir, d ladayra, d tyiwant, d yigensen n udyer.

Tarrayin n uṭebbeq n umagrad-a ad tettwabeyyen syur n uselway n udabu ilelli.

Amg.126.- yettili umehlet n wefran s ddaw n lmendad n iεeggalen n ubaraz s uṭtebeq n lhkem n usaḍuf, akked widak imṣerfen deg umahil-a s ddaw n tiṭ n udabu ilelli.

Amg. 127.- tettili temhelt n wefran n iεeggalen n ubaraz deg isuḍaf, aselway yettbedday yef wanecta :

-tṭmana n yimeddyren d useḥbiber fell-asen

-lemeawna n iεeggalen n ubaraz deg tikli n temhelt n tefranin.

-aezzer yef unagraw beṛra n ubaraz n tefranin

-aeezzer yef unagraw yelhan deg yidgan i qerben yef ubaraz n tefranin, d utekki yef iyallen n tallelt.

Amg. 128.-yettili ubaraz n tefranin d imezgi am wakken yezmer ad yilli s tikli ad naf deg - s :

-aselway

-ufrinen

-amyaru

-sin yem3awnen.

Amg. 129.- yettwahsab umneseq n wayir d aqerru n ubaraz n tefranin

Ttemɛawanan ieggalen n ubaraz n tefranin d ieggalen inerniyen n wayir gar imedyaren yellan deg wayir haca imreçen akked twaculin-nsen.

Tettwazuzar tumuyt n ieggalen n tefranin d ieggalen inerniyen deg unzif n wayir d ddayrat akked tyiwanin 15 n wussan send leylaq n umuy n yemreçen

Ttmudun umuy yer imkelfen n ikabaren isertanen i yellan deg tefraniyen akked d imreçen ilellyen arnu yef waya suturen awsil i yettuellaqen deg ubaraz n tefraniyen.

Amg.130.- ttgallan ieggalen n ubaraz n tefraniyen lektub s tenfalit-a

اقسم بالله العلي العظيم ان اقوم بمهامي بكل اخلاص و حياد و اتعهد بالسهر على ضمان نزاهة العملية الانتخابية و الاستقلالية.

D aselway n udabu ilelli id yemmalen tiwuriwin s wacu ara ad zuzren aymis unšib deg tegduda tazayrit.

Ixef wis sin

### **Tiwuriwin n udyer**

Amg. 131.- azmez n tefranin yemmal- it- id umagrad n uselway

Amg.132.- tefranin tillin-tt deg yiwen wass yef ttam (8)n tnezzayt, tfakkan tt deg yiwen wass yef ša(7) n tmeddit

Dacu llan yidgan anda beddun tefranin (72) n sswayee send ass n tefranin aya ilmend n lbedan n ubaraz n tefraniyen akked d umciwer n yimezday yal yiwen anda yella

Aya yettili - d s ubaraz n tefranin s tikli

Yezmer dayen deg tmura tiwerđaniyen ad lđin ibaren n tefranin s (120) ssea

Abarz n tefranin yezmer ad iettel alma d tđam (8) n tmeddit

Amg..133 -: yettili wefran d imadan tawaffran

Amg. 134-: ttilin tewřiqin n tefranin yer win ara ad yeffken řřut ass n l tefraniyen

Yak yiwen ad yeseu yur s umuy n yimređen

- imbeddayen n tyiwant

-imebaddayen n lwilaya

Amg.135.- Yettili-d wefran deg uylafen id ttmuduudabu ilelli

Ad ilin uylafen d icefafen d imyewnen

Ttilin yer win ara ad yeffken řřut ass n tefranin

Amg.136.- ilaq yef uselway n ubaraz ad yettwekef uqbel beddu n tefranin deg umuy n imdanen akked w uđđun - nsen

Amg.137.- tettayima tewřiqt n wid id yefkan leřwat deg ubaraz n tefranin yestyenya fell-as uselway n tesqamut n tyiwant iwakken ad smektin umuyen i yellan deg umagrad 63 deg usađuf deg-s isem ayara asun d uđđun n usismel

Amg. 138.- ma yella iyab uęeggal gar ięeggalen n ubaraz n tefranin ad yawwin yiwen gar ięeggalen inerniyen ilmend n umagrad 129 deg usađuf

Amg.139.-:yezmer uselway n ubaraz ad yezreb aęeggal ur nxeddem ara axeddim is akken iwata wa ad yaru amagrad fell-as

Amg.140.-: d awezyi ad yekcem umdan yer ubaraz n tefranin yedden lmus ney kra tyawsa i yemnee usađuf anagar iyalen laman.

Am.141.- zemren imređen ad heden tifkin n řřut akked ufraz d uęegen d imdeber-nsen maca deg tlisa-agi :

- yiwen kan deg udday n tefranin

-yiwen kan u baraz n tefranin

Amg.142.-:ma yella llan uggar n semmus (5) n yimbeddayen ney umuyen Yettili-d ueegen n imdebbren s umgada gar-asen ma yella ur zmiren ara xeddmn tasyart deg wayen i iccuden yer ccyel-agi

Ma yella d ayen yerzan ibarazen n tefranin s tikli ttilin sin iqerray (2) gar n semmus (5) i yettwaxtaren s isudaf.

Amg.143.- yezmer yal imreceh ad ieas yuk tarrayin n tefraniyen d ufraz n lesswat akked d leh̄sab-n̄sen, wa ad yaru yuk ayen iccuden yer waya

Amg.144.-yal imreceh yessrusay yef timzit n wayir n tmengilt tilellit imdanen ilmend n wayen yerzan isudaf n Tanga 141 d 142 d 143, deg sin wayyuren (20) n ussan kemmlen send ass n tefranin.

Amg.145.- zemren ad eiwnen ieggalen n ubaraz s tikli im̄sul̄ta ma yella d lix̄sāš.

Amg.146.- isēēu ubaraz n tefranin s yiwen n uēz̄ul ney uggar n īez̄ulen

Ilaq yal āez̄ul sseriya n yal imreceh.

Amg.147.-ilaq send beddu n tefranin ad ttuyelqen isendiyaq icefafen ad yeseu yiwet n tifli iwakken ad tekcem tebr̄at, ad teseu snat n tsura yiwet yer uselway n ubaraz wayēd yer um̄eiwen n uselway ameqqran di lemer.

Amg.148.- yezmer yal win yeb̄yan ad yefk š̄sut - is d am̄ēd̄ur ad yeddu yides umdan n̄nīden deg umkan-is yer dina

Amg.149.- yezmer yal win yeb̄yan ad yefk š̄sut ur yezmir ara ad igger tab̄rat deg tefli n usenduq ad yextir amdan n̄nīden i lemeiwna.

Amg.150 :Yettili-d uttebet n tefkin n š̄sut s ub̄š̄sam u ccahed ayeffus, s ssmex ur yettruh ara deg umuy n tefranin sdat n ismawen-n̄sen akked uyara-n̄sen

Aya yettili sdat n wallen n ieggalen n ubaraz n tefranin

Yettili ut̄t̄bae n tkār̄da tettili deg - s tenfalit " yedyer" d uzmez n wass-n̄ni

Yak amdan yezmer ad yefk š̄sut - is ma yella yella yisem-is deg umuy.

Amg.151.-mi ara a kfunt tefranin ad d stenyin akk ieggalen n ubaraz n tefraniyen deg umuy n ustenyi.

Amg.152.- ibeddu ufraz n š̄sut serid mi ara a fakken tefranin.

Yettili-d ufr̄az einani deg ubaraz n tefranin sdat medden maci s tuffara

Ad weneen t̄twabel ad sersen isendiyaq fell-asen

Imdanen ad ddewren s ibeddi ad heḍeren.

Amg.153.- yettili ufr̄az s ddaw n t̄essast n īeggalen n ubaraz

Inef̄razen ttilin gar īeggalen n ubaraz ttilin dayen imreḥen heḍḍren dina, ma yella yella d lixsas n Inef̄razen īeggalen akk n ubaraz ad eiwnen.

Amg.154.- mi ara a kfun assiwek akked d leḥsab ad mmuden Inef̄razen tiwriqin anda uran leḥsabat i uselway n ubaraz ad illin uran ismawen-nsen yernu stenyān

Amg.155.-yettrus umagrad deg ubaraz n tefranin deg-s igemmaḍ n ufr̄az s ssmex ur imeḥu ara s tilin n yemdanen nniḍen deg-s kra n iwenniten

Ilaq ad ilin kraḍ (3) n imagraden n ufr̄az stenyāyēn tt īeggalen n ubaraz n tefranin

- tawriqt i uselway n ubaraz n tefranin ad tieelleq sdaxel n ubaraz

-tiwriqin n s̄sut ibet̄tlen

-lewkalat

Amg.156.- ur ttwabsaben tt ara tiwriqin ibet̄tlen deg ufr̄az :

1- tabṛat tilemt ney tawriqt war tabṛat

2-aṭas n tewriqin deg yiwet n tebr̄at

3- tibṛatin yeqqersen

4-tiwriqin ixerbubcen akked tidak i yesean kra n uzamul ilmend n wayen i yellan deg umagrad170 d 192 seg usaḍuf.

5- tiwriqin ney tibṛatin i yexḍan tefranin

Aḥric wis kraḍ

**Afran s lewkala**

Amg.157.-yezmer unefran ad yefk s̄sut - is deg umkan n wayeḍ s lewkala maca ilaq ad yili win id iwmecken :

1- d amuḍin yellan d ameṣbiṛi ney deg uxxam

2- win yellan yellan d ameedur ney meqqar deg leemer

3- ixeddamen i yettihiren beṛra i wayir-nsen d ixeddamen deg ubaraz n tefranin

4 - isedawanen d inelmaden i qqeran beṛra i wayir-nsen

5 - imdanen i yettilin deg tmura tibbaraniyin

6- ieggalen n temşulṭa d iessasen n tliṣa akked d wid n lḥbus ixeddamen ass n tefranin

Amg.158.- ssemrasen imdanen i yettilin deg tmura tiberaniyin aşaduf-nsen deg ttifki n şşut deg tefranin n teslwayt akked tefranin n ucerree deg tmura anda ttilin

Zemren dayen ad ffken şşut nsen s lewkala

Amg.159.- ur ttitudun ara lewkala siwa i yiwen umdan kan ad yelli yesea yuk leḥquq tisertanin

Amg.160.-ur yezmir ara imwekel ara yeddem ugar n yiwet n lewkala

Amg.161.-ttilin - tt lewkala id yeffyen s yur imezgiyen deg tmurt s leeql sdat n tesqamut n tyiwant i wesmekti n umuyen n tefranin i yellan deg umagrad 63 deg usaḍuf - agi

Amg.162.- tettilit talit n uheggi n lewkalat seg (15)n ussan usuman assiwele n tfekka n imreḥen tettfka kraḍ n wussan (3) uqbel ass n ufran

Ttarun lewkla deg uzamam yeldin ilmend n waya d uṭṭunan yettili deg-s uzamul n uselway n tesqamut n tyiwant i wesmekti n umuyen n tefranin ney s yur anemhal n tkebbanit ney anemhal n sbitar, ilemd waddad

Amg.163.- yettekay imwekel deg tefranin ilmend n ccurut i yellan deg umagrad 147 akked 159 seg usaḍuf - agi

Mi ara ad yekfu imwekel tiffki n şşut - is ad ibšem s ccahed ayeffus s ssmex ur ssfdn ara isem d uyara n win id tiweklen

Ttarun yen tkaṛḍa n imwekel tanfalit-a " yefka-d şşut s lewkla"

Amg.164.- yezmer imwekkel ad yebtel lewkala melmi i yebya send ass n tefranin

Am akken yezmer imwekkel ad yefk şşut send send ad yawed uwkil - is

Amg.165 .- mi ara ad yemmet imwekkel ney ad sekksen lheq - is asertan, ad yehbes lewkla s usaḍuf

Amg.166.- tettfy- d lewkla war idrimen, maca ilaq yef uwkil ad yessibin tkarḍa n lemer ines war tillin n imwekkel

Amg.167.- tettwahsab lewkala d yiwet i yal tawuri tessbegined i wacu i wumi tlaq

Amg.168.-tettili yal lewkla s yiwen n ttabee ilmend n kra n tawtilin yur aselmad n udabu ilelli.

Azwel wis smmus

**Tifranyin n ieggalen n tyiwant d lwilaya.**

Ixef amenzu

**Tifraniyin n ieggalen n tesqamut n tyiwant akked lwilaya**

Amg.169.- ttwafranen ieggalen n wayir akked tyiwant i tallit n semmus(5) n iseggasen s tiffkin n sşut yeşfan war asqejmee

Amg.170.- deg yal abaraz n tefranin yettxtir umdan win i yebya sdaxel n usezul wa ad yefk sşut i yiwen n imreceh ney uggar ilmend n ieggalen i yellan deg umuy nni

Amg.171.- fferqen imukan ilmend n wayen uşwajen d wazal leşwat i yesea yal yiwen

Amg.172.- tenbeddalen wazal n leşwat deg tefranin deg adeg yer wayeđ ilmend n lyaci yettilin din

Amg.173.- yettili weffraq n imukan ilmend n wayen yellan deg umagrad 171 seg usađuf - a ad naf tarrayin-a :

- azal n umudu deg yal ddayra ilmend n umagrad 172 seg usađuf-a

Ma yella mgadan leşwat deg snat tumuyin ney uggar ttaken sşut i win yellan d amezyan deg leemer

Amg.174.- yettili d uffraq n imukan ilmend d wayen id wwin d leşwat yal yiwen deg-sen

Amdiq aneggaru ad ttyawi umezyan deg leemer

Amg.175 .- ma yella ur tewwin ara umuyen azal n semmus (5%) ma ulac mađi n leşwat ad ttuqeblen akk deg uffraq n imukan

Yettili-d uffraq n imukan ilmend n umagrad 173 d 174

Amg.176.- ilaq ad yilli deg umuy n yemrechen n tyiwant akked wayir ugar n imukan id bedren s krađ (3) deg ddayrat

Ilaq ad yilli umgada gar yergazen akked l'xalat wa ad xedmen azal n (1/2) n imreçen i yesëan ddaw n (40) n iseggasen wa ad illin azal n (1/3) n imreçen sëan aswir aseddawan

Amg.177.- ilaq ad yilli imreçeh yesëa yuk tiwtilin i ilaqen iwakked ad yilli deg uy n tefranin wa ad yexdem ttesrih deg-s :

-isem ayara tawsit azmez w wadeg n telallait axeddim asun d uswir n lqraya i yall imreçeh

-asemi n ukabbar ney ikabbaren i yettabae

- asun n umuy i wid yellan d imreçen ilellyen

-ddayrat taferant yerzan.

Amg.178.- ilmend n uzekki yef tawtilin i yellan deg umuy n umagrad 177 deg usađuf ilmend n tefranin timezgiyen s yur yiwen n ukabar ney uggar n ukabaren isertanen.

Amg.179.- ilaq ad yelli ubeggen n ttesruh s urrcceh send (50) n ussan n wass n tefranin.

Amg.180.- d awezyi ad yilli ubeddel ney abettel ney zzyada deg umuyen n tefranin siwa ma tella lmut ney kra n tyawsa tameqqrant.

Deg addad ayi ttaken akud amaynut i wakken ad irecceh wayed (30) n ussan send tefranin

Amg.181.- ur yezmir ara imreçeh ad yilli deg uggar n yiwen n umuy

Win yeffyen deg isuđaf- a ad xedmen lextiya i yellan deg umagrad 278 deg usađuf - agi.

Amg.182.- ur zmirey ara ad recçen sin (2)yimdanen deg yiwen n umuy ney yiwet n twacult tagmat ney d tidusa ney ayen nniden.

Amg.183 .- yettili tikwal leqrar n undemmi seg wass n userus n ttesruh urecceh ney seld

Maca yezmer ad yalli yer wuxxam n ccreε yettuxsen deg waya

Amg. 184.- ilaq ad yelli imreçeh n tesqamut n tyiwant deg - s ccuruđ - a :

- ad illin akk deg - s ccuruđ i yellan deg usađuf n umagrad 50 wa ad yilli n ddayra id irecceh

- ad yelli yesëa 23 n iseggasen ass n tefranin

- ad yesëu tinetit tazayrit

-ad yesëu tkařda n leesker ney tkařda n ssmah

-ad yelli yesfa deg tenmehla n lextiya.

-ad yelli ur yettxalađ ara imdanen yesεan iberdan n diri deg tmetti.

Amg.185 .- ttarun iwenniten n wid id yettmudun leşwat deg umagrad n ubaraz n tefranin

Amg.186.- yettili uttebet n igemmađ n tefranin timiranin deg (48) n swwayee seld imi ttfen imagraden n tefranin

Yezer ad rnun uggar n (48) n swwayee, (24) saea nniđen.

Ur zmiren ara ad rzen igemmađ n taggara n tefranin akken yebyu yelli.

Tagzemt tis snat.

**Tafraniyin n iεeggalen n tyiwant**

Amg.187.- Yettnbeddal uťtun n iεeggalen n tyiwant ilmend n imezday aya yettbaned deg igemmađ amatu n yemdanen aneggaru deg-s tiwtilin-agi :

- 13 n iεeggalen deg tyiwanin yesεan imezday ddaw n 10.000

-15 n iεeggalen deg tyiwanin i yesεan imezday gar 20.001 akked 50.000.

-23 n iεeggalen deg tyiwanin i yesεan azal 100.001 akked 200.000 n imezday

-33 n iεeggalen i yes3an azal n 50.001 akked 100.000

-43 iεeggalen i yes3an azal n 200.001 n imezday ney uggar .

Amg.188.- ur ttwaqbalen ara deg tefranin wid ilaq deg tayult - a :

-lwali

-ťtamen amatu n lwilaya

-aselway n ddayra

-Amaswađ amatu n lwilaya

-aεeggal n useqamu n lwilaya

- anemhal imkellef deg tenzegt n tenmehla

-abugaťu

-iεeggalen n læsker

-imsulťa

Ṭṭamen n lxezna n tyiwant

- aecessas n tedrimt

Ṭṭamen amatu n tyiwant

Tagzemt tis kraḍ

**Tafranin n useqamu n tegduda n lwilaya**

Amg.189.- tenbeddalen ieggalen n lwilaya ilmend n igemmaḍ n leḥsab n yemdanen aneggaru, ilmend n tawtilin - a :

-35 n ieggalen deg lwilaya i wid yesean azal n 250.000 n yimezday

-39 n ieggalen deg lwilaya i wid yesean azal n gar n 250.001 akked 650.000 n imezday

-43 n ieggalen i wid yesean 650.001 akked 950.000 n imezday

-47 n ieggalen i wid yesean gar 950.001 akked 1.150.000 n yimdanen

-51 n ieggalen i wid yesean gar 1.150.001 akked 1.250.000 n imezday

-55 n ieggalen i yesean azal n 1.250.001 n imezday ney uggar

Amg.190.- ur ttwaqlen ara deg umuy n tsefranin seld imi ḥbsen axeddim deg-sen :

-lwali

-ṭṭamen amatu n lwilaya

-lwali imkellef

-aselway n ddayra

-Amaswaḍ amatu n lwilaya

-aeggal n useqamu n lwilaya

-anemhal imkellef n tanzegt n tenmehla

-ibugaṭuyen

-ieggalen n leesker

-imṣulṭa

-ṭṭamen n lxezna n lwilaya

-aecessas n tedrimt n lwilaya

-tṭamen amatu n tyiwant

Aḥric wis sin Tifranin n iεeggalen n useqamu aḡerfan aḡelnaw

Amg.191.- yettwafran useqamu n iεeggalen n useqamu aḡerfan ilmend n 5 n iseggasen s ttifkin ṣṣut s temnasfa ḡef umuy war asexled

Amg.192.- deg yal abaraz n tefranin yettxtir win ara ad ḡefken ṣṣut s daxel n uεezul win yeḡya i yiwen neḡ uggar deg yiwen n umuy.

Amg.193.- ma yella yeḡtel useqamu n tegduda aḡerfan neḡ llan tt d tefranin n ucerree uqbel lawan ad ilin tt tefranin deg yal tama ilmend n umagrad 151

Amg.194.- ilmend n umagrad 191 ilaq ad yelli wefraḡ n imukan ilmend n leṣwat i yellan deg umuyen Ur ttwaḡsaben tt ara anda yella wazal n (5%) deg leṣwat id ittunefken

Amg.195.- ad yelli us fernen n tefranin deg uḡsab ilmend n ufraḡ n imukan ilmend n leṣwat id jemeen

Amg.196.- yettili d wefraḡ n imukan i yal umuy deg yimagraden 191d 194 d 195 deg usaḡuf ilmend n isfernan - a 1- Yettili-d wefran ilmend n isfernan d ccurut i yellan deg umagrad 195  
2- yal umuy ad

Amg.199.- ur ttwaḡlen ara deg umuy n tsefranin seld imi ḡebsen axeddim deg-sen :

-lwali

-tṭamen amatu n wayir

-lwali imkellef

-aselway n ddayra

-Amaswaḡ amatu n lwilaya

-aεeggal n useqamu n lwilaya

-anemhal imkellef n tanzegt n tenmehla

-ibugaṡuyen

-iεeggalen n leesker

-imṣulṡa

-tɛamen n lxezna n lwilaya

-aecessas n tedrimt n lwilaya

-tɛamen amatu n tyiwant

Tasguri-a d tin ara yezmel yal amazwar yernu d tin ara d-ibedren, s tefrara:

- isem n twacult, isem (ismawen), akenni (ma yella), uzuf, azemz d udeg n tlalit, asadur, tansa tudmawant d uswir n ulmad n yal amazwar;

- isem n ukabar niy ikabaren deg wayen yerzan umuyen d-yettwasmenden ddaw leenaya n yiwen n ukabar aseretan;

- azwel n wumy, deg wayen yerzan imazwaren imzarugen;

- talessist tafranant ay terza temsalt,

Umuy n yimazwaren n yikabaren d yimazwaren imzarugen ad d-yeddu deg-s, d tamruzt, wahil n tsalfawt tafranant.

Umuy n yimazwaren ad d-yettwaheyyi s usettur ara d-yefk Udabu Amzarug. Asettur-a ad yeččar akken iwata yernu ad t-yezmel yal amazwar s uzrak n usaɗuf-a agmanan.

Win ara d-yesgurin timmazwert yessefk ad as-yettunefk wurmis mi ara yessers akaram-nnes n timmazwert.

Deg wayen yerzan tilessisin tiferanani yellan deg uzɣar ay d-yettwaqesden deg umagrad 191 n usaɗuf-a agmanan, asersi n timmuzwar ad d-yili s talyiwin ay d-yettwabadren. Asersi n yikaramen-a ad d-yili yer tmagla n Udabu Amzarug yellan yer tgensest tadiplumatit niy taqenšulant deg uzɣar. Yal talessist tafranant ad as-d-tettwassummed tmagla s ddemma.

Tiskarin n uzeddi n yisetturen d-yettwabadren sufella-a ad d-ttwasbadunt s uyɛtas n uselway n Udabu Amzarug.

Amg.202. – Yal umuy n yimazwaren ara d-yettwasmenden, ama ddaw leenaya n yiwen n ukabar niy mennaw n yikabaren isertanen, ama deg ukatar n wumuy amzarug, yessefk ad d-yili, s yimek d afraray, deg ukatar n yiwet seg tsemsal ara d-iɛdefren:

- syur yikabaren isertanen d-yewwin ugar n kuz deg tmiɛi (4%) n tuyac d-yettwassenfalin deg tefranin tisiɛfanin yezrin deg tlessist tafranant aydeg d-tettwassemned timmazwert;

- syur yikabaren isertanen yesean, ma drus, mraw (10) n wurfinen deg tlessist tafranant aydeg d-tettwasemned timmazwert-nni;

- deg tegnit aydeg umuy n yimazwaren yettwasemned-d ddaw ukabar ur yezriken ara yiwen seg snat n tewtilin ay d-yettwabedren sufella-a, niy ddaw ukabar asertan ara iderwen i tikkelt tamezwarut deg tefranin niy mi ara d-yettwasemned wumuy deg ukatar n wumuy amzarug, timmazwert-a yessefk ad tettwadhel, ma drus, s snat n tmađ d smumraw (250) n yizmalen n yiferranen i yal tasyimt ay terza tefrant deg tlessist tafranant ay terza temsalt.

Deg wayen yerzan tilessisin tifrananin yellan deg uzıar, umuy n yimazwaren ad d-yettwasemned:

- ya deg ukatar n yiwen niy mennaw n yikabaren isertanen;

- ya deg ukatar n wumuy amzarug ara dehlen, ma drus, snat n tmađ (200) n yizmalen n yiferranen n tlessist tafranant i yal tasyimt ay terza tefrant.

Ulac aferran ay yesean azref ad yezmel niy ad yessers tadsilt-nnes deg wugar n yiwen n wumuy. Mer ad d-yili waya, azmal-nnes ur yettwahseb ur yeşliđ ara yernu win ara igen aya yezmer ad yettwaweddeb deg ukatar n umagrad 301 n usađuf-a agmanan.

Uswiren yessefk ad d-yeddu deg-sen uzmal s tedsilt n yimelleı azelmađ yernu yessefk ad ten-yessuđef ufesyen anagduđ. Yessefk ad d-yeddu deg-sen yisem n twacult, isem, tansa d wuđun n tkarđa tayelnawt n tmagit niy taftart tunşibt niđen ara d-yilin d anza n tmagit n yinezmal, am wakken ay yessefk ad d-yeddu deg-s wuđun n usiggez-nnes deg wumuy afranan.

Uswiren izerken tiwtilin tusđifin yernu tedda-d yid-sen tsentut yettwasnelkmen, ad ttunefken i uselway n tesmilt tafranant n tlessist tafranant akken ad ten-yesselken s uzrak n yimagraden 266 d 275 n usađuf-a agmanan, yef leđsab n teırut.

Aselway n tesmilt ay d-yettwaqesden deg ugerşeddar yellan sufella-a d yessefqed izmalen yernu ad yetheqq seg uşlađ-nsen. Ad d-iheyyi azmaz amyagan yef waya.

Tiskarin n usnas n wakaten n umagrad-a ad tent-id-yesbeđ uytas n uselway n Udabu Amzarug.

Amg. 203. – Amenđar n usersi n wumuyen n timmazwert ad ifak smumraw (50) n wussan uqbel azemz n tefrant.

Amg. 204. – Umuy n yimazwaren ara yettwassersen ur yezmir ara ad yettwabeddel niy ad yettwajbed ala ma yemmut kra n umazwar yernu s uzrak n tewtilin ara d-idefren:

- Mer ad d-tili tmettant n kra n umazwar d-yeddan deg wumuy uqbel ma ifuk umendar n usersi n timmuzwar, d akabar-nnes asertan ara t-yessemselsin. Mer ad yili umazwar yemmuten deg wumuy amzarug, d imazwaren n wumuy-nni ara t-yessemselsin;

- Mer ad t-ili tmettant n umazwar d-yeddan deg wumuy deffir ma yers wumuy n timmazwert, ur izemmer ara ad yettwassemselsi.

Ccil n wakaten n umagrad 203 n usaɗuf-a agmanan, umuy n yimazwaren d-yeqqimen ad yeqqim yeşleḥ.

Tifarinin d-yeffyen deffir ma yers wumuy-nni amezwaru ttymint-d şelḥent.

Amg.205. – Ula d yiwen ur yezmir ad d-yessers iman-nnes d amazwar deg wugar n yiwen n wumuy, am wakken yiwen ur yezmir ad d-yessers iman-nnes d amazwar deg wugar n yiwet n tlessist tafranant.

Umuy ara igen aya ad yettwagi. S kra n win ara irekden akat-a yezmer ad yettwaweddeb s wakaten d-yeddan deg umagrad 284 n usaɗuf-a agmanan.

Amg.206. – S kra n tagayt ara d-yilin deg wayen yerzan timmazwert n kra n umazwar niy kra n wumuy n yimazwaren yessefk ad d-tettunefk ssebba-nnes s tefrara, yef leḥsab n tejrut-nni. Aya ad d-yili s uytas ara d-yeg usemyadda

Ilaq ad ilaheq leqrar n lbeṭṭlan i yemreḥen deg ddayrat n tefranin deg uxxam n ccreε n lezzayer tamaney deg ukkuḥ (4) n wussan seg ass n userrus

Amg.207.- ma yella uggin kra n imreḥen deg umuy yezmer ad sersen imreḥen nniḍen uqbel (25) n ussan deg uzmez n tefranin

Amg. 208.- ttitudun umuy n yimreḥen i yegadan ccurut isuɗfanen i ddayrat n tefranin i yella deg tmura tibarṛaniyen

Amg.209.- ixedem uselway n udabu ilelli igemmaɗ n tefranin (48) saea seg uzmez n ttuṭfa n umagrad n tesqamut n imezday n tmura tibarṛaniyin

Yezmer ad yelli unerni n lajel yer (24)saea s lemdad n uselway n udabu ilelli

Yal imreḥeg deg tefranin nucerreε d yal akabar i yettekan deg tefranin sean lhaq deg tirzi n rray

Amg. 210.- igezzem uxxam n ccreε send lajel-agi deg (3) wussan

Amg.211.- yettsegim uxxam n ccreε aseqammu igemmađ ineggura n tefranin, txeddem ulyu deg mraw(10)n wussan send n ttfawtfa n igemmađ

Ixef wis krađ

**Amuzu n iεeggalen n tegduda tayiwanant n tyiran t d useqamu n tegduda tayelnawt**

Tagzemt tamenzut

**Amuzu n iεeggalen n tegduda tayiwanant akked tyirant**

Amg.212.- war atteedi yef isuđaf, yettmuzu uεeggal n tegduda tayiwanant akked tyirant yef tementelt n lmut ney weħbbas s imreçç yesean atas leşwat seg tallit.

Amg.213.- ma Yella-d uεewweđ n useqamu n tegduda tayiwant ney tyirant ney aeiwed-is seg tazwara ilmend n kra n isuđaf, sswlen i tfekka tafernant (90) n wussan send tiferanin

D awezyi ad illin tt tefranin - à ddaw n (12) n wayyuren deg tallit - a Yettili-d uṭṭebeq n wayen yerzan tayiwant ney ayir ilmend n waddad.

Amg.214.- Ma yella usemmet n temhelt n udyer, ney tineggura-ya d ti dur

nsehħħa ara ad yettueawed udyer.

Tamsalt n ucetki gar lesnaf is-d- yumer usadaf n yiεeggalen deg 45 n wussan seg wazemz n uxebber s teytest n teydemt n tedbelt yettuxessen deg wanect-a.

Tagzemt tis snat

**Asemselsi n uεeggal deg ugraw n uyref ayelnaw**

Amg. 215.-Mebla ma nemxalaf deg lehkam n usqammu atrar, yettwasemselsi wadeg n umazan seld tamettant-ines, ney atixer-ines, ney ma yella-d useħbes-ines, ma yella yeqbel kra n uxeddim gar lexdami yef wacu isemmeh usadaf n yiεeggalen i yimreçç i d-yewwin ugar n leswat seld imreçç aneggaru yef wacu i d-yella udyer deg wummuy, i wayen in d-yeqqimen n wakud i lmanda n udyer.

Amg.216.- Lbiru n ugraw n uyref ayelnaw ad yesselyu s tilin n usutel, ad yesseεlem taydemt tasqamut i useεlem s tilin n usutel-a, d usbeddi n ħedd deg umkan-is.

Ixef wis 4

**Adyer yef 23 n yiεeggalen n ugraw n lumma**

Amg.217.- Yettili-d udyer yef 2/3 n yiëggalen n ugraw n lumma yef 6 n yiseggasen, akken dayen i d-yettili ubeddel n uzgen deg-sen yal 3 n yiseggasen.

Amg.218.- Yettili-d udyer yef 2/3 n yiëggalen n lumma s tuget əla ḥsab n udyer yef kra n yismawen deg yiwen n uswir deg wayir syur ugraw n udyer i yellan deg-s :

- Iëggalen n ugraw n uyref n wayir.

- Iëggalen n yegrawen n tyiwanin n wayir.

Yettili-d udyer mḥettem anagar ma yella-d uqerreə meqqren.

Yettili-d ubeyyen n tarrayt n uṭebbeq n lmadda-ya s tawil n uneddem.

Amg.219.- Yettili-d usiwel i ugraw n udyer s lmendad n teytest n uselway n tegduda 45 n wussan send adyer.

Amg.220.- Yal aëggal deg ugraw n uyref n tyiwant ney n wayir i yesəan akk tawtilt yesəa azref ad d-irecçə iman-is yer udyer n ugraw n lumma.

Amg.221.- Imrecçə deg ugraw n lumma yessefk fell-as ad yesəu tawtilin-a :

- Ad yesəu 35 n yiseggasen kemlen deg leəmer-is ass n udyer.

- Ad yili ikemmel yewet n lmanda segmi dayren fell-as deg ugraw n tyiwant ney n wayir.

Aya ur yettwaṭebbeq ara yef udyer yerzan aeiwed n yizegnan n yiëggalen n ugraw n lumma ineggura yef wacu i d-yella udyer, iwakken ad d-yeffey umasduf-a n yiëggalen.

- Ad yili ur yesəi ara asmad yer yiyallen n tebzert.

- Ad yili ur yettwaḥkem ara s lḥebs acku yexdem kra n leğrima, ney n lğunḥa, anagar ur nelli ara s uəemmed.

- Ad yili ur yesəi ara tamussni d imawlan n udrim d tlufa tuffirin akken ur yessexdam ara iyil akken ad d-yili udyer fell-as.

Amg.222.- Yettili useəlem s urecçə s usrusu n yimrecçə deg uswir n lbiru n wayir i udabu ilelli snat n tefranin n tseyrut ara d-yefk udabu ilelli, ad tt-iəemmer, ad tt-izemmel yimrecçə.

Ma yella d imrecçən ddaw laenaya n ukabar n tsertit yessefk fell-asen ad wekkden taseyrut-n sen s u tefrayt ara izemmel uqerru amezwaru n ukabar-n sen.

Amg.223.- TTwajerdent tseyrutin n urecceh deg uzamam i d-ittwaheyyan i wanect-a yettwaru deg-s :

- Tanekwa d tyara, ma yerra lhal tansa d twuri n yimrecceh.
- Azemz n usrusi d tamert-ines.
- Tamawin yef ukaram.

Yettunefk-d i yimrecceh lkayed d tbut yef usrusu n ukaram.

Amg.224.- Yessefk ad yessers taseyrit n urecceh deg umendar ur nettedday ara 20 n wussan send ass n udyer .

Amg.225.- Ur ilaq ara ubeddel ney usehbes n urecceh seld asrusi-ines anagar ma yemmut, ney yella-d wayen meqqren.

Amg. 226.- D lbiru n wayir i udabu ilelli ara d-iwekkden imebeddayen.

Akken dayen i yezmer ad yagi s usefhem kra n imebeddayen ur nesei ara akk tiwtilin i d-ibeyyen usaɗuf n yiεeggalen.

Ilaq ad yesselem imebedday s tgamit deg sin n wussan seg wazemz n usrusi n tseyrut n urecceh.

Tettili-d truzi n teytest n tagin s tewtilt i d-yettwabeynen deg lmadda 206 n usaɗuf n yiεeggalen.

Amg.227.- Yettili-d udyer deg uswir n ugraw n uyref n wayir.

Yezmer unesmigel n wayir i udabu ilelli, seld ma yewwi-d tesrih syur uselway n udabu ilelli, ad d-yessuffey rray s usezwer ney s uwexxer n wazemz n udyer d tfakkit-ines.

Yettwaru-d leqrar i d-yeddem unesmigel n wayir i udabu ilelli iwakken ad d-yili usezwer ney uwexxer n wazemz n udyer, ar yettwaellqen deg wadeg n wayir i udabu ilelli akked yidgan n wayir, akked ugraw n wayir d win n tyiwanin n wayir, 5 n wussan sed ass n udyer.

Amg.228.- Yettili deg lbiru n udyer uselway n nayeb-is, d sin n yimeawnen, d 4 n yiεeggalen n zyada d inezzarfuyen ara d-yawi uselway n ugraw n teysert i yettwaxessen.

Tettili deg lbiru tmareyt i yesselhuy lllamin n dabt i yettwaeynen syur uselway n ugraw n teysert i yettuxessen.

Anesmigel n wayir i udabu ilelli ad yesselem aselway n ugraw n teydemt i yemmuzgen deg waya s umdan n lbirwat n udye i yal ayir deg 20 n wussan send lbut.

Amg.229.- Yettili-d uheyyi n wummuy n yimbutiyen syur unesmigel n wayir i udabu ilelli ela h̄sab n yisekkilen n ugemmay ara yettwasezmlen, deg-s ad naf ismawen n yembutiyen akked ugraw yer wacu ttabaen.

Yettili-d ufraq n yimedyaeren ela h̄sab n 400 d amedyer i yal lbiru.

Yettwasbedd wumuy n usezmel i d-ittwaheyyan 4 n wussan sed ass n udyer s ddaw ufus n yimrechen d umqamu n yimedyaeren.

Yettili-d usrusu n wumuy i yettwasezmlen yettwawekken syur n unesmigel n wayir i ugdud ilelli deg lbiru n udyer di tallit n udyer.

Amg.230.- Yettili-d usrusu deg ufus n yal amdyer tifrarin n udyer i d-yexdem uselway n ugraw n udabu ilelli.

Amg.231.- Ma yella waxu yettfen amdyer, yezmer ad iwekkel hedd deg umkan-is.

Amg.232 .- Yettili-d udyer deg tagnatin i d-heyant lmagraden : 133, 135, 136,140,143, 144,146, 147, 149,150 deg usaḍuf n yieggalen.

Ttwabeynent-d tarrayin n uṭebbeq n umagrad-a syur uselway n udabu ilelli.

Amg.233.- Yal imrecceḥ yesea azref ad isbedd yiwen deg umkan-is akken ad yehder udyer.

Maca ur ilaq ara ad ilin ugar n 5 n yinesmiglen deg lbiru n udyer deg yiwet n tallit.

TTwabeynenet-d tarrayin n uṭebbeq n lmadda-ya syur aselway n udabu ilelli.

Amg.234.- Mi yekfa adyer ieggalen n lbiru n lbut merra ad sizemlen yef wumuy n usezmel.

Amg.235.- Aḥsab n leswat ad d-yili srid tafakkit n udyer D leh̄kamn yimagraden 152, 156 i d-ittbeyyinen tarrayt n uḥsab n leswat

Amg.236.- ad ttwajerden yigemmaḍ n leh̄sab deg kraḍ n yezmamen s lmidad ur nettwasfaḍ ara.

Ad d-iberreḥ uselway n lbiru n udyer n yigemmaḍ, ad aten-ielleq deg-s srid mi d-yeffey lbayan n yigemmaḍ.

Ad tettunefk tefrayt n lbayan-a i unesmigel n yal imrecceḥ s tbut n usellem.

Tafrayt tanaslit ad tettunefk i unesmigel n wayir i udabu ilelli ney win yellan deg umkan-is.

Ma yella llan atas n lbirwat n udyer, seld ajerred n yigemmad ad d-yili ujmae-n sen deg lbayan ara d-yexdem ugraw ad naf deg-s iselwayen n

lbirwat d nuwwab-n sen tella tnareyt yesselhuy-itt lamin dabt ameqqran akk deg leemert deg lbirwat-nni n lbut akken ma llan.

Amg.237.- ma yella llan-d yicetkiyen ad ttwajerden deg lbayan i d-ittwaheyyan deg umagrad236 deg usaɗuf n yiɛggalen.

Amg. 238.- ad d-iberreh uselway n udabu ilelli s yigemmad deg 48 n tsaetin seg tuttfa n udabu ilelli lbayan n udyer d uwekked n yigemmad.

Aselway n udabu ilelli ad iceyyee lbayan n leh̄sab d uwekked n yigemmad i teydemt tsqamut mebla leɛdil.

Amg.239.- Ad d-yili uberreh s yisem n yimrecceh i d-yewwin ugar n leswat ɛla h̄sab n yikersiyen ilmawen.

Ma yella ɛedlen yigemmad ad d-yili uberreh s yisem n yimrecceh ameqqran deg leemert.

Amg.240.- yal imrecceh yesea azref ad irezz igemmaɗ s usrusi n truzzi-ines yer umaru n dab̄t deg teydemt tamendawt deg 24 n tsaetin seld assuffey n yigemmad n udyer.

Amg.241.- taruzi ad teqqim deg teydemt tasqamut kraɗ n wussan.

Ma yella tufa taruzzi tseh̄ha tezmer ad tekkes udyer yef wacu i d-yella lxilaf, ney ad d-yili ubeddel deg lbayan n yigemmad, akken dayen ara d- sbin imrecceh yef wacu i d-yella udyer i tikkelt taneggarut.

Taydemt tasqamut ad d-tessuffey igemmaɗ ineggura deg tallit n 10 n wussan seg wazemz n tuttfa-ines igemmaɗ imezwura.

Ma tella-d tukksa n udyer syur teydemt tasqamut ad d-ittwaheyyi umaynut deg tallit n 10 n wussan seg usaɛlem n rray n teydemt tasqamut i uselway n udabu ilelli.

Amg.242.- Ma yella ukersi d ilem deg ugraw n lumma s tmentelt n lmut, ney tuttfa n uxeddim-nniɛden s wacu i yesmēh usaɗuf n yiɛggalen, ney n uhebbus, ney n useh̄bes ney s tmental-nniɛden ad d-yili uheyyi n uzgen n udyer i taɕarin n ukersi-ya s uqader n leh̄kam n useqamu.

Amg.243 .- ad tfak tallit n ueeggal amaynut deg ugraw n lumma s tfakkit n tallit n ueeggal aqdim.

Amg.244.- ad d-iberreh lbiru n ugraw s ufray n ukersi deg ugraw n lumma, ad iseelem srid taydemt tasqamut, akken ad d-yili useelem s tilin n ukersi.

Tawwurt tis sdis

**Adyer yef uselway n tagduda d lemawrat n udyer**

Amg. 245.- Yettili-d udyer yef uselway amaynut 30 n wussan send tafakkit n tallit n uselway aqdim.

Amg.246.- ad d-yili usiwel i ugraw n udyer s lbayan n uselway 90 n wussan send ass n udyer, s uqader n lehkam n umagrad 94 seg useqamu.

Amg. 247.- ad d-yili ubeddi n uselway n tigduda s udyer yef yiwen n yisem, deg sin n yehricen s tuget meqqren n leswat.

Amg.248.- ma yella ulac imrecceh i d-yewwin tuget n leswat deg uhric amezwaru ad d-yili uhric wis sin.

Amg.249.- asrusi n usuter n ujerred syur yimrecceh yer uselway n udabu ilelli s tbut n usrusi yettwaḥsab d arecceh i tselwayt n tigduda.

Amg.250.- Yessefk yef yal imrecceh i tefranin n tigduda ad yessers deg texrit n uwanek azal n 250 .000 n yidinaren.

Irecceh i d-yewwin azal n 50% n yizumal ilaqen i yettwafragen yef 25 n wayiren ad d-yerr azgen n lkafala i yessers deg tallit n 15 n wussan seld aberreh s yismawen n yimrecchen syur teydemt taseqamut.

Ma yella yemmut yimrecceh ad d-uyal lkafala yer leqrib-is.

Lkafala ad d-tuyal yer texrit n dulla ma yella ur tt-yedlib ara yimrecceh deg tallit n useggas seld igemmaḍ ineggura.

Amg.251.- asrusi n teytest n urecceh ad yili deg 40 n wussan ara d- idefren lbayan n tselweyt ideg ara yili uylam n ugraw n udyer.

Amg.252.- d adabu ilelli ara tt-yefrun ma yella imrecchen merra i tefranin n tselweyt sehhan s usefhem deg tallit urr nettedday ara 7 n wussan n usrusi n teytest n urecceh.

Imrecceḥ ad d-yettwaxebber s rray n udabu ilelli srid n tuffya-ines, ma yella gguman-t yesea azref ad irezz rray yer teydemt taseqamut deg 48 n timar seg usealem-ines.

Ad d-iceyyee udabu ilelli rray-ines deg wayen yerzan imrecceḥen d yikaramen-n sen i teydemt tasqamut deg tallit ur nettedday ara 24 n timar seg tuffya-n sen.

Ad d-egg teydemt tasqamut umuy aneggaru n yimbeddayen i udyer n uselway n tigduda, akked tefrayin n truzzi deg rray deg tallit n 7 n wussan seg wazemz n uceyyee n rray aneggaru n udabu ilelli s uqader n lehkem n umagrad 95 n useqamu.

Ad d-yeffey rray n teydemt tsqamut deg uymis unshib i tegduda tamegdayt tayerfant Tazzayrit.

Amg.253.- yef wayen i d-yettwabeynen deg umagrad 87 n usqamu akked lehkam n usaḍuf n yieggalen yessefk yef yimrecceḥ ad isers :

- Umuy ara yesoun 600 n yizumal n yieggalen yef wacu a dyren yegrawen iyerfanen n tyiwant ney n wayir i yettwaferqen yef 29 n lwilayat ney

- Umuy n 50.000 n yizumal ney ugar n yismawen yellan deg wumuy n udyer, yettwaferqen yef 29 n lwilayat, ur ilaq ara ad yenqes umdan n yizumal deg yiwet n lwilaya yef 1200 .

Ad ttwajerden yizumal-a deg uttafttar yer ufesyan azayez, attafttar-a ad ires yer udabu ilelli deg yiwet n tallit ara ires deg-s ukaram n ureccheḥ, asentel n umagrad 249 n usaḍaf n yieggalen.

Tarrayin n utebbeq n umagrad-a ad d-ilint syur uselway n udabu ilelli.

Amg.254 .- yal amdan yesea azref ad yefk azamul-ines i yiwen n yimrecceḥ kan.

Yettwakkas yal azamul yettunfken i ugar n yiwen n yimrecceḥ, yerna yetteweaqab bab-is ela ḥsab n umagrad301 n usaḍaf-a n yieggalen.

Ur ilaq ara ad ttwasxedmen leḡwamee, iysar n tedbelt izayazen, akked yiysar n leqraya d ukewwen i ujmmae n yizamulen.

Amg.255 .- ur tettwaqbal ara tuffya n yimrecceḥen seld awekked n teydemt tasqamut i yismawen n yimrecceḥen, anagar ma yella-d wugur meqqren ara d-twekked tneggarut-a, ney tella-d tmettant n yimrecceḥ, ad yettunefk umendaar-nniḍen i usrusu n yimrecceḥ amaynut, aya ur yettedday ara ayyur sed ass n udyer.

Ma yella yemmut yimrecceḥ, ney yedra-yas-d wayen meqqren, send awekked n teydemt tasqamut i wumuy d ussuffey-ines deg uymis unṣib n tegduda Tazzayrit tamagdayt tayerfant, ad d-yili uwexxer n wass n udyer i tallit ur nettedday ara 15 n wussan.

Amg.256 .- ad d-tessuffey teydemt tasqamut igemmaḍ n uḥric amezwaru, ad d-tesbedd ma yella yelzem imrecceḥen i uttekki deg uḥric wis sin.

Amg.257.- yettili-d uḥric wis sin ass wis 15 seld aberreḥ n teydemt tasqamut s yigemmaḍ n uḥric amezwaru, maca ur ilaq ara ad eeddin 30 n wussan gar sin n yeḥricen-a.

Amg.258.- yal imrecceḥ ney win yellan deg umkan-is yesḥa azref deg tefranin n tselweyt ad irezz igemmaḍ s usrusi n teytest n deg lbayan n udyer i yellan deg lbiru.

Ad ittwaxebber udabu ilelli s truzzi-ya akken ad izer ela ḥsab n lehkam n usaḍaf n yiεeggalen.

Amg.259.- ad ttujerden yigemmaḍ n udyer deg lbayan ara d-yeffyen deg kraḍ n tefrawin tinasliyin.

Ad d-yettwabeyyen wamek yemmug lbayan-a syur uselway n udabu ilelli.

Ad d-iberreh uselway n udabu ilelli s yigemmaḍ imezwura deg umenḍar ur nettedday ara 72 n tsaetin seg wazemz n tutṭfa n udabu ilelli lbayan n yegrawen n udyer n yeḥriben.

Ad tili truḥi yef yigemmaḍ imezwura yer tmareyt n dḍabt n teydemt tasqamut deg umenḍar n 48 n tsaetin i d-yettabaεen tuffya n yigemmaḍ imezwura.

Ad d-tesseεem teydemt tasqamut imrecceḥ yef wacu i d-yella udyer ma yella ur yebyi ara akken ad isers taruzzi-ines deg tallit n 72 n timar seld aseεem-ines.

Amg.260.- ad tegzem teydemt tasqamut deg truzzi n yigemmaḍ deg kraḍ n wussan, ma yella tban-d truzzi tseḥḥa ad tεiwed lbayanat n yigemmaḍ s usefhem.

Ad d-tessuffey igemmaḍ n udyer ineggura deg umenḍar n 10 n wussan seg wass n tutṭfa n lbayanat syur uselway n udabu ilelli.

Ixef wis sin

### **Lemcawrat n udyer s tawil n udyer**

Amg.261.- ad d-yili usiwel i ugraw n udyer 45 n wussan send ass n udyer.

Agaram 262 : ad ttusersent deg ufus n yal amdyer snat n tefrawin n udyer, s sin n yiniten yemgaraden, yiwet yura-d fell-as ih tayed ala .

Asteqsi yef yimedɣaren yettili-d akka :

« Ma yella tqeblem ayen yef wacu i d-yella usteqsi ».

Amek mmugent tefrawin n udɣer d aselway n udabu ilelli ara t-id-yinin.

Amg.263.- yettili-d udɣer d wayen icuban ɣur-s s leħkam n yimagraden 259, 272 seg usaɗuf n yiεeggalen.

Taydemt tasqamut ad d-tberreħ s yigemmaɗ n udɣer deg tallit ur nettεedday ara 10 n wussan.

Seg wass n tutṭfa n lbayanat n yegrawen n udɣer i d-yettwabeddren deg yimagraden 266, 275 deg usaɗaf n yiεeggalen.

Tawwurt tis sa

**Igrawen n udɣer**

**Aħric amezwaru**

**Asbeddi n ugraw**

Amg.264.- yettili-d deg yal tayiwant agraw n udɣer i d-yettilin s timmad-is s udɣer, ad naf deg-s :

- Anezzarfu ara d-yesbedd uselway n ugraw n teɣdemt, d netta i d aselway.

- Nnayeb n uselway, d sin n yemeawnen-is ad aten-id-isbedd unesmigel n ugraw n wayir i udabu ilelli, gar-asen imbuṭiyen n tyiwant anagar imrecħen d wid ittekkkin yer yikabaren akked leqrib-nsen alamma d tallunt tis ukuz.

- Ma yella d lbuṭ n ugraw aɣerfan n tyiwant d wayir, ad d-ttwasbedden sin n yegrawen n udɣer n tyiwant yiwen deg-sen ad iṭtef adɣer n ugraw aɣerfan n tyiwant, wayeɗ ad yettef adɣer n ugraw n wayir.

Ad d-tettwaεelleq teɣtest n usbeddi n yegrawen n udɣer n tyiwant srid deg lemɣer n udabu ilelli n wayir, akked lwilaya d tyiwanin i terza temsalt.

Yal agraw ad yeɗleb afus n tallelt seg yimussnawen n usenselkim akked leħsab s rray n uselway n udabu ilelli.

Tagzemt tis snat

**Leqdicat n ugraw n lbuṭ n tyiwant**

Amg.265.- ad d-yegg ugraw n udɣer n tyiwant ara yennejmaεen deg lemɣer n tneggarut-a, ma yelzem ad yili deg lemɣer-nniɗen ara yilin d unṣib, yerna yettwassen, ara d-yini unesmigel n

ugraw n wayir i udabu ilelli, s lehsab n yigemmad n udyer deg yal lbiru deg tyiwant, d ujerred-nsen deg lbayan unsib deg krađ n tefrawin s tilin n yinesmiglen n yimrecchen.

Tifranin n udyer n wid irebhen ad ttwajemeent deg lemqer n tyiwant.

Ur ilaq ara ad d-yili ubeddel deg yigemmad n udyer akken yebyu yili.

Ad d-yili usuzmel n lbayan n lehsab n leswat ideg ara yilin merra leswat syur yiëggalen n udyer merra.

Ad ttwaferqent krađ n tefranin tinasliy in i d-yettwabeddren deg tseddart tamezwarut akka :

- Yiwet n tefrawt ad truđ srid i uselway n ugarw n udyer n wayir yef wacu d-yumer umagrad wis 266 n usađaf n yiëggalen.

- Yiwet n tefrawt ad tt-ielleq uselway n ugraw n udyer deg tyiwant deg wacu i d-yella lehsab.

- Yiwet n tefrawt ad truđ srid i unesmigel n ugraw n udyer n wayir i udabu ilelli, ney win yellan deg umkan-is.

Ma yella d adyer n yegrawen iyerfanen n tyiwant agraw n lehsab n yigemmad n udyer ad yefreq ikersiyen s lehkan n yimagraden 271, 272, 273,274 seg usađaf n yiëggalen.

Ad tettunefk tefawt yettwawekken s tnaslit seg lbayan n ugraw n lbut n tyiwant i yal imreccheh ney i wumuy n yimrechen s tbut.

Yal imreccheh , ney umuy n yimbeddayen ad isers ismawen n wid ara yilin deg umkan-nsen yer ugraw n udyer n tyiwant 20 n wussan send ass n udyer.

- Umuy-a ilaq ad yesu akka tiwtilin n tummant n yal amdan.

- Ad tettunefk tefrawt i d-yettwawekken s tnaslit seg lbayan n udyer i unesmigel n wayir i udabu ilelli ara d-ibeynen amek yemmug lbayan n lehsab n leswat deg tyiwant.

- D aselway udabu ilelli ara d-ibeynen tarrayin n uturebbaq n umagrad-a.

Ixef wis sin

### **Agraw n udyer n wayir**

Tagzemt tamezwarut

### **Asbeddi n ugraw**

Amg.266.- agraw n udyer n wayir i yellan ddaw leenaya n udabu ilelli yesea krađ n yiëggalen dewmen, krađ-nniđen deg umkan.

- Anazraf urdis, d amcawer, ara d-yesbedd d aselway uselway n teydemt tasqamut.
- Aæggal gar yinesmiglen n wayir i udabu ilelli ara d-yessbedd uselway-is ddaw n uselway.
- Afesyen, d æggal ad t-id-yessbedd uselway n udabu ilelli akken ad yexdem lecyal n tmareyt.
- Ad yennejmae ugraw n udyer deg lemqer n tesmigelt n wayir i udabu ilelli.
- Agraw ad yeḍleb lemɛawna seg yimussnawen n usenselkim d wayen-nniḍen s lamer n uselway n udabu ilelli.

Amg.267.- ma yella yebda wayir yef snat n ladayrat n lbut, ney ugar, yal yiwet ad tesseu agraw n lbut ɛla ḥsab n umagrad 266, leqdicat n ugraw-a d wid i d-ibeyyen umagrad 268 seg usaḍuf n yiæggalen.

Tagzemt tis snat

#### **Leqdicat n ugraw n udyer n wayir**

Amg.268.- agraw n udyer n wayir ad iqeɛeed, ad ijmeɛ igemmaḍ n udyer ad aten-iceyyee i yegrawen n udyer n tyiwant.

Amg.269.- ayen yerzan adyer n yigrawen iyerfanen n wayir, yettili-d ufraḡ n yikersiyen syur ugraw n udyer n wayir s leḥkam n yimagraden : 171, 172, 173, 174 seg usaḍuf n yiæggalen.

Amg.270.- ilaq ad fakken lecyal n ugraw n udyer n wayir deg 96 n tsaetin seld udyer, deg wayen yerzan adyer n yegrawen iyerfanen n tyiwant d wayir.

Yezmer uselway n udabu ilelli ad yessiyzef tallit s 48 n timar ma iḥtem lḥal.

Ad tettunefk tefrayt tanaslit seg lbayan n ugraw n udyer n wayir srid i yal imrecceḥ n wumuy.

Amg.271.- ayen yerzan adyer n yiæggalen n ugraw ayerfan ayelnaw, ilaq ad fakken leqdicat n udyer n wayir d ladayra deg 96 tsaetin seld adyer, akken yezmer uselway n udabu ilelli ad yessiyzef tallit s 48 n timar. Ad ttwasersen lbayanat-a deg tebrat deg tmareyt n teydemt tasqamut s tbut n usrusi.

- Ad tettunefk tefrayt tanaslit srid i uselway n udabu ilelli s tbut n usrusi.
- Ad tettunefk tefrayt yettwawekkden s tanaslit seg lbayan n ugraw n udyer n wayir srid i yal imrecceḥ s tbut.
- Ad tettunefk tefrayt yettwawekkden s tanaslit i unesmigel n ugraw n wayir i udabu ilelli.

Amg.272.- ayen yerzan adyer yef uselway n tigduda d lemcawrat n lbut ad yettwakeffel ugraw n lbut n wayir s ujmae n yigemmaḍ n tyiwanin yettabaæen i wayir, d lehsab n leswat, d uqeeeed n yigemmaḍ n udyer yef uselway n tagduda.

Yessefk ad fakken leqdicat n ugraw deg 72 n timar seld adyer, ad ttwasersen lbayanat-is srid deg tebrat deg tmareyt n teydemt taseqamut s tbut n usrusi.

- Ad tettwasers tefrayt tanaslit srid i uselway n udabu ilelli s tbut n usrusi.

Ad tettunefk dayen tefrayt yettwawekkden s tnaslit seg lbayan n ugraw n udyer n wayir i yal imrecceḥ s tbut.

- Ad tettunefk tefrayt yettwawekkden s tnaslit i unesmigel n ugraw n wayir i udabu ilelli, ney win yellan deg umkan-is.

Amg.273.- yal imrecceḥ ney win yellan deg umkan-is ad isers send ass n udyer s 20 n wussan umuy n wid ara yilin deg umkan i tuṭṭfa n lbayan n ugraw n udyer i uwekked n yigemmaḍ.

- Yessefk ad yesæu wumuy-a iferdisen n tummant merra i yal amdan.

Akken dayen i yezmer ad d-yettwasers wumuy n zyada deg tallit n 10 n wussan send adyer, s tmentilin yellan yakan ma yella iyab yiwen.

Ixef wis kraḍ

### **Agraw n udyer yer yinesmiglen idiblumasiyen d tkunsulit**

Amg.274.- ad ilin yegrawen n udyer yer yinesmiglen idiblumasiyen ney lkunsulat, ara d-ibeyyen umḍan-nsen d wamek mmugen d rray n uselway n udabu ilelli s lemæawna d uciwer d tneylift n berra i uhsab n yigemmaḍ deg lbirwat n udyer i yettabaæen yer-s.

Ixef wis ukuz

### **Agraw n lbut n yeyriben**

Amg. 275.-yettili ugraw n udyer i yeyriben i usbeddi n udyer d ujmae n yigemmaḍ, ad d-naf deg-s :

- Anesmigel n udabu ilelli, yesbedday-it-id uselway n udabu ilelli d aeggal.

- Anezzarfu, ad yili d amcawer ad t-id-yessbedd uselway n teydemt n tmurt n Lezzayer tamanay d aselway.

- Afesyen, ad t-id-yesbedd uselway n udabu ilelli akken ad yexdem leçyal n tmareyt.

- Ad d-ḍelben yiεggalen n ugraw-a afus n tallelt seg win ara d-sbedd tneylaft n berra, d wayeḍ ara d-yesbedd uselway n udabu ilelli, ad d-yili usebeddi-nsen s rray n uselway n udabu ilelli.

- Ad yennejmaε ugraw-a n udyer deg lemqer n udabu ilelli.

- Yessefk ad fakken leqdicat n ugraw-a deg 96 n tsaetin seld lbut, ad ttwajerden yigemmaḍ deg kraḍ n lbayanat, yezmer uselway n udabu ilelli ma yella terra tmara ad yessiḡzef tallit-a s 48 n timar.

- Ad ttwasersen lbayanat-a srid deg tmareyt n teḡdemt taseqamut s ttbut. Ad tettwajmee tefrawt n usrusi n ujmaε n yigemmaḍ ḡer ugraw n udyer n yiḡriben.

Ad tettunefk tefrawt tanaslit n lbayan-a i uselway n udabu ilelli s ttbut .

- Ad tettunefk tefrawt tettwawekked s tnaslit n lbayan n ugraw n udyer n yeḡriben srid i win yellan deg umkan n yal imrecceḡ s ttbut.

Azwel wis ṡam

**Leḡrimat n udyer**

Amg. 276.- yal win ara yilin mgal lqararat n udabu ilelli ad yettueaqeb s lḡebs gar sḍis n wayyuren d kraḍ n yiseggasen d leyrama gar 30.000 d 50.000 idinaren.

Amg.277.-yal win ara ireggmen iεggalen n udabu ilelli mi ara xeddmn lxeddma-nsen ad yettuebbeq fell-as umagraḍ 144 deg usaḍaf n ueaqeb.

Amg. 278.-yal win ara ijerden iman-is d ugar n yiwen n wumuy n udyer s yismawen ur nsehḡa ara, neḡ yeffer kra n lḡala i yeffḡen i tummant, ad yettueaqeb s lḡebs gar kraḍ n wayyuren d kraḍ n yiseggasen, d leyrama gar 4.000 d 40.000 n yidinaren.

Amg.279.- yal win ara ibedden deg ujerred, neḡ tukksa seg wumuy n udyer ad yettueaqeb s lḡebs gar sḍis n wayyuren d kraḍ n yiseggasen d leyrama gar 6.000 d 60.000 n yidinaren.

Ma yella yeereḍ kan yiwen ḍayen kif kif.

Amg. 280.- ad yettueaqeb s wayen i d-yellan deg umagraḍ 279 yal win ara d-yilin mgal leqdicat n uheyyi n wumuy n udyer, neḡ ara yeswiḡen ineggura-ya, akked tefrayin n yimrecceḡ, neḡ ad atent-id-ibeddel.

Ma yella d iḡallen yettukelfen s leqdicat-a i d-yellan mgal ad izid ueaqeb.

Amg. 281.-ad yettueaqeb s lḡebs gar useggas d kraḍ n yiseggasen d

leyrama gar 4.000 d 40.000 n yidinaren yal amdan ara yefken lkarta n tummant i ugraw n udyer n tyiwant, ney lemqer adiblumasi d lkunsulat berra i tmurt, ney lgha-nniđen ur d-nelli ara deg umagrad<sup>70</sup>.

Amg. 282.- ad yettueaqeb s lhebs gar krađ n wayyuren d krađ n yiseggasen d leyrama gar 6.000 d 60.000 n yidinaren, yal yiwen ara ijerden, ney ara yekksen isem deg wumuy n udyer mebla azref, ney ad d-yefk cchada n zzur.

Akken dayen i yezmer ad as-yettwakkes Uzref-is i win ara ixeddmn legrima-ya gar sin d 15 n yiseggasen.

Amg 283.-yittili ueaqeb yef leqdicat n udyer, s lehkam n yimagraden 394 394 mukarer 7 n usađuf n ueaqeb.

Amg. 284 .-ad yettueaqeb s lhebs gar krađ n wayyuren d krađ n yiseggasen d leyrama gar 4.000 d 40.000 n yidinaren yal yiwen i yesruhen azref-ines n udyer seld aħkam fell-as, ney ma yella yexser tadrimt-is ur d-s-tuyal ara iemmed udyer.

Amg 285.-yettueaqeb s lhebs gar krađ n wayyuren d krađ n yiseggasen d leyrama gar 4.000 d 40.000 n yidinaren yal amdan imdyer s yisem-nniđen yellan deg wumuy n yimediyaren.

Ad d-yili dayen ueaqeb n win ibuțin ugar n tikkelt, d win i d-irecchen iman-is deg wařas n wumuyen n udyer.

Amg.286.-ad yettueaqeb s lhebs gar semmus d eecra n yiseggasen d leyrama gar 100.000 d 500.000 n yidinaren yal win ara ibedden igemmađ n udyer, ney ibeddel lbayan n lehřab, ney isway tifratin n udyer, ney ijerred isem ulac-it deg wumuy n udyer.

Amg. 287.-yettueaqab s lhebs gar řdis n wayyuren d krađ n yiseggasen d leyrama n 4.000 d 40.000 n yidinaren yal amdan i yewwin yid-s leslah yer lbiru n udyer, anagar iyallen n laman.

Amg. 288.- s lehkam n usađaf n uħareb n leřad, d lehkam n usađaf n ueaqeb ad yettueaqeb s lhebs gar useggas d semmus n yiseggasen yal yiwen i d-yesfaydin s tedrimt i yeffyen i usađaf-a.

Amg. 289.-ad yettueaqeb s lhebs gar řdis n wayyuren d krađ n yiseggasen d leyrama gar 6.000 d 60.000 n yidinaren yal win ara yesqedcen lemlak n uwanek d tedbelt i lfayda n ukabar n tsertit, ney kra n yimbeddayen, ney umuy n udyer.

Amg. 290.- leyrama gar 20.000 d 50.000 n yidinaren i yal win ara ilesqen tifrwin n udyer berra i yimukan yettuxessen i waya, ney berra i wakud n uheyyi i lbut, ney yessexreb tifrwin n udyer.

Amg. 291.- lħebs gar mraw n wussan d sin n wayyuren d leyrama gar 100.000 d 500.000 n yidinaren, d tukksa n uzref n udyer d urecceħ i sħis n yiseggasen i yal imrecceħ ara iferqen tafrawt ass n udyer, ney s uceyyee.

Amg.292.- leyrama gar 100.000 d500.000 n yidinaren i yal win ara yesqedcen tallit n udyer i uberreħ n tjara.

Amg. 293.-ad yettueaqeb yal win ara yemmeslayen s lekreh,ney ayen yeskarayen cwal s leħkam n umagrad 30 yer 42 seg usađuf uđun 20-50 i d- yeffyen ass n 5 deg wayyur n Remđan 1441, 28 Yebrir 2020 i yerzan aħareb n lekreh d cwal.

Amg.294 .-ad yettueaqeb s lħebs gar krađ n wayyuren d krađ n yiseggasen d leyrama gar 6.000 d 60 .000 n yidinaren win i d-yewwin leswat yefka-ten i wayeđ, ney iquerree amdan yef lbut, ney yefka-d isallen ur nseħħa ara.

Amg.295.-ad yettueaqeb s lħebs gar sħis n wayyuren d sin n yiseggasen d leyrama 3.000 d 30.000 n yidinaren, ney tukksa n uzref n udyer d urecceħ i useggas ney semmus n yiseggasen, yal amdan i yesxerben leqdicat n lbiru n udyer, ney iquerree imebeddayen, ney win yellan deg umkan-is ad imdyer, ma yella d win i d- yewwin leslaħ ad yettueaqeb s lħebs gar sħis n wayyuren d krađ n yiseggasen d leyrama 4.000 d 40.000 n yidinaren.

Ma yella yexdem lecyal n cwal i d-yettwabedren deg snat n tseddarin yezrin deg yiwet n ladayra ney ugar ad yettueaqeb s lħebs gar semmus d mraw n yiseggasen d leyrama n 100.000 d 500.000 n yidinaren.

Amg. 296.- lħebs gar useggas d krađ n yiseggasen d leyrama gar 4.000 d 40.000 n yidinaren i yal win yugin ad as-yefk i yimrecceħ ney i win yella deg umkan-is tafrawt n wumuđ n udyer n tyiwant, ney tafrawt n lbayan n uħsab n leswat n tyiwant d wayir, d lbayan n uwekked n yigemmad.

Akken dayen i yezmer ad as-yettwakkes uzref-ines ama deg ud yerney deg urecceħ deg tallit ur nettēedday ara semmus n yiseggasen.

Ad yettueaqeb dayen yal amebedday ney win yellan deg umkan-is ara yesxedmen umuđ n udyer n tyiwant deg wayen ur nelhi ara.

Amg 297.- lħebs gar semmus d mraw n yiseggasen d leyrama gar 100.000 d 500.000 n yidinaren i win ara yerzen asenduq n udyer.

Ma yella taruži tella-d syur ugraw n yemdanen s yiyl ad yili lħebs gar 10 d 20 n yiseggasen d leyrama gar 500.000 d 2500.000 n yidinaren.

Amg. 298.- lħebs gar semmus d mraw n yiseggasen d leyrama n 100.000 d 500.000 n yidinaren i yal yiwen i d-yekksen asenduq n udyer deg umkan-is lada ma llan deg-s leswat ur uread ttwaħesben, ma yella tella-d tukksa-ya syur ugraw n yemdanen s usemres n yiyl ad yili lħebs gar 10 d 20 n yiseggasen d leyrama gar 500.000 d 2500.000 n yidinaren.

Amg.299.- ad yettueaqeb s lħebs gar 10 d 20 n yiseggasen d leyrama 100.000 d 500 .000 n yidinaren yal aeggal iqedcen deg lbiru n lbuł ma yella yexdem cwal ara yesxerben adyer.

Amg. 300.-ad yettueaqeb s lħebs gar 2 d 10 n yiseggasen d leyrama gar 200.000 d 1.000.000 n yidinaren yal win ara yefken tadrimt ney ayen-nniđen akken ad d-iqenney imdanen ad bułin fell-as, ney ad yeweed s lexdami deg uswir n uwanek, ney ad iquerree kra n umdan yef udyer s tawilat i d-yettwabeddren.

Ad ttwałtebqent leuqubat-a dayen yef win iqeblen tadrimt-a . Ur yettwaeaqab ara win i ittekkkin deg leğrimat-a s uxebber n tawilat n laman.

Ad d-yenqes ueaqeb yer uzgen yef win ixebbren yallen n laman seld mi d-llan lecyalat-a.

Amg. 301.- lħebs gar 6 n wayyuren d useggas d leyrama gar 50.000 d 200.000 n yidinaren i yan yiwen ara ixalfen leħkam n yimagraden 178, 202, 254 seg usađuf n yieggalen.

Amg. 302.- lħebs gar 3 n wayyuren d useggas d leyrama gar 3.000 d 30.000 n yidinaren i yal win ara yesmersen iyil akken ad iħettem i umdan rray-is deg udyer, ama s tgallit d akken ad ikkes amkan-is n lxeddma, ney ad iđur tawacult-is.

Ma yella tagallit-a tegla-d s tyita ad izid ueaqeb.

Amg. 303.- leyrama gar 200.000 d 400.000 n yidinaren i yal amebeday ney akabar ixulfen amagrad 74 seg usađuf n yieggalen.

Amg. 304.- leyrama gar 400.000 d 800.000 n yidinaren , d tukksa n uzref n udyer d urecceeħ 5 n yiseggasen ney kter i yal win ara ixalfen amagrad76 seg usađaf n yieggalen.

Amg. 305.- lħebs gar 2 d 5 n yiseggasen d leyrama gar 50.000 d 200.000 n yidinaren i yal win ara ixalfen leħkam n yigumar 83, 84 seg usađuf n yieggalen.

Amg. 306 .-lħebs gar 5 n wussan d 6 n wayyuren d leyrama gar 6.000 d 60.000 n yidinaren, ney s yiwet seg leuqubat-a, i yal yiwen ara ixalfen amagrad 85 seg usađuf n yiēeggalen.

Amg. 307.- lħebs gar 5 d 10 n yiseggasen d leyrama gar 100.000 d 500.000 n yidinaren i yal win ara ixalfen amagrad 86 seg usađuf n yiēeggalen.

Amg 308 .-lħebs gar 10 n wussan d 2 n wagguuren d leyrama gar 40.000 d 200.000 n yidinaren ney s yiwet gar leuqubat-a i yal yiwen ara yagin ad yexdem deg lbiru n udyer, ney deg uheyyi-ines.

Amg. 309 .-leyrama gar 2.000 d 20.000 i yal win ara ixalfen agaram 60 seg usađuf n yiēeggalen.

Amg310.- werġin ad d-tili tukksa n ud udyerer ma yella taydemt tweekked-d sehħa n udyer, anagar ma yella leuqubat ffyent-d s uťebbeq n leħkam n umagrad 297 seg usađuf n yiēeggalen.

Amg.311.- leyrama gar 400.000 d 800.000 n yidinaren d tukksa n uzref n lbut d urecceħ i tallit ur nettēedday ara 5 n yiseggasen i yal amebedday ney umuy n yimebedayen ur d-nefki ara leħsab n tedrimt i uheyyi n udyer, ney yeggumat ugraw n uraqeb n uheyyi i udyer .

Amg. 312.- ma yella umebedday yexdem leġrimat i d-yettwabeddren deg yimagraden 287, 291, 292, 293, 295, 297 seg usađuf n yiēeggalen ad izid ueaqeb.

Yef yiguram i d-yettwabeddren umebedday yettwabuťin deg ugraw ayerfan ayelnaw, d ugraw n lumma ad isruħ akersi-ines ma yella yettwawekked-d d akken ur ilaq ara ad d-irecceħ iman-is.

Amg. 313.- ad yesruħ mneyeb deg ugraw ayerfan ayelnaw ney ueggal deg ugraw n lumma akersi-ines ma yella yexdem leġrimat i d-yettwabeddren deg usađuf n yiēeggalen war ma idur s leħkam n yimagraden 129, 131 n useqammu.

Ad yesuħ amdeyer akersi-ines deg ugraw ayerfan n tyiwant d wayir ma yexdem lecyal i d-yettwabeddren deg usađuf n yiēeggalen.

Azwel wis tza

### **Leħkam n ubeddel d tfakkit**

Amg 314.- ur d-tettili ara lxeddma s leħkam yerzan akemmel i d- yettwabeddren deg yimagraden 129, 183, 186, 206 anagar asbeddi n tyedmin tideblanin i ukemmel d uťebbeq n leħkam n umagrad 224 n useqamu.

Deg tallit-a ad ilin lehkam n tyedmin tideblanin wejden i ukemmel sdat ugraw n tmurt.

Amg. 315.-yezmer ad d-yili ukemmel n lbut i d-yezwaren agraw ayerfan n tyiwant d wayir i yellan deg tallit n tuffya n usaḍaf n yiεeggalen deg umenḍar n 3 n wayyuren seld aceyyee i ugraw n udyer syur uselway n tagduda.

Amg.316.- s ubeddel, i wayen yerzan kan adyer n ugraw ayerfan ayelnaw ara d-yilin seld tuffya n lamer-a, ad yehbes leqdic s lehkam 1, 2, 3, n ugaram 202 i d-icerḍen 4% n leswat deg ladayra n lbut deg udyer aneggaru, ney s tallelt n 10 n yimbuṭiyen , ney s umḍan n yizumal, ad tuṭṭebbqen deg umkan-nsen lehkam-a :

- Ayen yerzan umuy yella ddaw leenaya n yikabaren n tesrit, yal umuy ilaq ad ittwawekked s 25 alef (25.000) n yizumal n yimbuṭiyen yettwajerden deg wumuy n lbut, yettwaferqen yef 23 n lwilayat, yal lwilaya 300 n yizumal.

- Ayen yerzan umuyen ilellyen, yal umuy ad d-yejmeε 100 n yizumal i yal akersi deg ladayra n udyer .

- Amg.317.- s ubeddel, i wayen yerzan kan adyer n ugraw ayerfan ayelnaw ara d-yilin seld tuffya n lamer n usaḍaf n yiεeggalen, umuy n yimrecḥen yellan ddaw laenaya n ikabaren n tsertit, ney ilellyen ur nessawed ara yer tewtilt i d-yettwadelben deg umagrad 191 ad delben deg ugraw n udabu ad asen-d-yefk ttesrih, aneggaru-ya ad yeqbel.

- Amg. 318.-s ubeddel, ayen yerzan kan n udyer yegrawen iyerfanen n tyiwant d lwilaya i d-yezwaren send tuffya n lamer-a n usaḍaf n yiεeggalen ad yehbes uxeddim s 1, 2, 3 deg umagrad 178 i yerzan 4% n leswat deg ladayra n udyer deg tefranin tineggura, ney s tallelt n 10 n yimbuṭiyen deg yigrawen iyerfanen n dixel n wayir, ney s umḍan n yizumal, ad yettutebbeq deg umkan-is lehkem-a :

- Yessefk yef wumuy n udyer ama d win yellan ddaw leenaya n ukabar, ama d win yellan d ilelli, ad ttwadeemen ma ulac 35 n yizumal n wid yef wacu i d-yella deg udyer ladayra i yal akersi.

- Amg. 319.- s ubeddel, ad ikemmel udabu ayelnaw ilelli adyer yellan yakan deg ugraw n udabu, i d-yellan deg umagrad 26 seg usaḍaf n yiεeggalen utṭun 19-07 i d-yeffyen ass 14 Muḥarram 1441, i yettqabalen ass n 14 Ctember 2019, alamma d tallit n uedal d lehkam n usaḍuf n yiεeggalen.

- Amg. 320.- ad ttwakksen merra leḥkam yeffyen i usaḍaf n yiεeggalen, laḍya leḥkam n usaḍuf uṭṭun 16-10 i d-yeffyen ass n 22 di Lqīeda 1437, i yettqabalen ass 25 Yuct 2016 i yerzan nniḍam n i udyer yettwabedden, d usaḍuf uṭṭun 19-07 i d-yeffyen ass 14 Muḥarrem 1441, i yettqabalen ass 14 Ctember 2019 adbu ayelnaw ilelli n udyer.

- Amg. 321.- ad d-yeffey lamer-a deg uymis uniṣb n tegduda tamegdayt tayerfant Tazzayrit.

- Yeffey-d deg Lezzayer ass 26 Rajeb 1442, i yettqabalen ass  
n 10 Meyres 2021.

ABDELMADJID TEBBOUN.

**Cocclusion**

Au cours de notre traduction nous avons rencontrés pas mal de problèmes :

- Le manque des dictionnaires qui ont une relation avec notre thème.
- Certains termes n'ont pas leurs équivalents en kabyle comme :munda,lbanka.
- Certains termes possèdent deux signifiants et nous ne savons pas lequel choisir de manière objective comme : imbeddayen, imeracceḥ.

# **Conclusion générale**

### Conclusion :

La traduction générale et la traduction juridique ce sont la base de notre travail ,qui est structuré en deux chapitre majeurs , une partie théorique et une autre pratique .

Dans la partie pratique nous avons effectué la traduction de la loi organique relative au régime électorale de la langue française vers la langue tamazight.

Dans la partie théorique nous avons réaliser une richesse des définitions on la traduction juridique ,ses aspects ainsi ses caractéristiques nous avons abordé aussi les problèmes de la traduction juridique, où nous avons évoqué la source générale des néologisme ,les emprunts et le lexique concernant notre thème d'étude nous avons soulevé la richesse de la langue tamazight malgré la carence source ainsi l'influence de la langue arabe-française sur notre langue après le soulignement des emprunts .

A la lumière de tout ce que nous venons de voir dans les différents chapitres de notre étude nous avons pu répondre à notre problématique et confirmé la richesse de langue tamazight sur le plan lexical et syntaxique concernat la traduction juridique.

# **Bibliographie**

### Ouvrags en langue arabe :

- بلهادي عائشة ياسمين، اشكالية الترجمة القانونية دراسة تحليلية مقارنة لترجمة بعض المصطلحات و الصيغ القانونية ، مذكرة لنيل شهادة الماستر في الترجمة، كلية الآداب و اللغات- جامعة ابو بكر بلقايد، تلمسان، 2018. 2019.
- محمد هشام بن شريف اشكالية الترجمة القانونية: دراسة في ترجمة العقود من الفرنسية الى العربية ، اطروحة للحصول على شهادة دكتوراه في العلوم في الترجمة ، كلية العلوم الاجتماعية- جامعة وهران 2، 2017.
- مينة بوالمرقة، ترجمة بعض المصطلحات و المفاهيم المستمدة من القانون الإسلامي الى اللغة الفرنسية "حالة الزواج و انحلاله في قانون الاسرة الجزائري"، مذكرة مقدمة لنيل شهادة الماستر في الترجمة، كلية الآداب و اللغات –جامعة منتوري، قسنطينة، 2008-2007.

### Dictionnaire :

- 1- Ahmed Adghirni-Lahbib Fouad, Amawal azerfan, français-tamazight, Tizrigin : Imprial Rabat, 1219/1996.
- 2- Mouloud Mammeri, Amawal n tmaziyt tatrart, Français-tamaziyt, 3 Ed HCA, Bgayet, 2004.

### Site internet :

- 3- <https://asegzawal.com.tira>

# **Annexes**



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم  
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاعات

<p>الإدارة والتحرير الأمانة العامة للحكومة</p> <p>WWW.JORADP.DZ</p> <p>الطبّع والاشتراك المطبعة الرسمية</p> <p>حي البساتين، بئر مراد رايس، ص.ب 376 - الجزائر - محطة</p> <p>الهاتف : 021.54.35.06 إلى 09</p> <p>الفاكس 021.54.35.12</p> <p>ح.ج.ب 68 clé 50-3200 الجزائر</p> <p>بنك الفلاحة والتنمية الريفية 00 300 060000201930048</p> <p>حساب العملة الأجنبية للمشاركين خارج الوطن</p> <p>بنك الفلاحة والتنمية الريفية 003 00 060000014720242</p>	<p>الجزائر تونس المغرب ليبيا موريطانيا</p>	<p>الاشتراك سنوي</p>
<p>سنة</p>	<p>سنة</p>	<p>سنة</p>
<p>2675,00 د.ج</p> <p>5350,00 د.ج</p> <p>تزايد عليها نفقات الارسال</p>	<p>1090,00 د.ج</p> <p>2180,00 د.ج</p>	<p>النسخة الأصلية.....</p> <p>النسخة الأصلية وترجمتها.....</p>

ثمن النسخة الأصلية 14,00 د.ج

ثمن النسخة الأصلية وترجمتها 28,00 د.ج

ثمن العدد الصادر في السنين السابقة : حسب التسعيرة.

وتسلّم الفهارس مجاناً للمشاركين.

المطلوب إرفاق لفيفة إرسال الجريدة الأخيرة سواء لتجديد الاشتراكات أو للاحتجاج أو لتغيير العنوان.

ثمن النشر على أساس 60,00 د.ج للسطر.

**فهرس****قرار المجلس الدستوري**

قرار رقم 16/ق.م.د/ 21 مؤرخ في 26 رجب عام 1442 الموافق 10 مارس سنة 2021، يتعلق بمراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات

**أمر**

أمر رقم 01-21 مؤرخ في 26 رجب عام 1442 الموافق 10 مارس سنة 2021، يتضمن

**القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات**

## قرار المجلس الدستوري

1- فيما يخص عدم الاستناد إلى بعض أحكام الدستور في التأشيرات :

أ- فيما يخص عدم الاستناد إلى المادة 16 (الفقرة 2) من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

- اعتبارا أن الفقرة 2 من المادة 16 من الدستور تنص على أن المجلس المنتخب هو الإطار الذي يعبر فيه الشعب عن إرادته، ويراقب عمل السلطات العمومية، ومن ثم فإنها تعد سندا دستوريا أساسيا للأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات موضوع الإخطار،

- واعتبارا بالنتيجة، فإن عدم الاستناد إلى المادة 16 (الفقرة 2) من الدستور، ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، يعد سهوا يتعين تداركه.

ب- فيما يخص عدم الاستناد إلى المادة 19 من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

- اعتبارا أن المادة 19 من الدستور تنص على أن المجلس المنتخب يمثل قاعدة اللامركزية، ومكان مشاركة المواطنين في تسيير الشؤون العمومية ومن ثم فهي تشكل سندا أساسيا للأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار،

- واعتبارا بالنتيجة، فإن عدم الاستناد إلى المادة 19 من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، يعد سهوا يتعين تداركه.

ج- فيما يخص عدم الاستناد إلى المادة 203 من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

- اعتبارا أن المادة 203 من الدستور تنص على "تقدم السلطات العمومية المعنية الدعم الضروري للسلطة الوطنية المستقلة للانتخابات لممارسة مهامها"،

- واعتبارا أن السلطة المستقلة تتولى مهمة تحضير وتنظيم وتسيير العمليات الانتخابية والإشراف عليها، وقد خصص لها الباب الأول من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، ومن ثم فإن المادة 203 من الدستور تعد سندا أساسيا للأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار،

قرار رقم 16/ق.م د / 21 مؤرخ في 26 رجب عام 1442 الموافق 10 مارس سنة 2021، يتعلق بمراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

إن المجلس الدستوري،

- بناء على إخطار رئيس الجمهورية المجلس الدستوري، بالرسالة المؤرخة في 8 مارس سنة 2021، والمسجلة بالأمانة العامة للمجلس الدستوري بتاريخ 8 مارس سنة 2021 تحت رقم 20، قصد مراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات،

- وبناء على الدستور، لاسيما المواد 8 (الفقرة 2) و 140 و 142 و 197 (الفقرة 2) و 198 و 224 منه،

- وبمقتضى النظام المؤرخ في 7 رمضان عام 1440 الموافق 12 مايو سنة 2019، المحدد لقواعد عمل المجلس الدستوري، المعدل والمتمم،

- وبعد الاستماع إلى العضو المقرر،

في الشكل :

- اعتبارا لشغور المجلس الشعبي الوطني الذي تم حله بموجب المرسوم الرئاسي رقم 21-77 المؤرخ في 9 رجب عام 1442 الموافق 21 فبراير سنة 2021،

- واعتبارا أن الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، تم عرضه على مجلس الوزراء في جلسته المنعقدة بتاريخ 7 مارس سنة 2021، بعد أخذ رأي مجلس الدولة،

- واعتبارا أن الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات موضوع الإخطار، جاء وفقا للمادتين 140 و 142 من الدستور،

- واعتبارا أن إخطار رئيس الجمهورية المجلس الدستوري لمراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، جاء وفقا لأحكام المادة 142 (الفقرة 2) من الدستور.

في الموضوع :

أولا : فيما يخص تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

المذكور أعلاه، تفصل في الطعون المتعلقة بالتسجيل في القوائم الانتخابية والترشيحات في الانتخابات البلدية والولائية والتشريعية وفي الطعون التي تثار بخصوص نتائج الانتخابات المحلية.

- واعتبارا بالنتيجة فإن عدم إدراج القانون العضوي رقم 11-05 ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، يعد سهوا يتعين تداركه.

**4- فيما يتعلق بعدم الاستناد للأمر رقم 59-75 ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :**

- اعتبارا أن الأمر رقم 59-75 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم، يشكل سندا أساسيا للأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، كون أن بعض أحكامه لها صلة بالقانون التجاري، لاسيما فيما يخص التسجيل في القوائم الانتخابية وشروط الترشح للمجالس المنتخبة،

- واعتبارا بالنتيجة، فإن عدم الإشارة إلى الأمر رقم 59-75 ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، يعد سهوا يتعين تداركه.

**5- فيما يخص ترتيب تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :**

- فيما يخص ترتيب الأمر رقم 01-12 والقانون رقم 06-12 ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي :

- اعتبارا أن المشرع قد رتب الأمر رقم 01-12 المؤرخ في 20 ربيع الأول عام 1433 الموافق 13 فبراير سنة 2012 الذي يحدد الدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان، قبل القانون رقم 06-12 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 الموافق 12 يناير سنة 2012 والمتعلق بالجمعيات،

- واعتبارا أنه في ترتيب التأشيرات يؤخذ بقاعدة تدرج القواعد القانونية، وأنه يؤخذ في ترتيب نفس الفئة من القوانين بتاريخ صدورها، وأن القانون رقم 06-12 الذي صدر بتاريخ 18 صفر عام 1433 الموافق 12 يناير سنة 2012 والمتعلق بالجمعيات قد صدر قبل الأمر رقم 01-12 الصادر بتاريخ 20 ربيع الأول عام 1433 الموافق 13 فبراير سنة 2012 الذي يحدد الدوائر الانتخابية،

- واعتبار بالنتيجة، فإن ترتيب الأمر رقم 01-12 قبل القانون رقم 06-12 يعد سهوا يتعين تداركه.

- واعتبارا بالنتيجة فإن عدم إدراج المادة 203 من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، يعتبر سهوا يتعين تداركه.

**2- فيما يتعلق بالاستناد إلى بعض أحكام الدستور ضمن التأشيرات :**

**أ- فيما يخص الاستناد إلى المادة 68 من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :**

- اعتبارا أن المادة 68 من الدستور تنص على مبدأ التناسف بين النساء والرجال في سوق التشغيل، ومن ثم فلا علاقة لها بنظام الانتخابات موضوع الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار،

- واعتبارا بالنتيجة، فإن إدراج المادة 68 من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، يعد سهوا يتعين تداركه.

**ب- فيما يخص الاستناد إلى المادة 143 من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :**

- اعتبارا أن المادة 143 من الدستور تقر حق المبادرة بالقوانين للوزير الأول أو رئيس الحكومة، حسب الحالة، والنواب وأعضاء مجلس الأمة، وتنص في فقرتها الثانية على إجراءات عرض مشاريع القوانين على مجلس الوزراء بعد أخذ رأي مجلس الدولة، وإيداعها من قبل الوزير الأول أو رئيس الحكومة، مكتب المجلس الشعبي الوطني أو مكتب مجلس الأمة، ومن ثم فهي لا تعد سندا دستوريا للأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار،

- واعتبارا بالنتيجة، فإن إدراج المادة 143 من الدستور ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار يعتبر سهوا يتعين تداركه.

**3- فيما يتعلق بعدم الاستناد إلى القانون العضوي رقم 11-05 ضمن تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :**

- اعتبارا أن القانون العضوي رقم 11-05 المؤرخ في 10 جمادى الثانية عام 1426 الموافق 17 يوليو سنة 2005 والمتعلق بالتنظيم القضائي، المعدل والمتمم، يشكل سندا أساسيا للأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، كون المؤسسات القضائية التي ينظمها القانون العضوي

- واعتبارا أن إمكانية الطعن في القرارات المتعلقة بتمويل الحملة الانتخابية مكرسة بموجب المادة 121 (الفقرة 2) من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، أمام المحكمة الدستورية،

- واعتبارا بالنتيجة فإن المادة 121 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، تعد مطابقة جزئيا للدستور، الأمر الذي يستدعي إعادة صياغتها.

**3- فيما يخص المواد 184 (الفقرة الأخيرة)، 200 (الفقرة 7) و221 (الفقرة الأخيرة) من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، مأخوذة مجتمعة لاتحادها في الموضوع والعلة :**

- اعتبارا أن هذه المواد تشترط على المترشح للمجالس الشعبية البلدية والولائية والمجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة، "ألا يكون معروفا لدى العامة بصلة مع أوساط المال والأعمال المشبوهة وتأثيره بطريقة مباشرة أو غير مباشرة على الاختيار الحر للناخبين وحسن سير العملية الانتخابية"، - اعتبارا أنه وفي هذه الحالة، فإن الأحكام التشريعية موضوع الدراسة، يكتسيها الغموض سواء من حيث التطبيق الفعلي أو من حيث احترام المبادئ المنصوص عليها في المادة 34 (الفقرة الأخيرة) من الدستور،

- واعتبارا أن هذا الحكم الوارد في المواد، غير واضح ويصعب إثباته وقد يترتب عنه انتهاك ومساس بحقوق المواطن لعدم تحديده للآليات القانونية التي تثبت هذه الأفعال،

- واعتبارا أنه إذا كان قصد المشرع لا يهدف استبعاد الضمانات التي تقرها وتنص عليها المادة 34 من الدستور، ففي هذه الحالة فإن المواد 184 (الفقرة الأخيرة)، 200 (الفقرة 7) و221 (الفقرة الأخيرة) تعد دستورية، شريطة مراعاة هذا التحفظ.

**4- فيما يخص المواد 213 و246 و251 و261 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، مأخوذة مجتمعة لاتحادها في الموضوع والعلة :**

- اعتبارا أن المواد المذكورة أعلاه تضمنت عبارتي "يستدعى الناخبون" و "استدعاء الهيئة الانتخابية" باعتبار استدعاء الهيئة الناخبة إجراء لافتتاح العمليات الانتخابية،

- واعتبارا أن المصطلح المكرس في الدستور هو "استدعاء الهيئة الناخبة" طبقا لما ورد في نص النقطة 10 من المادة 91 من الدستور، الأمر الذي يستوجب من المشرع توحيد المصطلحات التي تعبر عن نفس الإجراء، وذلك باستخدام المصطلح المكرس في الدستور،

**ثانيا : فيما يخص مواد الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :**

**1- فيما يخص المادة 26 (المطبة 10) من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :**

- اعتبارا أن المادة 26 (المطبة 10) من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، أقرت لمجلس السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات صلاحية إبداء رأيه في كل ما يتعلق بمشاريع القوانين والتنظيمات ذات الصلة بالانتخابات، - واعتبارا أن أحكام الدستور المتعلقة بالسلطة المستقلة، لاسيما المواد 200، 201، 202 و203، لا تمنح لها صلاحية إبداء الرأي حول مشاريع القوانين والتنظيمات ذات الصلة بالانتخابات، ولا تحيل إمكانية ذلك إلى مجال القانون العضوي،

- واعتبارا أن المادة 26 (المطبة 10) من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، في نصها على صلاحية مجلس السلطة المستقلة في إبداء الآراء، لا يجب أن تقيد المؤسسات التي لها صلاحية إعداد القوانين وإنما تهدف فقط لإبداء اقتراحات وتوصيات حول مشاريع القوانين والتنظيمات ذات الصلة بالانتخابات، وبالنتيجة، تعتبر المطبة 10 من المادة 26 دستورية، شريطة مراعاة هذا التحفظ.

**2- فيما يخص المادة 121 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات موضوع الإخطار :**

- اعتبارا أن المادة 121 من الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات موضوع الإخطار، قد نصت على إمكانية الطعن في قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية أمام السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات،

- واعتبارا أن المشرع أقر إنشاء لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية لدى السلطة المستقلة بموجب المادة 115 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار،

- واعتبارا أن تكريس مبدأ ضمان الشفافية في تسيير الشؤون العمومية وفقا للمادة 9 (المطبة 5) من الدستور تقتضي استقلالية تامة للجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية عضويا ووظيفيا، في اتخاذ قراراتها بكل حياد ونزاهة وشفافية، ومن ثم تكريس ضمان استقلاليته،

- واعتبارا أن نص المادة 121 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، ينشئ لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية باعتبارها جهازا تابعا للسلطة المستقلة، فإنه لا يستقيم والحال هذه أن يتم الطعن في قرارات اللجنة أمامها، حيث لا يمكن أن تكون السلطة المستقلة طرفا وقاضيا في آن واحد.

- واعتبارا أن الفقرتين 2 و3 من المادة 257 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، تضمنت أحكاما من الدستور، بنقلها حرفيا لنص الفقرة 2 و3 من المادة 95 منه،

- واعتبارا أن المشرع بموجب المبدأ الدستوري القاضي بتوزيع الاختصاصات، مطالب بأن يراعي عند ممارسة التشريع، المجال المحدد في الدستور للنص المعروض عليه، فلا يدرج ضمنه أحكاما تعود دستوريا لمجالات نصوص أخرى،

- واعتبارا أن نقل بعض أحكام الدستور إلى هذا الأمر المتضمن القانون العضوي لا يشكل تشريعا بل مجرد نقل لأحكام يعود فيها الاختصاص لنص آخر يختلف عنه في إجراءات الإعداد والمصادقة والتعديل المقررة في الدستور، - واعتبارا أن القانون العضوي ينقله لنص الفقرتين 2 و3 من المادة 95 من الدستور، وإدراجها ضمن نص المادة 257 (الفقرتين 2 و3) منه، يكون قد أدخل بالمبدأ الدستوري لتوزيع الاختصاصات، ومن ثمة تعتبر الفقرتان 2 و3 من المادة 257 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، غير دستوريتين.

#### 7- فيما يخص المادة 260 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

- اعتبارا أن المشرع في المادة 260 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، نص على اختصاص المحكمة الدستورية بإعلان النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية بعد الفصل في الطعون،

- واعتبارا أن المؤسس الدستوري في المادة 191 من الدستور، قد أقر صلاحيات المحكمة الدستورية النظر في الطعون التي تتلقاها حول النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية والاستفتاء، وإعلانها النتائج النهائية لكل هذه العمليات،

- واعتبارا أن اختصاص المحكمة الدستورية في إعلان النتائج النهائية سواء في حالة تلقيها الطعون والفصل فيها أو في حالة عدم تلقيها أي طعن بشأنها، فإنه يعود لها في كل الأحوال إعلان النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية،

- واعتبارا بالنتيجة، فإن المادة 260 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، في صياغتها الحالية، يتبين أنها لا تعكس صلاحيات المحكمة الدستورية كما حددتها المادة 191 من الدستور، ومن ثم فهي مطابقة جزئيا للدستور.

- واعتبارا بالنتيجة، فإن استعمال المشرع لعبارتي "يستدعى الناخبون" أو "استدعاء الهيئة الانتخابية" على خلاف مصطلح "الهيئة الناخبة" المكرس في الدستور، يعتبر سهوا يتعين تداركه.

#### 5- فيما يخص المادة 244 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

- اعتبارا أن المادة 244 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، نصت على أنه "يصرح مكتب المجلس بشغور مقعد العضو المنتخب في مجلس الأمة، ويبلغه فوراً إلى المحكمة الدستورية لإعلان حالة الشغور وتعيين مستخلف للعضو المنتخب"،

- واعتبارا أن الانتخاب لعضوية مجلس الأمة يتم بالاقتراع غير المباشر، وأن الترشح للانتخاب يتم بصفة فردية وليس عن طريق قوائم الترشح مثلما هو عليه الحال بالنسبة لانتخاب أعضاء المجلس الشعبي الوطني،

- واعتبارا أن المشرع قد أقر كيفية استخلاف عضو مجلس الأمة المنتخب، الذي يصرح مكتب مجلس الأمة، بشغور مقعده، بإجراء انتخابات جزئية مع مراعاة أحكام الدستور، وذلك بموجب المادة 242 من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار،

- واعتبارا أن تصريح مكتب مجلس الأمة بشغور مقعد العضو المنتخب، يعد إجراء يتيح للسلطات المعنية، استدعاء الهيئة الناخبة، ومباشرة تنظيم الانتخابات الجزئية في الولاية المعنية لاستخلافه، وتبليغ ذلك التصريح بالشغور فوراً للمحكمة الدستورية، لإعلانها حالة الشغور فقط، وممارسة صلاحياتها الدستورية طبقاً للمادة 191 من الدستور،

- واعتبارا بالنتيجة، فإن الشطر الأخير من المادة 244 والذي ينص على "وتعيين مستخلف للعضو المنتخب" يعتبر سهواً يتعين تداركه.

#### 6- فيما يخص المادة 257 (الفقرتين 2 و3) من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

- اعتبارا أن المادة 257 (الفقرتين 2 و3) من الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار، نصت على أنه "في حالة انسحاب أحد المترشحين الاثنتين للدور الثاني، تستمر العملية الانتخابية إلى غاية نهايتها دون الاعتداد بانسحاب المترشح.

في حالة وفاة أو حدوث مانع شرعي لأي من المترشحين الاثنتين للدور الثاني، تعلن المحكمة الدستورية آجال تنظيم الانتخابات الجديدة لمدة أقصاها ستون (60) يوما"،

## لهذه الأسباب

### يقرر ما يأتي :

#### في الشكل :

**أولا :** أن إجراءات الإعداد والمصادقة على الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات موضوع الإخطار، جاءت تطبيقا للمادة 142 من الدستور، فهي دستورية.

**ثانيا :** أن إخطار رئيس الجمهورية المجلس الدستوري بخصوص مراقبة دستورية الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات موضوع الإخطار، تم تطبيقا لأحكام المادة 142 (الفقرة 2)، والمادة 224 من الدستور، فهو دستوري.

#### في الموضوع :

**أولا :** فيما يخص تأشيرات الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

1- إضافة الإشارة إلى المواد 16 (الفقرة 2) و 19 و 203 من الدستور ضمن التأشيرات.

2- حذف الإشارة إلى المادتين 68 و 143 من الدستور من التأشيرات.

3- إضافة القانون العضوي رقم 05-11 المؤرخ في 10 جمادى الثانية عام 1426 الموافق 17 يوليو سنة 2005 والمتعلق بالتنظيم القضائي، المعدل والمتمم، ضمن التأشيرات.

4- إضافة الأمر رقم 75-59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم، ضمن التأشيرات.

5- يرتب القانون رقم 12-06 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 الموافق 12 يناير سنة 2012 والمتعلق بالجمعيات، قبل الأمر رقم 12-01 المؤرخ في 20 ربيع الأول عام 1433 الموافق 13 فبراير سنة 2012 الذي يحدد الدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان، ضمن التأشيرات.

**ثانيا :** فيما يخص أحكام الأمر المتضمن القانون العضوي موضوع الإخطار :

1- تعد المادة 121 مطابقة جزئيا للدستور، وتعاد صياغتها كالآتي :

"المادة 121 : يمكن الطعن في قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية، أمام المحكمة الدستورية في أجل شهر من تاريخ تبليغها".

2- تعتبر الفقرة الأخيرة من المادة 184 والفقرة 7 من المادة 200 والفقرة الأخيرة من المادة 221 دستوريتين شريطة مراعاة التحفظ المثار أعلاه.

3- تستبدل عبارة "يستدعى الناخبون" في المادتين 213 و 261، وعبارة "تستدعى الهيئة الانتخابية" في المادتين 246 و 251 بعبارة "تستدعى الهيئة الناخبة".

4 - يحذف الشطر الأخير من المادة 244 والذي ينص على "وتعيين مستخلف للعضو المنتخب".

5 - تعد الفقرتان 2 و 3 من المادة 257 غير دستوريتين.

6- تعد المادة 260 مطابقة جزئيا للدستور، وتعاد صياغتها كما يأتي :

"المادة 260 : تفصل المحكمة الدستورية في الطعون خلال ثلاثة (3) أيام، وإذا تبين أن الطعون مؤسسة تعيد بقرار معلل صياغة محاضر النتائج المعدة.

تعلن النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية في أجل عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ استلامها المحاضر من قبل رئيس السلطة المستقلة".

**ثالثا :** تعتبر باقي أحكام الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، دستورية.

**رابعا :** تعتبر الأحكام غير الدستورية قابلة للفصل عن باقي أحكام الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات موضوع الإخطار.

**خامسا :** يبلغ هذا القرار إلى رئيس الجمهورية.

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

بهذا تداول المجلس الدستوري في جلساته المنعقدة أيام 24 و 25 و 26 رجب عام 1442 الموافق 8 و 9 و 10 مارس سنة 2021.

## رئيس المجلس الدستوري

### كمال فنيش

- محمد حبشي، نائبا للرئيس،

- سليمة مسراتي، عضوة،

- شادية رحاب، عضوة،

- ابراهيم بوتخيل، عضوا،

- محمد رضا أو سهلة، عضوا،

- عبد النور قراوي، عضوا،

- خديجة عباد، عضوة،

- الهاشمي براهيم، عضوا،

- أمحمد عدة جلول، عضوا،

- عمر بوراوي، عضوا.

## أمر

### أمر رقم 01-21 مؤرخ في 26 رجب عام 1442 الموافق 10 مارس سنة 2021، يتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات.

إنّ رئيس الجمهورية،

- بناء على الدستور، لا سيما المواد 7 و8 و12 و16 (الفقرة 2) و19 و56 و59 و73 و85 و87 و88 و94 و95 و120 و121 و122 و123 و126 و132 و140 و141 (الفقرة 2) و142 و151 و191 و197 و198 و200 و201 و202 و203 و224 منه،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 01-98 المؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998 والمتعلق باختصاصات مجلس الدولة وتنظيمه وعمله، المعدل والمتمم،  
- وبمقتضى القانون العضوي رقم 05-11 المؤرخ في 10 جمادى الثانية عام 1426 الموافق 17 يوليو سنة 2005 والمتعلق بالتنظيم القضائي، المعدل،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 02-12 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 الموافق 12 يناير سنة 2012 الذي يحدد حالات التنافي مع العهدة البرلمانية،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 04-12 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 الموافق 12 يناير سنة 2012 والمتعلق بالأحزاب السياسية،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 05-12 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 الموافق 12 يناير سنة 2012 والمتعلق بالإعلام،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 10-16 المؤرخ في 22 ذي القعدة عام 1437 الموافق 25 غشت سنة 2016 والمتعلق بنظام الانتخابات، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 07-19 المؤرخ في 14 محرم عام 1441 الموافق 14 سبتمبر سنة 2019 والمتعلق بالسلطة الوطنية المستقلة للانتخابات،

- وبمقتضى الأمر رقم 66-155 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون الإجراءات الجزائية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 66-156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 75-58 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون المدني، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 75-59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 84-09 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1404 الموافق 4 فبراير سنة 1984 والمتعلق بالتنظيم الإقليمي للبلاد، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 89-28 المؤرخ في 3 جمادى الثانية عام 1410 الموافق 31 ديسمبر سنة 1989 والمتعلق بالاجتماعات والمظاهرات العمومية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 90-21 المؤرخ في 24 محرم عام 1411 الموافق 15 غشت سنة 1990 والمتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 98-02 المؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998 والمتعلق بالمحاكم الإدارية،

- وبمقتضى القانون رقم 06-01 المؤرخ في 21 محرم عام 1427 الموافق 20 فبراير سنة 2006 والمتعلق بالوقاية من الفساد ومكافحته، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 08-09 المؤرخ في 18 صفر عام 1429 الموافق 27 فبراير سنة 2008 والمتضمن قانون الإجراءات المدنية والإدارية،

- وبمقتضى القانون رقم 11-10 المؤرخ في 20 رجب عام 1432 الموافق 22 يونيو سنة 2011 والمتعلق بالبلدية،

- وبمقتضى القانون رقم 12-06 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 الموافق 12 يناير سنة 2012 والمتعلق بالجمعيات،

- وبمقتضى الأمر رقم 12-01 المؤرخ في 20 ربيع الأول عام 1433 الموافق 13 فبراير سنة 2012 الذي يحدد الدوائر الانتخابية وعدد المقاعد المطلوب شغلها في انتخابات البرلمان،

- وبمقتضى القانون رقم 12-07 المؤرخ في 28 ربيع الأول عام 1433 الموافق 21 فبراير سنة 2012 والمتعلق بالولاية،

- وبمقتضى القانون رقم 14-04 المؤرخ في 24 ربيع الأول عام 1435 الموافق 24 فبراير سنة 2014 والمتعلق بالنشاط السمعي البصري،

- وبمقتضى القانون رقم 18-07 المؤرخ في 25 رمضان عام 1439 الموافق 10 يونيو سنة 2018 والمتعلق بحماية الأشخاص الطبيعيين في مجال معالجة المعطيات ذات الطابع الشخصي،

**الاستفتاء** : آلية من آليات الديمقراطية التي يتم بواسطتها عرض نص أو سؤال لمصادقة مجموع الهيئة الناخبة.

**فارن** : شخص يشارك فعليا في عملية فرز أوراق التصويت.

**الاقتراع** : مصطلح شامل يستعمل لوصف عملية انتخابية أو استفتاءية.

**الأصوات المعبر عنها** : عدد الأصوات الصحيحة المعتمد بها بعد عملية الفرز.

**الجريمة الانتخابية** : كل فعل معاقب عليه قانونا، أيّا كان نوعه، يرتكب بأية وسيلة كانت من شأنه المساس بالعمليات الانتخابية والاستفتاءية أو إعاقتها.

### المبادئ الأساسية

**المادة 3** : السيادة الوطنية ملك للشعب، يمارسها عن طريق ممثليه المنتخبين عبر انتخابات حرة وشرعية ودورية وشفافة ونزيهة، وكذا عن طريق الاستفتاء.

**المادة 4** : يشكل الانتخاب الوسيلة التي بواسطتها يختار الشعب ممثليه لتسيير الشؤون العمومية على المستويين الوطني والمحلي.

**المادة 5** : يتم الانتخاب عن طريق الاقتراع العام السري الحر والمباشر أو غير المباشر.

**المادة 6** : يتمتع كل ناخب وكل مترشح بحق الطعن في صحة العمليات الانتخابية والاستفتاءية طبقا لأحكام هذا القانون العضوي.

### الباب الأول

#### إدارة العمليات الانتخابية ومراقبتها

#### السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات

### الفصل الأول

#### أحكام عامة

**المادة 7** : طبقا لأحكام الدستور، تضمن السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات تحضير وتنظيم وتسيير والإشراف على مجموع العمليات الانتخابية والاستفتاءية.

**المادة 8** : تتمتع السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات بالشخصية المعنوية وبالاستقلالية الإدارية والمالية، وتدعى في صلب النص "السلطة المستقلة".

**المادة 9** : يحدد مقر السلطة المستقلة بمدينة الجزائر، غير أنه في حالة الضرورة، يمكن أن ينقل بموجب قرار من رئيس السلطة المستقلة إلى أي مكان آخر من التراب الوطني.

- وبمقتضى القانون رقم 20-05 المؤرخ في 5 رمضان عام 1441 الموافق 28 أبريل سنة 2020 والمتعلق بالوقاية من التمييز وخطاب الكراهية ومكافئتهما،

- وبناء على رأي مجلس الدولة،

- وبعد الاستماع إلى مجلس الوزراء،

- وبعد الأخذ بقرار المجلس الدستوري،

### يصدر الأمر الآتي نصه :

**المادة الأولى** : يهدف هذا الأمر المتضمن القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات إلى :

- تحديد المبادئ الأساسية والقواعد المتعلقة بالنظام الانتخابي،

- تجسيد المبادئ الدستورية المتعلقة باستقلالية وحياد وعدم انحياز السلطة المكلفة بإدارة وتنظيم وتسيير العمليات الانتخابية والاستفتاءية والإشراف عليها وشفافيتها،

- تجسيد وترسيخ الديمقراطية والتداول على السلطة وأخلاق الحياة السياسية،

- ضمان مشاركة المواطنين والمجتمع المدني، لاسيما الشباب والمرأة في الحياة السياسية، وضمان اختيار حر بعيد عن كل تأثير مادي.

**المادة 2** : يقصد، في مفهوم هذا القانون العضوي، بالمصطلحات الآتية :

**ورقة التصويت** : ورقة معدة خصيصا للاقتراع من قبل السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات توضع في متناول الناخب في مكتب التصويت يوم الاقتراع، قصد تمكينه من التعبير عن اختياره قبل وضعها في صندوق الاقتراع.

**الورقة الملقاة** : ورقة التصويت التي لا تؤخذ بعين الاعتبار أثناء عملية الفرز وحساب الأصوات لعدم مطابقتها لأحكام هذا القانون العضوي.

**الباقي الأقوى** : وسيلة لتوزيع المقاعد المتبقية في نمط الاقتراع بالقائمة بعد التوزيع الأولي للمقاعد على أساس المعامل الانتخابي.

**المترشح** : كل شخص يتقدم للانتخابات تحت غطاء حزب سياسي أو بصفة مستقلة.

**بطاقة الناخب** : بطاقة شخصية تسلمها السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات إلى شخص بعد تسجيله في القائمة الانتخابية لتمكينه من ممارسة حقه في التصويت في العمليات الانتخابية والاستفتاءية.

**المعامل الانتخابي** : هو ناتج تقسيم عدد الأصوات المعبر عنها على عدد المقاعد المطلوب شغلها.

**المادة 14 :** تتلقى السلطة المستقلة كل عريضة أو احتجاج متعلق بالعمليات الانتخابية أو الاستفتاءية ترد من الأحزاب السياسية أو من المترشحين أو من الناخبين.

**المادة 15 :** تضطلع السلطة المستقلة بضمان كل الشروط لممارسة المواطنين لحق الانتخاب بصفة حرة ودورية وشفافة.

**المادة 16 :** تستفيد السلطة المستقلة في إطار ممارسة صلاحياتها من استعمال الصحافة المكتوبة والإلكترونية ووسائل الإعلام السمعية البصرية الوطنية، طبقا للتشريع والتنظيم الساري المفعول.

**المادة 17 :** تزود السلطة المستقلة بميزانية تسيير خاصة بها، وتحدد مدونة النفقات وشروط وكيفيات تنفيذها طبقا للتشريع الساري المفعول.

تمسك السلطة المستقلة محاسبتها وفق قواعد المحاسبة العمومية، ويسند تسيير الأموال إلى عون محاسب يعين وفقا للتشريع الساري المفعول.

تتولى السلطة المستقلة إعداد ميزانية الانتخابات وتوزيع اعتماداتها وضمان متابعة تنفيذها، بالتنسيق مع المصالح المعنية.

تمسك محاسبة الاعتمادات المخصصة بعنوان ميزانية الانتخابات بشكل منفصل عن ميزانية تسيير السلطة المستقلة.

**المادة 18 :** تخضع حسابات السلطة المستقلة وحساباتها المالية للمراقبة البعيدة لمجلس المحاسبة.

## الفصل الثاني

### تنظيم السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات

**المادة 19 :** تتشكل السلطة المستقلة من :

- جهاز تداولي ممثلا في مجلس السلطة المستقلة،
- جهاز تنفيذي ممثلا في رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 20 :** للسلطة المستقلة امتدادات على مستوى الولايات والبلديات ولدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية في الخارج.

## القسم الأول

### مجلس السلطة المستقلة

**أولا : تشكيلة المجلس :**

**المادة 21 :** يتشكل المجلس من عشرين (20) عضوا يعينهم رئيس الجمهورية من بين الشخصيات المستقلة، من بينهم عضو واحد (1) من الجالية الجزائرية المقيمة بالخارج، لعهد مدتها ست (6) سنوات غير قابلة للتجديد.

**المادة 10 :** تمارس السلطة المستقلة صلاحياتها منذ استدعاء الهيئة الناخبة إلى غاية إعلان النتائج المؤقتة وفق أحكام هذا القانون العضوي.

وفي هذا الشأن، تتولى السلطة المستقلة لا سيما :

- مسك البطاقيّة الوطنية للهيئة الناخبة والقوائم الانتخابية للبلديات والقوائم الانتخابية للجالية الوطنية بالخارج وتعيينها بصفة مستمرة ودورية، طبقا لأحكام هذا القانون العضوي،

- إعداد بطاقات الناخبين وتسليمها لأصحابها،

- الإشراف على مجموع العمليات الانتخابية والاستفتاءية،

- توفير الوثائق والمعدات الانتخابية الضرورية لإجراء العمليات الانتخابية والاستفتاءية،

- اعتماد ممثلي المترشحين لمراقبة عمليات التصويت داخل مراكز ومكاتب التصويت،

- التنسيق مع الجهات المختصة، للعمليات التي تدرج في إطار البعثات الدولية لملاحظة الانتخابات، واستقبالها وانتشارها ومرافقتها،

- ضمان حماية البيانات الشخصية الخاصة بالناخبين والمترشحين طبقا للتشريع الساري المفعول،

- التحسيس في مجال الانتخابات ونشر ثقافة الانتخاب،

- تكوين وترقية أداء أعوان ومؤطري العمليات الانتخابية،

- المساهمة بالتنسيق مع مراكز ومؤسسات البحث، في ترقية البحث العلمي في مجال الانتخابات.

**المادة 11 :** تسهر السلطة المستقلة على أن يمتنع كل عون مكلف بالعمليات الانتخابية والاستفتاءية عن كل فعل أو تصرف، أو أي سلوك آخر، من طبيعته أن يمس بصحة وشفافية ومصداقية الاقتراع.

**المادة 12 :** تخطر السلطة المستقلة السلطات العمومية المعنية بأي ملاحظة أو خلل أو نقص يسجل، مرتبط بنطاق اختصاصها، من شأنه التأثير على تنظيم العمليات الانتخابية والاستفتاءية وسيرها.

ويجب على هذه السلطات العمل بسرعة وفي أقرب الأجل لتدارك النقائص والاختلالات المبلغ عنها، وإعلام السلطة المستقلة كتابيا بالتدابير التي اتخذتها.

**المادة 13 :** تعمل السلطة المستقلة، بالتنسيق مع السلطات العمومية الأخرى المختصة، على تنفيذ الإجراءات الأمنية من أجل ضمان السير الحسن للعمليات الانتخابية والاستفتاءية.

**المادة 28 :** للسلطة المستقلة أمانة عامة مكلفة بالتسيير الإداري والتقني.

**المادة 29 :** يحدد مرسوم رئاسي النظام الأساسي لأعضاء المجلس وللإطارات الإدارية للسلطة المستقلة، وكذا نظام تعويضاتهم.

**المادة 30 :** يمارس رئيس السلطة المستقلة الصلاحيات الآتية :

- يرأس المجلس وينفذ مداولاته،
- يستدعي ويترأس اجتماعات المجلس،
- يوجه وينسق أعمال المجلس،
- يمثل السلطة المستقلة لدى مختلف الهيئات العمومية ولدى المشاركين الآخرين في المسار الانتخابي،
- يمثل السلطة المستقلة أمام القضاء بخصوص جميع التصرفات المدنية والإدارية،
- يعين أعضاء المندوبيات الولائية والبلدية والمندوبيات لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج طبقا لمداولة المجلس،
- يتولى تعبئة أعضاء المندوبيات الولائية والمندوبيات البلدية والمندوبيات لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج، خلال فترة العمليات الانتخابية والاستفتاءية وفترة مراجعة القوائم الانتخابية، ونشرهم عبر التراب الوطني وفي الخارج،
- يعيّن ويسخر مؤطري مراكز ومكاتب التصويت،
- ينسق مع الجهات المختصة، العمليات التي تندرج في إطار البعثات الدولية لملاحظة الانتخابات واستقبالها وانتشارها ومرافقتها،
- يعلن النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية والتشريعية ونتائج الاستفتاءات، دون المساس بأحكام المادة 186 من هذا القانون العضوي،
- يعد التقرير الخاص بالعمليات الانتخابية والاستفتاءية ويقوم بنشره بعد مصادقة المجلس عليه،
- هو الأمر بالصرف لميزانية السلطة المستقلة،
- يعيّن الأمين العام للسلطة المستقلة وينهي مهامه،
- يعيّن الموظفين الإداريين والتقنيين للسلطة المستقلة وينهي مهامهم،
- يمارس السلطة الرئاسية على مجموع المستخدمين الإداريين والتقنيين التابعين للسلطة المستقلة،

**المادة 22 :** يعد المجلس، فور تنصيبه، نظامه الداخلي الذي ينشر في النشرة الرسمية للسلطة المستقلة.

**المادة 23 :** ينعقد المجلس باستدعاء من رئيسه أو بطلب من ثلثي (3/2) أعضائه.

**المادة 24 :** تتخذ مداولات المجلس بالأغلبية، وفي حالة تساوي عدد الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

**المادة 25 :** تسجل محاضر مداولات المجلس في سجل مرّقم ومؤشّر عليه من طرف رئيس السلطة المستقلة، ويتم حفظها طبقا للتشريع الساري المفعول، ونشرها في النشرة الرسمية للسلطة المستقلة.

### ثانيا : صلاحيات المجلس :

**المادة 26 :** يمارس المجلس الصلاحيات الآتية :

- يصادق على برنامج عمل السلطة المستقلة المقدم من طرف رئيسها،
- يعد قوائم أعضاء المندوبيات الولائية والبلدية والمندوبيات لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج،
- يستقبل ملفات الترشح لانتخابات رئيس الجمهورية دون المساس بأحكام الفقرة 3 من المادة 121 من الدستور. ويفصل فيها طبقا لأحكام هذا القانون العضوي،
- يعد، بصفة منصفة وعادلة، برنامج وكيفيات استعمال وسائل الإعلام الوطنية السمعية البصرية أثناء الحملة الانتخابية والاستفتاءية، وتوزيع قاعات الاجتماعات، وكذا استعمال المساحات المخصصة للإشهار،
- يستقبل الطعون والاحتجاجات المتعلقة بالعملية الانتخابية والاستفتاءية،
- يصادق على التقرير المعد من طرف لجنة مراقبة تمويل حسابات الحملة الانتخابية والاستفتاءية،
- يصادق على التقرير المتعلق بالعمليات الانتخابية والاستفتاءية الذي يقدمه رئيس السلطة المستقلة،
- يصادق على القانون الأساسي لمستخدمي السلطة المستقلة،
- يصادق على ميزانية السلطة المستقلة،
- يبدي رأيه في كل ما يتعلق بمشاريع القوانين والتنظيمات ذات الصلة بالانتخابات،
- يعد ميثاق أخلاقيات الممارسات الانتخابية والعمل على ترقيتها لدى كل فاعلي المسار الانتخابي.

### القسم الثاني

#### الرئيس

**المادة 27 :** يعيّن رئيس الجمهورية رئيس السلطة المستقلة لعهد مدتها ست (6) سنوات غير قابلة للتجديد.

**المادة 40 :** يجب أن تتوفر في عضو السلطة المستقلة الشروط الآتية :

- أن يكون مسجلا في قائمة انتخابية،
- ألا يكون شاغلا وظيفه عليا في الدولة،
- ألا يكون عضوا في أحد المجالس الشعبية المحلية أو البرلمان،
- ألا يكون منخرطا في حزب سياسي خلال الخمس (5) سنوات السابقة لتعيينه،

- ألا يكون محكوما عليه بحكم نهائي لارتكاب جنائية أو جنحة بعقوبة سالبة للحرية ولم يرد اعتباره باستثناء الجرح غير العمدية،

- ألا يكون محكوما عليه بسبب الغش الانتخابي.

**المادة 41 :** يُلزم أعضاء السلطة المستقلة بواجب التحفظ والحياد، ويمارسون مهامهم في استقلال تام ويستفيدون بذلك من حماية الدولة.

يمنع أعضاء السلطة المستقلة أثناء عهدتهم عن استعمال مراكزهم الوظيفية لأغراض غير تلك التي ترتبط بمهامهم.

يتوقف أعضاء مجلس السلطة المستقلة، بمجرد تعيينهم، عن ممارسة أية وظيفة أو أي نشاط آخر أو أية مهنة حرة.

**المادة 42 :** لا يمكن لأعضاء السلطة المستقلة أن يترشحوا للانتخابات خلال عهدتهم.

**المادة 43 :** يؤدي رئيس وأعضاء السلطة المستقلة أمام المجلس القضائي المختص إقليميا اليمين القانونية الآتي نصها :

" أقسم بالله العلي العظيم أن أؤدي مهامي بكل نزاهة وحياد واستقلالية وأتعهد بالعمل على ضمان نزاهة وشفافية العمليات الانتخابية والاستفتائية وأن أحترم الدستور وقوانين الجمهورية، والله على ما أقول شهيد."

يؤدي أعضاء مندوبيات لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج نفس اليمين أمام رؤساء البعثات الدبلوماسية أو القنصلية التابعون لها.

**المادة 44 :** تحدد شروط وكيفيات استخلاف عضو من أعضاء السلطة المستقلة، في حالات الشغور أو الاستقالة أو المانع القانوني، بموجب نظامها الداخلي.

**المادة 45 :** يستفيد أعضاء مندوبيات الولائية والبلدية والمندوبيات لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج، من تعويضات بمناسبة تعيّنهم خلال فترة تنظيم الانتخابات والاستفتاءات وأثناء فترة مراجعة القوائم الانتخابية.

- يوقع على محاضر مداولات وقرارات السلطة المستقلة، ويضمن تبليغها ومتابعة تنفيذها.

**المادة 31 :** يتخذ رئيس السلطة المستقلة كل التدابير من أجل ضمان السير العادي للعمليات الانتخابية والاستفتائية وضمنان مصداقية وشفافية وصحة نتائجها ومطابقتها للنصوص التشريعية والتنظيمية السارية المفعول.

### القسم الثالث

#### امتدادات السلطة المستقلة على المستوى المحلي والممثلات بالخارج

**المادة 32 :** تتشكل الامتدادات المحلية للسلطة المستقلة من المندوبيات الولائية، وتساعد مندوبيات على مستوى البلديات.

**المادة 33 :** تتشكل المندوبيات الولائية من ثلاثة (3) إلى خمسة عشر (15) عضوا، مع مراعاة المعيارين الآتيين :

- عدد البلديات،

- توزيع الهيئة الناخبة.

تحدد تشكيلة المندوبية الولائية بقرار من رئيس السلطة المستقلة بعد مصادقة مجلسها.

**المادة 34 :** يعين رئيس السلطة المستقلة منسقي المندوبيات الولائية والبلدية والمندوبيات لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج.

**المادة 35 :** تسيّر المندوبية الولائية من طرف منسق ولائي يوضع تحت سلطة رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 36 :** تسيّر المندوبية البلدية من طرف منسق بلدي يمارس مهامه بالتنسيق مع المندوبية الولائية المختصة إقليميا.

يحدد رئيس السلطة المستقلة بقرار تشكيلة المندوبية البلدية والولائية بمناسبة كل استشارة انتخابية.

**المادة 37 :** تضطلع المندوبيات الولائية والبلدية والمندوبيات لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج، تحت سلطة رئيس السلطة المستقلة، بممارسة الصلاحيات المخولة لها في نطاق الدائرة الانتخابية محل اختصاصها.

**المادة 38 :** تضع البلديات والولايات تحت تصرف السلطة المستقلة الموظفين الضروريين لتحضير وتنظيم وإجراء العمليات الانتخابية والاستفتائية، الذين يمارسون مهامهم تحت سلطتها الكاملة.

**المادة 39 :** يحدد رئيس السلطة المستقلة تشكيلة المندوبيات لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية في الخارج وتنظيمها وسيرها بالتنسيق مع السلطات المختصة.

- حكم عليه في جناية ولم يرد اعتباره،
  - حكم عليه من أجل جنحة بعقوبة الحبس والحرمان من ممارسة حق الانتخاب والترشح للمدة المحددة تطبيقا للمادتين 9 مكرر 1 و 14 من قانون العقوبات،
  - أشهر إفلاسه ولم يرد اعتباره،
  - تم حجز القضائي أو الحجر عليه.
- تطلع النيابة العامة، اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية المعنية بكل الوسائل القانونية وتبلغها، فور افتتاح مرحلة مراجعة القوائم الانتخابية، بقائمة الأشخاص المذكورين في المطات 2 و 3 و 4 و 5 أعلاه.

## الفصل الثاني

### القوائم الانتخابية

#### القسم الأول

#### شروط التسجيل في القوائم الانتخابية

- المادة 53 :** تحدث وتمسك، تحت مسؤولية السلطة المستقلة، بطاقية وطنية للهيئة الناخبة تتشكل من مجموع القوائم الانتخابية للبلديات والمراكز الدبلوماسية والقنصلية في الخارج، التي تُضبط طبقا للتشريع الساري المفعول.
- تسهر السلطة المستقلة على مراجعة القوائم الانتخابية بصفة دورية وبمناسبة كل استحقاق انتخابي أو استفتاءي طبقا للتشريع الساري المفعول.

تحدد شروط وكيفيات ضبط البطاقية الوطنية للهيئة الانتخابية واستعمالها بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 54 :** التسجيل في القوائم الانتخابية واجب على كل مواطن ومواطنة تتوفر فيهما الشروط المطلوبة قانونا.

**المادة 55 :** يجب على كل جزائري وكل جزائرية يتمتعان بحقوقهما المدنية والسياسية ولم يسبق لهما التسجيل في قائمة انتخابية، أن يطلبتا تسجيلهما.

**المادة 56 :** لا يمكن التسجيل في أكثر من قائمة انتخابية واحدة.

**المادة 57 :** بغض النظر عن أحكام المادتين 55 و 56 من هذا القانون العضوي، يمكن لكل الجزائريين والجزائريات المقيمين في الخارج والمسجلين لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية الجزائرية، أن يطلبوا تسجيلهم :

1- بالنسبة لانتخابات المجالس الشعبية البلدية والمجالس الشعبية الولائية، في قائمة انتخابية لإحدى البلديات الآتية :

يحدد النظام الداخلي للسلطة المستقلة مبلغ التعويضات التي يتقاضاها أعضاء المندوبيات المذكورة أعلاه.

**المادة 46 :** تخطر السلطة المستقلة الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات والمترشحين أو ممثليهم المؤهلين قانونا بأي تجاوز صادر عنهم عينته خلال مختلف مراحل العمليات الانتخابية والاستفتاءية.

ويجب على الأطراف التي تم إخطارها، العمل بسرعة وفي الأجال التي تحددها السلطة المستقلة لتدارك النقائص المبلغ عنها وإعلامها كتابيا بالإجراءات والتدابير التي اتخذتها.

**المادة 47 :** تفصل السلطة المستقلة، بموجب قرارات، في المسائل الخاضعة لمجال اختصاصها.

ويبلغ القرار للأطراف المعنية بكل وسيلة مناسبة.

يمكن السلطة المستقلة تسخير القوة العمومية لتنفيذ قراراتها طبقا للتشريع والتنظيم الساري المفعول .

**المادة 48 :** في حالة معارضة مخالفة في مجال السمي البصري، تقوم السلطة المستقلة بإخطار سلطة ضبط السمي البصري من أجل اتخاذ التدابير الضرورية طبقا للتشريع الساري المفعول.

**المادة 49 :** عندما ترى السلطة المستقلة أنّ أحد الأفعال المسجلة أو تلك التي أُخطرت بشأنها يمكن أن تكتسي طابعا جزائريا، تقوم فوراً بإخطار النائب العام المختص إقليميا بذلك.

## الباب الثاني

### الأحكام المتعلقة بتحضير العمليات الانتخابية

#### والاستفتاءية

#### الفصل الأول

#### الشروط المطلوبة في الناخب

**المادة 50 :** يعد ناخبا كل جزائري وجزائرية بلغ من العمر ثماني عشرة (18) سنة كاملة يوم الاقتراع وكان متمتعا بحقوقه المدنية والسياسية، ولم يوجد في إحدى حالات فقدان الأهلية المحددة في التشريع الساري المفعول وكان مسجلا في القائمة الانتخابية.

**المادة 51 :** لا يصوت إلا من كان مسجلا في القائمة الانتخابية للبلدية التي بها موطنه بمفهوم المادة 36 من القانون المدني.

**المادة 52 :** لا يسجل في القائمة الانتخابية كل من :

- سلك سلوكا مضادا لمصالح الوطن أثناء ثورة التحرير الوطني،

تتكون اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية من :

- قاض يعينه رئيس المجلس القضائي المختص إقليميا،  
رئيسا،

- ثلاثة (3) مواطنين من البلدية تختارهم المندوبية  
الولائية للسلطة المستقلة من بين الناخبين المسجلين في  
القائمة الانتخابية للبلدية المعنية.

توضع، تحت تصرف ورقابة اللجنة البلدية لمراجعة  
القوائم الانتخابية، أمانة دائمة يديرها موظف بلدي يتمتع  
بالخبرة والكفاءة والحياد.

تجتمع اللجنة بناء على استدعاء من رئيسها.

تحدد قواعد سير اللجنة ومقرها بقرار من رئيس السلطة  
المستقلة.

تقوم السلطة المستقلة بتحديد القائمة الاسمية لأعضاء  
لجنة مراجعة القوائم الانتخابية، بموجب قرار من رئيسها  
ينشر بكل وسيلة مناسبة ومؤكدة.

**المادة 64 :** يتم إعداد القوائم الانتخابية ومراجعتها في  
كل دائرة دبلوماسية أو قنصلية تحت مسؤولية السلطة  
المستقلة من قبل لجنة لمراجعة القوائم الانتخابية،  
تتكون من :

- رئيس الممثلة الدبلوماسية أو رئيس المركز القنصلي  
أو ممثله، رئيسا،

- ناخبين (2) اثنين مسجلين في القائمة الانتخابية للدائرة  
الدبلوماسية أو القنصلية، تعينهما السلطة المستقلة، عضوين،  
- موظف قنصلي، عضوا.

وتعين اللجنة أمينا لها من بين أعضائها.

تجتمع اللجنة بمقر الممثلة الدبلوماسية أو القنصلية،  
بناء على استدعاء من رئيسها.

تقوم السلطة المستقلة بتحديد القائمة الاسمية لأعضاء  
لجنة مراجعة القوائم الانتخابية، بموجب قرار ينشر بكل  
وسيلة مناسبة ومؤكدة.

تحدد قواعد سير اللجنة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 65 :** يتولى رئيس السلطة المستقلة إعلان  
فتح فترة مراجعة القوائم الانتخابية واختتامها بكل وسيلة  
مناسبة، مع مراعاة أحكام المادة 62 أعلاه.

**المادة 66 :** يمكن كل مواطن أغفل تسجيله في قائمة  
انتخابية أن يقدم تظلمه إلى رئيس اللجنة البلدية لمراجعة  
القوائم الانتخابية ضمن الأشكال والأجال المنصوص عليها  
في هذا القانون العضوي.

- بلدية مسقط رأس المعني،
- بلدية آخر موطن للمعني،
- بلدية مسقط رأس أحد أصول المعني.

2- بالنسبة للانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية  
والاستشارات الاستفتائية، يتم التسجيل في القائمة  
الانتخابية للممثلات الدبلوماسية والقنصلية الجزائرية  
الموجودة في بلد إقامة الناخب.

**المادة 58 :** يمكن أفراد الجيش الوطني الشعبي والأمن  
الوطني والحماية المدنية وموظفي الجمارك الجزائرية  
ومصالح السجون الذين لا تتوفر فيهم الشروط المحددة في  
المادة 51 أعلاه، أن يطلبوا تسجيلهم في القائمة الانتخابية  
لإحدى البلديات المنصوص عليها في المادة 57 من هذا  
القانون العضوي.

**المادة 59 :** يسجل في القائمة الانتخابية وفقا لأحكام هذا  
القانون العضوي كل من استعاد أهليته الانتخابية إثر رد  
اعتباره، أو رفع الحجر عنه أو الحجز عليه، أو بعد إجراء عفو  
شمله.

**المادة 60 :** في حالة تغيير موطن الناخب المسجل في  
القائمة الانتخابية، يجب عليه أن يطلب، خلال الأشهر  
الثلاثة (3) الموالية لهذا التغيير، شطب اسمه من هذه  
القائمة وتسجيله في قائمة بلدية إقامته الجديدة.

**المادة 61 :** في حالة وفاة أحد الناخبين، تُطلع المصالح  
المعنية ببلدية الإقامة والمصالح الدبلوماسية والقنصلية  
السلطة المستقلة بذلك، والتي تقوم حالا بشطبه من  
قائمة الناخبين، مع مراعاة أحكام المادتين 63 و64  
من هذا القانون العضوي.

في حالة الوفاة خارج بلدية الإقامة، يتعين على بلدية  
مكان الوفاة إطلاع بلدية إقامة المتوفى بكل الوسائل  
القانونية، والتي تُطلع بدورها السلطة المستقلة.

## القسم الثاني

### وضع القوائم الانتخابية ومراجعتها

**المادة 62 :** القوائم الانتخابية دائمة، وتكون محل مراجعة  
خلال الثلاثي الأخير من كل سنة.

يمكن مراجعة القوائم الانتخابية استثنائيا بموجب  
المرسوم الرئاسي المتضمن استدعاء الهيئة الناخبة، والذي  
يحدد فترة افتتاحها واختتامها.

**المادة 63 :** يتم إعداد القوائم الانتخابية ومراجعتها  
الدورية أو بمناسبة كل استحقاق انتخابي أو استفتاء في  
كل بلدية، من طرف لجنة بلدية لمراجعة القوائم الانتخابية  
تعمل تحت إشراف السلطة المستقلة.

تحدد كيفيات تطبيق هذه المادة بموجب قرار من رئيس السلطة المستقلة الذي ينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

**المادة 71 :** تحفظ القائمة الانتخابية البلدية، تحت مسؤولية السلطة المستقلة، بالأمانة الدائمة للجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية.

تودع نسخ من القائمة الانتخابية البلدية، على التوالي، بأمانة ضبط المحكمة التابعة للنظام القضائي العادي المختصة إقليميا، ولدى السلطة المستقلة، وبمقر المندوبية الولائية للسلطة المستقلة.

### القسم الثالث بطاقة الناخب

**المادة 72 :** تعدّ السلطة المستقلة بطاقة الناخب التي تكون صالحة لكل الاستشارات الانتخابية والاستفتاءية، وتسلم لكل ناخب مسجل في القائمة الانتخابية.

تستفيد السلطة المستقلة، في هذا الإطار، من مساعدة مختلف الإدارات العمومية والممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج.

تحدد كيفيات إعداد بطاقة الناخب وتسليمها واستبدالها وسحبها بموجب قرار من رئيس السلطة المستقلة الذي ينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

### الباب الثالث

#### الحملة الانتخابية وتمويلها

##### الفصل الأول

##### الحملة الانتخابية

**المادة 73 :** باستثناء الحالة المنصوص عليها في المادة 95 (الفقرة 3) من الدستور، تكون الحملة الانتخابية مفتوحة قبل ثلاثة وعشرين (23) يوما من تاريخ الاقتراع، وتنتهي قبل ثلاثة (3) أيام من تاريخ الاقتراع.

في حالة إجراء دور ثانٍ للاقتراع، فإن الحملة الانتخابية التي يقوم بها المترشحون للدور الثاني تفتح قبل اثني عشر (12) يوما من تاريخ الاقتراع وتنتهي قبل يومين (2) من تاريخ الاقتراع.

**المادة 74 :** لا يمكن أيا كان مهما كانت الوسيلة وبأي شكل كان، أن يقوم بالحملة خارج الفترة المنصوص عليها في المادة 73 أعلاه.

**المادة 75 :** يمتنع كل مترشح أو شخص يشارك في الحملة الانتخابية عن كل خطاب كراهية وكل شكل من أشكال التمييز.

**المادة 67 :** لكل مواطن مسجل في إحدى قوائم الدائرة الانتخابية، حق تقديم اعتراض معلل لشطب شخص مسجل بغير حق، أو لتسجيل شخص مغفل في نفس الدائرة، ضمن الأشكال والأجال المنصوص عليها في هذا القانون العضوي.

**المادة 68 :** يجب تقديم الاعتراضات على التسجيل أو الشطب المذكورين في المادتين 66 و67 من هذا القانون العضوي خلال العشرة (10) أيام الموالية لتعليق إعلان اختتام العمليات المذكورة في المادة 65 من هذا القانون العضوي. يخفّض هذا الأجل إلى خمسة (5) أيام، في حالة المراجعة الاستثنائية.

تحال هذه الاعتراضات على اللجنة المنصوص عليها في المادتين 63 و64 من هذا القانون العضوي، التي تبت فيها بقرار في أجل أقصاه ثلاثة (3) أيام.

يجب على رئيس اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية أو رئيس الممثلة الدبلوماسية أو القنصلية أن يبلغ قرار اللجنة في ظرف ثلاثة (3) أيام كاملة إلى الأطراف المعنية، بكل وسيلة قانونية.

**المادة 69 :** يمكن الأطراف المعنية تسجيل الطعن في ظرف خمسة (5) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ تبليغ القرار.

في حالة عدم التبليغ، يمكن تسجيل الطعن في أجل ثمانية (8) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ الاعتراض.

يسجل هذا الطعن بمجرد تصريح لدى أمانة ضبط المحكمة التابعة للنظام القضائي العادي المختصة إقليميا، أو المحكمة التابعة للنظام القضائي العادي بالجزائر العاصمة بالنسبة للجالية الجزائرية المقيمة بالخارج، التي تبت فيه بحكم في أجل أقصاه خمسة (5) أيام دون مصاريف الإجراءات وبدون إلزامية توكيل محام، وبناء على إشعار عادي يرسل إلى الأطراف المعنية قبل ثلاثة (3) أيام.

يكون حكم المحكمة غير قابل لأي شكل من أشكال الطعن.

**المادة 70 :** تلتزم السلطة المستقلة بوضع القائمة الانتخابية البلدية أو القائمة الانتخابية للمراكز الدبلوماسية والقنصلية بالخارج، بمناسبة كل انتخاب، تحت تصرف الممثلين المؤهلين قانونا للأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات والمترشحين الأحرار، دون المساس بالمعطيات ذات الطابع الشخصي.

تسلم السلطة المستقلة نسخة من هذه القوائم الانتخابية إلى المحكمة الدستورية.

لكل ناخب الحق في الاطلاع على القائمة الانتخابية التي تعنيه متى طلب ذلك.

**المادة 82 :** تخصص داخل الدوائر الانتخابية أماكن عمومية لإصاق الترشيحات، وتوزع مساحتها بالتساوي.

يمنع استعمال أي شكل آخر للإشهار خارج المساحات المخصصة لهذا الغرض.

تسهر السلطة المستقلة على تطبيق الأحكام المذكورة أعلاه.

**المادة 83 :** يمنع استعمال الممتلكات أو الوسائل التابعة لشخص معنوي خاص أو عمومي أو مؤسسة أو هيئة عمومية لأغراض الدعاية الانتخابية، إلا إذا نصت الأحكام التشريعية صراحة على خلاف ذلك.

**المادة 84 :** يمنع استعمال أماكن العبادة والمؤسسات والإدارات العمومية ومؤسسات التربية والتعليم والتكوين مهما كان نوعها أو انتهاؤها، لأغراض الدعاية الانتخابية بأي شكل من الأشكال.

**المادة 85 :** يجب على كل مترشح أن يمتنع عن أية حركة أو موقف أو عمل أو سلوك عنيف، غير مشروع أو مهين أو شائن أو غير قانوني أو لا أخلاقي، وأن يسهر على حسن سير الحملة الانتخابية.

**المادة 86 :** يحظر الاستعمال السيئ لرموز الدولة.

## الفصل الثاني

### تمويل الحملة الانتخابية ومراقبتها

#### القسم الأول

#### تمويل الحملة الانتخابية

**المادة 87 :** تمويل الحملة الانتخابية بواسطة موارد يكون مصدرها:

- مساهمة الأحزاب السياسية المشكّلة من اشتراكات أعضائها والمداخل الناتجة عن نشاط الحزب،

- المساهمة الشخصية للمترشح،

- الهبات النقدية أو العينية المقدمة من المواطنين كأشخاص طبيعيين،

- المساعدات المحتملة التي يمكن أن تمنحها الدولة للمترشحين الشباب في القوائم المستقلة بمناسبة الانتخابات التشريعية والمحلية،

- إمكانية تعويض الدولة لجزء من نفقات الحملة الانتخابية.

**المادة 88 :** يحظر على كل مترشح لأي انتخابات وطنية أو محلية أن يتلقى بصفة مباشرة أو غير مباشرة، هبات نقدية أو عينية أو أي مساهمة أخرى، مهما كان شكلها، من أي دولة أجنبية أو أي شخص طبيعي أو معنوي من جنسية أجنبية.

**المادة 76 :** يمنع استعمال اللغات الأجنبية في الحملة الانتخابية.

**المادة 77 :** يستفيد كل مترشح للانتخابات المحلية أو التشريعية أو الرئاسية بشكل منصف، من الوصول إلى وسائل الإعلام السمعية البصرية المرخص لها بالممارسة طبقا للتشريع والتنظيم الساري المفعول.

تكون مدة الحصص الممنوحة متساوية بين كل المترشحين للانتخابات الرئاسية، وتختلف بالنسبة إلى الانتخابات المحلية والتشريعية، تبعا لأهمية عدد قوائم المترشحين الذين يرشحهم حزب سياسي أو مجموعة أحزاب سياسية.

تستفيد قوائم المترشحين الأحرار المتكثلة بمبادرة منهم، من نفس الترتيبات الواردة في هذه المادة، وحسب الشروط نفسها.

تستفيد الأحزاب السياسية التي تقوم بالحملة الانتخابية في إطار الاستشارات الاستفتائية من مجال عادل في وسائل الإعلام السمعية البصرية المرخص لها بالممارسة طبقا للتشريع والتنظيم الساري المفعول.

تحدد كفاءات وإجراءات استعمال وسائل الإعلام السمعية البصرية المرخص لها بالممارسة طبقا للتشريع والتنظيم الساري المفعول.

تحدد كفاءات الإشهار الأخرى للترشيحات بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 78 :** يتعين على كل وسائل الإعلام السمعية البصرية المرخص لها بالممارسة طبقا للتشريع والتنظيم الساري المفعول، المشاركة في تغطية الحملة الانتخابية وضمان التوزيع المنصف للحيز الزمني لاستعمال وسائل الإعلام من طرف المترشحين.

تضمن السلطة المستقلة، بالتنسيق مع سلطة ضبط السمعي البصري، احترام أحكام هذه المادة.

**المادة 79 :** دون المساس بأحكام القانون المتعلق بالاجتماعات والتظاهرات العمومية، تنظم التجمعات والاجتماعات العمومية بمناسبة الانتخابات والاستفتاءات طبقا لأحكام هذا القانون العضوي.

**المادة 80 :** يمنع طيلة الحملة الانتخابية استعمال أي طريقة إشهارية تجارية لغرض الدعاية الانتخابية.

**المادة 81 :** يمنع نشر وبث سبر الآراء واستطلاع نوايا الناخبين قبل اثنتين وسبعين (72) ساعة من تاريخ الاقتراع على التراب الوطني، وخمسة (5) أيام قبل تاريخ الاقتراع بالنسبة للجالية الوطنية المقيمة بالخارج.

**المادة 95 :** يمكن قوائم المترشحين للانتخابات التشريعية التي أحرزت عشرين في المائة (20%) على الأقل، من الأصوات المعبر عنها، أن تحصل على تعويض بنسبة عشرين في المائة (20%) من النفقات المدفوعة فعلا ضمن الحد الأقصى المرحص به. ويُدفع هذا التعويض إلى الحزب السياسي الذي أودع الترشح تحت رعايته أو إلى قائمة المترشحين الأحرار.

لا يتم التعويض إلا بعد إعلان المحكمة الدستورية النتائج النهائية واعتماد الحسابات من طرف لجنة مراقبة تمويل حسابات الحملة الانتخابية.

**المادة 96 :** يتعين على كل مترشح للانتخابات الرئاسية وكل قائمة مترشحين للانتخابات التشريعية فتح ومسك حساب للحملة الانتخابية.

عندما يكون تمويل الحملة الانتخابية مكونا من هبات أو من مساهمات من الدولة، يتعين على كل مترشح للانتخابات الرئاسية وعلى كل قائمة مترشحين للانتخابات التشريعية، تعيين أمين مالي للحملة الانتخابية.

**المادة 97 :** يتم تعيين الأمين المالي للحملة الانتخابية بموجب تصريح مكتوب من المترشح للانتخابات الرئاسية أو من المترشح الموكل من طرف الحزب أو من طرف مترشحي القائمة الحرة بالنسبة للانتخابات التشريعية. يودع التصريح المرفق بالموافقة المكتوبة من الأمين المالي للحملة الانتخابية، لدى السلطة المستقلة أو مندوبية السلطة المستقلة بالخارج المختصة بالنسبة للانتخابات التشريعية.

**المادة 98 :** لا يمكن الأمين المالي للحملة الانتخابية أن يكون أميناً مالياً إلا لمترشح واحد أو لقائمة مترشحين واحدة.

لا يمكن لمحافظ الحسابات المكلف بتقديم حساب الحملة الانتخابية أو لمترشح متواجد في قائمة المترشحين، أن يكون أميناً مالياً للحملة الانتخابية.

**المادة 99 :** بمجرد إيداع التصريح لدى السلطة المستقلة، يقوم الأمين المالي للحملة الانتخابية بفتح حساب بنكي وحيد بغرض تمويل الحملة الانتخابية.

بالنسبة لقوائم المترشحين للدوائر الانتخابية في الخارج، يقوم الأمين المالي للحملة الانتخابية بفتح حساب بنكي وحيد لدى البنوك المراسلة للبنوك الجزائرية بغرض تمويل الحملة الانتخابية على مستوى الدائرة الانتخابية محل الترشح.

**المادة 100 :** يتولى البنك المخاطر فتح الحساب، وتسليم وسائل الدفع والخدمات الضرورية لتسييره في أجل خمسة عشر (15) يوما، إلى الأمين المالي للحملة الانتخابية. إذا لم يفتح هذا الحساب عند انقضاء هذا الأجل، يخطر الأمين المالي للحملة الانتخابية بنك الجزائر الذي يعين له المؤسسة البنكية التي تتولى فتح الحساب.

**المادة 89 :** يحدد المبلغ الأقصى للهبات بالنسبة لكل شخص طبيعي في حدود أربعمئة ألف دينار (400.000 دج) فيما يخص الانتخابات التشريعية، وفي حدود ستمئة ألف دينار (600.000 دج) فيما يخص الانتخابات الرئاسية. يمكن تحيين هذا الحد كل ثلاث (3) سنوات، عن طريق التنظيم.

يتعين على المترشح للانتخابات الرئاسية، والمترشح الموكل من طرف الحزب أو من طرف مترشحي القائمة المستقلة بالنسبة للانتخابات التشريعية، تبليغ لجنة مراقبة تمويل حسابات الحملة الانتخابية بقيمة الهبات وبقائمة أسماء الواهبين.

**المادة 90 :** لا يعد تمويل أجنيا، الهبات المقدمة من الجزائريين المقيمين في الخارج من أجل تمويل الحملة الانتخابية المتعلقة بالمترشحين أو قائمة المترشحين في الدوائر الانتخابية في الخارج.

لا يمكن أن يتجاوز مقدار هذه الهبات بالنسبة للشخص الطبيعي ما يعادل أربعمئة ألف دينار (400.000 دج) فيما يخص الانتخابات التشريعية، وستمئة ألف دينار (600.000 دج) فيما يخص الانتخابات الرئاسية.

**المادة 91 :** كل هبة يتجاوز مبلغها ألف دينار (1.000 دج) يستوجب دفعها عن طريق الشيك أو التحويل أو الاقتطاع الآلي أو البطاقة البنكية.

**المادة 92 :** لا يمكن أن تتجاوز نفقات حملة المترشح للانتخابات الرئاسية مائة وعشرين مليون دينار (120.000.000 دج) في الدور الأول. ويُرفع هذا المبلغ إلى مائة وأربعين مليون دينار (140.000.000 دج) في الدور الثاني.

**المادة 93 :** لكل مترشح للانتخابات الرئاسية الحق في تعويض جزافي قدره عشرة في المائة (10%) في حدود النفقات المدفوعة فعلا.

عندما يحرز المترشح للانتخابات الرئاسية على نسبة تفوق عشرة في المائة (10%) وتقل عن عشرين في المائة (20%) من الأصوات المعبر عنها أو تساويها، يرفع هذا التعويض إلى عشرين في المائة (20%) من النفقات المدفوعة فعلا وضمن الحد الأقصى المرحص به.

وترفع نسبة التعويض إلى ثلاثين في المائة (30%) بالنسبة للمترشح الذي تحصل على أكثر من عشرين في المائة (20%) من الأصوات المعبر عنها.

لا يتم التعويض إلا بعد إعلان المحكمة الدستورية النتائج النهائية واعتماد حسابات الحملة الانتخابية من طرف لجنة مراقبة تمويل حسابات الحملة الانتخابية.

**المادة 94 :** لا يمكن أن تتجاوز نفقات الحملة الانتخابية لكل قائمة في الانتخابات التشريعية حدا أقصاه مليونان وخمسمئة ألف دينار (2.500.000 دج) عن كل مترشح .

تتأكد المصالح الدبلوماسية أو القنصلية من اعتماد سلطات البلد المعني لمحافظ الحسابات المشار إليه أعلاه، وتمنح إشهادا عن ذلك لممثل قائمة المترشحين وتُبلغ السلطة المستقلة به.

**المادة 112 :** تتحمل الدولة النفقات الخاصة بمراجعة القوائم الانتخابية وإعداد بطاقات الناخبين والنفقات الناجمة عن تنظيم الانتخابات والاستفتاءات، باستثناء الحملة الانتخابية المنصوص على كيفية التكفل بها في المادتين 93 و95 من هذا القانون العضوي.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة عن طريق التنظيم.

**المادة 113 :** تعفى من التخليص، أثناء الفترة الانتخابية، بطاقات الناخبين وأوراق التصويت والمناشير المتعلقة بالانتخابات في هيئات الدولة.

**المادة 114 :** تعفى الأعمال الإجرائية والمقررات والسجلات المتعلقة بالانتخابات، من رسوم الدمغة والتسجيل والمصاريف القضائية.

## القسم الثاني

### مراقبة تمويل الحملة الانتخابية

**المادة 115 :** تنشأ لدى السلطة المستقلة لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية.

تتشكل اللجنة من :

- قاضٍ تعينه المحكمة العليا من بين قضاتها، رئيسا،
- قاضٍ يعينه مجلس الدولة من بين قضاته،
- قاضٍ يعينه مجلس المحاسبة من بين قضاته المستشارين،
- ممثل عن السلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته،
- ممثل عن وزارة المالية.

تُعدُّ اللجنة نظامها الداخلي وتُصادق عليه.

**المادة 116 :** يتم إيداع حساب الحملة الانتخابية لدى لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية في أجل شهرين (2)، ابتداء من تاريخ إعلان النتائج النهائية. وبانقضاء هذا الأجل، لا يمكن المترشح أو قائمة المترشحين الاستفادة من تعويض نفقات حملتهم الانتخابية.

**المادة 117 :** لا يجوز تقديم حساب الحملة الانتخابية عندما يكون في حالة عجز.

**المادة 101 :** يشرف بنك الجزائر على فتح الحسابات البنكية، ويتأكد من أن كل مترشح أو كل قائمة مترشحين لا يحوز إلا على حساب واحد.

**المادة 102 :** يبين حساب الحملة الانتخابية كل الإيرادات والنفقات المرتبطة بالحملة الانتخابية.

**المادة 103 :** يُعدُّ الأمين المالي للحملة الانتخابية المُوَجَّع الوحيد لهذا الحساب ولا يمكنه منح التفويض لأي شخص آخر، بما فيهم المترشح نفسه.

**المادة 104 :** يتعين على الأمين المالي للحملة الانتخابية إرسال المعلومات المتعلقة بالحساب البنكي للجنة مراقبة تمويل حسابات الحملة الانتخابية.

**المادة 105 :** يُعدُّ الأمين المالي للحملة الانتخابية الوسيط الوحيد بين المترشح والغير الذين ساهموا في تمويل الحملة الانتخابية. وهو المؤهل الوحيد لتحصيل الأموال ودفع النفقات المرتبطة بالحملة الانتخابية.

**المادة 106 :** يتعين على الأمين المالي للحملة الانتخابية تسليم كل واهب وصلاً، تحدد شروط إعداد واستعماله عن طريق التنظيم.

**المادة 107 :** يعدُّ الأمين المالي للحملة الانتخابية مسؤولاً عن جميع أعمال التسيير والإدارة التي يقوم بها في علاقته مع الغير، أو مع المترشح، أو قائمة المترشحين.

**المادة 108 :** يُعدُّ الأمين المالي للحملة الانتخابية حساب الحملة الذي يتضمن جميع الإيرادات حسب مصدرها، وجميع النفقات حسب طبيعتها، التي تم تنفيذها.

**المادة 109 :** يتم إعداد حساب الحملة الانتخابية باسم :  
- المترشح نفسه، بالنسبة للانتخابات الرئاسية،  
- المترشح الموكل من الحزب أو من مترشحي القائمة الحرة، بالنسبة للانتخابات التشريعية.

**المادة 110 :** يقدم حساب الحملة الانتخابية إلى لجنة مراقبة تمويل حسابات الحملة الانتخابية من قبل محافظ الحسابات الذي يقوم بوضع هذا الحساب قيد الفحص بعد مراقبته الوثائق الثبوتية.

لا يكون تقديم الحساب بواسطة محافظ الحسابات إجبارياً، عندما لا يتحصل المترشح أو قائمة المترشحين على هبات من الأشخاص الطبيعية أو إعانات من الدولة.

**المادة 111 :** تعيّن قوائم المترشحين للدوائر الانتخابية في الخارج محافظ حسابات معتمد أو هيئة تعادله معترف بها من قبل سلطات البلد محل إيداع قائمة المترشح.

## الباب الرابع

### الأحكام المتعلقة بعمليات الاقتراع والتصويت

#### الفصل الأول

#### الاقتراع

**المادة 123 :** مع مراعاة الأحكام الأخرى المنصوص عليها في هذا القانون العضوي، تستدعى الهيئة الناخبة بموجب مرسوم رئاسي في غضون الأشهر الثلاثة (3) التي تسبق تاريخ الانتخابات.

**المادة 124 :** يمكن أن تتشكل الدائرة الانتخابية من شطر بلدية أو من بلدية أو من عدة بلديات. تحدد الدائرة الانتخابية بموجب قانون.

**المادة 125 :** يجرى الاقتراع في الدائرة الانتخابية، ويوزع الناخبون بموجب مقرر من منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة على مكاتب التصويت بقدر ما تقتضيه الظروف المحلية ويتطلبه عدد الناخبين.

غير أنه عندما يوجد مكتبان أو عدة مكاتب تصويت في نفس المكان، فإنها تشكل "مركز تصويت" يوضع تحت مسؤولية رئيس مركز يعين ويسخر بمقرر من منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة.

يتم إنشاء مراكز التصويت بموجب المقرر المنصوص عليه في الفقرة أعلاه.

تلحق مكاتب التصويت المتنقلة المذكورة في المادة 145 من هذا القانون العضوي بأحد مراكز التصويت في الدائرة الانتخابية.

يلحق المقرر المذكور أعلاه، بمقر المندوبية الولائية والمندوبية البلدية للسلطة المستقلة ومقرات الولاية والمقاطعة الإدارية والدائرة والبلدية ومراكز التصويت.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 126 :** تجرى عمليات التصويت تحت مسؤولية أعضاء مراكز ومكاتب التصويت طبقاً لأحكام هذا القانون العضوي، والذين يتصرفون في هذا الإطار تحت رقابة السلطة المستقلة.

**المادة 127 :** مع مراعاة صلاحيات رؤساء مكاتب التصويت وأعضائها المحددة في هذا القانون العضوي، يقوم رئيس مركز التصويت بما يأتي :

- ضمان إعلام الناخبين والتكفل بهم إدارياً داخل المركز،
- مساعدة أعضاء مكاتب التصويت في سير عمليات التصويت،

في حالة العجز، يتعين تصفية الحساب وقت إيداعه، وعند الاقتضاء بمساهمة من المترشح.

**المادة 118 :** تُراجع لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية صحة ومصداقية العمليات المقيّدة في حساب الحملة الانتخابية.

تصدر اللجنة في أجل ستة (6) أشهر قراراً وجاهياً تصادق بموجبه على الحساب أو تعدله أو ترفضه. وبانقضاء هذا الأجل، يعد الحساب مصادقاً عليه.

**المادة 119 :** لا يجوز للجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية منح تعويض عن نفقات الحملة في حالة عدم إيداع الحساب، أو إيداعه خارج أجل الشهرين المحدد بموجب المادة 116 أعلاه، أو في حالة رفض الحساب أو تجاوز الحد الأقصى المرخص به للنفقات الانتخابية.

في حالة تجاوز الحد الأقصى المرخص به للنفقات الانتخابية، تحدد اللجنة، بموجب قرار وجاهي، مبلغ التجاوز الذي يجب على المترشح دفعه للخزينة العمومية.

**المادة 120 :** في حالة ما إذا نتج عن حساب الحملة الانتخابية فائض في الموارد يكون مصدره الهبات، يحوّل هذا الفائض إلى الخزينة العمومية ضمن الشروط التي يحددها التنظيم.

**المادة 121 :** يمكن الطعن في قرارات لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية، أمام المحكمة الدستورية في أجل شهر من تاريخ تبليغها.

**المادة 122 :** بغض النظر عن الأحكام الأخرى المنصوص عليها في هذا القانون العضوي، تتكفل الدولة في إطار تشجيع الترشيحات المستقلة للشباب للمساهمة في الحياة السياسية، بنفقات الحملة الانتخابية الخاصة بما يأتي :

- مصاريف طبع الوثائق،

- مصاريف النشر والإشهار،

- مصاريف إيجار القاعات،

- مصاريف النقل.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بمرسوم تنفيذي.

تفصل المحكمة الإدارية المختصة إقليميا في الطعن في أجل خمسة (5) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ إيداعه.

يمكن الطعن في حكم المحكمة الإدارية أمام المحكمة الإدارية للاستئناف المختصة إقليميا في أجل ثلاثة (3) أيام كاملة من تاريخ تبليغ الحكم.

تفصل المحكمة الإدارية للاستئناف المختصة إقليميا في الطعن في أجل خمسة (5) أيام كاملة من تاريخ تسجيله. يكون قرار المحكمة الإدارية للاستئناف غير قابل لأي شكل من أشكال الطعن.

يبليغ الحكم أو القرار، حسب الحالة، فور صدوره إلى الأطراف المعنية وإلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة قصد تنفيذه.

**المادة 130:** يؤدّي أعضاء مكاتب التصويت والأعضاء الإضافيون اليمين الآتي نصها:

**"أقسم بالله العلي العظيم أن أقوم بمهامي بكل إخلاص وحياد وأتعهد بالسهر على ضمان نزاهة العملية الانتخابية والاستفتائية".**

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة الذي ينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

## الفصل الثاني

### عمليات التصويت

**المادة 131:** تاريخ الاقتراع يحدده المرسوم الرئاسي المتضمن استدعاء الهيئة الناخبة.

**المادة 132:** يجرى الاقتراع في يوم واحد. يبدأ على الساعة الثامنة (8) صباحا، ويختتم في نفس اليوم على الساعة السابعة (7) مساء.

غير أنه، يمكن رئيس السلطة المستقلة، بطلب من منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة، أن يقرر تقديم افتتاح الاقتراع باثنتي عشرة (12) ساعة على الأكثر، في البلديات التي يتعذر فيها إجراء عمليات التصويت في يوم الاقتراع نفسه، لأسباب مادية تتصل ببعد مكاتب التصويت وتشتت السكان، وذلك بموجب قرار ينشر، على الفور، بكل وسيلة مناسبة.

كما يمكن رئيس السلطة المستقلة أن يقرر تقديم افتتاح الاقتراع باثنتي عشرة (12) ساعة على الأكثر، لأي سبب آخر في بلدية معينة.

يجب أن يخضع عدد مكاتب التصويت المتنقلة التي يتم وضعها في إطار تنفيذ أحكام الفقرة 2 أعلاه، لمعايير تسهيل تصويت الناخبين المذكورين حصريا في هذه الأحكام فقط.

- السهر على حسن النظام خارج مكاتب التصويت بتسخير القوة العمومية داخل مركز التصويت،

- السهر على حسن النظام في الضواحي القريبة من مكان مركز التصويت بالاستعانة، عند الحاجة، بالقوة العمومية.

**المادة 128:** يكون مكتب التصويت ثابتا ويمكن أن يكون متنقلا، ويتكون من:

- رئيس،

- نائب رئيس،

- كاتب،

- مساعدين اثنين.

**المادة 129:** يعد منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة قوائم مراكز ومكاتب التصويت ويحينها، ويوزع الهيئة الناخبة عليها.

يعيّن أعضاء مكتب التصويت والأعضاء الإضافيون ويسخّرون بمقرر من منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة من بين الناخبين المقيمين في إقليم الولاية، باستثناء المترشحين وأقاربهم وأصهارهم إلى غاية الدرجة الرابعة، والأفراد المنتمين إلى أحزابهم، بالإضافة إلى الأعضاء المنتخبين.

تنشر قائمة أعضاء مكاتب التصويت والأعضاء الإضافيين بمقر المندوبية الولائية والمندوبية البلدية للسلطة المستقلة ومقر الولاية والمقاطعة الإدارية والدوائر والبلديات المعنية، خمسة عشر (15) يوما، على الأكثر، بعد قفل قائمة المترشحين.

تسلّم هذه القائمة إلى الممثلين المؤهلين قانونا للأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات وللمترشحين الأحرار، في نفس الوقت، بطلب منهم مقابل وصل استلام، وتعلق في مكاتب التصويت يوم الاقتراع.

يمكن أن تكون هذه القائمة محل تعديل في حالة اعتراض مقبول، ويجب أن يقدم هذا الاعتراض كتابيا إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة على أن يكون معللا قانونا خلال الخمسة (5) أيام الموالية لتاريخ التعليق والتسليم الأولي للقائمة.

يبليغ قرار الرفض إلى الأطراف المعنية في أجل ثلاثة (3) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ إيداع الاعتراض.

يكون هذا القرار قابلا للطعن أمام المحكمة الإدارية المختصة إقليميا في أجل ثلاثة (3) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ تبليغ القرار.

لمراجعة القوائم الانتخابية المنصوص عليها في المادة 63 من هذا القانون العضوي والمتضمنة على الخصوص اللقب والاسم والعنوان وكذا الرقم الترتيبي الممنوح لكل ناخب، موضوعة طيلة مدة العمليات الانتخابية على الطاولة التي يجلس حولها أعضاء مكتب التصويت. وتشكل هذه النسخة قائمة التوقيعات.

**المادة 138 :** إذا تغيّب، يوم الاقتراع، عضو أو أعضاء في مكتب التصويت، يتخذ منسق مندوبية الولاية للسلطة المستقلة كافة الترتيبات لتعويضهم بالأولوية من بين الأعضاء الأساسيين الحاضرين ومن بين الأعضاء الإضافيين حسب ترتيب القائمة، بغض النظر عن أحكام المادة 129 من هذا القانون العضوي.

**المادة 139 :** لرئيس مكتب التصويت سلطة الضبط داخل مكتب التصويت، ويمكنه بهذه الصفة طرد أي شخص يخلّ بالسير العادي لعمليات التصويت، وفي هذه الحالة، يحزّر محضر بذلك يلحق بمحضر الفرز.

يمكن لرئيس مركز التصويت، عند الضرورة، تسخير أعوان القوة العمومية لحفظ النظام داخل مكتب التصويت، بناء على طلب رئيس مكتب التصويت المعني.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 140 :** يمنع كل شخص يحمل سلاحا ظاهرا أو مخفيا من دخول مكاتب التصويت، باستثناء أعوان القوة العمومية المسخرين قانونا.

لا يقبل بأي حضور آخر بجوار مراكز التصويت، باستثناء حضور أعوان القوة العمومية المسخرين خصيصا لحفظ الأمن والنظام العام أثناء سير الاقتراع.

**المادة 141 :** يمكن المترشحين، بمبادرة منهم، حضور عمليات التصويت والفرز أو تعيين من يمثلهم، وذلك في حدود :

- ممثل واحد في كل مركز تصويت،
- ممثل واحد في كل مكتب تصويت.

لا يمكن، في أي حال من الأحوال، حضور أكثر من خمسة (5) ممثلين في مكتب التصويت في آن واحد.

**المادة 142 :** في حالة وجود أكثر من خمسة (5) مترشحين أو قوائم مترشحين، يتم تعيين الممثلين بالتوافق بين المترشحين أو ممثليهم المؤهلين قانونا، أو إن تعذر ذلك، عن طريق القرعة في إطار المشاورات المخصصة لهذا الغرض.

يجب أن يضمن هذا التعيين تمثيلا للمترشحين أو قوائم المترشحين يشمل مجموع مكاتب التصويت، ولا يمكن أن

تنشر على الفور بأي وسيلة مناسبة القرارات التي يتخذها رئيس السلطة المستقلة من أجل تقديم تاريخ افتتاح الاقتراع، وتعلق في مقر المندوبية الولائية والبلدية للسلطة المستقلة ومقرات البلديات المعنية بالأمر، وذلك خمسة (5) أيام، على الأكثر، قبل الاقتراع.

يمكن رئيس السلطة المستقلة بقرار، وبالتنسيق مع الممثلات الدبلوماسية والقنصلية والمندوبيات المعنية، تقديم تاريخ افتتاح الاقتراع بمائة وعشرين (120) ساعة.

يمكن، عند الاقتضاء، لرئيس السلطة المستقلة، بناء على طلب من منسق المندوبية الولائية، تأخير توقيت غلق مكاتب التصويت على أن لا يتجاوز الثامنة (8) مساء.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 133 :** يكون التصويت شخويا وسريا.

**المادة 134 :** توضع أوراق التصويت تحت تصرف الناخب يوم الاقتراع.

توضع أوراق التصويت لكل مترشح أو قائمة مترشحين في كل مكتب من مكاتب التصويت، كما يأتي :

- بالنسبة للمترشحين للانتخابات الرئاسية، حسب قرار المحكمة الدستورية المحدد لقائمة المترشحين لهذه الانتخابات،

- بالنسبة لقوائم المترشحين لانتخاب المجلس الشعبي الوطني وقوائم المترشحين لانتخاب المجالس الشعبية البلدية والولائية، حسب ترتيب تعدد السلطة المستقلة عن طريق القرعة.

يحدد نص ورقة التصويت ومميزاتها التقنية بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 135 :** يجري التصويت ضمن أظرفة تقدمها السلطة المستقلة.

تكون هذه الأظرفة غير شفافة وغير مدغمة وعلى نموذج موحد.

توضع هذه الأظرفة تحت تصرف الناخبين يوم الاقتراع في مكتب التصويت.

**المادة 136 :** يجب على رئيس مكتب التصويت أن يتحقق قبل افتتاح الاقتراع من المطابقة الدقيقة لعدد الأظرفة القانونية وأوراق التصويت مع عدد الناخبين المسجلين في قائمة التوقيعات.

**المادة 137 :** تبقى نسخة من قائمة ناخبي مكتب التصويت المعني مصادقا عليها من طرف رئيس اللجنة البلدية

**المادة 147 :** يجب قبل بدء الاقتراع، أن يقفل الصندوق الشفاف، الذي له فتحة واحدة فقط معدة خصيصا لإدخال الظرف المتضمن ورقة التصويت، بقفلين (2) مختلفين تكون مفاتيح أحدهما عند رئيس مكتب التصويت والآخر عند المساعد الأكبر سنا.

يتناول الناخب بنفسه وجوبا، عند دخول القاعة وبعد إثبات هويته لأعضاء مكتب التصويت عن طريق تقديم أية وثيقة رسمية مطلوبة لهذا الغرض، ظرفا ونسخة من أوراق التصويت، وبعد تأكد رئيس مكتب التصويت من تناول الناخب جميع أوراق التصويت، يأذن له بالتوجه مباشرة إلى المعزل دون أن يغادر القاعة حيث يباشر عملية الاختيار ويضع ورقته في الظرف.

بعد خروجه، يشهد الناخب رئيس مكتب التصويت على أنه لا يحمل سوى ظرف واحد، وعندئذ، يأذن له الرئيس بإدخال الظرف في الصندوق.

**المادة 148 :** يحق لكل ناخب مصاب بعجز يحول دون وصوله إلى مكتب التصويت أن يستعين بأي شخص يمكنه من ذلك.

**المادة 149 :** يؤذن لكل ناخب مصاب بعجز يمنعه من إدخال ورقته في الظرف وجعله في الصندوق بأن يستعين بشخص يختاره بنفسه.

**المادة 150 :** يثبت تصويت جميع الناخبين بوضع بصمة السبابة اليسرى، بحبر لا يمحي، على قائمة التوقيعات قبالة اسمهم ولقبهم، وذلك أمام أعضاء مكتب التصويت.

تدمغ بطاقة الناخب بواسطة ختم ندي يحمل عبارة "انتخب (ت)" ويثبت عليها تاريخ الانتخاب.

عند استحالة تقديم بطاقة الناخب، يمكن أي ناخب ممارسة حقه في التصويت إذا كان مسجلا في القائمة الانتخابية. ويجب عليه تقديم بطاقة التعريف الوطنية أو أية وثيقة رسمية أخرى تثبت هويته.

**المادة 151 :** بمجرد اختتام الاقتراع، يوقع جميع أعضاء مكتب التصويت على قائمة التوقيعات.

**المادة 152 :** يبدأ فرز الأصوات فور اختتام الاقتراع ويتواصل دون انقطاع إلى غاية انتهائه تماما.

يجري الفرز علنا ويتم بمكتب التصويت وجوبا.

غير أنه بصفة استثنائية، يجري الفرز بالنسبة لمكاتب التصويت المتنقلة، في مركز التصويت الذي تلحق به والمنصوص عليه في المادة 125 من هذا القانون العضوي.

ترتب الطاولات التي يجري فوقها الفرز بشكل يسمح للناخبين بالالتفاف حولها.

يترتب عليه، بأي حال من الأحوال، تعيين أكثر من خمسة (5) ممثلين في مكتب تصويت، وأن لا يكون لمرشح أو قائمة مترشحين أكثر من ممثل واحد في مكتب التصويت.

وبالنسبة لمكاتب التصويت المتنقلة، يتم تعيين ممثلين اثنين (2) من، ومن بين، الممثلين الخمسة (5) المؤهلين قانونا، وفقا لهذه المادة، لحضور عمليات التصويت والفرز بصفة ملاحظين.

**المادة 143 :** يحق لكل مترشح أو ممثله المؤهل قانونا، في نطاق دائرته الانتخابية، أن يراقب جميع عمليات التصويت وفرز الأوراق وتعداد الأصوات في جميع القاعات التي تجري بها هذه العمليات، وأن يسجل في المحضر كل الملاحظات أو المنازعات المتعلقة بسير العمليات.

**المادة 144 :** يودع كل مترشح لدى المندوبية الولائية للسلطة المستقلة قائمة الأشخاص الذين يؤهلهم طبقا لأحكام المواد 141 و 142 و 143 أعلاه، خلال العشرين (20) يوما الكاملة قبل تاريخ الاقتراع.

يجب أن تتضمن هذه القائمة كل عناصر الهوية بالنسبة للشخص المؤهل، والتي يمكن كل سلطة مختصة أن تطلبها، ولا سيما أعضاء مكتب التصويت ومسؤول مركز التصويت الذي وجهت له نسخ من القوائم المودعة. كما يمكن تقديم قائمة إضافية في أجل عشرة (10) أيام، قبل يوم الاقتراع وبنفس الشروط للتعويض في حالة غياب المراقبين في مكتب أو مركز التصويت.

**المادة 145 :** يمكن أن تساعد أعضاء مكتب التصويت المتنقل، عند الحاجة، في مهامهم عناصر مصالح الأمن بناء على طلب تسخير من منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة.

إذا تجاوزت عمليات الاقتراع يوما واحدا، عملا بأحكام المادتين 131 و 132 من هذا القانون العضوي، فإن رئيس مكتب التصويت يتخذ جميع التدابير التي تكفل أمن وحصانة الصندوق والوثائق الانتخابية.

وإذا تعذر على أعضاء مكتب التصويت الالتحاق بالأماكن المقررة لإيواء الصندوق والوثائق الانتخابية بسبب البعد أو لأسباب أخرى، فإن رئيس هذا المكتب يمكنه تسخير أماكن ملائمة تتوفر فيها شروط الأمن والحصانة المذكورة في الفقرة 2 أعلاه.

**المادة 146 :** يزود كل مكتب تصويت بمعزل واحد أو عدة معازل.

يجب أن تضمن المعازل سرية التصويت لكل ناخب، بشكل لا يخفي عن الجمهور عمليات التصويت والفرز والمراقبة.

يصرح رئيس المكتب علنا بالنتائج، ويتولى تعليق محضر الفرز في مكتب التصويت بمجرد تحريره.

تسلم فوراً وداخل مكتب التصويت نسخة من محضر الفرز مصادقا على مطابقتها للأصل من قبل رئيس مكتب التصويت، إلى كل الممثلين المؤهلين قانونا للمرشحين أو قوائم المرشحين مقابل وصل استلام. وتدمج هذه النسخة على جميع صفحاتها بختم ندي يحمل عبارة "نسخة مصادق على مطابقتها للأصل".

وتسلم كذلك نسخة من المحضر المذكور أعلاه، مصادقا على مطابقتها للأصل من قبل رئيس مكتب التصويت إلى ممثل السلطة المستقلة مقابل وصل استلام.

يمكن لمنسق مندوبية الولاية للسلطة المستقلة أو ممثله الاطلاع على ملاحق محضر الفرز.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة، وكذا المميزات التقنية لمحضر الفرز، بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 156:** لا تعتبر الأوراق الملغاة أصواتا معبرا عنها أثناء الفرز.

وتعتبر أوراقا ملغاة:

- 1- الظرف المجرد من الورقة أو الورقة من دون الظرف،
- 2- عدة أوراق في ظرف واحد،
- 3- الأظرفة أو الأوراق المشوهة أو الممزقة،
- 4 - الأوراق المشطوبة كلياً أو جزئياً أو التي تحمل أية علامة، إلا عندما تقتضي طريقة الاقتراع المعتمدة هذا الشكل وفي الحدود المضبوطة حسب الإجراء المنصوص عليه في المادتين 170 و192 من هذا القانون العضوي،
- 5- الأوراق أو الأظرفة غير النظامية.

تحتسب أوراق التصويت التي لم يعبر فيها الناخب عن اختياره، لفائدة القائمة المختارة.

### الفصل الثالث

#### التصويت بالوكالة

**المادة 157:** يمكن الناخب المنتمي إلى إحدى الفئات المبيّنة أدناه، أن يمارس حق التصويت بالوكالة بطلب منه:

- 1- المرضى الموجودون بالمستشفيات و/أو الذين يعالجون في منازلهم،
- 2 - ذوو العطب الكبير أو العجزة،
- 3 - العمال والمستخدمون الذين يعملون خارج ولاية إقامتهم، أو الذين هم في تنقل، والذين يلازمون أماكن عملهم يوم الاقتراع،

**المادة 153:** يقوم بفرز الأصوات فارزون تحت رقابة أعضاء مكتب التصويت.

يعين أعضاء مكتب التصويت الفارزين من بين الناخبين المسجلين في هذا المكتب، بحضور ممثلي المترشحين أو قوائم المترشحين وعند عدم توفر العدد الكافي من الفارزين، يمكن جميع أعضاء مكتب التصويت أن يشاركوا في الفرز.

**المادة 154:** عند انتهاء عملية التلاوة وعدّ النقاط، يسلم الفارزون لرئيس مكتب التصويت أوراق عدّ النقاط الموقّعة من طرفهم، وفي نفس الوقت أوراق التصويت التي يشكّون في صحتها أو التي نازع ناخبون في صحتها.

في حالة عدم وجود هذه الأوراق ضمن إحدى الفئات المذكورة في المادة 156 من هذا القانون العضوي، تعتبر هذه الأوراق أصواتا معبرا عنها.

باستثناء الأوراق الملغاة والأوراق المتنازع في صحتها المرفقة بمحضر الفرز المنصوص عليه في المادة 155 أدناه، تحفظ أوراق التصويت لكل مكتب من مكاتب التصويت في أكياس مشمّعة ومعزّفة حسب مصدرها إلى غاية انقضاء آجال الطعن والإعلان النهائي لنتائج الانتخابات.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 155:** يوضع في كل مكتب تصويت محضر لنتائج الفرز، محرّرا بحبر لا يمحي، على أن يتم ذلك في مكتب التصويت بحضور الناخبين ويتضمن، عند الاقتضاء، ملاحظات و/أو تحفظات الناخبين أو المترشحين أو ممثليهم المؤهلين قانونا.

يحرّر محضر الفرز في ثلاث (3) نسخ يوقّعها أعضاء مكتب التصويت، وتوزع كالتالي:

- نسخة إلى رئيس مكتب التصويت لتعليقها داخل مكتب التصويت،

- نسخة إلى رئيس اللجنة الانتخابية البلدية مع الملاحق مقابل وصل استلام، يسلمها رئيس مكتب التصويت أو نائب الرئيس، وتشمل الملاحق ما يأتي:

- 1 - أوراق التصويت الملغاة،
- 2 - أوراق التصويت المتنازع في صحتها،
- 3 - الوكالات.

- نسخة إلى منسق مندوبية الولاية للسلطة المستقلة أو ممثله يسلمها رئيس مركز التصويت.

يجب أن يكون عدد الأظرفة مساويا لعدد تأشيريات الناخبين، وفي حالة وجود فارق بينهما فإنه تجب الإشارة إلى ذلك في محضر الفرز.

يمكن أن تعد الوكالة، بالنسبة للناخبين المذكورين في البندين 3 و4 من المادة 157 أعلاه، بعقد يحزر أمام رئيس اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية في أي بلدية من التراب الوطني.

**المادة 162 :** تبدأ فترة إعداد الوكالات خلال الخمسة عشر (15) يوما الموالية لتاريخ استدعاء هيئة الناخبين، وتنتهي ثلاثة (3) أيام قبل تاريخ الاقتراع.

تسجل الوكالات على دفتر مفتوح لهذا الغرض، مرقم ومؤشر عليه من قبل رئيس اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية أو رئيس الممثلة الدبلوماسية أو القنصلية أو قائد الوحدة أو مدير المؤسسة أو مدير المستشفى، حسب الحالة.

**المادة 163 :** يشارك الوكيل في الاقتراع وفقا للشروط المنصوص عليها في المادتين 147 و159 من هذا القانون العضوي.

بعد أداء عمليات التصويت، يقوم الوكيل بوضع بصمة السبابة اليمنى بحبر لا يمحو قبالة اسم ولقب الموكل.

تحفظ الوكالة المدموغة بختم ندي يحمل عبارة "صوت بالوكالة" ضمن الوثائق الملحقة بالمحضر المنصوص عليه في المادة 155 من هذا القانون العضوي.

تدمغ بطاقة الناخب للموكل بختم ندي يحمل عبارة "صوت بالوكالة".

**المادة 164 :** يجوز لكل موكل أن يلغي وكالته في أي وقت قبل التصويت.

كما يجوز للموكل أن يصوت بنفسه إذا تقدم إلى مكتب التصويت قبل قيام الوكيل بما أسند إليه.

**المادة 165 :** عند وفاة الموكل أو حرمانه من حقوقه المدنية أو السياسية، تلغى الوكالة بقوة القانون.

**المادة 166 :** تحرر الوكالة دون مصاريف، وعلى الموكل إثبات هويته، ولا يشترط حضور الوكيل.

**المادة 167 :** تعد وكالة واحدة لكل دور من دوري الاقتراع، وتبين كل وكالة الدور الذي تكون صالحة لأجله.

يمكن إعداد الوكالتين في آن واحد.

**المادة 168 :** تحرر كل وكالة على مطبوع واحد توفره السلطة المستقلة وفقا للشروط والأشكال المحددة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

4 - الطلبة الجامعيون والطلبة في طور التكوين الذين يدرسون خارج ولاية إقامتهم،

5 - المواطنون الموجودون مؤقتا في الخارج،

6 - أفراد الجيش الوطني الشعبي والأمن الوطني والحماية المدنية وموظفو الجمارك الجزائرية ومصالح السجون الذين يلازمون أماكن عملهم يوم الاقتراع.

**المادة 158 :** يمارس الناخبون المقيمون في الخارج حقهم في التصويت في الانتخابات الرئاسية والانتخابات التشريعية والاستشارات الاستفتائية لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية الجزائرية في بلدان إقامتهم.

يمكن الناخبين المذكورين في الفقرة السابقة ممارسة حق التصويت بالوكالة بطلب منهم، إذا تعذر عليهم أداء واجبهم يوم الاقتراع لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية الجزائرية.

ويجوز لهم، فضلا عن ذلك، ممارسة حق التصويت بالوكالة في انتخابات المجالس الشعبية البلدية والولائية.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 159 :** لا تمنح الوكالة إلا لوكيل واحد يكون متمتعا بحقوقه المدنية والسياسية.

**المادة 160 :** لا يمكن أن يحوز الوكيل إلا وكالة واحدة فقط.

**المادة 161 :** تكون الوكالات الصادرة عن الأشخاص المقيمين بالتراب الوطني محررة بعقد أمام رئيس اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية المنصوص عليها في المادة 63 من هذا القانون العضوي.

يصادق أمين اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية المنصوص عليها في المادة 63 أعلاه، على توقيع الموكل بالذهاب إلى منزله، بناء على طلب الأشخاص المعوقين أو المرضى الذين يتعذر عليهم التنقل.

تعد الوكالات الصادرة عن الأشخاص المرضى في المستشفيات بعقد يحزر أمام مدير المستشفى. وفيما يخص الناخبين المذكورين في البند 6 من المادة 157 أعلاه، يتم هذا الإجراء أمام قائد الوحدة أو مدير المؤسسة، حسب الحالة.

تعد الوكالات الممنوحة من طرف الأشخاص الموجودين خارج التراب الوطني بعقد يحزر أمام المصالح القنصلية.

- تحصل كل قائمة على عدد المقاعد بقدر عدد المرات التي حصلت فيها على المعامل الانتخابي،

- بعد توزيع المقاعد على القوائم التي حصلت على المعامل الانتخابي حسب الشروط المحددة في الفقرة أعلاه، ترتب الأصوات الباقية التي حصلت عليها القوائم الفائزة بمقاعد، والأصوات التي حصلت عليها القوائم غير الفائزة بمقاعد، حسب أهمية عدد الأصوات التي حصل عليها كل منها، ويوزع باقي المقاعد حسب هذا الترتيب.

وعندما تتساوى الأصوات التي حصلت عليها قائمتان أو أكثر، يُمنح المقعد الأخير المطلوب شغله للقائمة التي يكون معدل سن مرشحها هو الأصغر.

**المادة 174 :** يتم توزيع المقاعد التي حصلت عليها كل قائمة على مرشحها حسب عدد الأصوات التي حصل عليها كل منهم.

يفوز بالمقعد الأخير المحصل عليه من قبل القائمة عند تساوي الأصوات بين مترشيحي القائمة، المترشح الأصغر سنا.

غير أنه، عند تساوي الأصوات بين مترشح ومترشحة، تفوز هذه الأخيرة بالمقعد الأخير المحصل عليه من قبل القائمة.

**المادة 175 :** في حالة عدم حصول أية قائمة مترشحين على نسبة خمسة في المائة (5%) على الأقل، من الأصوات المعبر عنها، تقبل جميع قوائم المترشحين لتوزيع المقاعد. المعامل الانتخابي الذي يؤخذ في الحسبان هو الناتج عن قسمة مجموع عدد الأصوات المعبر عنها في كل دائرة انتخابية على عدد المقاعد المطلوب شغلها ضمن نفس الدائرة الانتخابية.

يتم توزيع المقاعد على كل قائمة وفقا لأحكام المادتين 173 و 174 أعلاه .

**المادة 176 :** يجب أن تتضمن قائمة المترشحين للمجالس الشعبية البلدية والولائية عددا من المترشحين يزيد عن عدد المقاعد المطلوب شغلها بثلاثة (3) في الدوائر الانتخابية التي يكون عدد مقاعدها فرديا، واثنين (2) في الدوائر الانتخابية التي يكون عدد مقاعدها زوجيا.

يتعين على القوائم المتقدمة للانتخابات، تحت طائلة رفض القائمة، مراعاة مبدأ المناصفة بين النساء والرجال، وأن تخصص، على الأقل، نصف (2/1) الترشيحات للمترشحين الذين تقل أعمارهم عن أربعين (40) سنة، وأن يكون لثلث (3/1) مترشيحي القائمة، على الأقل، مستوى تعليمي جامعي.

## الباب الخامس

### انتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية والولائية والمجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة

#### الفصل الأول

### انتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية والولائية

#### القسم الأول

#### أحكام مشتركة

**المادة 169 :** ينتخب أعضاء المجلس الشعبي البلدي والمجلس الشعبي الولائي لعهدتها خمس (5) سنوات بطريقة الاقتراع النسبي على القائمة المفتوحة، وبتصويت تفضيلي دون مزج.

تجرى الانتخابات في ظرف الأشهر الثلاثة (3) التي تسبق انقضاء العهدة الجارية.

غير أن العهدة الجارية تمدد تلقائيا في حالة تطبيق التدابير المنصوص عليها في المواد 96 و 98 و 101 من الدستور.

**المادة 170 :** في كل مكتب تصويت، يختار الناخب بمجرد تواجده داخل المعزل قائمة واحدة، ويصوت لصالح مترشح أو أكثر من القائمة نفسها في حدود المقاعد المخصصة للدائرة الانتخابية.

**المادة 171 :** توزع المقاعد المطلوب شغلها بين القوائم بالتناسب حسب عدد الأصوات التي حصلت عليها كل قائمة مع تطبيق قاعدة الباقي الأقوى.

لا تؤخذ في الحسبان، عند توزيع المقاعد، القوائم التي لم تحصل على نسبة خمسة في المائة (5%) على الأقل، من الأصوات المعبر عنها.

**المادة 172 :** المعامل الانتخابي الذي يؤخذ في الحسبان هو الناتج عن قسمة عدد الأصوات المعبر عنها في كل دائرة انتخابية على عدد المقاعد المطلوب شغلها ضمن نفس الدائرة الانتخابية.

تنتقص من عدد الأصوات المعبر عنها التي تؤخذ في الحسبان ضمن كل دائرة انتخابية، عند الاقتضاء، الأصوات التي حصلت عليها القوائم المنصوص عليها في الفقرة 2 من المادة 171 من هذا القانون العضوي.

**المادة 173 :** يتم توزيع المقاعد على كل قائمة في إطار أحكام المادة 171 من هذا القانون العضوي، حسب الكيفيات الآتية :

- يحدد المعامل الانتخابي في كل دائرة انتخابية وفق الشروط المبينة في المادة 172 من هذا القانون العضوي،

تحت رعاية حزب سياسي يشارك لأول مرة في الانتخابات أو في حالة تقديم قائمة بعنوان قائمة حرة، فإنه يجب أن يدعمها، على الأقل، بخمسين (50) توقيعاً من ناخبي الدائرة الانتخابية المعنية، فيما يخص كل مقعد مطلوب شغله.

لا يسمح لأي ناخب أن يوقع على أكثر من قائمة وفي حالة مخالفة ذلك، يعتبر التوقيع لاغياً ويعرضه للعقوبات المنصوص عليها في المادة 301 من هذا القانون العضوي.

يتم التصديق لدى ضابط عمومي على توقيعات الناخبين مع وضع بصمة السبابة اليسرى، المجمعة على استمارات تعدها السلطة المستقلة. ويجب أن تحتوي على الاسم واللقب والعنوان ورقم بطاقة التعريف الوطنية أو أي وثيقة رسمية أخرى تثبت هوية الموقع وكذا رقم تسجيله على القائمة الانتخابية.

تقدم الاستمارات المستوفاة الشروط المطلوبة قانوناً مرفقة بطاقة معلوماتية من أجل اعتمادها، إلى رئيس اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية الإقليمية.

يقوم رئيس اللجنة البلدية لمراجعة القوائم الانتخابية بمراقبة التوقيعات والتأكد من صحتها ويعد محضراً بذلك.

تحدد المميزات التقنية للاستمارات وكيفية التصديق عليها بموجب قرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 179 :** يجب تقديم التصريحات بالترشح قبل خمسين (50) يوماً كاملة من تاريخ الاقتراع.

**المادة 180 :** لا يجوز القيام بأي إضافة أو إلغاء أو تغيير بعد إيداع قوائم الترشيحات ما عدا في حالة الوفاة أو حصول مانع شرعي.

وفي هذه الحالة أو تلك، يمنح أجل آخر لإيداع ترشيح جديد، على ألا يتجاوز هذا الأجل الثلاثين (30) يوماً السابقة لتاريخ الاقتراع.

وإذا تعلق الأمر بالترشح ضمن قائمة حزب سياسي وفق أحكام المادة 177 من هذا القانون العضوي أو قائمة حرة، فإن اكتتاب التوقيعات المعدة بالنسبة للقائمة يبقى صالحاً.

تحدد كيفية تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 181 :** لا يمكن أيّاً كان أن يترشح في أكثر من قائمة أو في أكثر من دائرة انتخابية.

يتعرض كل من يخالف هذا الحكم للعقوبات المنصوص عليها في المادة 278 من هذا القانون العضوي، فضلاً عن رفض قوائم الترشيحات المعنية بقوة القانون.

غير أن شرط المناصفة لا يطبق سوى في البلديات التي يساوي عدد سكانها أو يزيد عن عشرين ألف (20.000) نسمة.

عندما ينتج عن الثلث عدد غير صحيح، فإن هذا العدد يجبر إلى العدد الصحيح الأعلى لصالح الفئة المذكورة ضمن الفقرة 2 من هذه المادة.

**المادة 177 :** يعد تصريحاً بالترشح إيداع القائمة التي تتوفر فيها الشروط المطلوبة قانوناً على مستوى المندوبية الولائية للسلطة المستقلة .

يقدم هذا التصريح الجماعي من طرف مترشح موكل من طرف الحزب، أو من طرف مترشحي القائمة المستقلة.

يتضمن هذا التصريح الموقع من كل مترشح، صراحة ما يأتي :

- الاسم واللقب والكنية إن وجدت، والجنس، وتاريخ الميلاد ومكانه، والمهنة والعنوان الشخصي والمستوى التعليمي لكل مترشح،

- تسمية الحزب أو الأحزاب بالنسبة للقوائم المقدمة تحت رعاية حزب سياسي،

- عنوان القائمة بالنسبة للمترشحين الأحرار،

- الدائرة الانتخابية المعنية.

يلحق بقائمة مترشحي الأحزاب والمترشحين الأحرار برنامج الحملة الانتخابية.

يسلم للمصرح وصل يبين تاريخ وساعة الإيداع.

يحدد نموذج الوثائق المذكورة أعلاه بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 178 :** فضلاً عن الشروط الأخرى التي يقتضيها القانون، يجب أن تُزكى صراحة القائمة المذكورة في المادة 177 من هذا القانون العضوي بالنسبة للانتخابات المحلية من طرف حزب أو عدة أحزاب سياسية، أو مقدمة بعنوان قائمة حرة، حسب إحدى الصيغ الآتية :

- إما من طرف الأحزاب السياسية التي تحصلت خلال الانتخابات المحلية الأخيرة على أكثر من أربعة في المائة (4 %) من الأصوات المعبر عنها في الدائرة الانتخابية المترشح فيها،

- وإما من طرف الأحزاب السياسية التي تتوفر على عشرة (10) منتخبيين، على الأقل، في المجالس الشعبية المحلية للولاية المعنية،

- في حالة تقديم قائمة مترشحين تحت رعاية حزب سياسي لا تتوفر على أحد الشرطين المذكورين أعلاه، أو

- ألا يكون معروفا لدى العامة بصلته مع أوساط المال والأعمال المشبوهة وتأثيره بطريقة مباشرة أو غير مباشرة على الاختيار الحر للناخبين وحسن سير العملية الانتخابية.

**المادة 185 :** تدون اعتراضات الناخبين الخاصة بانتخابات المجالس الشعبية البلدية والولائية في محضر مكتب التصويت الذي عبر فيه الناخب عن صوته.

ترسل هذه الاعتراضات مع المحضر إلى اللجنة الانتخابية الولائية.

تركز اللجنة الانتخابية الولائية وتجمع النتائج التي سجلتها وأرسلتها للجان الانتخابية البلدية.

تودع اللجنة الانتخابية الولائية محاضر النتائج مرفقة بالاعتراضات لدى أمانة مندوبية الولائية للسلطة المستقلة في أجل أقصاه ست وتسعون (96) ساعة من تاريخ اختتام الاقتراع.

يمكن لرئيس السلطة المستقلة، عند الاقتضاء، تمديد هذا الأجل بثمان وأربعين (48) ساعة كأقصى حد.

**المادة 186 :** تبتّ المندوبية الولائية للسلطة المستقلة في الاعتراضات، ويعلن منسقا النتائج المؤقتة لانتخابات المجالس الشعبية البلدية والولائية في أجل ثمان وأربعين (48) ساعة من تاريخ استلام المندوبية الولائية للسلطة المستقلة محاضر اللجنة الانتخابية الولائية.

يمكن، عند الحاجة، تمديد هذا الأجل إلى أربع وعشرين (24) ساعة بقرار من منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة.

لكل قائمة مترشحين لانتخابات المجالس الشعبية البلدية أو الولائية، ولكل مترشح، ولكل حزب مشارك في هذه الانتخابات، الحق في الطعن في النتائج المؤقتة أمام المحكمة الإدارية المختصة إقليميا في أجل الثماني والأربعين (48) ساعة الموالية لإعلان النتائج المؤقتة.

تفصل المحكمة الإدارية في الطعن في أجل خمسة (5) أيام كاملة من تاريخ إيداع الطعن.

يمكن الطعن في حكم المحكمة الإدارية أمام المحكمة الإدارية للاستئناف الإقليمية في أجل ثلاثة (3) أيام كاملة من تاريخ تبليغ الحكم.

تفصل المحكمة الإدارية للاستئناف في الطعن في أجل خمسة (5) أيام كاملة من تاريخ إيداعه.

يكون قرار المحكمة الإدارية للاستئناف غير قابل لأي شكل من أشكال الطعن.

**المادة 182 :** لا يمكن التسجيل في نفس قائمة الترشيح لأكثر من مترشحين اثنين (2) ينتميان إلى أسرة واحدة سواء بالقرابة أو بالمصاهرة من الدرجة الثانية.

**المادة 183 :** يتعين أن يكون رفض أي ترشيح أو قائمة مترشحين بقرار معلل تعليلا قانونيا صريحا من منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة.

يجب أن يبلغ هذا القرار، تحت طائلة البطلان، في أجل ثمانية (8) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ إيداع التصريح بالترشح. يعد الترشح مقبولا بانقضاء هذا الأجل.

يكون قرار الرفض قابلا للطعن أمام المحكمة الإدارية المختصة إقليميا خلال ثلاثة (3) أيام كاملة من تاريخ تبليغ القرار.

تفصل المحكمة الإدارية المختصة إقليميا في الطعن في أجل أربعة (4) أيام كاملة من تاريخ إيداع الطعن.

يمكن الطعن في حكم المحكمة الإدارية أمام المحكمة الإدارية للاستئناف المختصة إقليميا في أجل ثلاثة (3) أيام كاملة من تاريخ تبليغ الحكم.

تفصل المحكمة الإدارية للاستئناف المختصة إقليميا في الطعن في أجل أربعة (4) أيام كاملة من تاريخ إيداع الطعن.

يكون قرار المحكمة الإدارية للاستئناف غير قابل لأي شكل من أشكال الطعن.

يبلغ الحكم أو القرار، حسب الحالة، تلقائيا وفور صدوره إلى الأطراف المعنية وإلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة قصد تنفيذه.

**المادة 184 :** يشترط في المترشح للمجلس الشعبي البلدي أو الولائي ما يأتي :

- أن يستوفي الشروط المنصوص عليها في المادة 50 من هذا القانون العضوي ويكون مسجلا في الدائرة الانتخابية التي يترشح فيها،

- أن يكون بالغا ثلاثا وعشرين (23) سنة، على الأقل، يوم الاقتراع،

- أن يكون ذا جنسية جزائرية،

- أن يثبت أداءه الخدمة الوطنية أو إعفاه منها،

- ألا يكون محكوما عليه نهائيا بعقوبة سالية للحرية لارتكاب جناية أو جنحة ولم يرد اعتباره، باستثناء الجرح غير العمدية،

- أن يثبت وضعيته تجاه الإدارة الضريبية،

تصبح نتائج انتخابات المجالس الشعبية البلدية والولائية نهائية بقوة القانون بانقضاء آجال الطعن القضائي المذكورة أعلاه. وفي حالة الطعن القضائي في النتائج، تصبح النتائج نهائية بصدور أحكام نهائية بشأنها.

في كلتا الحالتين، يتولى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة نشر النتائج النهائية.

لا تكون النتائج النهائية قابلة لأي شكل من أشكال الطعن.

### القسم الثاني

#### انتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية

**المادة 187:** يتغير عدد أعضاء المجالس الشعبية البلدية حسب تغير عدد سكان البلدية الناتج عن عملية الإحصاء العام للسكان والإسكان الأخير، وضمن الشروط الآتية:

- ثلاثة عشر (13) عضوا في البلديات التي يقل عدد سكانها عن 10.000 نسمة،

- خمسة عشر (15) عضوا في البلديات التي يتراوح عدد سكانها بين 10.000 و 20.000 نسمة،

- تسعة عشر (19) عضوا في البلديات التي يتراوح عدد سكانها بين 20.001 و 50.000 نسمة،

- ثلاثة وعشرون (23) عضوا في البلديات التي يتراوح عدد سكانها بين 50.001 و 100.000 نسمة،

- ثلاثة وثلاثون (33) عضوا في البلديات التي يتراوح عدد سكانها بين 100.001 و 200.000 نسمة،

- ثلاثة وأربعون (43) عضوا في البلديات التي يساوي عدد سكانها 200.001 نسمة أو يفوقه.

**المادة 188:** يعتبر غير قابلين للانتخاب، خلال ممارسة وظائفهم ولمدة سنة بعد التوقف عن العمل في دائرة الاختصاص أين يمارسون أو سبق لهم أن مارسوا فيها وظائفهم:

- أعضاء السلطة المستقلة وأعضاء امتداداتها،

- الوالي،

- الأمين العام للولاية،

- الوالي المنتدب،

- رئيس الدائرة،

- المفتش العام للولاية،

- عضو مجلس الولاية،

- المدير المنتدب بالمقاطعة الإدارية،

- القضاة،

- أفراد الجيش الوطني الشعبي،

- موظفو أسلاك الأمن،

- أمين خزينة البلدية،

- المراقب المالي للبلدية،

- الأمين العام للبلدية.

### القسم الثالث

#### انتخاب أعضاء المجالس الشعبية الولائية

**المادة 189:** يتغير عدد أعضاء المجالس الشعبية الولائية حسب تغير عدد سكان الولاية الناتج عن عملية الإحصاء العام للسكان والإسكان الأخير، وضمن الشروط الآتية:

- خمس وثلاثون (35) عضوا في الولايات التي يقل عدد سكانها عن 250.000 نسمة،

- تسع وثلاثون (39) عضوا في الولايات التي يتراوح عدد سكانها بين 250.000 و 650.000 نسمة،

- ثلاثة وأربعون (43) عضوا في الولايات التي يتراوح عدد سكانها بين 650.001 و 950.000 نسمة،

- سبعة وأربعون (47) عضوا في الولايات التي يتراوح عدد سكانها بين 950.001 و 1.150.000 نسمة،

- واحد وخمسون (51) عضوا في الولايات التي يتراوح عدد سكانها بين 1.150.001 و 1.250.000 نسمة،

- خمسة وخمسون (55) عضوا في الولايات التي يساوي عدد سكانها 1.250.001 نسمة أو يفوقه.

**المادة 190:** يعتبر غير قابلين للانتخاب، خلال ممارسة وظائفهم ولمدة سنة بعد التوقف عن العمل في دائرة الاختصاص حيث يمارسون أو سبق لهم أن مارسوا فيها وظائفهم:

- أعضاء السلطة المستقلة وأعضاء امتداداتها،

- الوالي،

- الأمين العام للولاية،

- الوالي المنتدب،

- رئيس الدائرة،

- المفتش العام للولاية،

- عضو مجلس الولاية،

- المدير المنتدب بالمقاطعة الإدارية،

- القضاة،

**المادة 193 :** في حالة حل المجلس الشعبي الوطني أو إجراء انتخابات تشريعية قبل أوانها، تجرى انتخابات تشريعية في كلتا الحالتين في الأجل المحددة في المادة 151 من الدستور.

**المادة 194 :** يترتب على طريقة الاقتراع المحددة في المادة 191 أعلاه، توزيع المقاعد حسب نسبة عدد الأصوات التي حصلت عليها كل قائمة مع تطبيق قاعدة الباقي الأقوى.

لا تؤخذ في الحسبان، عند توزيع المقاعد، القوائم التي لم تحصل على خمسة في المائة (5%) على الأقل، من الأصوات المعبر عنها.

**المادة 195 :** يكون المعامل الانتخابي الذي يؤخذ في الحسبان في توزيع المقاعد المطلوب شغلها في كل دائرة انتخابية، هو حاصل قسمة عدد الأصوات المعبر عنها، منقوصة منه، عند الاقتضاء، الأصوات التي حصلت عليها القوائم التي لم تصل إلى الحد المذكور في الفقرة 2 من المادة 194 أعلاه، على عدد المقاعد المطلوب شغلها.

**المادة 196 :** يتم توزيع المقاعد المطلوب شغلها عن كل قائمة في إطار أحكام المواد 191 و 194 و 195 من هذا القانون العضوي، حسب الكيفيات الآتية :

1- يحدد المعامل الانتخابي في كل دائرة انتخابية وفق الشروط المبينة في المادة 195 من هذا القانون العضوي،

2- تحصل كل قائمة على عدد المقاعد بقدر عدد المرات التي حصلت فيها على المعامل الانتخابي،

3- بعد توزيع المقاعد على القوائم التي حصلت على المعامل الانتخابي حسب الشروط المحددة في الفقرة أعلاه، ترتب الأصوات الباقية التي حصلت عليها القوائم الفائزة بمقاعد والأصوات التي حصلت عليها القوائم غير الفائزة بمقاعد، حسب أهمية عدد الأصوات التي حصلت عليها كل منها، وتوزع باقي المقاعد حسب هذا الترتيب.

وعندما يتساوى عدد الأصوات التي حصلت عليها قائمتان أو أكثر، يمنح المقعد الأخير للمترشح الأصغر سنا.

**المادة 197 :** يتم توزيع المقاعد التي حصلت عليها كل قائمة على مرشحيها حسب عدد الأصوات التي حصل عليها كل منهم.

يفوز بالمقعد الأخير المحصل عليه من قبل القائمة عند تساوي عدد الأصوات بين مترشحي القائمة، المترشح الأصغر سنا.

غير أنه، عند تساوي الأصوات بين مترشح ومترشحة، تفوز هذه الأخيرة بالمقعد الأخير المحصل عليه من قبل القائمة.

- أفراد الجيش الوطني الشعبي،  
- موظفو أسلاك الأمن،  
- أمين خزينة الولاية،  
- المراقب المالي للولاية،  
- الأمين العام للبلدية.

## الفصل الثاني

### انتخاب أعضاء المجلس الشعبي الوطني

**المادة 191 :** ينتخب المجلس الشعبي الوطني لعهدتها خمس (5) سنوات بطريقة الاقتراع النسبي على القائمة المفتوحة، وبتصويت تفضيلي دون مزج.

يجب أن تتضمن قائمة المترشحين للمجلس الشعبي الوطني عددا من المترشحين يزيد عن عدد المقاعد المطلوب شغلها بثلاثة (3) في الدوائر الانتخابية التي يكون عدد مقاعدها فرديا واثنين (2) في الدوائر الانتخابية التي يكون عدد مقاعدها زوجيا.

يتعين على القوائم المتقدمة للانتخابات، تحت طائلة رفض القائمة، مراعاة مبدأ المناصفة بين النساء والرجال، وأن تخصص، على الأقل، نصف (2/1) الترشيحات للمترشحين الذين تقل أعمارهم عن أربعين (40) سنة، وأن يكون لثالث (3/1) مرشحي القائمة، على الأقل، مستوى تعليمي جامعي.

عندما ينتج عن الثلث عدد غير صحيح، فإن هذا العدد يجبر إلى العدد الصحيح الأعلى لصالح الفئة المذكورة ضمن الفقرة 3 من هذه المادة.

تجرى الانتخابات في ظرف الأشهر الثلاثة (3) التي تسبق انقضاء العهدة الجارية.

بغض النظر عن أحكام المادة 124 أعلاه، تحدد الدائرة الانتخابية الأساسية المعتمدة لانتخاب أعضاء المجلس الشعبي الوطني حسب الحدود الإقليمية للولاية.

غير أنه، يمكن أن تقسم الولاية إلى دائرتين انتخابيتين أو أكثر وفقا لمعايير الكثافة السكانية وفي ظل احترام التواصل الجغرافي وفقا للفقرة 2 من المادة 124 من هذا القانون العضوي .

بالنسبة لانتخابات ممثلي الجالية الوطنية في الخارج، تحدد الدوائر الانتخابية الدبلوماسية أو القنصلية وعدد المقاعد المطلوب شغلها عن طريق القانون.

**المادة 192 :** في كل مكتب تصويت، يختار الناخب بمجرد تواجده داخل المعزل قائمة واحدة، ويصوت لصالح مترشح أو أكثر من القائمة نفسها في حدود المقاعد المخصصة للدائرة الانتخابية.

- ألا يكون محكوما عليه نهائيا بعقوبة سالبة للحرية لارتكاب جناية أو جنحة ولم يرد اعتباره، باستثناء الجرح غير العمدية،

- أن يثبت وضعيته اتجاه الإدارة الضريبية،

- ألا يكون معروفا لدى العامة بصلته مع أوساط المال والأعمال المشبوهة وتأثيره بطريقة مباشرة أو غير مباشرة على الاختيار الحر للناخبين وحسن سير العملية الانتخابية،

- ألا يكون قد مارس عهدتين برلمانيتين متتاليتين أو منفصلتين.

**المادة 201:** يعد تصريحا بالترشح إيداع القائمة التي تتوفر فيها الشروط المطلوبة قانونا على مستوى المنسوبة الولائية للسلطة المستقلة.

يقدم هذا التصريح الجماعي من طرف مترشح موكل من طرف الحزب أو من طرف مترشحي القائمة المستقلة،

يتضمن هذا التصريح الموقع من كل مترشح، صراحة ما يأتي:

- الاسم واللقب والكنية إن وجدت، والجنس، وتاريخ الميلاد ومكانه، والمهنة، والعنوان الشخصي، والمستوى التعليمي لكل مترشح،

- تسمية الحزب أو الأحزاب بالنسبة للقوائم المقدمة تحت رعاية حزب سياسي،

- عنوان القائمة بالنسبة للمترشحين الأحرار،

- الدائرة الانتخابية المعنية.

يلحق بقائمة مترشحي الأحزاب والمترشحين الأحرار برنامج الحملة الانتخابية.

تعد قائمة المترشحين في استمارة تسلّمها السلطة المستقلة ويملؤها ويوقعها قانونا كل مترشح وفقا لهذا القانون العضوي.

يسلم للمصرح بالترشح وجوبا وصل يبيّن تاريخ وساعة الإيداع.

بالنسبة للدوائر الانتخابية في الخارج، المذكورة في المادة 191 من هذا القانون العضوي، يتم إيداع الترشيحات وفق نفس الأشكال على مستوى مندوبيات السلطة المستقلة لدى الممثلات الدبلوماسية أو القنصلية بالخارج المعينة لهذا الغرض لكل دائرة انتخابية.

يحدد نموذج الوثائق المذكورة أعلاه، بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 202:** يجب أن تزكى صراحة كل قائمة مترشحين تقدّم إما تحت رعاية حزب سياسي أو أكثر، وإما بعنوان قائمة حرة، حسب إحدى الصيغ الآتية:

**المادة 198:** في حالة عدم حصول أية قائمة مترشحين على نسبة خمسة في المائة (5%) على الأقل، من الأصوات المعبر عنها، تؤخذ في الحسبان لتوزيع المقاعد جميع قوائم المترشحين.

المعامل الانتخابي الذي يؤخذ في الحسبان في هذه الحالة، هو الناتج عن قسمة مجموع عدد الأصوات المعبر عنها في كل دائرة انتخابية على عدد المقاعد المطلوب شغلها ضمن نفس الدائرة الانتخابية.

يتم توزيع المقاعد على كل قائمة وفقا لأحكام المادتين 196 و 197 أعلاه.

**المادة 199:** يعتبر غير قابلين للانتخاب، خلال ممارسة وظائفهم ولمدة سنة بعد التوقف عن العمل في دائرة الاختصاص أين يمارسون أو سبق لهم أن مارسوا فيها وظائفهم:

- السفير والقنصل العام والقنصل،

- أعضاء السلطة المستقلة وأعضاء امتداداتها،

- الوالي،

- الأمين العام للولاية،

- الوالي المنتدب،

- رئيس الدائرة،

- المفتش العام للولاية،

- عضو مجلس الولاية،

- المدير المنتدب بالمقاطعة الإدارية،

- القضاة،

- أفراد الجيش الوطني الشعبي،

- موظفو أسلاك الأمن،

- أمين خزينة الولاية،

- المراقب المالي للولاية.

**المادة 200:** يشترط في المترشح إلى المجلس الشعبي الوطني ما يأتي:

- أن يستوفي الشروط المنصوص عليها في المادة 50 من هذا القانون العضوي ويكون مسجلا في الدائرة الانتخابية التي يترشح فيها،

- أن يكون بالغا خمسا وعشرين (25) سنة، على الأقل، يوم الاقتراع،

- أن يكون ذا جنسية جزائرية،

- أن يثبت أداءه الخدمة الوطنية أو إعفائه منها،

- إذا توفي مترشح من مترشحي القائمة قبل انقضاء أجل إيداع الترشيح، يستخلف من طرف الحزب الذي ينتمي إليه أو من قبل المترشحين في القائمة الحرة إذا كان المتوفى من المترشحين الأحرار،

- إذا توفي مترشح من مترشحي القائمة بعد انقضاء أجل إيداع الترشيح، لا يمكن استخلافه.

بغض النظر عن أحكام المادة 203 من هذا القانون العضوي، تبقى قائمة المترشحين الباقين صالحة.

تبقى الوثائق التي أعدت لإيداع القائمة الأصلية صالحة.

**المادة 205 :** لا يمكن أيا كان أن يترشح في أكثر من قائمة أو في أكثر من دائرة انتخابية.

فضلا عن رفض القوائم المعنية بقوة القانون، يتعرض كل من يخالف هذه الأحكام للعقوبات المنصوص عليها في المادة 284 من هذا القانون العضوي.

**المادة 206 :** يتعين أن يكون رفض أي ترشيح أو قائمة مترشحين، حسب الحالة، معللا تعليلا قانونيا صريحا بقرار من منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة أو منسق السلطة لدى الممثلة الدبلوماسية أو القنصلية بالخارج .

يجب أن يبلغ قرار الرفض، تحت طائلة البطلان، خلال ثمانية (8) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ إيداع التصريح بالترشيح . يعد الترشيح مقبولا بانقضاء هذا الأجل.

يكون قرار الرفض قابلا للطعن أمام المحكمة الإدارية المختصة إقليميا خلال ثلاثة (3) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ تبليغه.

يكون قرار الرفض قابلا للطعن بالنسبة لمترشحي الدوائر الانتخابية بالخارج أمام المحكمة الإدارية بالجزائر العاصمة خلال أربعة (4) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ تبليغه.

تفصل المحكمة الإدارية المختصة إقليميا في الطعن خلال أربعة (4) أيام كاملة، ابتداء من تاريخ إيداعه.

يمكن الطعن في حكم المحكمة الإدارية أمام المحكمة الإدارية للاستئناف الإقليمية في أجل ثلاثة (3) أيام كاملة من تاريخ تبليغ الحكم.

تفصل المحكمة الإدارية للاستئناف في الطعن في أجل أربعة (4) أيام كاملة من تاريخ إيداعه.

يكون قرار المحكمة الإدارية للاستئناف غير قابل لأي شكل من أشكال الطعن.

- إما من طرف الأحزاب السياسية التي تحصلت خلال الانتخابات التشريعية الأخيرة على أكثر من أربعة في المائة (4%) من الأصوات المعبر عنها في الدائرة الانتخابية المترشح فيها،

- وإما من طرف الأحزاب السياسية التي تتوفر على عشرة (10) منتخبين، على الأقل، في الدائرة الانتخابية المترشح فيها،

- وفي حالة تقديم قائمة تحت رعاية حزب سياسي لا يتوفر فيه أحد الشرطين المذكورين أعلاه، أو تحت رعاية حزب سياسي يشارك لأول مرة في الانتخابات أو في حالة تقديم قائمة بعنوان قائمة حرة، فإنه يجب أن يدعمها، على الأقل، مائتان وخمسون (250) توقيعا من ناخبي الدائرة الانتخابية المعنية، فيما يخص كل مقعد مطلوب شغله.

بالنسبة للدوائر الانتخابية في الخارج، تقدم قائمة المترشحين :

- إما تحت رعاية حزب سياسي أو عدة أحزاب سياسية، وإما بعنوان قائمة حرة، مدعمة بمائتي (200) توقيع، على الأقل، عن كل مقعد مطلوب شغله من توقيعات ناخبي الدائرة الانتخابية المعنية.

لا يسمح لأي ناخب أن يوقع أو يبصم في أكثر من قائمة، وفي حالة مخالفة ذلك، يعتبر التوقيع لاغيا ويعرض صاحبه للعقوبات المنصوص عليها في المادة 301 من هذا القانون العضوي.

توقع الاستثمارات مع وضع بصمة السبابة اليسرى ويتم التصديق عليها لدى ضابط عمومي. ويجب أن تتضمن الاسم واللقب والعنوان ورقم بطاقة التعريف الوطنية أو أي وثيقة رسمية أخرى تثبت هوية الموقع وكذا رقم تسجيله في القائمة الانتخابية.

تقدم الاستثمارات المستوفية للشروط القانونية مرفقة ببطاقة معلوماتية من أجل اعتمادها إلى رئيس اللجنة الانتخابية في الدائرة الانتخابية المنصوص عليها في المادتين 266 و 275 من هذا القانون العضوي، حسب الحالة.

يقوم رئيس اللجنة المذكورة في الفقرة أعلاه، بمراقبة التوقيعات والتأكد من صحتها ويعد محضرا بذلك.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بموجب قرار رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 203 :** ينتهي أجل إيداع قوائم المترشحين خمسين (50) يوما كاملة قبل تاريخ الاقتراع.

**المادة 204 :** لا يمكن تعديل أي قائمة مترشحين مودعة أو سحبها إلا في حالة الوفاة وحسب الشروط الآتية :

### الفصل الثالث

#### استخلاف أعضاء المجالس الشعبية البلدية والولائية والمجلس الشعبي الوطني

##### القسم الأول

#### استخلاف أعضاء المجالس الشعبية البلدية والولائية

**المادة 212:** دون الإخلال بالأحكام التشريعية السارية المفعول، يستخلف عضو المجلس الشعبي البلدي والولائي بسبب الاستقالة أو الوفاة أو الإقصاء أو التواجد في حالة تناف، بالمرشح الذي حصل على أكبر عدد من الأصوات بعد آخر مترشح منتخب من القائمة للفترة المتبقية من العهدة.

**المادة 213:** إذا تعين تعويض مجلس شعبي بلدي أو ولائي مستقيل، أو تم حله، أو تقرر تجديده الكامل، طبقاً للأحكام القانونية المعمول بها، تستدعى الهيئة الناخبة تسعين (90) يوماً قبل تاريخ الانتخابات.

غير أنه، لا يمكن أن تجرى هذه الانتخابات في فترة زمنية تقل عن اثني عشر (12) شهراً من تاريخ التجديد العادي، وخلال هذه الفترة، تطبق الأحكام المتعلقة بالبلدية أو الولاية، حسب الحالة.

**المادة 214:** في حالة الفصل بإلغاء أو بعدم صحة عمليات التصويت، تعاد الانتخابات موضوع الطعن ضمن نفس الأشكال المنصوص عليها في هذا القانون العضوي في ظرف خمسة وأربعين (45) يوماً، على الأكثر، من تاريخ قرار المحكمة الإدارية المختصة إقليمياً.

##### القسم الثاني

#### استخلاف عضو في المجلس الشعبي الوطني

**المادة 215:** دون الإخلال بالأحكام الدستورية والتشريعية السارية المفعول، يستخلف النائب بعد شغور مقعده بسبب الوفاة أو الاستقالة، أو حدوث مانع شرعي له أو الإقصاء، أو التجريد من عهده الانتخابية أو بسبب قبوله وظيفة من الوظائف المنصوص عليها في القانون العضوي المحدد لحالات التنافي مع العهدة البرلمانية، بالمرشح المتحصل على أكبر عدد من الأصوات بعد المترشح الأخير المنتخب في القائمة، للمدة المتبقية من العهدة النيابية.

**المادة 216:** يصرح مكتب المجلس الشعبي الوطني بشغور مقعد النائب، ويبلغه فوراً إلى المحكمة الدستورية لإعلان حالة الشغور، وتعيين مستخلف المترشح.

##### الفصل الرابع

#### انتخاب ثلثي (3/2) أعضاء مجلس الأمة

**المادة 217:** ينتخب ثلثا (3/2) أعضاء مجلس الأمة لعهدة مدتها ست (6) سنوات. ويجدد نصف أعضاء مجلس الأمة المنتخبين كل ثلاث (3) سنوات.

يبلغ الحكم أو القرار، حسب الحالة، فور صدوره، إلى الأطراف المعنية وحسب الحالة، إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة أو منسوقها لدى الممثلة الدبلوماسية أو القنصلية قصد تنفيذه.

**المادة 207:** في حالة رفض ترشيحات بصدد قائمة ما، فإنه يمكن تقديم ترشيحات جديدة في أجل لا يتجاوز الخمسة والعشرين (25) يوماً السابقة لتاريخ الاقتراع.

**المادة 208:** تسلّم قوائم الترشيحات المستوفية للشروط القانونية بالنسبة للدوائر الانتخابية بالخارج فوراً، إلى رئيس السلطة المستقلة من طرف منسق السلطة المستقلة لدى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج.

**المادة 209:** يعلن رئيس السلطة المستقلة النتائج المؤقتة للانتخابات التشريعية في أجل أقصاه ثمان وأربعون (48) ساعة من تاريخ استلام السلطة المستقلة محاضر اللجان الانتخابية الولائية واللجنة الانتخابية للمقيمين بالخارج.

يمكن، عند الحاجة، تمديد هذا الأجل إلى أربع وعشرين (24) ساعة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

لكل قائمة مترشحين للانتخابات التشريعية، ولكل مترشح، ولكل حزب مشارك في هذه الانتخابات، الحق في الطعن في النتائج المؤقتة بتقديم طلب في شكل عريضة يودعها لدى المحكمة الدستورية في أجل الثماني والأربعين (48) ساعة الموالية لإعلان النتائج المؤقتة.

تشعر المحكمة الدستورية القائمة المعترض على فوزها أو المترشح المعترض على فوزه لتقديم مذكرة كتابية إلى المحكمة الدستورية في أجل اثنتين وسبعين (72) ساعة من تاريخ إيداع الطعن.

**المادة 210:** تفصل المحكمة الدستورية، بعد انقضاء هذا الأجل، في الطعن خلال ثلاثة (3) أيام.

إذا تبين للمحكمة الدستورية أن الطعن مؤسس، يمكنها أن تصدر قراراً معللاً إما بإلغاء الانتخاب المتنازع فيه أو بإعادة صياغة محضر النتائج المعد، وإعلان المترشح المنتخب قانوناً.

**المادة 211:** تضبط المحكمة الدستورية النتائج النهائية للانتخابات التشريعية، وتعلنها في أجل أقصاه عشرة (10) أيام من تاريخ استلامها النتائج المؤقتة من السلطة المستقلة. يمكن، عند الحاجة، تمديد هذا الأجل إلى ثمان وأربعين (48) ساعة بقرار من رئيس المحكمة الدستورية.

- الاسم واللقب، وعند الاقتضاء، الكنية والعنوان وصفة المترشح،  
- تاريخ الإيداع وساعته،  
- الملاحظات حول تشكيل الملف.

يسلم للمصرح وجوبا وصل يبين تاريخ وساعة الإيداع.  
**المادة 224 :** يجب أن يودع التصريح بالتصريح بالترشح في أجل أقصاه عشرون (20) يوما، قبل تاريخ الاقتراع.

**المادة 225 :** لا يمكن تغيير الترشح أو سحبه بعد إيداعه، إلا في حالة الوفاة أو مانع شرعي.

**المادة 226 :** تفصل المندوبية الولائية للسلطة المستقلة في صحة الترشيحات.

ويمكنها أن ترفض بقرار معلل أي ترشح لم تتوفر فيه الشروط المنصوص عليها في هذا القانون العضوي.

يجب أن يبلغ قرار الرفض إلى المترشح في أجل يومين (2) كاملين، ابتداء من تاريخ إيداع التصريح بالترشح.

يكون قرار الرفض قابلا للطعن وفق الشروط المحددة في المادة 206 من هذا القانون العضوي.

**المادة 227 :** يجرى الاقتراع على مستوى المجلس الشعبي الولائي.

يمكن منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة، بعد ترخيص من رئيس السلطة المستقلة، أن يصدر قرارا بتقديم أو تأخير توقيت افتتاح الاقتراع واختتامه.

ينشر القرار الذي اتخذه منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة من أجل تقديم ساعة افتتاح أو تأخير الاقتراع ويعلق بمقر المندوبية الولائية للسلطة المستقلة وبمقرات الولاية والمجلس الشعبي الولائي والمجالس الشعبية البلدية للولاية، وذلك خمسة (5) أيام، على الأكثر، قبل تاريخ افتتاح الاقتراع.

**المادة 228 :** يتشكل مكتب التصويت من رئيس ونائب رئيس ومساعدين اثنين (2) وأربعة (4) أعضاء إضافيين كلهم قضاة يعيّنهم رئيس المجلس القضائي المختص إقليميا.

يزود مكتب التصويت بأمانة يديرها أمين ضبط يعينه رئيس المجلس القضائي المختص إقليميا.

يبلغ منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة، رئيس المجلس القضائي المختص إقليميا، بعدد مكاتب التصويت لكل ولاية خلال عشرين (20) يوما، قبل تاريخ الاقتراع.

**المادة 229 :** يتم إعداد قائمة الناخبين المكونين للهيئة الناخبة من طرف منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة حسب الترتيب الأبجدي في شكل قائمة للتوقيع تتضمن أسماء الناخبين وألقابهم والمجلس الذي ينتمون إليه.

**المادة 218 :** ينتخب ثلثا (3/2) أعضاء مجلس الأمة بالأغلبية حسب نموذج الاقتراع المتعدد الأسماء في دور واحد على مستوى الولاية، من طرف هيئة انتخابية، مكونة من مجموع :

- أعضاء المجلس الشعبي الولائي،

- أعضاء المجالس الشعبية البلدية للولاية.

يكون التصويت إجباريا ما عدا في حالة مانع قاهر.

تحدد كفاءات تطبيق هذه المادة عن طريق التنظيم.

**المادة 219 :** تستدعى الهيئة الناخبة بموجب مرسوم رئاسي خمسة وأربعين (45) يوما، قبل تاريخ الاقتراع.

**المادة 220 :** يمكن كل عضو في مجلس شعبي بلدي أو ولائي، تتوفر فيه الشروط القانونية، أن يترشح للانتخاب لمجلس الأمة.

**المادة 221 :** يتعين أن يستوفي المترشح لمجلس الأمة الشروط الآتية :

- أن يكون بالغا خمسا وثلاثين (35) سنة كاملة يوم الاقتراع،

- أن يكون قد أتم عهدة كاملة بصفة منتخب في مجلس شعبي بلدي أو ولائي.

لا يسري هذا الحكم على الانتخابات المتعلقة بالتجديدين الجزئيين لأعضاء مجلس الأمة المنتخبين التاليين لصدور هذا القانون العضوي.

- أن يثبت وضعيته تجاه الإدارة الضريبية،

- ألا يكون محكوما عليه نهائيا بعقوبة سالبة للحرية لارتكاب جناية أو جنحة ولم يرد اعتباره، باستثناء الجرح غير العمدية،

- ألا يكون معروفا لدى العامة بصلته مع أوساط المال والأعمال المشبوهة وتأثيره بطريقة مباشرة أو غير مباشرة على الاختيار الحر للناخبين وحسن سير العملية الانتخابية.

**المادة 222 :** يتم التصريح بالتصريح بإيداع المترشح على مستوى المندوبية الولائية للسلطة المستقلة نسختين (2) من استمارة التصريح التي تسلمها السلطة المستقلة والتي يملؤها المترشح ويوقع عليها قانونا.

بالنسبة للمترشحين تحت رعاية حزب سياسي، يجب أن يرفق تصريحهم بالتصريح بشهادة تزكية يوقعها المسؤول الأول عن هذا الحزب.

**المادة 223 :** تسجل التصريحات بالتصريح في سجل خاص يفتح لهذا الغرض، يدون فيه :

تسلّم نسخة أصلية من المحضر فوراً إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة أو ممثله.

وفي حالة إنشاء أكثر من مكتب تصويت وبعد تدوين نتائج الفرز، يتم تجميع نتائج التصويت على مستوى هذه المكاتب في محضر تركيز من طرف لجنة مشكلة من رؤساء المكاتب المعنية ونوابهم ومزودة بأمانة يديرها أمين الضبط الأكبر سنّاً من بين أمناء الضبط لهذه المكاتب.

تسلّم نسخة من محضر الفرز وتركيز النتائج مصادقاً على مطابقتها للأصل إلى الممثل المؤهل قانوناً لكل مترشح، مقابل وصل بالاستلام.

وتسلّم نسخة أصلية من محضر الفرز وتركيز النتائج فوراً إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة أو ممثله.

ترسل نسخة من محضر الفرز وتركيز النتائج مصادقاً على مطابقتها للأصل إلى رئيس السلطة المستقلة ورئيس المحكمة الإدارية المختصة إقليمياً.

تحدد المواصفات التقنية لمحضر الفرز وتركيز النتائج بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 237 :** في حالة تقديم اعتراضات، تدون هذه الأخيرة في المحضر المذكور في المادة 236 من هذا القانون العضوي.

**المادة 238 :** يعلن رئيس السلطة المستقلة عن النتائج المؤقتة خلال ثمان وأربعين (48) ساعة من استلام السلطة المستقلة لمحاضر الفرز وتركيز النتائج.

يرسل رئيس السلطة المستقلة النتائج المؤقتة ومحاضر الفرز وتركيز النتائج إلى المحكمة الدستورية دون أجل.

**المادة 239 :** يعلن منتخبا، المترشح الحاصل على أكبر عدد من الأصوات، وفقاً لعدد المقاعد المطلوب شغلها.

وفي حالة تساوي عدد الأصوات المحصل عليها، يعلن منتخبا المترشح الأكبر سنّاً.

**المادة 240 :** يحق لكل مترشح أن يعترض على نتائج الاقتراع بتقديم طعن لدى كتابة ضبط المحكمة الدستورية في الأربع والعشرين (24) ساعة التي تلي إعلان النتائج المؤقتة.

**المادة 241 :** تبث المحكمة الدستورية في الطعون في أجل ثلاثة (3) أيام كاملة.

وإذا ارتأت أن الطعن مؤسس، يمكنها بموجب قرار معلل، إما أن تلغي الانتخاب المعترض عليه، وإما أن تعدل محضر النتائج المحرر، وأن تعلن نهائياً المترشح المنتخب قانوناً.

يتم توزيع الهيئة الناخبة على أساس أربعمائة (400) ناخب، على الأكثر، لكل مكتب تصويت.

توضع قائمة التوقيع، المعدة قبل أربعة (4) أيام من تاريخ افتتاح الاقتراع، تحت تصرف المترشحين والهيئة الناخبة.

تودع نسخة من قائمة التوقيع المصادق عليها من قبل منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة، في مكتب التصويت طوال مدة الاقتراع.

**المادة 230 :** توضع تحت تصرف كل ناخب أوراق التصويت التي يحدد نصها ومميزاتها التقنية بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 231 :** في حالة مانع قاهر يمكن الناخب بناء على طلب منه ممارسة حقه الانتخابي عن طريق الوكالة.

تحدد كفاءات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 232 :** يجري التصويت ضمن نفس الأشكال المنصوص عليها في المواد 133 و135 و136 و140 و143 و144 و146 و147 و149 و150 من هذا القانون العضوي.

تحدد كفاءات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 233 :** يحق لكل مترشح أو ممثله الذي يختاره من بين الناخبين حضور عمليات التصويت.

غير أنه لا يمكن، في أي حال من الأحوال، حضور أكثر من خمسة (5) ممثلين للمترشحين في مكتب التصويت في آن واحد.

تحدد كفاءات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 234 :** بمجرد اختتام الاقتراع، يوقع جميع أعضاء مكتب التصويت على قائمة التوقيع.

**المادة 235 :** يتم فرز الأصوات فوراً عقب اختتام الاقتراع. ينظم الفرز وفقاً لأحكام المواد من 152 إلى 156 من هذا القانون العضوي.

**المادة 236 :** تدون نتائج الفرز في محضر من ثلاث (3) نسخ محرر بحبر لا يمحي.

يصرح رئيس مكتب التصويت علناً بالنتائج ويتولى تعليقها داخل مكتب التصويت بمجرد تحرير محضر الفرز.

تسلّم نسخة من محضر الفرز، مصادقاً على مطابقتها للأصل، إلى الممثل المؤهل قانوناً لكل مترشح، مقابل وصل بالاستلام.

يرفق التصريح بالتشريع بملف يحتوي على الوثائق الآتية :

- 1- نسخة أصلية كاملة من شهادة ميلاد المعني،
- 2- شهادة الجنسية الجزائرية الأصلية للمعني،
- 3- تصريح بالشرف يشهد بموجبه المعني أنه يتمتع بالجنسية الجزائرية الأصلية فقط ولم يسبق له اكتساب جنسية أخرى،
- 4- تصريح بالشرف يشهد بموجبه المعني أنه يدين بالإسلام،
- 5- مستخرج رقم 3 من صحيفة السوابق القضائية للمعني،
- 6- صورة شمسية حديثة للمعني،
- 7- شهادة الجنسية الجزائرية الأصلية لزوج المعني،
- 8- شهادة طبية مسلمة للمعني من طرف أطباء محلفين،
- 9- تصريح بالشرف يشهد على تمتع زوج المعني بالجنسية الجزائرية فقط،
- 10- شهادة الجنسية الجزائرية الأصلية لأب المعني،
- 11- شهادة الجنسية الجزائرية الأصلية لأم المعني،
- 12- نسخة من بطاقة الناخب للمعني،
- 13- تصريح بالشرف يشهد بموجبه المعني على الإقامة دون انقطاع بالجزائر دون سواها مدة العشر (10) سنوات، على الأقل، التي تسبق مباشرة إيداع ترشحه،
- 14- شهادة تثبت تأدية الخدمة الوطنية أو المبرر القانوني لعدم تأديتها،
- 15- التوقيعات المنصوص عليها في المادة 253 من هذا القانون العضوي،
- 16- تصريح علني للمعني بممتلكاته العقارية والمنقولة داخل الوطن وخارجه،
- 17- شهادة تثبت المشاركة في ثورة أول نوفمبر سنة 1954 للمتشرّحين المولودين قبل يوليو سنة 1942،
- 18- شهادة تثبت عدم تورط أبوي المترشح المولود بعد يوليو سنة 1942 في أعمال ضد ثورة أول نوفمبر سنة 1954،
- 19- شهادة تثبت إيداع الكفالة المقررة في المادة 250 من هذا القانون العضوي والمسلمة من طرف الخزينة العمومية،
- 20- تعهد كتابي يوقعه المترشح يتضمن ما يأتي :

- عدم استعمال المكونات الأساسية للهوية الوطنية في أبعادها الثلاثة الإسلام والعروبة والأمازيغية لأغراض حزبية،

تعلم المحكمة الدستورية النتائج النهائية في أجل عشرة (10) أيام من تاريخ استلامها النتائج المؤقتة.

في حالة إلغاء الانتخاب من طرف المحكمة الدستورية، ينظم اقتراع جديد في أجل ثمانية (8) أيام، ابتداء من تاريخ تبليغ قرار المحكمة الدستورية إلى رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 242 :** في حالة شغور مقعد عضو منتخب في مجلس الأمة بسبب الوفاة، أو التعيين في وظيفة من الوظائف المنصوص عليها في القانون العضوي المحدد لحالات التنافي مع العهدة البرلمانية، أو الاستقالة، أو الإقصاء، أو التجريد من عهده الانتخابية، أو أي مانع شرعي آخر، يتم إجراء انتخابات جزئية لاستخلافه، مع مراعاة أحكام الدستور.

**المادة 243 :** تنتهي عهدة العضو الجديد في مجلس الأمة بتاريخ انتهاء عهدة العضو المستخلف.

**المادة 244 :** يصرح مكتب المجلس بشغور مقعد العضو المنتخب في مجلس الأمة، ويبلغه فوراً إلى المحكمة الدستورية لإعلان حالة الشغور.

## الباب السادس

### انتخاب رئيس الجمهورية والاستشارات الاستفتائية

#### الفصل الأول

#### انتخاب رئيس الجمهورية

**المادة 245 :** تجرى الانتخابات الرئاسية في ظرف الثلاثين (30) يوماً السابقة لانقضاء عهدة رئيس الجمهورية.

**المادة 246 :** تستدعى الهيئة الناخبة بموجب مرسوم رئاسي في ظرف تسعين (90) يوماً قبل تاريخ الاقتراع، مع مراعاة أحكام المادة 94 من الدستور.

**المادة 247 :** يجرى انتخاب رئيس الجمهورية بالاقتراع على اسم واحد في دورين بالأغلبية المطلقة للأصوات المعبر عنها.

**المادة 248 :** إذا لم يتحصل أي مترشح على الأغلبية المطلقة للأصوات المعبر عنها في الدور الأول، ينظم دور ثانٍ.

لا يشارك في الدور الثاني إلا المترشحان الاثنان اللذان تحصلا على أكبر عدد من الأصوات في الدور الأول.

**المادة 249 :** يعد تصريحاً بالتشريع لرئاسة الجمهورية إيداع طلب تسجيل من قبل المترشح شخصياً لدى رئيس السلطة المستقلة مقابل وصل استلام.

يتضمن التصريح بالتشريع اسم المعني ولقبه وتوقيعه ومهنته وعنوانه.

يبلغ قرار السلطة المستقلة إلى المترشح فور صدوره، ويحق له في حالة الرفض، الطعن في هذا القرار لدى المحكمة الدستورية في أجل أقصاه ثمان وأربعون (48) ساعة من ساعة تبليغه.

ترسل السلطة المستقلة قراراتها المتعلقة بالترشيحات مرفقة بملفات الترشح إلى المحكمة الدستورية في أجل أقصاه أربع وعشرون (24) ساعة من تاريخ صدورها.

تعتمد المحكمة الدستورية بقرار القائمة النهائية للمترشحين لانتخاب رئيس الجمهورية، بما في ذلك الفصل في الطعون، في أجل أقصاه سبعة (7) أيام من تاريخ إرسال آخر قرار للسلطة المستقلة، مع مراعاة أحكام المادة 95 من الدستور.

ينشر قرار المحكمة الدستورية في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

**المادة 253:** فضلا عن الشروط المحددة في المادة 87 من الدستور، وكذا أحكام هذا القانون العضوي، يجب على المترشح أن يقدم:

- إمّا قائمة تتضمن ستمائة (600) توقيع فردي لأعضاء منتخبين في مجالس شعبية بلدية أو ولائية أو برلمانية على الأقل، وموزعة على 29 ولاية، على الأقل،

- إمّا قائمة تتضمن خمسين ألف (50.000) توقيع فردي، على الأقل، لناخبين مسجلين في قائمة انتخابية، ويجب أن تجمع عبر 29 ولاية، على الأقل. وينبغي ألا يقل العدد الأدنى من التوقيعات المطلوبة في كل ولاية من الولايات المقصودة عن ألف ومائتي (1200) توقيع.

تدون هذه التوقيعات في مطبوع فردي مصادق عليه لدى ضابط عمومي، وتودع هذه المطبوعات لدى السلطة المستقلة في نفس الوقت الذي يودع فيه ملف الترشح موضوع المادة 249 من هذا القانون العضوي.

تحدد كليات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 254:** لا يحق لأي ناخب مسجل في قائمة انتخابية أن يمنح توقيعه إلا لمترشح واحد فقط.

يعتبر كل توقيع يمنحه الناخب لأكثر من مترشح لاغيا، ويعرض صاحبه للعقوبات المنصوص عليها في المادة 301 من هذا القانون العضوي.

يمنع استعمال أماكن العبادة والمؤسسات والإدارات العمومية وكل مؤسسات التربية والتعليم والتكوين مهما كان نوعها لغرض جمع توقيعات الناخبين.

- الحفاظ على الهوية الوطنية في أبعادها الثلاثة الإسلامية والعربية والأمازيغية والعمل على ترقيتها،

- احترام مبادئ أول نوفمبر سنة 1954 وتجسيدها،

- احترام الدستور والقوانين المعمول بها، والالتزام بالامتثال لها،

- تكريس مبادئ السلم والمصالحة الوطنية،

- نبذ العنف كوسيلة للتعبير أو كوسيلة للعمل السياسي والوصول إلى السلطة أو البقاء فيها، والتنديد به، وكذا خطاب الكراهية والتمييز،

- احترام الحريات الفردية والجماعية واحترام حقوق الإنسان،

- رفض الممارسات الإقطاعية والجهوية والمحسوبية،

- توطيد الوحدة الوطنية،

- الحفاظ على السيادة الوطنية،

- التمسك بالديمقراطية في إطار احترام القيم الوطنية،

- تبني التعددية السياسية،

- احترام التداول الديمقراطي على السلطة عن طريق الاختيار الحر للشعب الجزائري،

- الحفاظ على سلامة التراب الوطني،

- احترام مبادئ الجمهورية.

يجب أن يعكس برنامج المترشح مضمون هذا التعهد الكتابي.

**المادة 250:** يلزم كل راغب في الترشح للانتخابات الرئاسية بإيداع كفالة لدى الخزينة العمومية قدرها مائتان وخمسون ألف دينار (250.000 دج).

تسترد الكفالة من قبل المترشح الذي حصل على 50% من التوقيعات المقررة قانونا على الأقل موزعة على خمس وعشرين (25) ولاية، على الأقل، في أجل خمسة عشر (15) يوما من إعلان المحكمة الدستورية عن الترشيحات. وفي حالة وفاة المترشح ترد الكفالة إلى ذوي حقوقه.

تسقط الكفالة بالتقدم وتنقل للخزينة العمومية إن لم تتم المطالبة بها من طرف المترشح في أجل سنة من تاريخ إعلان النتائج النهائية.

**المادة 251:** يودع التصريح بالترشح في ظرف الأربعين (40) يوما، على الأكثر، الموالية لنشر المرسوم الرئاسي المتضمن استدعاء الهيئة الناخبة.

**المادة 252:** تفصل السلطة المستقلة في صحة الترشيحات لرئاسة الجمهورية بقرار معلل تعليلا قانونيا في أجل أقصاه سبعة (7) أيام من تاريخ إيداع التصريح بالترشح.

**المادة 260 :** تفصل المحكمة الدستورية في الطعون خلال ثلاثة (3) أيام. وإذا تبين أن الطعون مؤسسة، تعيد بقرار معلل صياغة محاضر النتائج المعدة.

تعلن النتائج النهائية للانتخابات الرئاسية في أجل عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ استلامها المحاضر من قبل رئيس السلطة المستقلة.

## الفصل الثاني

### الاستشارة الانتخابية عن طريق الاستفتاء

**المادة 261 :** تستدعى الهيئة الناخبة بموجب مرسوم رئاسي قبل خمسة وأربعين (45) يوما من تاريخ الاستفتاء.

يرفق النص المقترح للاستفتاء بالمرسوم الرئاسي المنصوص عليه في الفقرة أعلاه.

**المادة 262 :** توضع تحت تصرف كل ناخب ورققتان للتصويت مطبوعتان على ورق بلونين مختلفين، تحمل إحداهما كلمة "نعم" والأخرى كلمة "لا".

يصاغ السؤال المقرر طرحه على الناخبين كما يأتي :  
"هل أنتم موافقون على... المطروح عليكم؟".

تحدد المميزات التقنية لأوراق التصويت بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 263 :** تتم عمليات التصويت والمنازعات المتصلة بها وفقا لأحكام المادتين 259 و 272 من هذا القانون العضوي.

تعلن المحكمة الدستورية عن نتائج الاستفتاء في مدة أقصاها عشرة (10) أيام، ابتداء من تاريخ استلام محاضر اللجان الانتخابية المنصوص عليها في المادتين 266 و 275 من هذا القانون العضوي.

## الباب السابع

### اللجان الانتخابية

#### الفصل الأول

#### اللجنة الانتخابية البلدية

#### القسم الأول

#### تشكيل اللجنة

**المادة 264 :** تنشأ على مستوى كل بلدية لجنة انتخابية بلدية، بمناسبة كل اقتراع. وتتشكل من :

**المادة 255 :** لا يقبل ولا يعتد بانسحاب المترشح بعد اعتماد المحكمة الدستورية الترشيحات، إلا في حالة حصول مانع خطير تثبته المحكمة الدستورية قانونا، أو في حالة وفاة المترشح المعني، ويمنح حينئذ أجل آخر لتقديم ترشيح جديد، ولا يمكن أن يتجاوز هذا الأجل الشهر السابق لتاريخ الاقتراع.

وفي حالة وفاة مترشح أو حدوث مانع خطير له، بعد موافقة المحكمة الدستورية على قائمة المترشحين ونشرها في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، يتم تأجيل تاريخ الاقتراع لمدة أقصاها خمسة عشر (15) يوما.

**المادة 256 :** تعلن المحكمة الدستورية نتائج الدور الأول وتعيّن، عند الاقتضاء، المترشحين (2) المدعويين للمشاركة في الدور الثاني.

**المادة 257 :** يحدد تاريخ الدور الثاني للاقتراع باليوم الخامس عشر (15) بعد إعلان المحكمة الدستورية نتائج الدور الأول، على ألا تتعدى المدة القصوى بين الدورين الأول والثاني ثلاثين (30) يوما.

**المادة 258 :** يحق لكل مترشح أو ممثله المؤهل قانونا في حالة الانتخابات الرئاسية، ولأي ناخب في حالة الاستفتاء، أن يطعن في صحة عمليات التصويت بإدراج احتجاجه في محضر الفرز الموجود في مكتب التصويت.

تخطر السلطة المستقلة فورا بهذا الاحتجاج للبت فيه طبقا لأحكام هذا القانون العضوي.

**المادة 259 :** تسجل نتائج انتخاب رئيس الجمهورية بكل مكتب تصويت في محضر محرّر في ثلاث (3) نسخ أصلية على استمارات خاصة.

تحدد المواصفات التقنية لهذا المحضر بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

يعلن رئيس السلطة المستقلة النتائج المؤقتة للانتخابات الرئاسية في أجل أقصاه اثنتان وسبعون (72) ساعة، ابتداء من تاريخ استلام السلطة المستقلة محاضر اللجان الانتخابية الولائية واللجنة الانتخابية للمقيمين بالخارج.

تودع الطعون المتعلقة بالنتائج المؤقتة لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية في أجل الثماني والأربعين (48) ساعة التي تلي إعلان النتائج المؤقتة.

تشعر المحكمة الدستورية المترشح المعلن منتخبا الذي اعترض على انتخابه ليقدم مذكرة كتابية خلال أجل اثنتين وسبعين (72) ساعة، ابتداء من تاريخ تبليغه.

- نسخة تسلّم فوراً إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة أو ممثله.

وبالنسبة لانتخاب المجالس الشعبية البلدية، تتولى اللجنة الانتخابية البلدية الإحصاء البلدي للأصوات، وتقوم على هذا الأساس، بتوزيع المقاعد طبقاً لأحكام المواد 171 و172 و173 و174 من هذا القانون العضوي.

تسلّم نسخة مصادق على مطابقتها للأصل من محضر اللجنة الانتخابية البلدية فوراً وبمقر اللجنة من قبل رئيسها، إلى الممثل المؤهل قانوناً لكل مترشح أو قائمة مترشحين مقابل وصل بالاستلام. وتدمغ هذه النسخة على جميع صفحاتها بختم ندي يحمل عبارة "نسخة مصادق على مطابقتها للأصل".

يودع كل مترشح أو قائمة مترشحين لدى المندوبية الولائية للسلطة المستقلة قائمة ممثليهم المؤهلين قانوناً لاستلام نسخة من محضر اللجنة الانتخابية البلدية المتعلق بالإحصاء البلدي للأصوات خلال العشرين (20) يوماً الكاملة قبل تاريخ الاقتراع.

يجب أن تتضمن هذه القائمة كل عناصر الهوية بالنسبة للشخص المؤهل.

كما يمكن تقديم قائمة إضافية في أجل عشرة (10) أيام قبل يوم الاقتراع وبنفس الشروط للتعويض في حالة غياب الممثل المؤهل.

تسلم نسخة مصادق على مطابقتها للأصل من المحضر المشار إليه أعلاه أيضاً، إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة.

تحدد المواصفات التقنية لمحضر الإحصاء البلدي للأصوات بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

تحدد كفاءات تطبيق هذه المادة بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

## الفصل الثاني

### اللجنة الانتخابية الولائية

#### القسم الأول

#### تشكيل اللجنة

**المادة 266 :** تتشكل اللجنة الانتخابية الولائية التي تعمل تحت إشراف السلطة المستقلة، من ثلاثة (3) أعضاء وأعضاء مستخلفين :

- قاضٍ برتبة مستشار، يعينه رئيس المجلس القضائي المختص إقليمياً، رئيساً،

- عضو من المندوبية الولائية للسلطة المستقلة يعينه رئيس السلطة المستقلة، نائباً للرئيس،

- قاضٍ يعينه رئيس المجلس القضائي المختص إقليمياً، رئيساً،

- نائب رئيس ومساعدين اثنين يعينهم منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة من بين ناخبي البلدية، ما عدا المترشحين والمنتمين إلى أحزابهم وأقاربهم وأصهارهم إلى غاية الدرجة الرابعة.

أما بالنسبة لانتخابات أعضاء المجالس الشعبية البلدية والولائية، تنشأ لجنتان انتخابيتان بلديتان، تتكفل إحداها بانتخابات المجلس الشعبي البلدي والأخرى بانتخابات المجلس الشعبي الولائي بنفس التشكيلة المذكورة أعلاه.

يلحق القرار المتضمن تعيين أعضاء اللجان الانتخابية البلدية فوراً بمقر المندوبية الولائية للسلطة المستقلة والولاية والبلديات المعنية.

تستعين كل لجنة بخلية تقنية أو أكثر، مشكلة من مهندسين وتقنيين في الإعلام الآلي والإحصائيات، بموجب قرار من رئيس السلطة المستقلة.

## القسم الثاني

### صلاحيات اللجنة الانتخابية البلدية

**المادة 265 :** تقوم اللجنة الانتخابية البلدية المجتمعة بمقر البلدية، وعند الاقتضاء، بمقر آخر رسمي معلوم يحدده منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة، بإحصاء نتائج التصويت المحصل عليها في كل مكاتب التصويت على مستوى البلدية، وتسجيلها في محضر رسمي في ثلاث (3) نسخ، بحضور الممثلين المؤهلين قانوناً للمترشحين أو قوائم المترشحين.

تحفظ بمقر المندوبية البلدية للسلطة المستقلة أوراق التصويت للقوائم الفائزة في أكياس معروفة ومشمعة.

لا يمكن، بأي حال من الأحوال، تغيير النتائج المسجلة في كل مكتب تصويت والمستندات الملحقة بها.

يوقع محضر الإحصاء البلدي للأصوات الذي هو وثيقة تتضمن جميع الأصوات، من قبل جميع أعضاء اللجنة الانتخابية البلدية.

توزع النسخ الأصلية الثلاث (3) المذكورة في الفقرة الأولى أعلاه، كما يأتي :

- نسخة ترسل فوراً إلى رئيس اللجنة الانتخابية الولائية المنصوص عليها في المادة 266 من هذا القانون العضوي،

- نسخة يعلقها رئيس اللجنة الانتخابية البلدية بمقر البلدية التي جرت بها عملية الإحصاء البلدي للأصوات، وتحفظ بعد ذلك في أرشيف السلطة المستقلة،

وتودع محاضرها فوراً في ظرف مختوم لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية مقابل وصل استلام.

تسلم نسخة أصلية من المحضر فوراً، إلى رئيس السلطة المستقلة مقابل وصل استلام.

تسلم نسخة مصادق على مطابقتها للأصل من محضر اللجنة الانتخابية الولائية فوراً، وبمقر اللجنة، إلى الممثل المؤهل قانوناً لكل مترشح مقابل وصل بالاستلام. وتدمغ هذه النسخة على جميع صفحاتها بختم ندي يحمل عبارة "نسخة مصادق على مطابقتها للأصل".

تسلم نسخة مصادق على مطابقتها للأصل من المحضر المذكور أعلاه، إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة أو ممثله.

**المادة 272:** بالنسبة لانتخاب رئيس الجمهورية والاستشارة الاستفتائية، تكلف اللجنة الانتخابية الولائية بجمع نتائج البلديات التابعة للولاية والقيام بالإحصاء العام للأصوات، ومعاينة النتائج لانتخاب رئيس الجمهورية.

يجب أن تنتهي أشغال اللجنة خلال الاثنتين والسبعين (72) ساعة الموالية لاختتام الاقتراع على الأكثر، وتودع محاضرها فوراً، في ظرف مشتمع لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية مقابل وصل استلام.

تسلم نسخة أصلية من المحضر فوراً، إلى رئيس السلطة المستقلة مقابل وصل استلام.

تسلم كذلك نسخة مصادق على مطابقتها للأصل من محضر اللجنة الانتخابية الولائية فوراً، وبمقر اللجنة، إلى الممثل المؤهل قانوناً لكل مترشح للانتخابات الرئاسية مقابل وصل بالاستلام. وتدمغ هذه النسخة على جميع صفحاتها بختم ندي يحمل عبارة "نسخة مصادق على مطابقتها للأصل".

تسلم نسخة مصادق على مطابقتها للأصل من المحضر المذكور أعلاه، إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة أو ممثله.

**المادة 273:** يودع كل مترشح أو ممثل المترشح المؤهل قانوناً لدى المندوبية الولائية للسلطة المستقلة خلال عشرين (20) يوماً كاملة قبل تاريخ الاقتراع، قائمة ممثليهم المؤهلين قانوناً لاستلام نسخة من محضر اللجنة الانتخابية الولائية المتعلقة بتركيز النتائج.

يجب أن تتضمن هذه القائمة كل عناصر الهوية بالنسبة للشخص المؤهل.

كما يمكن تقديم قائمة إضافية في أجل عشرة (10) أيام قبل يوم الاقتراع، وبنفس الشروط للتعويض في حالة غياب الممثل المؤهل.

- ضابط عمومي عضواً، يسخره رئيس السلطة المستقلة، ليقوم بمهام أمانة اللجنة.

تجتمع اللجنة الانتخابية الولائية بمقر المندوبية الولائية للسلطة المستقلة.

تستعين اللجنة بخلية تقنية أو أكثر، مشكلة من مهندسين وتقنيين في الإعلام الآلي والإحصائيات، بموجب قرار من رئيس السلطة المستقلة.

**المادة 267:** في حالة تقسيم الولاية إلى دائرتين انتخابيتين أو أكثر، تنشأ على مستوى كل دائرة انتخابية لجنة انتخابية بنفس الشروط المنصوص عليها في المادة 266 أعلاه.

صلاحيات هذه اللجنة هي تلك المحددة في المادة 268 من هذا القانون العضوي.

## القسم الثاني

### صلاحيات اللجنة الانتخابية الولائية

**المادة 268:** تعين اللجنة الانتخابية الولائية وتركز وتجمع النتائج التي سجلتها وأرسلتها للجان الانتخابية البلدية.

**المادة 269:** بالنسبة لانتخاب المجالس الشعبية الولائية، تقوم اللجنة الانتخابية الولائية بتوزيع المقاعد، طبقاً لأحكام المواد 171 و 172 و 173 و 174 من هذا القانون العضوي.

**المادة 270:** بالنسبة لانتخاب المجالس الشعبية البلدية والولائية، يجب أن تنتهي أشغال اللجنة الانتخابية الولائية خلال ست وتسعين (96) ساعة من اختتام الاقتراع.

يمكن رئيس السلطة المستقلة، عند الاقتضاء، تمديد هذا الأجل بثمانية وأربعين (48) ساعة كأقصى حد.

تسلم نسخة أصلية من المحضر فوراً، إلى منسق المندوبية الولائية للسلطة المستقلة أو ممثله.

تسلم نسخة مصادق على مطابقتها للأصل من محضر اللجنة الانتخابية الولائية فوراً وبمقر اللجنة، إلى الممثل المؤهل قانوناً لكل قائمة مترشحين مقابل وصل بالاستلام. وتدمغ هذه النسخة على جميع صفحاتها بختم ندي يحمل عبارة "نسخة مصادق على مطابقتها للأصل".

**المادة 271:** بالنسبة لانتخاب أعضاء المجلس الشعبي الوطني، يجب أن تنتهي أشغال اللجنة الانتخابية الولائية أو الدائرة الانتخابية خلال الست والتسعين (96) ساعة الموالية لاختتام الاقتراع على الأكثر. ويمكن لرئيس السلطة المستقلة، عند الاقتضاء، تمديد هذا الأجل بثمان وأربعين (48) ساعة كأقصى حد.

مترشحين مقابل وصل بالاستلام، وتدمغ هذه النسخة على جميع صفحاتها بختم ندي يحمل عبارة "نسخة مصادق على مطابقتها للأصل".

### الباب الثامن

#### الجرائم الانتخابية

**المادة 276 :** يعاقب بالحبس من سنة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 30.000 دج إلى 500.000 دج، كل من يعترض أو يعرقل أو يمتنع عمدا عن تنفيذ قرارات السلطة المستقلة.

**المادة 277 :** تطبق على كل من يهين أعضاء السلطة المستقلة خلال ممارستهم مهامهم أو بمناسبتها، العقوبات المنصوص عليها في المادة 144 من قانون العقوبات.

**المادة 278 :** يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 4.000 دج إلى 40.000 دج، كل من سجل نفسه في أكثر من قائمة انتخابية تحت أسماء أو صفات مزيفة أو قام، عند التسجيل، بإخفاء حالة من حالات فقدان الأهلية التي ينص عليها القانون.

**المادة 279 :** كل تزوير في تسليم أو تقديم شهادة تسجيل أو شطب من القوائم الانتخابية، يعاقب عليه بالحبس من ستة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 6.000 دج إلى 60.000 دج.

ويعاقب على المحاولة بنفس العقوبة.

**المادة 280 :** يعاقب بالعقوبة المنصوص عليها في المادة 279 من هذا القانون العضوي، كل من يعترض سبيل عمليات ضبط القوائم الانتخابية أو يتلف هذه القوائم أو بطاقات الناخبين أو يخفيها أو يحولها أو يزورها.

وفي حالة ارتكاب هذه المخالفة من طرف الأعوان المكلفين بالعمليات الانتخابية، تضاعف العقوبة.

**المادة 281 :** يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 4.000 دج إلى 40.000 دج، كل من يسلم نسخة من البطاقة الوطنية للهيئة الناخبة أو القائمة الانتخابية البلدية أو القائمة الانتخابية للمركز الدبلوماسي أو القنصلي في الخارج أو جزء منها، لأي شخص أو جهة غير تلك المنصوص عليها في المادة 70 من هذا القانون العضوي.

**المادة 282 :** يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 6.000 دج إلى 60.000 دج، كل من سجل أو حاول تسجيل شخص أو شطب اسم شخص في قائمة انتخابية بدون وجه حق، وباستعمال تصريحات مزيفة أو شهادات مزورة.

### الفصل الثالث

#### اللجنة الانتخابية لدى الممثلات

##### الدبلوماسية أو القنصلية

**المادة 274 :** تنشأ لجان انتخابية لدى الممثلات الدبلوماسية أو القنصلية، يحدد عددها وتشكيله كل منها بموجب قرار من رئيس السلطة المستقلة بالتنسيق والتشاور مع مصالح وزارة الشؤون الخارجية، لإحصاء النتائج المحصل عليها في مجموع مكاتب التصويت التابعة لها.

### الفصل الرابع

#### اللجنة الانتخابية للمقيمين بالخارج

**المادة 275 :** تنشأ لجنة انتخابية للمقيمين بالخارج، قصد معاينة وتركيز وتجميع النتائج المسجلة من قبل جميع اللجان لدى البعثات الدبلوماسية أو القنصلية بالخارج، وتشكل من :

- قاض برتبة مستشار على الأقل، يعينه رئيس مجلس قضاء الجزائر العاصمة، رئيسا،

- ممثل عن السلطة المستقلة، يعينه رئيس السلطة المستقلة، عضوا،

- ضابط عمومي عضوا، يسخره رئيس السلطة المستقلة ليقوم بمهام أمانة اللجنة.

يستعين أعضاء هذه اللجنة بموظف يقترحه وزير الشؤون الخارجية وموظف يقترحه رئيس السلطة المستقلة، يتم تعيينهما بقرار من رئيس السلطة المستقلة.

تجتمع اللجنة الانتخابية للمقيمين بالخارج بمقر السلطة المستقلة.

يجب أن تنتهي أشغال اللجنة خلال الست والتسعين (96) ساعة الموالية لاختتام الاقتراع على الأكثر، وتدوّن في محاضر من ثلاث (3) نسخ، ويمكن لرئيس السلطة المستقلة، عند الاقتضاء، تمديد هذا الأجل بثمان وأربعين (48) ساعة كإقصى حد.

وتودع محاضرها فوراً، في ظرف مضمّن لدى أمانة ضبط المحكمة الدستورية مقابل وصل استلام.

تحفظ نسخة من محضر تجميع النتائج لدى اللجنة الانتخابية للمقيمين بالخارج.

تسلم نسخة أصلية من المحاضر المذكورة أعلاه، لرئيس السلطة المستقلة مقابل وصل استلام.

تسلم نسخة مصادق على مطابقتها للأصل من محضر اللجنة الانتخابية للمقيمين بالخارج فوراً، وبمقر اللجنة، إلى الممثل المؤهل قانوناً لكل مترشح أو قائمة

**المادة 290 :** يعاقب بغرامة من 20.000 دج إلى 50.000 دج، كل من قام بوضع ملصقات خارج الأماكن المخصصة لذلك، و/ أو خارج فترة الحملة الانتخابية، أو قام عمدا بالاعتداء على الملصقات المتضمنة معلومات وبيانات وصور المترشحين المنشورة في الأماكن المخصصة لها.

**المادة 291 :** يعاقب بالحبس من عشرة (10) أيام إلى شهرين (2) وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج وبحرماته من حق التصويت والترشح لمدة ست (6) سنوات، كل مترشح يقوم يوم التصويت بتوزيع أي وثيقة ذات صلة بالحملة الانتخابية بنفسه أو بواسطة الغير أو بتكليف منه.

**المادة 292 :** يعاقب بغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج كل من قام بإشهار تجاري لأغراض دعائية خلال فترة الحملة الانتخابية.

**المادة 293 :** يعاقب كل شخص يشارك في الحملة الانتخابية ويستعمل خطاب الكراهية أو كل شكل من أشكال التمييز وفقا لأحكام المواد من 30 إلى 42 من القانون رقم 20-05 المؤرخ في 5 رمضان عام 1441 الموافق 28 أبريل سنة 2020 والمتعلق بالوقاية من التمييز وخطاب الكراهية ومكافحتها.

**المادة 294 :** يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 6.000 دج إلى 60.000 دج، كل من حصل على الأصوات أو حوّلها أو حمل ناخبا أو عدة ناخبين على الامتناع عن التصويت مستعملا أخبارا خاطئة أو وشايات أو تصرفات احتيالية أخرى.

**المادة 295 :** يعاقب بالحبس من ستة (6) أشهر إلى سنتين (2) وبغرامة من 3.000 دج إلى 30.000 دج وبحرماته من حق الانتخاب والترشح لمدة سنة (1) على الأقل، وخمس (5) سنوات، على الأكثر، كل من عكر صفو عمليات مكتب تصويت أو أخل بممارسة حق التصويت أو حرية التصويت أو منع مترشحا أو من يمثله قانونا حضور عملية التصويت.

وإذا ارتبط ارتكاب الأفعال المنصوص عليها أعلاه بحمل سلاح، يعاقب مرتكبها بالحبس من ستة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 4.000 دج إلى 40.000 دج.

وإذا ارتكبت الأفعال المذكورة في الفقرتين الأولى والثانية أعلاه، إثر خطة مدبرة لتنفيذها في دائرة أو عدة دوائر انتخابية، يعاقب مرتكبها بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج.

**المادة 296 :** يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 4.000 دج إلى 40.000 دج، كل من امتنع عن وضع تحت تصرف الممثل المؤهل قانونا لكل مترشح أو قائمة مترشحين، نسخة من القائمة الانتخابية البلدية أو نسخة من محضر فرز الأصوات أو محضر الإحصاء البلدي للأصوات أو المحضر الولائي لتركيز النتائج.

كما يمكن الحكم على مرتكب الجنحة المذكورة أعلاه، بالحرمان من ممارسة حقوقه المدنية لمدة سنتين (2) على الأقل، وخمس (5) سنوات على الأكثر.

**المادة 283 :** تعاقب الأفعال الماسة بأنظمة المعالجة الآلية للمعطيات الانتخابية أو محاولة المساس بها، حسب الحالات، وفق أحكام المواد من 394 مكرر إلى 394 مكرر 7 من قانون العقوبات.

**المادة 284 :** يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 4.000 دج إلى 40.000 دج، كل من فقد حقه في التصويت إما إثر صدور حكم عليه، وإما بعد إشهار إفلاسه ولم يرد إليه اعتباره، وصوّت عمدا، بناء على تسجيله في القوائم بعد فقدان حقه.

**المادة 285 :** يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 4.000 دج إلى 40.000 دج، كل من صوّت إما بمقتضى تسجيل محصل عليه في الحالات المنصوص عليها في المادة 278 من هذا القانون العضوي، وإما بانتحال أسماء وصفات ناخب مسجل.

ويعاقب بنفس العقوبة :

- كل من اغتنم فرصة تسجيل متعدد للتصويت أكثر من مرة،

- كل من قام بترشيح نفسه في أكثر من قائمة أو في أكثر من دائرة انتخابية في اقتراع واحد.

**المادة 286 :** يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، كل من كان مكلفا في اقتراع إما بتلقي الأوراق المتضمنة أصوات الناخبين أو بحسابها أو بفرزها وقام بإنقاص أو زيادة في المحضر أو في الأوراق أو بتشويهها أو تعمد تلاوة اسم غير الاسم المسجل.

**المادة 287 :** يعاقب بالحبس من ستة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 4.000 دج إلى 40.000 دج، كل من دخل مكتب الاقتراع وهو يحمل سلاحا بئنا أو مخفيا، باستثناء أعضاء القوة العمومية المسخرين قانونا.

**المادة 288 :** بغض النظر عن أحكام القانون المتعلق بالوقاية من الفساد ومكافحته وأحكام قانون العقوبات، يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 40.000 دج إلى 200.000 دج، كل من قام بتمويل أو استفاد من تمويل مخالف للأحكام المحددة في هذا القانون العضوي.

**المادة 289 :** يعاقب بالحبس من ستة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات، وبغرامة من 6.000 دج إلى 60.000 دج، كل من استعمل أملاك ووسائل الإدارة أو الأملاك العمومية لفائدة حزب أو مترشح أو قائمة مترشحين.

**المادة 302 :** يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى سنة (1) وبغرامة من 3.000 دج إلى 30.000 دج، كل من حمل ناخبا أو أثر عليه أو حاول التأثير على تصويته مستعملا التهديد سواء بتخويله بفقدان منصبه أو بتعريضه هو وعائلته أو أملاكه إلى الضرر.

وإذا كانت التهديدات المذكورة أعلاه مرفقة بالعنف أو الاعتداء تضاعف العقوبة، دون الإخلال بالعقوبات الأشد المنصوص عليها في قانون العقوبات.

**المادة 303 :** يعاقب بغرامة من 200.000 دج إلى 400.000 دج، المترشح أو الحزب الذي يخالف أحكام المادة 74 من هذا القانون العضوي.

**المادة 304 :** يعاقب بغرامة من 400.000 دج إلى 800.000 دج وبحرمانه من حق التصويت وحق الترشح لمدة خمس (5) سنوات على الأكثر، كل من يخالف أحكام المادة 76 من هذا القانون العضوي.

**المادة 305 :** يعاقب بالحبس من سنتين (2) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 50.000 دج إلى 200.000 دج، كل من يخالف الأحكام المنصوص عليها في المادتين 83 و84 من هذا القانون العضوي.

**المادة 306 :** يعاقب بالحبس من خمسة (5) أيام إلى ستة (6) أشهر وبغرامة من 6.000 دج إلى 60.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين، كل من يخالف الأحكام المنصوص عليها في المادة 85 من هذا القانون العضوي.

**المادة 307 :** يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، كل من يخالف الأحكام المنصوص عليها في المادة 86 من هذا القانون العضوي.

**المادة 308 :** يعاقب بالحبس من عشرة (10) أيام إلى شهرين (2) وبغرامة من 40.000 دج إلى 200.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين، كل شخص يرفض الامتثال لقرار تسخيرته لتشكيل مكتب التصويت أو لمشاركته في تنظيم استشارة انتخابية.

**المادة 309 :** يعاقب بغرامة من 2.000 دج إلى 20.000 دج، كل من يخالف أحكام المادة 60 من هذا القانون العضوي.

**المادة 310 :** لا يمكن، بأي حال من الأحوال، إذا ما صدر حكم بالإدانة من الجهة القضائية المختصة تطبيقا لهذا القانون العضوي، إبطال عملية الاقتراع الذي أثبتت السلطة المختصة صحته إلا إذا ترتب على القرار القضائي أثر مباشر على نتائج الانتخاب أو كانت العقوبة صادرة تطبيقا لأحكام المادة 297 من هذا القانون العضوي.

**المادة 311 :** يعاقب بغرامة من 400.000 دج إلى 800.000 دج وبالحرمان من حق الانتخاب وحق الترشح لمدة لا تتجاوز خمس (5) سنوات، كل مترشح أو قائمة مترشحين في حالة عدم تقديم حساب الحملة الانتخابية أو قدم وتم رفضه من قبل لجنة مراقبة تمويل الحملة الانتخابية.

كما يمكن أن يحكم عليه بالحرمان من حقوقه المدنية أو حق الترشح لمدة لا تتجاوز خمس (5) سنوات.

ويعاقب بنفس العقوبة كل مترشح أو ممثل قائمة مترشحين يستعمل القائمة الانتخابية البلدية لأغراض مسيئة.

**المادة 297 :** يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات، وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، كل من أترف، بمناسبة انتخاب، الصندوق المخصص للتصويت.

وفي حالة ارتكاب فعل الإتلاف من قبل مجموعة أشخاص وبغرف، تصبح العقوبة السجن من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة، وبغرامة من 500.000 دج إلى 2.500.000 دج.

**المادة 298 :** يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، كل من قام بنزع صندوق الاقتراع من مكانه المحتوي على الأصوات المعبر عنها، والتي لم يتم فرزها.

وإذا وقع هذا النزاع من قبل مجموعة من الأشخاص وبغرف، تكون العقوبة السجن من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 500.000 دج إلى 2.500.000 دج.

**المادة 299 :** يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، كل إخلال بالاقتراع صادر إما عن أي عضو من أعضاء مكتب التصويت أو عن أي عون مسخر مكلف بحراسة الأوراق التي يتم فرزها.

**المادة 300 :** يعاقب بالحبس من سنتين (2) إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 200.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من قدم هبات، نقدا أو عينا، أو وعد بتقديمها، وكذلك كل من وعد بوظائف عمومية أو خاصة، أو مزايا أخرى خاصة، قصد التأثير على ناخب أو عدة ناخبين عند قيامهم بالتصويت، وكل من حصل أو حاول الحصول على أصواتهم، سواء مباشرة أو بواسطة الغير، وكل من حمل أو حاول أن يحمل ناخبا أو عدة ناخبين على الامتناع عن التصويت بنفس الوسائل.

وتطبق نفس العقوبات على كل من قبل أو طلب نفس الهبات أو الوعود.

غير أنه، يعفى من هذه العقوبة، كل من ارتكب أو شارك في الأفعال المنصوص عليها في هذه المادة، الذي يقوم قبل مباشرة إجراءات المتابعة بإبلاغ السلطات الإدارية أو القضائية بها.

وتخفف العقوبة إلى النصف إذا تم تبليغ السلطات المعنية بعد مباشرة إجراءات المتابعة.

**المادة 301 :** يعاقب بالحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) وبغرامة من 50.000 دج إلى 200.000 دج، كل من يخالف أحكام المواد 178 و202 و254 من هذا القانون العضوي.

- بالنسبة للقوائم المستقلة، يجب أن تدعم كل قائمة بمائة (100) توقيع، على الأقل، عن كل مقعد مطلوب شغله من ناخبي الدائرة الانتخابية المعنية.

**المادة 317 :** بصفة انتقالية، و فقط بالنسبة لانتخابات المجلس الشعبي الوطني التي تلي صدور هذا الأمر المتضمن القانون العضوي، يمكن قوائم المترشحين المقدمة تحت رعاية الأحزاب السياسية أو القوائم المستقلة في الدوائر الانتخابية التي لم تتمكن من تحقيق شرط المناصفة المطلوب بموجب المادة 191 من هذا القانون العضوي، أن تطلب من السلطة المستقلة إفادتها بترخيص لشرط المناصفة. وفي هذه الحالة، توافق السلطة المستقلة على هذه القوائم وتصرح بقبولها.

**المادة 318 :** بصفة انتقالية، و فقط بالنسبة لانتخابات المجالس الشعبية البلدية والولاية المسبقة التي تلي صدور هذا الأمر المتضمن القانون العضوي، يوقف العمل بالشرط المحددة في المطات 1 و 2 و 3 من المادة 178 المتعلقة باشتراط نسبة 4% من الأصوات في الدائرة الانتخابية خلال الانتخابات الأخيرة أو بدعم من عشر (10) منتخبين في المجالس الشعبية المحلية للولاية المعنية أو بعدد من التوقيعات، و يطبق بدلها الحكم الآتي :

يجب على قائمة المترشحين المقدمة سواء تحت رعاية حزب سياسي أو بصفة مستقلة أن تدعم، على الأقل، بخمسة وثلاثين (35) توقيعاً من ناخبي الدائرة الانتخابية المعنية فيما يخص كل مقعد مطلوب شغله.

**المادة 319 :** بصفة انتقالية، تستمر السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات في أداء مهامها بالتشكيلة الحالية لمجلس السلطة المنصوص عليها في المادة 26 من القانون العضوي رقم 07-19 المؤرخ في 14 محرم عام 1441 الموافق 14 سبتمبر سنة 2019 والمذكور أعلاه، إلى حين مطابقة تشكيلته لأحكام هذا القانون العضوي.

**المادة 320 :** تلغى جميع الأحكام المخالفة لهذا القانون العضوي، لا سيما أحكام القانون العضوي رقم 16-10 المؤرخ في 22 ذي القعدة عام 1437 الموافق 25 غشت سنة 2016 والمتعلق بنظام الانتخابات، المعدل والمتمم، والقانون العضوي رقم 19-07 المؤرخ في 14 محرم عام 1441 الموافق 14 سبتمبر سنة 2019 والمتعلق بالسلطة الوطنية المستقلة للانتخابات.

**المادة 321 :** ينشر هذا الأمر في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 26 رجب عام 1442 الموافق 10 مارس سنة 2021.

عبد المجيد تبون

**المادة 312 :** إذا ارتكب أي مترشح للانتخابات الجرائم المنصوص عليها في أحكام المواد 287 و 291 و 292 و 293 و 295 و 297 من هذا القانون العضوي، تضاعف العقوبة.

بغض النظر عن أحكام المواد المشار إليها أعلاه، يفقد بحكم القانون، المنتخب في المجالس الشعبية البلدية والولاية والمجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة مقعده إذا ثبتت عدم أهليته للترشح .

**المادة 313 :** يفقد النائب في المجلس الشعبي الوطني أو العضو في مجلس الأمة مقعده، في حال إدانته بارتكاب الأفعال المنصوص عليها في هذا القانون العضوي، دون المساس بأحكام المواد من 129 إلى 131 من الدستور.

يفقد المنتخب في المجلس الشعبي البلدي والمجلس الشعبي الولائي مقعده في حال إدانته بارتكاب الأفعال المنصوص عليها في هذا القانون العضوي.

## الباب التاسع

### أحكام انتقالية وختامية

**المادة 314 :** لا يُعمل بالأحكام المتعلقة بالاستئناف المنصوص عليها في المواد 129 و 183 و 186 و 206، إلا بعد تنصيب المحاكم الإدارية للاستئناف طبقاً لأحكام المادة 224 من الدستور.

وفي هذه الفترة، تكون أحكام المحاكم الإدارية قابلة للاستئناف أمام مجلس الدولة .

**المادة 315 :** يمكن استثناءً، إجراء انتخابات مسبقة للمجالس الشعبية البلدية والولاية القائمة وقت صدور هذا القانون العضوي في أجل الثلاثة (3) أشهر التي تلي استدعاء الهيئة الناخبة من قبل رئيس الجمهورية.

**المادة 316 :** بصفة انتقالية، و فقط بالنسبة لانتخابات المجلس الشعبي الوطني التي تلي صدور هذا الأمر المتضمن القانون العضوي، يوقف العمل بأحكام المطات 1 و 2 و 3 من المادة 202 المتعلقة باشتراط نسبة 4% من الأصوات في الدائرة الانتخابية خلال الانتخابات التشريعية الأخيرة أو بدعم من عشرة (10) منتخبين أو بعدد من التوقيعات، وتطبق بدلها الأحكام الآتية :

- بالنسبة للقوائم المقدمة تحت رعاية الأحزاب السياسية، يجب أن تزكى كل قائمة مترشحين بعدد من التوقيعات لا يقل عن خمسة وعشرين ألف (25.000) توقيع فردي لناخبين مسجلين في القوائم الانتخابية. ويجب أن تجمع التوقيعات عبر 23 ولاية على الأقل، بحيث لا يقل العدد الأدنى من التوقيعات المطلوبة في كل ولاية عن ثلاثمائة (300) توقيع،



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، ومراسيم  
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاعات

## JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER  (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT WWW.JORADP.DZ  Abonnement et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE Les Vergers, Bir-Mourad Raïs, BP 376 ALGER-GARE  Tél : 021.54.35..06 à 09 Fax : 021.54.35.12  C.C.P. 3200-50 Clé 68 ALGER BADR : Rib 00 300 060000201930048 ETRANGER : (Compte devises) BADR : 003 00 060000014720242
	1 An	1 An	
Edition originale.....	1090,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction....	2180,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 14,00 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 28,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne

**SOMMAIRE****DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

**Décision n° 16/DCC/21 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 relative au contrôle de la constitutionnalité de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral**

**ORDONNANCE**

**Ordonnance n° 21-01 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 portant**

**loi organique relative au régime électoral**

## DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

**Décision n° 16/DCC/21 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 relative au contrôle de la constitutionnalité de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral.**

-----

Le Conseil constitutionnel,

Sur saisine du Président de la République, par lettre datée du 8 mars 2021, et enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 8 mars 2021 sous le n° 20, aux fins de contrôler la constitutionnalité de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral ;

Vu la Constitution, notamment en ses articles 8 (alinéa 2), 140, 142, 197 (alinéa 2), 198 et 224 ;

Vu le règlement daté du 7 Ramadhan 1440 correspondant au 12 mai 2019, modifié et complété, fixant les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Le membre rapporteur entendu ;

### **En la forme :**

— Considérant la vacance de l'Assemblée Populaire Nationale dissoute en vertu du décret présidentiel n° 21-77 daté du 9 Rajab 1442 correspondant au 21 février 2021 ;

— Considérant que l'ordonnance portant loi organique objet de la saisine a été soumise au Conseil des Ministres lors de sa réunion du 7 mars 2021, après avis du Conseil d'Etat ;

— Considérant que l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral objet de la saisine, est intervenue conformément aux articles 140 et 142 de la Constitution ;

— Considérant que la saisine du Conseil constitutionnel par le Président de la République à l'effet de contrôler la constitutionnalité de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral, est intervenue conformément aux dispositions de l'article 142 (alinéa 2) de la Constitution.

### **Au fond :**

**Premièrement : En ce qui concerne les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine**

**1. En ce qui concerne la non référence dans les visas à certaines dispositions de la Constitution :**

**A. Sur la non référence à l'article 16 (alinéa 2) de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'alinéa 2 de l'article 16 de la Constitution dispose que l'Assemblée élue constitue le cadre dans lequel s'exprime la volonté du peuple et s'exerce le contrôle de l'action des pouvoirs publics, et qu'en conséquence, il constitue un fondement constitutionnel essentiel à l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral objet de la saisine ;

— Considérant en conséquence, que la non référence à l'article 16 (alinéa 2) de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, constitue une omission qu'il y a lieu de corriger.

**B. Sur la non référence à l'article 19 de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'article 19 de la Constitution stipule que l'assemblée élue constitue l'assise de la décentralisation et le lieu de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques, et qu'en conséquence, il constitue un fondement constitutionnel essentiel à l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine ;

— Considérant, en conséquence, que la non référence à l'article 19 de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, constitue une omission qu'il y a lieu de corriger.

**C. Sur la non référence à l'article 203 de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'article 203 de la Constitution stipule que « les pouvoirs publics concernés apportent à l'Autorité nationale indépendante des élections le concours nécessaire à l'exercice de ses missions » ;

— Considérant que l'Autorité indépendante a pour mission de préparer, d'organiser, de gérer et de superviser les opérations électorales et que le Titre I de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, lui a été consacré, et qu'en conséquence, l'article 203 de la Constitution constitue un fondement constitutionnel essentiel à l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine ;

— Considérant en conséquence, que la non insertion de l'article 203 de la Constitution parmi les visas de la loi organique, objet de la saisine, constitue une omission qu'il y a lieu de corriger.

**2. En ce qui concerne la référence à certaines dispositions de la Constitution parmi les visas :**

**A. Sur la référence à l'article 68 de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'article 68 de la Constitution porte sur le principe de parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi, et qu'en conséquence, il est sans rapport avec le régime électoral objet de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine ;

— Considérant, en conséquence, que l'insertion de l'article 68 de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, constitue une omission qu'il y a lieu de corriger.

**B. Sur la référence à l'article 143 de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'article 143 de la Constitution consacre l'attribution de l'initiative des lois concurremment au Premier ministre ou au Chef du Gouvernement, selon le cas, aux députés et aux membres du Conseil de la Nation, et définit, dans son deuxième alinéa, les procédures de la présentation des projets de lois en Conseil des Ministres après avis du Conseil d'Etat, puis leur déposition par le Premier ministre ou par le Chef du Gouvernement, selon le cas, sur le bureau de l'Assemblée Populaire Nationale ou sur celui du Conseil de la Nation, et qu'en conséquence, il ne constitue pas un fondement constitutionnel à l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine ;

— Considérant en conséquence, que l'insertion de l'article 143 de la Constitution parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, constitue une omission qu'il y a lieu de corriger.

**3. En ce qui concerne la non référence à la loi organique n° 05-11 parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que la loi organique n° 05-11 du 10 Joumada Ethania 1426 correspondant au 17 juillet 2005, modifiée et complétée, relative à l'organisation judiciaire constitue un fondement constitutionnel essentiel à l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, vu que les institutions judiciaires objet de la loi organique sus-citée, statuent sur les recours relatifs à l'inscription sur les listes électorales et aux candidatures aux élections communales, de wilayas et législatives et les recours introduits au sujet des résultats des élections locales ;

— Considérant en conséquence, que la non référence à la loi organique n° 05-11 parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, constitue une omission qu'il y a lieu de corriger.

**4. En ce qui concerne la non référence à l'ordonnance n° 75-59 parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'ordonnance n° 75-59 du 20 Ramadhan 1395 correspondant au 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce constitue un fondement constitutionnel essentiel à l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, vu que certaines de ses dispositions ont un lien avec le code de commerce notamment, en ce qui concerne l'inscription sur les listes électorales et les conditions de candidature aux assemblées élues ;

— Considérant en conséquence, que la non référence à l'ordonnance n° 75-59 parmi les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, constitue une omission qu'il y a lieu de corriger.

**5. En ce qui concerne le classement des visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine**

**En ce qui concerne le classement de l'ordonnance n° 12-01 et de la loi n°12-06 dans les visas de l'ordonnance portant loi organique :**

— Considérant que le législateur a classé l'ordonnance n° 12-01 du 20 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 13 février 2012 qui détermine les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement, avant la loi n°12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations ;

— Considérant que dans l'ordre des visas, il est pris en considération la règle de la hiérarchie des normes juridiques, et que dans le classement au sein de la même catégorie de lois, il est tenu compte de la date de leur promulgation, et que la loi n°12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations a été promulguée avant l'ordonnance n° 12-01 du 20 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 13 février 2012 qui détermine les circonscriptions électorales ;

— Considérant, en conséquence, que le classement de l'ordonnance n° 12-01 avant la loi n° 12-06 est une omission qu'il convient de corriger.

**Deuxièmement : En ce qui concerne les articles de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine**

**1. En ce qui concerne l'article 26 (tiret 10) de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'article 26 (tiret 10) de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, attribue au Conseil de l'Autorité nationale indépendante des élections la prérogative d'émettre des avis sur les projets de lois et de règlements ayant trait aux élections ;

— Considérant que les dispositions de la Constitution relatives à l'Autorité indépendante, notamment les articles 200, 201, 202 et 203 ne lui attribuent pas la prérogative d'émettre des avis sur les règlements relatifs aux élections et n'en renvoient pas la possibilité à la loi organique ;

— Considérant que l'article 26 (tiret 10) de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, en attribuant au Conseil de l'autorité indépendante la prérogative d'émettre des avis, ne doit pas restreindre les institutions ayant la prérogative de préparer les lois mais seulement viser la formulation de propositions et de recommandations au sujet des projets de lois et de règlements ayant trait aux élections, et qu'en conséquence, le tiret 10 de l'article 26 est considéré comme constitutionnel, à condition de tenir compte de cette réserve.

**2. En ce qui concerne l'article 121 de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral, objet de la saisine :**

— Considérant que l'article 121 de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral, objet de la saisine, prévoit la possibilité de recours contre les décisions de la Commission de contrôle de financement de la campagne électorale devant l'Autorité nationale indépendante des élections ;

— Considérant que le législateur a prévu la création d'une commission de contrôle du financement de la campagne électorale auprès de l'Autorité indépendante en vertu de l'article 115 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine ;

— Considérant que la consécration du principe de garantie de la transparence dans la gestion des affaires publiques, conformément à l'article 9 tiret 5 de la Constitution requiert une indépendance totale de la Commission de contrôle du financement de la campagne électorale, s'agissant de sa composition et de son fonctionnement, dans sa prise de décision en toute neutralité, intégrité et transparence, consacrant ainsi la garantie de son indépendance ;

— Considérant que le texte de l'article 121 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, prévoit la création d'une Commission de contrôle du financement de la campagne électorale comme organe dépendant de l'Autorité indépendante, les recours contre les décisions de la Commission ne sauraient être formulés devant l'Autorité qui ne peut être juge et partie ;

— Considérant que la possibilité de recours contre les décisions relatives au financement de la campagne électorale est consacrée, en vertu de l'article 121 (alinéa 2) de l'ordonnance portant loi organique objet de la saisine, devant la Cour constitutionnelle ;

— Considérant en conséquence, que l'article 121 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, est partiellement conforme à la Constitution et qu'il y a lieu de le reformuler.

**3. En ce qui concerne les articles 184 (alinéa *in fine*), 200 (alinéa 7) et 221 (alinéa *in fine*) de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, pris ensemble en raison de leur similitude d'objet et de motif :**

— Considérant que ces articles requièrent du candidat aux assemblées populaires communales et de wilayas, à l'Assemblée Populaire Nationale et au Conseil de la Nation de « ne pas être connu de manière notoire pour avoir des liens avec l'argent douteux et les milieux de l'affairisme et pour son influence directe ou indirecte sur le libre choix des électeurs ainsi que sur le bon déroulement des opérations électorales » ;

— Considérant que, dans ce cas, les dispositions législatives, objet d'examen, sont empreintes d'ambiguïté s'agissant de l'application effective ou du respect des principes énoncés dans l'article 34 (alinéa *in fine*) de la Constitution ;

— Considérant que la disposition contenue dans ces articles n'est pas claire, qu'il est difficile d'en établir la preuve et qu'elle peut se traduire par une violation et une atteinte aux droits du citoyen en raison de l'omission de prévoir des mécanismes juridiques établissant ces actes ;

— Considérant que si l'intention du législateur ne vise pas à écarter les garanties prévues et énoncées par l'article 34 de la Constitution, dans ce cas, les articles 184 (alinéa *in fine*), 200 (alinéa 7) et 221 (alinéa *in fine*) sont considérés comme constitutionnels, à condition de tenir compte de cette réserve.

**4. En ce qui concerne les articles 213, 246, 251 et 261 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, pris ensemble pour leur similitude d'objet et de motif :**

— Considérant que les articles sus-cités incluent les termes « يستدعى الناخبون » et « استدعاء الهيئة الانتخابية » la convocation étant considérée comme une procédure pour l'ouverture des opérations électorales ;

— Considérant que les termes consacrés dans la Constitution sont conformément au point 10 de l'article 91 de la Constitution « استدعاء الهيئة الناخبة » et que, par conséquent, le législateur doit unifier les termes décrivant la même procédure en utilisant les termes consacrés dans la Constitution ;

— Considérant, en conséquence, que l'utilisation des termes « يستدعى الناخبون » ou « استدعاء الهيئة الانتخابية », au lieu de « استدعاء الهيئة الناخبة » consacrés dans la Constitution, constitue une omission qu'il y a lieu de corriger.

**5. En ce qui concerne l'article 244 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'article 244 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine dispose que « la vacance du siège d'un membre élu du Conseil de la Nation est déclarée par le bureau dudit Conseil. Cette déclaration est immédiatement notifiée à la Cour constitutionnelle pour l'annonce de la vacance et la désignation du remplaçant du membre élu » ;

— Considérant que l'élection au Conseil de la Nation a lieu au suffrage indirect et que la candidature à l'élection se fait de façon individuelle et non au moyen de listes électorales comme c'est le cas pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale ;

— Considérant que le législateur a fixé la procédure de remplacement du membre élu du Conseil de la Nation dont le siège a été déclaré vacant par le bureau du Conseil de la Nation, par le recours à des élections partielles sous réserve des dispositions de la Constitution, et ce, conformément à l'article 242 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine ;

— Considérant que la déclaration du bureau du Conseil de la Nation sur la vacance du siège du membre élu constitue un procédé permettant aux autorités concernées de convoquer le corps électoral et de procéder à l'organisation d'élections partielles dans la wilaya concernée par son remplacement, et que la notification immédiate de la déclaration de vacance à la Cour constitutionnelle n'est qu'aux fins de la proclamation par la Cour de la vacance et l'exercice de ses prérogatives constitutionnelles conformément à l'article 191 de la Constitution ;

— Considérant en conséquence, que le dernier membre de l'article 244 qui se lit comme suit « et la désignation du remplaçant du membre élu » est une omission qu'il y a lieu de corriger.

**6. En ce qui concerne l'article 257 (alinéas 2 et 3) de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que l'article 257 (alinéas 2 et 3) de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine prévoit qu'«en cas de retrait de l'un des deux candidats au deuxième tour, l'opération électorale se poursuit jusqu'à son achèvement sans prendre en compte le retrait du candidat ;

— En cas de décès ou d'empêchement légal de l'un des deux candidats au deuxième tour, la Cour constitutionnelle déclare qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales et proroge dans ce cas les délais d'organisation de nouvelles élections pour une durée maximale de soixante (60) jours » ;

— Considérant que les alinéas 2 et 3 de l'article 257 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, comportent des dispositions de la Constitution à travers la transcription du texte des alinéas 2 et 3 de son article 95 ;

— Considérant que le législateur, en vertu du principe constitutionnel de la répartition des compétences, est tenu, en légiférant, de prendre en considération le domaine réservé dans la Constitution au texte dont il est saisi et de ne pas y inclure des dispositions relevant constitutionnellement des domaines d'autres textes ;

— Considérant que transcrire dans la présente loi organique quelques dispositions constitutionnelles ne constitue pas un acte législatif mais seulement la reprise de dispositions dont la compétence relève d'un autre texte qui en diffère s'agissant des procédures d'élaboration, d'adoption et d'amendement fixées par la Constitution ;

— Considérant que la loi organique, en transcrivant le texte des alinéas 2 et 3 de l'article 95 de la Constitution et en l'incluant dans le texte de son article 257 (alinéas 2 et 3), porte atteinte au principe constitutionnel de répartition des compétences, et qu'en conséquence, les alinéas 2 et 3 de l'article 257 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, sont considérés comme non constitutionnels.

**7. En ce qui concerne l'article 260 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

— Considérant que le législateur dans l'article 260 de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine, a énoncé la compétence de la Cour constitutionnelle s'agissant de la proclamation des résultats définitifs des élections présidentielles après qu'elle ait statué sur les recours ;

— Considérant que le constituant a énoncé, dans l'article 191 de la Constitution, les prérogatives de la Cour constitutionnelle qui statue sur les recours qu'elle reçoit concernant les résultats provisoires des élections présidentielles et législatives et du référendum et proclame les résultats définitifs de toutes ces opérations ;

— Considérant qu'il échoit à la Cour constitutionnelle de proclamer les résultats définitifs, que ce soit dans le cas où elle reçoit et statue sur des recours ou dans le cas où elle ne reçoit aucun recours, il lui revient, dans tous les cas, de proclamer les résultats définitifs des élections présidentielles ;

— Considérant en conséquence, que l'article 260 de l'ordonnance portant loi organique objet de la saisine, dans sa formulation actuelle, ne reflète pas les prérogatives de la Cour constitutionnelle telles que définies par l'article 191 de la Constitution et qu'en conséquence, il est partiellement conforme à la Constitution.

Pour ces motifs

Décide :

**En la forme :**

**Premièrement :** Les procédures d'élaboration et d'adoption de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral, objet de la saisine, intervenues en application de l'article 142 de la Constitution, sont constitutionnelles.

**Deuxièmement :** La saisine du Conseil constitutionnel par le Président de la République portant sur le contrôle de la constitutionnalité de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral, objet de la saisine, intervenue en application des dispositions de l'article 142 (alinéa 2) et 224 de la Constitution, est constitutionnelle.

**Au fond :**

**Premièrement : En ce qui concerne les visas de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine :**

1- Ajouter aux visas, les articles 16 (alinéa 2), 19 et 203 de la Constitution.

2- Supprimer des visas, les articles 68 et 143 de la Constitution.

3- Ajouter aux visas, la loi organique n° 05-11 du 10 Joumada Ethania 1426 correspondant au 17 juillet 2005, modifiée et complétée, relative à l'organisation judiciaire.

4- Ajouter aux visas, l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce.

5- Classer, dans les visas, la loi n° 12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations avant l'ordonnance n° 12-01 du 20 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 13 février 2012 qui détermine les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement.

**Deuxièmement : En ce qui concerne les dispositions de l'ordonnance portant loi organique, objet de la saisine**

**1- L'article 121 est partiellement conforme à la Constitution. Il sera ainsi reformulé :**

Art. 121. — « Les décisions de la commission de contrôle de financement de la campagne électorale peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour constitutionnelle dans un délai d'un mois, à compter de la date de leur notification ».

2- L'alinéa *in fine* de l'article 184, l'alinéa 7 de l'article 200 et l'alinéa *in fine* de l'article 221 sont conformes à la Constitution sous le bénéfice de la réserve sus-évoquée.

3- Remplacer l'expression « **يستدعى الناخبون** » dans les articles 213 et 261 et l'expression « **تستدعى الهيئة الانتخابية** » dans les articles 246 et 251 par l'expression « **تستدعى الهيئة الناخبة** ».

4- Supprimer le dernier membre de l'article 244 qui se lit comme suit : « et la désignation du remplaçant du membre élu ».

5- Les alinéas 2 et 3 de l'article 257 sont considérés comme non constitutionnels.

6- L'article 260 est partiellement conforme à la Constitution. Il sera ainsi reformulé :

« Art. 260. — La Cour constitutionnelle statue sur les recours dans les trois (3) jours. Si elle estime les recours fondés, elle reformule par décision motivée le procès-verbal des résultats établis.

Elle proclame les résultats définitifs de l'élection présidentielle dans un délai de dix (10) jours, à partir de la date de réception des procès-verbaux transmis par le Président de l'Autorité indépendante ».

**Troisièmement :** Le reste des dispositions de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral est constitutionnel.

**Quatrièmement :** Les dispositions non constitutionnelles peuvent être séparées du reste des dispositions de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral, objet de la saisine.

**Cinquièmement :** La présente décision sera notifiée au Président de la République.

La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Ainsi en a-t-il été délibéré par le Conseil constitutionnel dans ses séances des 24, 25 et 26 Rajab 1442 correspondant aux 8, 9 et 10 mars 2021.

Le Président du Conseil Constitutionnel

Kamel FENICHE

— Mohamed HABCHI, vice-Président ;

— Salima MOUSSERATI, membre ;

— Chadia REHAB, membre,

— Brahim BOUTKHIL, membre ;

— Mohammed Réda OUSSAHLA, membre ;

— Abdennour GARAOUI, membre ;

— Khadidja ABBAD, membre ;

— Lachemi BRAHMI, membre ;

— Mohamed ADDA -DJELLOUL, membre ;

— Amar BOURAOUI, membre.

## ORDONNANCE

### Ordonnance n° 21-01 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral.

-----

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 7, 8, 12, 16 (alinéa 2), 19, 56, 59, 73, 85, 87, 88, 94, 95, 120, 121, 122, 123, 126, 132, 140, 141 (alinéa 2), 142, 151, 191, 197, 198, 200, 201, 202, 203 et 224 ;

Vu la loi organique n° 98-01 du 4 Safar 1419 correspondant au 30 mai 1998, modifiée et complétée, relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat ;

Vu la loi organique n° 05-11 du 10 Joumada Ethania 1426 correspondant au 17 juillet 2005, modifiée, relative à l'organisation judiciaire ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce ;

Vu la loi organique n° 12-02 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 fixant les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire ;

Vu la loi organique n° 12-04 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux partis politiques ;

Vu la loi organique n° 12-05 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative à l'information ;

Vu la loi organique n° 16-10 du 22 Dhou El Kaâda 1437 correspondant au 25 août 2016, modifiée et complétée, relative au régime électoral ;

Vu la loi organique 19-07 du 14 Moharram 1441 correspondant au 14 septembre 2019 relative à l'autorité nationale indépendante des élections ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code du commerce ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984, modifiée et complétée, relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 89-28 du 31 décembre 1989, modifiée et complétée, relative aux réunions et manifestations publiques ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 98-02 du 4 Safar 1419 correspondant au 30 mai 1998 relative aux tribunaux administratifs ;

Vu la loi n° 06-01 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006, modifiée et complétée, relative à la prévention et à la lutte contre la corruption ;

Vu la loi n° 08-09 du 18 Safar 1429 correspondant au 27 février 2008 portant code de procédure civile et administrative ;

Vu la loi n° 11-10 du 20 Rajab 1432 correspondant au 22 juin 2011 relative à la commune ;

Vu la loi n° 12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations ;

Vu l'ordonnance n° 12-01 du 20 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 13 février 2012 déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement ;

Vu la loi n° 12-07 du 28 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 21 février 2012 relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 14-04 du 24 Rabie El Aouel 1435 correspondant au 24 février 2014 relative à l'activité audiovisuelle ;

Vu la loi n° 18-07 du 25 Ramadhan 1439 correspondant au 10 juin 2018 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 20-05 du 5 Ramadhan 1441 correspondant au 28 avril 2020 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine ;

Après avis du Conseil d'Etat ;

Le Conseil des ministres entendu ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel ;

#### **Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :**

Article 1er. — La présente ordonnance portant loi organique relative au régime électoral a pour objet de :

— définir les principes fondamentaux et les règles régissant le régime électoral ;

— mettre en œuvre les principes constitutionnels d'indépendance, de neutralité et d'impartialité de l'Autorité chargée de l'organisation, de la préparation, de la gestion et de la supervision des opérations électorales et référendaires ;

— concrétiser et d'approfondir la démocratie, l'alternance au pouvoir et la moralisation de la vie politique ;

— rendre effective la participation des citoyens et de la société civile, notamment les jeunes et les femmes, à la vie politique et garantir un choix libre loin de toute influence matérielle.

Art. 2. — Au sens de la présente loi organique, les termes suivants s'entendent comme suit :

**Bulletin de vote :** Bulletin conçu spécialement pour le vote par l'Autorité nationale indépendante des élections mis à la disposition de l'électeur le jour du scrutin dans les bureaux de vote et lui permettant d'exprimer son choix avant de le déposer dans l'urne.

**Bulletin nul :** Bulletin de vote qui n'est pas pris en considération au moment de l'opération de dépouillement et de décompte des voix en raison de sa non conformité aux dispositions de la présente loi organique.

**Plus fort reste :** Moyen d'attribution des sièges restant dans le mode de scrutin de liste après la première attribution des sièges sur la base du quotient électoral.

**Candidat :** Toute personne qui se présente à une élection sous l'égide d'un parti politique ou de manière indépendante.

**Carte d'électeur :** Carte délivrée par l'Autorité nationale indépendante des élections à une personne à l'issue de son inscription sur la liste électorale qui lui permet d'exercer son droit de voter aux opérations électorales et référendaires.

**Quotient électoral :** Est le résultat de la division du nombre de suffrages exprimés par le nombre de sièges à pourvoir.

**Référendum :** Procédé de démocratie par lequel est soumis un texte ou une question à l'approbation de l'ensemble du corps électoral.

**Scrutateur :** Personne qui participe effectivement au dépouillement des bulletins de vote.

**Scrutin :** Terme générique utilisé pour décrire une élection ou un référendum.

**Suffrages exprimés :** Nombre de voix prises en compte après le dépouillement.

**Infraction électorale :** Tout acte de quelque nature que ce soit et par quelque moyen que ce soit susceptible d'entraver les opérations électorales et référendaires ou d'y porter atteinte et puni par la loi.

## PRINCIPES FONDAMENTAUX

Art. 3. — La souveraineté nationale appartient au peuple, il l'exerce par voie de ses représentants élus au moyen d'élections libres, régulières, périodiques, honnêtes, transparentes et par voie référendaire.

Art. 4. — L'élection constitue le moyen par lequel le peuple désigne ses représentants pour la gestion des affaires publiques au niveau national et local.

Art. 5. — L'élection s'effectue au suffrage universel, secret, libre, direct ou indirect.

Art. 6. — Tout électeur et tout candidat dispose du droit de contester la régularité des opérations électorales et référendaires, conformément aux dispositions de la présente loi organique.

## TITRE I

### GESTION ET CONTROLE DES OPERATIONS ELECTORALES

#### L'AUTORITE NATIONALE INDEPENDANTE DES ELECTIONS

##### Chapitre 1er

##### Dispositions générales

Art. 7. — Conformément aux dispositions de la Constitution, l'Autorité nationale indépendante des élections assure la préparation, l'organisation, la gestion et la supervision de l'ensemble des opérations électorales et référendaires.

Art. 8. — L'Autorité nationale indépendante des élections est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Elle est désignée ci-après « l'Autorité indépendante ».

Art. 9. — Le siège de l'Autorité indépendante est fixé à Alger. Il peut, toutefois être transféré, en cas de nécessité, en tout autre lieu du territoire national par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 10. — L'Autorité indépendante exerce ses missions depuis la convocation du corps électoral jusqu'à l'annonce des résultats provisoires, conformément aux dispositions de la présente loi organique.

A ce titre, l'Autorité indépendante est chargée, notamment :

— de tenir le fichier national du corps électoral, des listes électorales communales et des listes électorales de la communauté nationale à l'étranger et de les actualiser de manière permanente et périodique, conformément aux dispositions de la présente loi organique ;

— d'établir les cartes d'électeurs et les remettre à leurs titulaires ;

— de superviser l'ensemble des opérations électorales et référendaires ;

— de mettre à disposition les documents et les équipements électoraux nécessaires au déroulement des opérations électorales et référendaires ;

— d'accréditer les représentants des candidats chargés du contrôle des opérations de vote dans les centres et bureaux de vote ;

— de coordonner, avec les parties compétentes, les opérations entrant dans le cadre des missions d'observation internationale des élections ; en matière d'accueil, de déploiement et d'accompagnement ;

— de garantir la protection de données personnelles concernant les électeurs et les candidats, conformément à la législation en vigueur ;

— de sensibiliser dans le domaine des élections et de vulgariser la culture du vote ;

— de former et de promouvoir l'action des agents et des encadreurs des opérations électorales ;

— de contribuer, en coordination avec les centres et institutions de recherche, à la promotion de la recherche scientifique en matière électorale.

Art. 11. — L'Autorité indépendante veille à ce que tout agent en charge des opérations électorales et référendaires s'interdit toute action, attitude, geste ou tout autre comportement, de nature à entacher la régularité, la transparence et la crédibilité du scrutin.

Art. 12. — L'Autorité indépendante fait état aux pouvoirs publics concernés, de tout dysfonctionnement, observation ou manquement enregistré, relevant de sa compétence, susceptibles d'influer sur l'organisation et le déroulement des opérations électorales et référendaires.

Les pouvoirs publics concernés sont tenus d'agir dans les plus brefs délais en vue de remédier aux manquements et dysfonctionnements constatés et d'informer par écrit l'Autorité indépendante des dispositions et mesures entreprises.

Art. 13. — L'Autorité indépendante agit, en coordination avec les autres institutions publiques compétentes, à la mise en œuvre des mesures sécuritaires en vue d'assurer le bon déroulement des opérations électorales et référendaires.

Art. 14. — L'Autorité indépendante reçoit toute requête ou réclamation en rapport avec les opérations électorales et référendaires émanant des partis politiques, des candidats ou des électeurs.

Art. 15. — L'Autorité indépendante a pour mission d'assurer à tous les citoyens les conditions d'exercice de leur droit de vote de manière libre, régulière et en toute transparence.

Art. 16. — Dans le cadre de l'exercice de ses attributions, l'Autorité indépendante bénéficie de l'accès à la presse écrite et électronique ainsi qu'aux médias audiovisuels nationaux, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 17. — L'Autorité indépendante est dotée d'un budget pour son fonctionnement. Elle détermine la nomenclature des dépenses, les conditions et les modalités de leur exécution, conformément à la législation en vigueur.

L'Autorité indépendante tient sa comptabilité selon les règles de la comptabilité publique et confie le maniement des fonds à un agent comptable, désigné conformément à la législation en vigueur.

L'Autorité indépendante élabore le budget des élections, répartit les crédits et en assure le suivi de son exécution, en coordination avec les services concernés.

La comptabilité des crédits spécifiques au titre du budget des élections, est tenue séparément du budget de fonctionnement de l'Autorité indépendante.

Art. 18. — Les comptes et les bilans financiers de l'Autorité indépendante sont soumis au contrôle *a posteriori* de la Cour des comptes.

## Chapitre 2

### Organisation de l'Autorité nationale indépendante des élections

Art. 19. — L'Autorité indépendante est constituée :

- d'un organe délibérant représenté par le Conseil de l'Autorité indépendante ;
- d'un organe exécutif représenté par le Président de l'Autorité indépendante.

Art. 20. — L'Autorité indépendante dispose de démembrements au niveau des wilayas, des communes et auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger.

#### Section 1

##### *Le Conseil de l'Autorité indépendante*

#### 1. Composition du Conseil :

Art. 21. — Le Conseil est composé de vingt (20) membres désignés par le Président de la République parmi les personnalités indépendantes, dont un (1) issu de la communauté algérienne établie à l'étranger pour un mandat de six (6) ans non renouvelable.

Art. 22. — Dès son installation, le Conseil élabore son règlement intérieur qu'il publie au bulletin officiel de l'Autorité indépendante.

Art. 23. — Le Conseil se réunit sur convocation de son président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Art. 24. — Les délibérations du Conseil sont adoptées à la majorité. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 25. — Les procès-verbaux des délibérations du Conseil sont consignés sur un registre coté et paraphé par le Président de l'Autorité indépendante et conservés, conformément à la législation en vigueur. Ils sont publiés dans le bulletin officiel de l'Autorité indépendante.

#### 2. Attributions du Conseil :

Art. 26. — Le Conseil exerce les attributions suivantes :

- adopter le programme d'action de l'Autorité indépendante présenté par le Président ;
- élaborer les listes des membres des délégations des wilayas et des communes et des délégations auprès des missions diplomatiques et consulaires à l'étranger ;
- recevoir les dossiers de candidature d'élections du Président de la République sans préjudice des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 121 de la Constitution et d'y statuer, conformément aux dispositions de la présente loi organique ;
- élaborer, d'une manière juste et équitable, le programme et les modalités d'utilisation des médias audiovisuels nationaux durant la campagne électorale et référendaire, l'utilisation des surfaces réservées à l'affichage ainsi que la répartition des salles de réunion ;

- recevoir les requêtes et réclamations relatives aux opérations électorales et référendaires ;
- adopter le rapport établi par la commission de contrôle du financement des campagnes électorales et référendaires ;
- adopter le rapport relatif aux opérations électorales et référendaires présenté par le Président de l'Autorité indépendante ;
- adopter le statut particulier du personnel de l'Autorité indépendante ;
- adopter le budget de l'Autorité indépendante ;
- émettre des avis sur les projets de lois et des règlements ayant trait aux élections ;
- élaborer une Charte relative à l'éthique des pratiques électorales et d'œuvrer à sa promotion auprès de tous les acteurs du processus électoral.

### *Section 2*

#### *Le Président*

Art. 27. — Le Président de l'Autorité indépendante est nommé par le Président de la République pour un mandat de six (6) ans non renouvelable.

Art. 28. — L'Autorité indépendante dispose d'un secrétariat général chargé de la gestion administrative et technique.

Art. 29. — Le statut et le régime indemnitaire des membres du Conseil ainsi que ceux des cadres administratifs de l'Autorité indépendante sont fixés par décret présidentiel.

Art. 30. — Le Président de l'Autorité indépendante exerce les attributions suivantes :

- préside le Conseil et exécute ses délibérations ;
- convoque et préside les réunions du Conseil ;
- oriente et coordonne les travaux du Conseil ;
- représente l'Autorité indépendante auprès des différentes institutions publiques et autres acteurs intervenant dans le processus électoral ;
- représente l'Autorité indépendante devant la justice pour tous les actes de la vie civile et administrative ;
- nomme les membres des délégations de wilayas, des délégations communales et des délégations auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger conformément à la délibération du Conseil ;
- mobilise les membres des délégations de wilayas, des délégations communales et des délégations auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger durant la période des opérations électorales et référendaires et la période de révision des listes électorales et leur déploiement à travers le territoire national et à l'étranger ;
- désigne et réquisitionne les encadreurs des centres et bureaux de vote ;

— coordonne avec les institutions compétentes, les opérations qui s'inscrivent dans le cadre des missions d'observation internationale des élections en matière d'accueil, de déploiement et d'accompagnement ;

— annonce les résultats provisoires des élections présidentielles, législatives et des référendums sans préjudice de l'article 186 de la présente loi organique ;

— élabore le rapport relatif aux opérations électorales et référendaires et procède à sa publication après son approbation par le Conseil ;

— il est ordonnateur du budget de l'Autorité indépendante ;

— nomme le secrétaire général de l'Autorité indépendante et met fin à ses fonctions ;

— nomme le personnel administratif et technique de l'Autorité indépendante, et met fin à ses fonctions ;

— exerce le pouvoir hiérarchique sur l'ensemble du personnel administratif et technique relevant de l'Autorité indépendante ;

— signe les procès-verbaux de délibérations et les décisions de l'Autorité indépendante et assure leur notification et le suivi de leur exécution.

Art. 31. — Le Président de l'Autorité indépendante prend toutes les mesures en vue d'assurer le déroulement normal des opérations électorales et référendaires, leur crédibilité, la transparence et la probité de leurs résultats et la conformité de celles-ci avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

### *Section 3*

#### *Les démembrements au niveau local et les représentations à l'étranger de l'Autorité indépendante*

Art. 32. — Les démembrements au niveau local de l'Autorité indépendante sont constitués de délégations de wilayas assistées de délégations au niveau des communes.

Art. 33. — Les délégations de wilayas sont composées de trois (3) à quinze (15) membres en fonction :

- du nombre de communes ;
- de la répartition du corps électoral.

La composition de la délégation de wilaya est fixée par décision du Président de l'Autorité indépendante, après approbation de son Conseil.

Art. 34. — Le Président de l'Autorité indépendante nomme les coordinateurs des délégations de wilayas, de communes et des délégations auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Art. 35. — La délégation de wilaya est dirigée par un coordinateur de wilaya placé sous l'autorité du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 36. — La délégation de commune est dirigée par un coordinateur de commune qui exerce ses missions en coordination avec la délégation de wilaya territorialement compétente.

A chaque échéance électorale, le Président de l'Autorité indépendante fixe, par décision, la composition de la délégation de commune et de wilaya.

Art. 37. — Les délégations de wilayas, de communes et auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger exercent leurs attributions dans les limites de la circonscription électorale relevant de leur compétence sous l'autorité du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 38. — Les communes et les wilayas mettent à la disposition de l'Autorité indépendante le personnel nécessaire à la préparation, à l'organisation et au déroulement des opérations électorales et référendaires, et qui agit sous son entière autorité.

Art. 39. — Le Président de l'Autorité indépendante fixe la composition des délégations auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger ainsi que leur organisation et fonctionnement, en coordination avec les autorités compétentes.

Art. 40. — Les membres de l'Autorité indépendante doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être inscrits sur une liste électorale ;
- ne pas occuper une fonction supérieure au sein de l'Etat ;
- ne pas être membre d'une assemblée populaire locale ou parlementaire ;
- ne pas être affilié à un parti politique durant les cinq (5) années qui précèdent sa nomination ;
- ne pas avoir fait l'objet de condamnation définitive à une peine privative de liberté pour crime ou délit et non réhabilité à l'exception des délits involontaires ;
- ne pas avoir fait l'objet de condamnation pour fraude électorale.

Art. 41. — Les membres de l'Autorité indépendante sont soumis à l'obligation de réserve et de neutralité. Ils exercent leur mission en toute indépendance et bénéficient, dans ce cadre, de la protection de l'Etat.

Les membres de l'Autorité indépendante s'interdisent, durant leur mandat, d'user de leur statut pour des motifs autres que ceux liés à l'exercice de leurs fonctions.

Aussitôt nommés, les membres du Conseil de l'Autorité indépendante cessent toute fonction ou autre activité ou profession libérale.

Art. 42. — Les membres de l'Autorité indépendante ne peuvent se porter candidats aux élections durant leur mandat.

Art. 43. — Le Président et les membres de l'Autorité indépendante prêtent, devant la Cour territorialement compétente, le serment dans les termes ci-après :

"أقسم بالله العلي العظيم أن أؤدي مهامى بكل نزاهة وحياد واستقلالية وأتعهد بالعمل على ضمان نزاهة وشفافية العمليات الانتخابية والاستفتاءية وأن أحترم الدستور وقوانين الجمهورية، والله على ما أقول شهيد."

Les membres des délégations auprès des missions diplomatiques et consulaires à l'étranger prêtent serment dans les mêmes termes devant les chefs des missions diplomatiques ou consulaires auxquelles ils sont rattachés.

Art. 44. — Le règlement intérieur fixe les conditions et modalités de remplacement des membres de l'Autorité indépendante, en cas de vacance, de démission ou d'empêchement légal.

Art. 45. — Les membres des délégations de wilayas et des communes et les membres des délégations auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, bénéficient d'indemnités à l'occasion de leur mobilisation durant les périodes des opérations électorales et référendaires, ainsi que durant la période de révision des listes électorales.

Le règlement intérieur de l'Autorité indépendante fixe le montant des indemnités que perçoivent les membres des délégations cités ci-dessus.

Art. 46. — L'Autorité indépendante informe les partis politiques participant aux élections et les candidats ou leurs représentants dûment habilités, de tout dépassement qu'ils auraient commis et qu'elle aurait constaté durant les différentes phases des opérations électorales et référendaires.

Les parties informées sont tenues d'agir rapidement et dans les délais requis par l'Autorité indépendante en vue de remédier aux manquements constatés et d'informer par écrit l'Autorité indépendante des dispositions et mesures entreprises.

Art. 47. — L'Autorité indépendante statue par décision sur les questions relevant de sa compétence.

La décision est notifiée aux parties concernées par tous moyens appropriés.

L'Autorité indépendante peut procéder à la réquisition de la force publique pour l'exécution de ses décisions, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 48. — En cas de constatation d'infractions enregistrées dans le domaine de l'audiovisuel, l'Autorité indépendante saisit l'Autorité de régulation de l'audiovisuel afin de prendre les mesures nécessaires, conformément à la législation en vigueur.

Art. 49. — Lorsque l'Autorité indépendante constate que les faits signalés ou ceux qui lui ont été notifiés, sont susceptibles de constituer des infractions pénales, elle saisit immédiatement le procureur général territorialement compétent.

TITRE II

**DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREPARATION  
DES OPERATIONS ELECTORALES  
ET REFERENDAIRES**

Chapitre 1er

**Conditions requises pour être électeur**

Art. 50. — Est électeur tout algérien et toute algérienne, âgé(e) de dix-huit (18) ans révolus au jour du scrutin, jouissant de ses droits civiques et politiques et n'étant, en aucun cas, atteint d'une ou de plusieurs des incapacités prévues par la législation en vigueur et inscrit(e) sur une liste électorale.

Art. 51. — Nul ne peut voter s'il n'est inscrit sur la liste électorale de la commune où se trouve son domicile au sens de l'article 36 du code civil.

Art. 52. — Ne doit pas être inscrit sur la liste électorale celui ou celle qui :

— avait pendant la révolution de libération nationale une conduite contraire aux intérêts de la patrie ;

— a été condamné pour crime, et non réhabilité ;

— a été condamné pour délit à une peine d'emprisonnement avec interdiction de l'exercice du droit électoral et de candidature pour la durée fixée en application des articles 9 bis 1 et 14 du code pénal ;

— a été déclaré en faillite et n'a pas fait l'objet d'une réhabilitation ;

— les internés par voie judiciaire ou les interdits.

Le parquet général avise, par tout moyen légal, la commission communale de la révision des listes électorales concernée et lui communique, dès l'ouverture de la période de révision des listes électorales, la liste des personnes visées aux tirets 2, 3, 4 et 5 ci-dessus.

Chapitre 2

**Des listes électorales**

*Section 1*

***Des conditions d'inscription sur les listes électorales***

Art. 53. — Est créé et est tenu sous la responsabilité de l'Autorité indépendante, conformément à la législation en vigueur, un fichier national des électeurs, composé de l'ensemble des listes électorales des communes et des postes diplomatiques et consulaires à l'étranger.

L'Autorité indépendante veille à la révision des listes électorales de manière périodique et à l'occasion de chaque consultation électorale ou référendaire, conformément à la législation en vigueur.

Les conditions et les modalités de la tenue du fichier national des électeurs et son utilisation sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 54. — L'inscription sur les listes électorales est un devoir pour tout citoyen et toute citoyenne remplissant les conditions légalement requises.

Art. 55. — Tout algérien et toute algérienne jouissant de ses droits civiques et politiques et n'ayant jamais figuré sur une liste électorale, doit solliciter son inscription.

Art. 56. — Nul ne peut être inscrit sur plus d'une liste électorale.

Art. 57. — Nonobstant les dispositions des articles 55 et 56 de la présente loi organique, les algériens et les algériennes établis à l'étranger et immatriculés auprès des représentations diplomatiques et consulaires algériennes peuvent demander leur inscription :

**1- Sur la liste électorale de l'une des communes ci-après, en ce qui concerne les élections des assemblées populaires communales et des assemblées populaires de wilayas :**

— commune de naissance de l'intéressé ;

— commune du dernier domicile de l'intéressé ;

— commune de naissance d'un des ascendants de l'intéressé.

**2- Sur la liste électorale des représentations diplomatiques et consulaires algériennes se trouvant dans le pays de résidence de l'électeur, en ce qui concerne les élections présidentielles, les élections législatives et les consultations référendaires.**

Art. 58. — Les membres de l'Armée Nationale Populaire, de la sûreté nationale, de la protection civile, les fonctionnaires des douanes algériennes et des services pénitentiaires qui ne remplissent pas les conditions fixées par l'article 51 ci-dessus, peuvent demander leur inscription sur la liste électorale dans l'une des communes prévues à l'article 57 de la présente loi organique.

Art. 59. — Toute personne ayant recouvré sa capacité électorale à la suite d'une réhabilitation, d'une levée d'interdiction ou d'internement ou d'une mesure d'amnistie, est inscrite sur la liste électorale, conformément aux dispositions de la présente loi organique.

Art. 60. — Lors d'un changement de domicile, l'électeur inscrit sur une liste électorale doit solliciter, dans les trois (3) mois qui suivent ce changement, sa radiation de cette liste et son inscription sur la liste de sa nouvelle commune de résidence.

Art. 61.— En cas de décès d'un électeur, les services concernés de la commune de résidence et des services diplomatiques et consulaires à l'étranger informent l'Autorité indépendante, qui procède immédiatement à sa radiation de la liste électorale, sous réserve des dispositions des articles 63 et 64 de la présente loi organique.

Lorsque le décès intervient hors de la commune de résidence, la commune du lieu de décès informe, par tous moyens légaux, la commune de résidence de l'électeur décédé, laquelle informe l'Autorité indépendante.

*Section 2**Confection et révision des listes électorales*

Art. 62. — Les listes électorales sont permanentes et font l'objet d'une révision au cours du dernier trimestre de chaque année.

Les listes électorales peuvent être révisées, à titre exceptionnel, en vertu du décret présidentiel portant convocation du corps électoral qui en fixe également les dates d'ouverture et de clôture.

Art. 63. — Les listes électorales sont dressées et révisées de manière périodique ou à l'occasion d'une consultation électorale ou référendaire dans chaque commune par une commission communale de révision des listes électorales qui travaille sous la supervision de l'Autorité indépendante.

La commission communale de révision des listes électorales est composée :

— d'un magistrat désigné par le président de la Cour territoriale compétente, président ;

— de trois (3) citoyens de la commune, choisis par la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante parmi les électeurs, inscrits sur la liste électorale de la commune concernée.

La commission communale de révision des listes électorales dispose d'un secrétariat permanent placé sous son contrôle, dirigé par un fonctionnaire communal dont l'expérience, la compétence et l'impartialité sont avérées.

La commission se réunit sur convocation de son président.

Les règles de fonctionnement de la commission et son siège, sont fixés par décision du Président de l'Autorité indépendante.

L'Autorité indépendante arrête la liste nominative des membres de la commission de révision des listes électorales par décision diffusée par tout moyen approprié et certain.

Art. 64. — Les listes électorales sont dressées et révisées dans chaque circonscription diplomatique ou consulaire à l'étranger, sous la responsabilité de l'Autorité indépendante par une commission de révision des listes électorales composée :

— du chef de la représentation diplomatique ou du chef du poste consulaire ou son représentant, président ;

— de deux (2) électeurs inscrits sur la liste électorale de la circonscription diplomatique ou consulaire, désignés par l'Autorité indépendante, membres ;

— d'un fonctionnaire consulaire, membre.

La commission désigne un secrétaire parmi ses membres.

La commission se réunit au siège de la représentation diplomatique ou consulaire sur convocation de son président.

L'Autorité indépendante arrête la liste nominative des membres de la commission de révision des listes électorales par décision diffusée par tout moyen approprié et certain.

Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 65. — Le Président de l'Autorité indépendante fait procéder à l'annonce de l'ouverture et de la clôture de la période de révision des listes électorales par tout moyen approprié, conformément aux dispositions de l'article 62 ci-dessus.

Art. 66. — Tout citoyen omis sur la liste électorale peut présenter sa réclamation au président de la commission communale de révision des listes électorales, dans les formes et délais prévus par la présente loi organique.

Art. 67. — Tout citoyen inscrit sur l'une des listes de la circonscription électorale peut faire une réclamation motivée en vue de la radiation d'une personne indûment inscrite ou l'inscription d'une personne omise dans la même circonscription, dans les formes et délais prévus par la présente loi organique.

Art. 68. — Les réclamations en inscription ou en radiation, prévues aux articles 66 et 67 de la présente loi organique, sont présentées dans les dix (10) jours qui suivent l'affichage de l'avis de clôture des opérations visées à l'article 65 de la présente loi organique.

Ce délai est ramené à cinq (5) jours, en cas de révision exceptionnelle.

Les réclamations sont soumises à la commission prévue aux articles 63 et 64 de la présente loi organique, laquelle statue par décision dans un délai ne dépassant pas trois (3) jours.

Le président de la commission communale de révision des listes électorales ou le chef de la représentation diplomatique ou consulaire, doit notifier la décision de la commission dans les trois (3) jours francs aux parties concernées, par tout moyen légal.

Art. 69. — Les parties concernées peuvent former un recours dans les cinq (5) jours francs, à compter de la date de notification de la décision.

A défaut de notification, le recours peut être formé dans un délai de huit (8) jours francs, à compter de la date de la réclamation.

Ce recours est formé, par simple déclaration, au greffe du tribunal de l'ordre judiciaire ordinaire territorialement compétent ou du tribunal de l'ordre judiciaire ordinaire d'Alger pour la communauté algérienne établie à l'étranger, qui statue par jugement dans un délai maximal de cinq (5) jours sans frais de procédure et sans obligation de ministère d'avocat et par simple notification faite trois (3) jours à l'avance à toutes les parties concernées.

Le jugement du tribunal n'est susceptible d'aucune voie de recours.

Art. 70. — A l'occasion de chaque élection, l'Autorité indépendante est tenue de mettre la liste électorale communale ou la liste électorale des postes diplomatiques et consulaires à l'étranger à la disposition des représentants, dûment habilités des partis politiques participant aux élections et des candidats indépendants, sans porter atteinte aux données à caractère personnel.

L'Autorité indépendante doit remettre une copie de ces listes électorales à la Cour constitutionnelle.

Tout électeur peut, à sa demande, prendre connaissance de la liste électorale le concernant.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et Populaire.

Art. 71. — La liste électorale communale est conservée, sous la responsabilité de l'Autorité indépendante, au secrétariat permanent de la commission communale de révision des listes électorales.

Des copies de cette liste sont déposées respectivement au greffe du tribunal de l'ordre judiciaire ordinaire territorialement compétent, auprès de l'Autorité indépendante et au siège de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante.

### Section 3

#### La carte d'électeur

Art. 72. — Une carte d'électeur, établie par l'Autorité indépendante, valable pour toutes les consultations électorales et référendaires, est délivrée à tout électeur inscrit sur la liste électorale.

L'Autorité indépendante bénéficie, dans ce cadre, de l'assistance des différentes administrations publiques et représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Les modalités d'établissement, de délivrance, de remplacement et de retrait de la carte d'électeur sont définies par décision du Président de l'Autorité indépendante publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

### TITRE III

## CAMPAGNE ELECTORALE ET FINANCEMENT

### Chapitre 1er

#### La campagne électorale

Art. 73. — A l'exception du cas prévu à l'alinéa 3 de l'article 95 de la Constitution, la campagne électorale est déclarée ouverte, vingt-trois (23) jours avant la date du scrutin. Elle s'achève trois (3) jours avant la date du scrutin.

Lorsqu'un second tour du scrutin est organisé, la campagne électorale est ouverte pour les candidats douze (12) jours avant la date du scrutin et s'achève deux (2) jours avant la date du scrutin.

Art. 74. — Nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, faire campagne, en dehors de la période prévue à l'article 73 ci-dessus.

Art. 75. — Tout candidat ou personne qui participe à une campagne électorale doit s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de discrimination.

Art. 76. — L'utilisation de langues étrangères durant la campagne électorale, est interdite.

Art. 77. — Tout candidat aux élections locales, législatives ou présidentielles bénéficie d'un accès équitable aux médias audiovisuels autorisés, en application de la législation et de la réglementation en vigueur.

La durée des émissions accordées est égale pour chacun des candidats aux élections présidentielles. Dans le cas des élections locales et législatives, la durée varie en fonction de l'importance respective du nombre de listes de candidats présentés par un parti ou groupe de partis politiques.

Les listes des candidats indépendants, regroupés de leur propre initiative bénéficient des dispositions du présent article dans les mêmes conditions.

Les partis politiques qui mènent campagne dans le cadre des consultations référendaires, bénéficient d'un accès équitable aux médias audiovisuels autorisés, en application de la législation et de la réglementation en vigueur.

Les modalités et procédures d'accès aux médias audiovisuels autorisés à exercer, sont fixées en application de la législation et de la réglementation en vigueur.

Les autres modalités de publicité des candidatures sont déterminées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 78. — Les médias audiovisuels qui sont autorisés à exercer en application de la législation et de la réglementation en vigueur, et qui participent à la couverture de la campagne électorale, sont tenus de garantir la répartition équitable du temps d'antenne entre les candidats.

L'Autorité indépendante, en coordination avec l'Autorité de régulation de l'audiovisuel, assure le respect des dispositions du présent article.

Art. 79. — Sans préjudice des dispositions de la loi relative aux réunions et manifestations publiques, les rassemblements et réunions publiques à l'occasion des élections et des référendums, sont organisés, conformément aux dispositions de la présente loi organique.

Art. 80. — L'utilisation de tout procédé publicitaire commercial à des fins de propagande durant la période de la campagne électorale, est interdite.

Art. 81. — Sont interdites la publication et la diffusion de sondages portant sur les intentions de vote des électeurs soixante-douze (72) heures avant la date du scrutin sur le territoire national, et cinq (5) jours avant la date du scrutin pour la communauté nationale établie à l'étranger.

Art. 82. — Des surfaces publiques réservées à l'affichage des candidatures sont attribuées équitablement à l'intérieur des circonscriptions électorales.

Toute autre forme de publicité, en dehors des emplacements réservés à cet effet, est interdite.

L'Autorité indépendante veille à l'application des dispositions énoncées ci-dessus.

Art. 83. — Sauf dispositions législatives contraires, est interdite l'utilisation à des fins de propagande électorale, des biens ou moyens d'une personne morale publique ou privée, institution ou organisme publics.

Art. 84. — Est interdite à des fins de propagande électorale, l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, des lieux de culte, des institutions et administrations publiques, ainsi que des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, quelle que soit leur nature ou appartenance.

Art. 85. — Tout candidat doit s'interdire tous geste, attitude, action ou autre comportement violent, déloyal, injurieux, déshonorant, illégal ou immoral et veiller au bon déroulement de la campagne électorale.

Art. 86. — L'usage malveillant des attributs de l'Etat est interdit.

## Chapitre 2

### Financement et contrôle de la campagne électorale

#### Section 1

##### Financement de la campagne électorale

Art. 87. — La campagne électorale est financée au moyen de ressources provenant :

- de la contribution des partis politiques constituée des cotisations de leurs membres et des revenus liés à l'activité du parti ;
- de l'apport personnel du candidat ;
- des dons en numéraire ou en nature provenant des citoyens personnes physiques ;
- des aides éventuelles que peut accorder l'Etat aux jeunes candidats dans les listes indépendantes aux élections législatives et locales ;
- le remboursement d'une partie des dépenses de campagne que peut accorder l'Etat.

Art. 88. — Il est interdit à tout candidat à une élection à un mandat national ou local, de recevoir, d'une manière directe ou indirecte, des dons en espèces, en nature ou toute autre contribution, quelle qu'en soit la forme, provenant d'un Etat étranger ou d'une personne physique ou morale de nationalité étrangère.

Art. 89. — Les dons sont plafonnés par personne physique à quatre cent mille dinars (400.000 DA) pour les élections législatives et à six cent mille dinars (600.000 DA) pour les élections présidentielles. Ces plafonds peuvent être actualisés tous les trois (3) ans par voie réglementaire.

Le candidat aux élections présidentielles et le candidat mandaté par le parti ou par les candidats de la liste indépendante aux élections législatives, sont tenus de communiquer à la commission de contrôle des financements des comptes des campagnes électorales, la liste des donateurs et le montant des dons.

Art. 90. — Ne sont pas considérés financement étranger, les dons effectués par les algériens résidents à l'étranger pour le financement de la campagne électorale de candidats ou de listes de candidats aux circonscriptions électorales à l'étranger.

Ces dons ne peuvent excéder, par personne physique, l'équivalent de quatre cent mille dinars (400.000 DA) pour les élections législatives et de six cent mille dinars (600.000 DA) pour les élections présidentielles.

Art. 91. — Tout don dont le montant est supérieur à mille dinars (1.000 DA) doit être versé par chèque, virement, prélèvement automatique ou carte bancaire.

Art. 92. — Les dépenses de campagne d'un candidat aux élections présidentielles ne peuvent excéder un plafond de cent vingt millions de dinars (120.000.000 DA) pour le premier tour. Pour le deuxième tour, ce montant est porté à cent quarante millions de dinars (140.000.000 DA).

Art. 93. — Tout candidat aux élections présidentielles a droit, dans la limite des dépenses réellement effectuées, à un remboursement forfaitaire de l'ordre de dix pour cent (10 %).

Lorsque le candidat aux élections présidentielles a obtenu un taux supérieur à dix pour cent (10 %) et inférieur ou égal à vingt pour cent (20 %) des suffrages exprimés, ce remboursement est porté à vingt pour cent (20 %) des dépenses réellement effectuées dans la limite du plafond autorisé.

Le taux de remboursement est porté à trente pour cent (30 %) pour le candidat ayant obtenu plus de vingt pour cent (20 %) des suffrages exprimés.

Le remboursement ne peut s'effectuer qu'après proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle et la validation des comptes de campagne par la commission de contrôle des financements des comptes de campagnes électorales.

Art. 94. — Les dépenses de campagnes électorales pour chaque liste de candidats aux élections législatives ne peut dépasser deux millions cinq cent mille dinars (2.500.000 DA) par candidat.

Art. 95. — Les listes des candidats aux élections législatives, ayant recueilli, au moins, vingt pour cent (20%) des suffrages exprimés, peuvent obtenir un remboursement de vingt pour cent (20%) des dépenses réellement effectuées et dans la limite du plafond autorisé. Il est versé au parti politique sous l'égide duquel la candidature a été déposée, ou à la liste des candidats indépendants.

Le remboursement des dépenses ne peut s'effectuer qu'après proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle et la validation des comptes par la commission de contrôle des financements des comptes de campagnes électorales.

Art. 96. — Tout candidat à l'élection présidentielle et toute liste de candidats à l'élection législative sont tenus d'ouvrir et de tenir un compte de campagne électorale.

Tout candidat à l'élection présidentielle ou toute liste de candidats aux élections législatives dont le financement de la campagne électorale est constitué de dons, ou de tout concours de l'Etat, sont tenus de désigner un trésorier de campagne électorale.

Art. 97. — La désignation du trésorier de campagne électorale s'effectue au moyen de déclaration écrite du candidat pour les élections présidentielles ou du candidat mandaté par le parti ou par les candidats de la liste indépendante pour les élections législatives.

La déclaration est déposée, accompagnée de l'accord écrit du trésorier de campagne électorale désigné, auprès de l'Autorité indépendante pour les élections présidentielles et auprès des délégations de wilayas de l'Autorité indépendante ou auprès de la délégation de l'Autorité indépendante à l'étranger compétente pour les élections législatives.

Art. 98. — Le trésorier de campagne électorale ne peut être trésorier que pour un seul candidat ou une seule liste de candidats.

Le commissaire aux comptes chargé de la présentation du compte de campagne, ou un candidat figurant sur la liste des candidats ne peuvent être trésorier de campagne électorale.

Art. 99. — Dès le dépôt de la déclaration auprès de l'Autorité indépendante, le trésorier de campagne électorale procède à l'ouverture d'un compte bancaire unique pour les besoins du financement de la campagne électorale.

Concernant les listes des candidats des circonscriptions électorales à l'étranger, le trésorier de campagne électorale procède à l'ouverture d'un compte bancaire unique auprès des banques correspondantes des banques algériennes pour les besoins de financement de la campagne électorale au niveau de la circonscription électorale lieu de candidature.

Art. 100. — La banque saisie dispose d'un délai de quinze (15) jours pour procéder à l'ouverture du compte et remettre au trésorier de campagne électorale les moyens de paiement et les services nécessaires à son fonctionnement. Passé ce délai, si le compte n'est pas ouvert, le trésorier de campagne électorale saisit la Banque d'Algérie qui doit lui désigner l'établissement bancaire pour lui ouvrir un compte.

Art. 101. — La Banque d'Algérie supervise l'ouverture des comptes bancaires et s'assure que chaque candidat ou liste de candidats ne dispose que d'un seul compte.

Art. 102. — Le compte de campagne électorale retrace toutes les recettes et les dépenses liées à la campagne électorale.

Art. 103. — Le trésorier de campagne électorale est le seul signataire de ce compte et ne peut donner délégation à aucune autre personne, y compris le candidat lui-même.

Art. 104. — Le trésorier de campagne électorale est tenu de transmettre les coordonnées du compte bancaire à la commission de contrôle des financements des comptes de campagnes électorales.

Art. 105. — Le trésorier de campagne électorale est le seul intermédiaire entre le candidat et les tiers qui participent au financement de la campagne électorale. Il est le seul habilité à recueillir les fonds et à effectuer les paiements liés à la campagne électorale.

Art. 106. — Le trésorier de campagne électorale est tenu de délivrer au donateur un reçu dont les conditions d'établissement et d'utilisation sont fixées par voie réglementaire.

Art. 107. — Dans ses relations avec les tiers ou avec le candidat ou la liste de candidats, le trésorier de campagne électorale est responsable de tous les actes de gestion et d'administration qu'il effectue.

Art. 108. — Le trésorier de campagne électorale doit établir un compte de campagne retraçant, selon leur origine, l'ensemble des recettes et selon leur nature, l'ensemble des dépenses effectuées.

Art. 109. — Le compte est établi :

— pour l'élection présidentielle, au nom du candidat lui-même ;

— pour l'élection législative, au nom du candidat mandaté par le parti ou par les candidats de la liste indépendante.

Art. 110. — Le compte de campagne électorale est présenté à la commission de contrôle du financement des campagnes électorales par un commissaire aux comptes. Il est chargé de mettre ce compte en état d'examen après avoir procédé à la vérification des pièces justificatives.

La présentation du compte par un commissaire aux comptes n'est pas obligatoire quand le candidat ou la liste de candidats n'a pas eu recours aux dons des personnes physiques ou aux concours de l'Etat.

Art. 111. — Les listes des candidats des circonscriptions électorales à l'étranger désignent un commissaire aux comptes agréé ou tout organisme similaire reconnu par les autorités du pays du lieu de dépôt de la liste de candidature.

Les services diplomatiques ou consulaires s'assurent de l'agrément du commissaire aux comptes sus-cité, par les autorités du pays concerné, y donnent acte au représentant de la liste des candidats et en informent l'Autorité indépendante.

Art. 112. — Sont à la charge de l'Etat, les dépenses inhérentes à la révision des listes électorales, à la confection des cartes d'électeurs ainsi qu'aux dépenses résultant de l'organisation des élections et des référendums, exception faite de celles des campagnes électorales dont les modalités de prise en charge sont prévues aux articles 93 et 95 de la présente loi organique.

Les modalités d'application du présent article sont définies par voie réglementaire.

Art. 113. — Les cartes d'électeurs, les bulletins de vote et les circulaires concernant les élections aux institutions de l'Etat, sont dispensés d'affranchissement en période électorale.

Art. 114. — Les actes de procédures, décisions et registres relatifs aux élections sont dispensés du timbre, de l'enregistrement et des frais de justice.

### *Section 2*

#### *Contrôle du financement de la campagne électorale*

Art. 115. — Il est créé auprès de l'Autorité indépendante, une commission de contrôle du financement des campagnes électorales.

La commission est composée :

- d'un magistrat désigné par la Cour suprême parmi les magistrats de la Cour suprême, président ;
- d'un magistrat désigné par le Conseil d'Etat parmi les magistrats du Conseil d'Etat ;
- d'un magistrat désigné par la Cour des comptes parmi les magistrats conseillers ;
- d'un représentant de la haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption ;
- d'un représentant du ministère des finances.

La commission élabore et adopte son règlement intérieur.

Art. 116. — Le compte de campagne électorale doit être déposé auprès de la commission de contrôle du financement de la campagne électorale dans un délai de deux (2) mois, à compter de la date de la proclamation des résultats définitifs.

Passé ce délai, le candidat ou la liste de candidats ne peut prétendre au remboursement de leurs dépenses de campagne électorale.

Art. 117. — Le compte de campagne électorale ne doit pas être présenté en déficit.

En cas de déficit, il doit être apuré lors de son dépôt, le cas échéant, par un apport du candidat.

Art. 118. — La commission de contrôle du financement de la campagne électorale vérifie la régularité et la sincérité des opérations inscrites au compte de campagne électorale.

Elle rend, dans un délai de six (6) mois, une décision de manière contradictoire pour approuver le compte, le modifier ou le rejeter. Passé ce délai, le compte est réputé approuvé.

Art. 119. — La commission de contrôle du financement de la campagne électorale ne peut accorder le remboursement des dépenses de campagne en cas de non dépôt, de dépôt des comptes hors du délai de deux (2) mois prévu à l'article 116 susvisé, de rejet des comptes ou de dépassement du plafond autorisé des dépenses électorales.

En cas de dépassement du plafond autorisé des dépenses électorales, la commission fixe par une décision contradictoirement, le montant du dépassement que le candidat doit verser au Trésor public.

Art. 120. — Dans le cas où le compte de campagne électorale dégage un excédent de ressources résultant des dons, cet excédent doit être versé au Trésor public dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Art. 121. — Les décisions de la commission de contrôle du financement de la campagne électorale peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour constitutionnelle dans un délai d'un mois, à compter de la date de leur notification.

Art. 122. — Nonobstant les autres dispositions prévues par la présente loi organique, en vue d'encourager les candidatures indépendantes des jeunes à participer à la vie politique, l'Etat prend en charge les dépenses de la campagne électorale inhérentes aux :

- frais d'impression des documents ;
- frais d'affichage et de publicité ;
- frais de location de salles ;
- frais de transport.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret exécutif.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE SCRUTIN ET DE VOTE

#### Chapitre 1er

##### **Le scrutin**

Art. 123. — Sous réserve des autres dispositions prévues par la présente loi organique, le corps électoral est convoqué par décret présidentiel dans les trois (3) mois qui précèdent la date des élections.

Art. 124. — Une partie de commune, une commune ou plusieurs communes peuvent former une circonscription électorale.

La circonscription électorale est définie par la loi.

Art. 125. — Le scrutin se déroule dans la circonscription électorale. Les électeurs sont répartis, par décision du coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, en autant de bureaux de vote que l'exigent les circonstances locales et le nombre d'électeurs.

Toutefois, lorsque deux (2) ou plusieurs bureaux de vote sont situés dans une même enceinte, ils constituent un « centre de vote », placé sous la responsabilité d'un chef de centre désigné et requis par décision du coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante.

Le centre de vote est créé par la décision prévue à l'alinéa ci-dessus.

Les bureaux de vote itinérants, visés à l'article 145 de la présente loi organique, sont rattachés à l'un des centres de vote de la circonscription électorale.

La décision visée ci-dessus, est affichée au siège de la délégation de wilaya et de la délégation de la commune de l'Autorité indépendante, aux sièges de la wilaya, de la circonscription administrative, de la daïra, de la commune et des centres de vote.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 126. — Les opérations de vote se déroulent sous la responsabilité des membres des centres et des bureaux de vote, conformément aux dispositions de la présente loi organique. Dans ce cadre, ils agissent sous le contrôle de l'Autorité indépendante.

Art. 127. — Sous réserve des prérogatives des présidents et membres des bureaux de vote, telles que fixées par la présente loi organique, le chef du centre de vote :

- assure l'information des électeurs et leur prise en charge administrative à l'intérieur du centre ;
- assiste les membres des bureaux de vote dans le déroulement des opérations de vote ;
- veille, par réquisition des forces de l'ordre à l'intérieur du centre de vote, au bon ordre hors bureaux de vote ;
- veille, avec l'assistance éventuelle des forces de l'ordre, au bon ordre aux environs immédiats de l'enceinte du centre de vote.

Art. 128. — Le bureau de vote est fixe et peut être itinérant.

Il est composé :

- d'un président ;
- d'un vice-président ;
- d'un secrétaire ;
- de deux assesseurs.

Art. 129. — Le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, établit et actualise la liste des centres et des bureaux de vote et la répartition du corps électoral.

Les membres et les membres suppléants du bureau de vote sont désignés et requis par décision du coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, parmi les électeurs résidant sur le territoire de la wilaya à l'exclusion des candidats, leurs parents, leurs parents par alliance jusqu'au quatrième degré et des membres de leurs partis ainsi que des membres élus.

La liste des membres et des membres suppléants du bureau de vote est affichée au siège de la délégation de wilaya et de la délégation de la commune de l'Autorité indépendante, aux sièges de la wilaya, de la circonscription administrative, de la daïra et des communes concernées, quinze (15) jours, au plus tard, après la clôture de la liste des candidats.

Cette liste est remise à leur demande contre accusé de réception en même temps aux représentants dûment habilités des partis politiques participant aux élections et aux candidats indépendants. Elle est affichée dans les bureaux de vote le jour du scrutin.

La liste peut faire l'objet de modification dans le cas de contestation acceptée. Ladite contestation doit être formulée par écrit, dûment motivée et remise au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, dans les cinq (5) jours qui suivent l'affichage et la remise initiale de la liste.

La décision de rejet est notifiée aux parties intéressées dans un délai de trois (3) jours francs, à compter de la date de dépôt de la contestation.

Cette décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de trois (3) jours francs, à compter de la date de notification de la décision.

Le tribunal administratif territorialement compétent statue sur le recours dans un délai de cinq (5) jours francs, à compter de la date de son introduction.

Le jugement du tribunal administratif est susceptible d'appel dans un délai de trois (3) jours francs, devant le tribunal administratif d'appel territorialement compétent, à compter de la date de notification du jugement.

Le tribunal administratif d'appel territorialement compétent statue dans un délai de cinq (5) jours francs, à compter de la date d'introduction de l'appel.

L'arrêt du tribunal administratif d'appel n'est susceptible d'aucune voie de recours.

Le jugement ou l'arrêt, selon le cas, est notifié d'office dès son prononcé aux parties intéressées et au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante pour exécution.

Art. 130. — Les membres et les membres suppléants des bureaux de vote prêtent serment dans les termes suivants :

**"أقسم بالله العلي العظيم أن أقوم بمهامي بكل إخلاص وحياد وأتعهد بالسهر على ضمان نزاهة العملية الانتخابية والاستفتاءية".**

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décision du Président de l'Autorité indépendante qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

## Chapitre 2

**Les opérations de vote**

Art. 131. — La date du scrutin est fixée par le décret présidentiel portant convocation du corps électoral.

Art. 132. — Le scrutin se déroule en un seul jour. Il est ouvert à huit (8) heures et clos le même jour à dix-neuf (19) heures.

Toutefois, le Président de l'Autorité indépendante peut, sur demande du coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, décider d'avancer de soixante-douze (72) heures, au maximum, la date d'ouverture du scrutin dans les communes où les opérations de vote ne peuvent se dérouler le jour même du scrutin pour des raisons matérielles liées à l'éloignement des bureaux de vote et à l'éparpillement des populations. La décision est publiée, immédiatement, par tout moyen approprié.

Le Président de l'Autorité peut également, pour toute autre raison, décider d'avancer de soixante-douze (72) heures, au maximum, dans une commune donnée.

Le nombre de bureaux de vote itinérants, mis en place dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus, doit obéir aux seuls critères de facilitation du vote des électeurs exclusivement visés par ces dispositions.

Les décisions prises par le Président de l'Autorité indépendante à l'effet d'avancer la date d'ouverture du scrutin sont publiées immédiatement par tout moyen approprié et affichées aux sièges de la délégation de la wilaya et de la délégation de la commune de l'Autorité indépendante et aux sièges des communes concernées, au plus tard, cinq (5) jours avant le scrutin.

Le Président de l'Autorité indépendante, en collaboration avec les représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, ainsi que les délégations concernées peut, par décision, avancer de cent-vingt (120) heures la date d'ouverture du scrutin.

En cas de nécessité, le Président de l'Autorité indépendante peut, sur demande du coordinateur de la délégation de wilaya, proroger l'horaire de clôture des bureaux de vote jusqu'à vingt (20) heures, maximum.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 133. — Le vote est personnel et secret.

Art. 134. — Les bulletins de vote sont mis à la disposition de l'électeur le jour du scrutin.

Dans chaque bureau de vote, les bulletins de vote de chaque candidat ou liste de candidats sont disposés comme suit :

— pour les candidats aux élections présidentielles, selon la décision de la Cour constitutionnelle fixant la liste des candidats à ces élections ;

— pour les listes de candidats à l'élection de l'Assemblée Populaire Nationale et les listes de candidats à l'élection des assemblées populaires communales et de wilayas, selon l'ordre établi par tirage au sort, par l'Autorité indépendante.

Le libellé et les caractéristiques techniques du bulletin de vote sont définis par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 135. — Le vote s'effectue au moyen d'enveloppes fournies par l'Autorité indépendante.

Ces enveloppes sont opaques, non gommées et de type uniforme.

Elles sont mises à la disposition des électeurs le jour du scrutin dans le bureau de vote.

Art. 136. — Avant l'ouverture du scrutin, le président du bureau de vote constate que le nombre d'enveloppes réglementaires et de bulletins de vote correspond exactement au nombre d'électeurs inscrits sur la liste d'émargement.

Art. 137. — Pendant toute la durée des opérations électorales, une copie de la liste des électeurs du bureau de vote concerné, certifiée par le président de la commission communale de révision des listes électorales visée à l'article 63 de la présente loi organique, et comportant, notamment les nom, prénom(s), adresse ainsi que le numéro d'ordre attribué à chaque électeur, reste déposée sur la table autour de laquelle siègent les membres du bureau de vote. Cette copie constitue la liste d'émargement.

Art. 138. — Lorsqu'un ou plusieurs membres du bureau de vote sont absents le jour du scrutin, le coordinateur de la délégation de la wilaya de l'Autorité indépendante, prend toutes dispositions pour pourvoir à leur remplacement, en priorité, parmi les membres titulaires présents et parmi les membres suppléants en fonction du classement sur la liste, nonobstant les dispositions de l'article 129 de la présente loi organique.

Art. 139. — Le président du bureau de vote dispose du pouvoir de police à l'intérieur du bureau de vote. A ce titre, il peut expulser toute personne qui perturbe le déroulement normal des opérations de vote, auquel cas un procès-verbal est établi et annexé au procès-verbal de dépouillement.

Le chef du centre de vote peut, en cas de nécessité, requérir les agents de la force publique pour le maintien de l'ordre à l'intérieur du bureau de vote, à la demande du président du bureau de vote concerné.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 140. — Nul ne peut pénétrer dans le bureau de vote porteur d'une arme apparente ou cachée, à l'exception des agents de la force publique légalement requis.

Aucune présence n'est autorisée à proximité immédiate des centres de vote, à l'exception de celle des agents de la force publique requis spécialement pour assurer la sécurité et l'ordre public lors du déroulement du scrutin.

Art. 141. — Les candidats peuvent, sur leur initiative, assister aux opérations de vote et de dépouillement, ou se faire représenter dans la limite :

- d'un représentant par centre de vote ;
- d'un représentant par bureau de vote.

Ne peuvent, dans tous les cas, être présents simultanément dans le bureau de vote, plus de cinq (5) représentants.

Art. 142. — Lorsqu'il y a plus de cinq (5) candidats ou listes de candidats en lice, la désignation des représentants s'effectue par consensus entre les candidats ou leurs représentants dûment habilités ou, à défaut, par tirage au sort dans le cadre des consultations prévues à cet effet.

Cette désignation doit assurer une représentation des candidats ou des listes de candidats au niveau de l'ensemble des bureaux de vote, mais ne doit, en aucun cas, donner lieu à la désignation de plus de cinq (5) représentants par bureau de vote, et qu'un même candidat ou liste de candidats ne peut avoir droit à plus d'un (1) représentant par bureau de vote.

Pour les bureaux de vote itinérants, la désignation des deux (2) représentants s'effectue par et parmi les cinq (5) représentants dûment habilités, au titre du présent article, à assister en qualité d'observateurs aux opérations de vote et de dépouillement.

Art. 143. — Tout candidat ou son représentant dûment habilité a le droit, dans la limite de sa circonscription électorale, de contrôler toutes les opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de décompte des voix dans tous les locaux où s'effectuent ces opérations. Il peut inscrire au procès-verbal toutes observations ou contestations sur le déroulement des opérations.

Art. 144. — Dans les vingt (20) jours francs avant la date du scrutin, le candidat dépose, auprès de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, la liste des personnes qu'il habilite, conformément aux dispositions des articles 141, 142 et 143 ci-dessus.

Cette liste doit comporter tous les éléments d'identification de la personne habilitée, dont l'identité et l'habilitation peuvent être requises par toute autorité compétente, particulièrement les membres du bureau de vote et le responsable du centre de vote, destinataire des copies des listes déposées.

Une liste additive peut être déposée, dans un délai de dix (10) jours avant le jour du scrutin, dans les mêmes conditions, pour suppléer l'absence de contrôleurs dans un bureau ou centre de vote.

Art. 145. — Les membres du bureau de vote itinérant peuvent, en cas de besoin, être assistés dans leur mission et par réquisition du coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante par des éléments des services de sécurité.

Lorsqu'en application des dispositions des articles 131 et 132 de la présente loi organique, les opérations de scrutin excèdent une journée, toutes les mesures de sécurité et d'inviolabilité de l'urne et des documents électoraux sont prises par le président du bureau de vote.

Si, pour des raisons d'éloignement ou autres, les membres du bureau de vote n'ont pu rejoindre les lieux prévus pour abriter l'urne et les documents électoraux, le président de ce bureau peut procéder à la réquisition de locaux satisfaisant aux conditions de sécurité et d'inviolabilité visées à l'alinéa 2 ci-dessus.

Art. 146. — Chaque bureau de vote est doté d'un ou de plusieurs isoloirs.

Les isoloirs doivent assurer le secret du vote de chaque électeur mais ne doivent pas dissimuler au public les opérations de vote, de dépouillement et de contrôle.

Art. 147. — L'urne électorale transparente, pourvue d'une seule ouverture spécialement destinée à laisser passer l'enveloppe contenant le bulletin de vote doit, avant le commencement du scrutin, avoir été fermée par deux serrures dissemblables, dont l'une est gardée par le président du bureau de vote, et l'autre par l'assesseur le plus âgé.

A son entrée dans la salle, l'électeur, après avoir justifié de son identité par la présentation aux membres du bureau de vote de tout document officiel requis à cet effet, prend, lui-même obligatoirement une enveloppe et un exemplaire de chaque bulletin de vote. Le président du bureau de vote, après s'être assuré que l'électeur a pris tous les bulletins de vote, l'autorise à se rendre immédiatement à l'isoloir et sans quitter la salle, effectue son choix et met son bulletin dans l'enveloppe.

Il fait, après avoir quitté l'isoloir, constater au président du bureau de vote qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe. Après quoi, ce dernier autorise l'électeur à introduire l'enveloppe dans l'urne.

Art. 148. — Tout électeur atteint d'une incapacité le mettant dans l'impossibilité d'accéder au bureau de vote, a le droit de se faire assister pour y accéder.

Art. 149. — Tout électeur atteint d'une incapacité le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe et de la glisser dans l'urne est autorisé à se faire assister d'une personne de son choix.

Art. 150. — Le vote de tous les électeurs est constaté par l'apposition, sur la liste d'émargement, de l'empreinte de l'index gauche, à l'encre indélébile, en face de leurs nom(s) et prénom(s) et ce, devant les membres du bureau de vote.

La carte d'électeur est estampillée au moyen d'un cachet humide portant la mention « a voté » ainsi que la date du vote.

A défaut de présentation de la carte d'électeur, tout électeur peut exercer son droit de vote s'il est inscrit sur la liste électorale. Il doit être muni d'une carte nationale d'identité ou de tout autre document officiel prouvant son identité.

Art. 151. — La liste d'émargement est signée par tous les membres du bureau de vote dès la clôture du scrutin.

Art. 152. — Le dépouillement des voix suit immédiatement la clôture du scrutin. Il est conduit, sans interruption, jusqu'à son achèvement complet.

Le dépouillement est public, il a lieu obligatoirement dans le bureau de vote.

Toutefois, à titre exceptionnel pour les bureaux de vote itinérants, le dépouillement s'effectue au sein du centre de vote de rattachement prévu à l'article 125 de la présente loi organique.

Les tables sur lesquelles s'effectue le dépouillement sont disposées de telle sorte que les électeurs puissent circuler tout autour.

Art. 153. — Le dépouillement des voix est opéré par des scrutateurs, sous le contrôle des membres du bureau de vote.

Les scrutateurs sont désignés, par les membres du bureau de vote, parmi les électeurs inscrits à ce bureau, en présence des représentants des candidats ou listes de candidats. A défaut de scrutateurs en nombre suffisant, tous les membres du bureau de vote peuvent participer au dépouillement.

Art. 154. — Une fois les opérations de dépouillement et de pointage terminées, les scrutateurs remettent au président du bureau de vote les feuilles de pointage, signées par eux, en même temps que les bulletins de vote dont la validité leur a paru douteuse ou a été contestée par des électeurs.

Lorsque ces bulletins ne figurent pas dans l'une des catégories énumérées à l'article 156 de la présente loi organique, ils sont considérés comme suffrages exprimés.

A l'exception des bulletins nuls et des bulletins contestés qui sont annexés au procès-verbal de dépouillement prévu à l'article 155 ci-dessous, les bulletins de vote de chaque bureau de vote doivent être conservés dans des sacs scellés et identifiés quant à leur origine, jusqu'à expiration des délais de recours et de proclamation définitive des résultats des élections.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 155. — Dans chaque bureau de vote, les résultats du dépouillement font l'objet d'un procès-verbal, rédigé à l'encre indélébile en présence des électeurs, dans le bureau de vote, et comportant, le cas échéant, les observations et/ou réserves des électeurs, des candidats ou de leurs représentants dûment habilités.

Le procès-verbal de dépouillement est établi en trois (3) exemplaires, signés par les membres du bureau de vote, et répartis comme suit :

— un exemplaire au président du bureau de vote pour son affichage dans le bureau de vote ;

— un exemplaire avec annexes au président de la commission électorale communale, contre accusé de réception, remis par le président du bureau de vote ou le vice-président, les annexes comportent :

- 1- Les bulletins de vote nuls ;
- 2- Les bulletins de vote dont la conformité est contestée ;
- 3- Les procurations.

— un exemplaire au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou son représentant, remis par le chef du centre de vote.

Le nombre d'enveloppes doit être égal au pointage des électeurs. Toute différence doit être mentionnée dans le procès-verbal de dépouillement.

Dès l'établissement du procès-verbal de dépouillement, les résultats sont proclamés en public par le président du bureau de vote et affichés, par ses soins, dans le bureau de vote.

Une copie du procès-verbal de dépouillement, certifiée conforme à l'original par le président du bureau de vote, est remise, séance tenante et à l'intérieur du bureau de vote, à chacun des représentants dûment mandatés des candidats ou listes de candidats, contre accusé de réception. Cette copie doit être estampillée sur toutes ses pages à l'aide d'un cachet humide portant la mention « copie certifiée conforme à l'original ».

Une copie du procès-verbal susmentionné, certifiée conforme à l'original par le président du bureau de vote, est également remise contre accusé de réception, au représentant de l'Autorité indépendante.

Le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou son représentant peut prendre connaissance des annexes du procès-verbal de dépouillement.

Les modalités d'application du présent article ainsi que les caractéristiques techniques du procès-verbal de dépouillement sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 156. — Les bulletins nuls ne sont pas considérés comme suffrages exprimés lors du dépouillement.

Sont considérés comme bulletins nuls :

1. L'enveloppe sans bulletin ou le bulletin sans enveloppe ;
2. Plusieurs bulletins dans une enveloppe ;
3. Les enveloppes ou bulletins comportant des mentions, griffonnés ou déchirés ;
4. Les bulletins entièrement ou partiellement barrés, ou comportant toute mention, sauf lorsque le mode de scrutin choisi impose cette forme et dans les limites fixées suivant la procédure prévue aux articles 170 et 192 de la présente loi organique ;
5. Les bulletins ou enveloppes non réglementaires.

Les bulletins de vote ne comportant aucun choix de candidat sont considérés suffrage exprimé au profit de la liste.

### Chapitre 3

#### Le vote par procuration

Art. 157. — Peut exercer, à sa demande, son droit de vote par procuration, l'électeur appartenant à l'une des catégories ci-après :

1. Les malades hospitalisés et/ou soignés à domicile ;
2. Les grands invalides ou infirmes ;
3. Les travailleurs et personnels exerçant hors de la wilaya de leur résidence ou en déplacement et ceux retenus sur leur lieu de travail le jour du scrutin ;
4. Les universitaires et les étudiants en formation en dehors de leur wilaya de résidence ;
5. Les citoyens se trouvant momentanément à l'étranger ;
6. Les membres de l'Armée Nationale Populaire, de la sûreté nationale, de la protection civile, les fonctionnaires des douanes algériennes et des services pénitentiaires retenus sur leur lieu de travail le jour du scrutin.

Art. 158. — S'agissant des élections présidentielles, des élections législatives et des consultations référendaires, les électeurs établis à l'étranger exercent leur droit de vote auprès des représentations diplomatiques et consulaires algériennes dans le pays de leur résidence.

Les électeurs mentionnés à l'alinéa ci-dessus, peuvent, sur leur demande, exercer leur droit de vote par procuration en cas d'empêchement ne leur permettant pas d'accomplir leur devoir le jour du scrutin, auprès des représentations diplomatiques et consulaires algériennes.

Ils peuvent, en outre, exercer leur droit de vote par procuration pour les élections aux assemblées populaires communales et de wilayas.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 159. — La procuration ne peut être donnée qu'à un mandataire jouissant de ses droits civiques et politiques.

Art. 160. — Chaque mandataire ne peut disposer que d'une seule procuration.

Art. 161. — Les procurations données par les personnes résidant sur le territoire national, sont établies par acte dressé devant le président de la commission communale de révision des listes électorales visée à l'article 63 de la présente loi organique.

Sur demande des personnes handicapées ou malades, empêchées de se déplacer, le secrétaire de la commission communale de révision des listes électorales prévue à l'article 63 de la présente loi organique, certifie la signature du mandant en se rendant à son domicile.

Les procurations des personnes hospitalisées sont établies par acte dressé par-devant le directeur de l'hôpital. Pour les électeurs mentionnés au point 6 de l'article 157 ci-dessus, cette formalité est accomplie par-devant le chef d'unité ou le directeur de l'institution, selon le cas.

Les procurations données par les personnes se trouvant hors du territoire national sont établies par acte dressé par-devant les services consulaires à l'étranger.

Pour les électeurs visés aux points 3. et 4. de l'article 157 ci-dessus, la procuration peut être établie par acte dressé par-devant le président de la commission communale de révision des listes électorales de toute commune du territoire national.

Art. 162. — La période d'établissement des procurations débute dans les quinze (15) jours qui suivent la date de convocation du corps électoral et prend fin trois (3) jours avant la date du scrutin.

Les procurations sont inscrites sur un registre ouvert à cet effet, coté et paraphé par le président de la commission communale de révision des listes électorales, le chef de la représentation diplomatique ou consulaire à l'étranger, le chef d'unité ou le directeur de l'institution ou le directeur de l'hôpital, selon le cas.

Art. 163. — Le mandataire participe au scrutin dans les conditions prévues aux articles 147 et 159 de la présente loi organique.

Après accomplissement des opérations de vote, le mandataire appose l'empreinte de son index droit à l'encre indélébile, en face des nom et prénom(s) du mandant.

La procuration est estampillée au moyen d'un cachet humide portant la mention « a voté par procuration » et classée parmi les pièces annexes du procès-verbal prévu à l'article 155 de la présente loi organique.

La carte d'électeur du mandant est estampillée au moyen d'un cachet humide portant la mention « a voté par procuration ».

Art. 164. — Le mandant peut annuler sa procuration à tout moment, avant le vote.

Il peut voter personnellement s'il se présente au bureau de vote avant que le mandataire n'ait exercé ses pouvoirs.

Art. 165. — En cas de décès ou de privation des droits civiques ou politiques du mandant, la procuration est annulée de plein droit.

Art. 166. — La procuration est établie sans frais. Le mandant doit justifier de son identité. La présence du mandataire n'est pas nécessaire.

Art. 167. — Une procuration est établie pour chaque tour d'un même scrutin. Chaque procuration indique le tour pour lequel elle est valable.

Les deux (2) procurations peuvent être établies simultanément.

Art. 168. — Chaque procuration est établie sur un seul imprimé fourni par l'Autorité indépendante, conformément aux conditions et formes définies par décision du Président de l'Autorité indépendante.

## TITRE V

**L'ÉLECTION DES MEMBRES DES ASSEMBLÉES  
POPULAIRES COMMUNALES, DE WILAYAS,  
DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE  
ET DU CONSEIL DE LA NATION**

## Chapitre 1er

**L'élection des membres des assemblées populaires  
communales et de wilayas***Section 1**Dispositions communes*

Art. 169. — Les membres des assemblées populaires communales et de wilayas sont élus pour un mandat d'une durée de cinq (5) ans, au scrutin de liste ouverte à la représentation proportionnelle avec vote préférentiel, sans panachage.

Les élections ont lieu dans les trois (3) mois précédant l'expiration du mandat en cours.

Toutefois, les mandats en cours sont systématiquement prorogés en cas de mise en œuvre des mesures prévues aux articles 96, 98 et 101 de la Constitution.

Art. 170. — Dans chaque bureau de vote, l'électeur, une fois dans l'isoloir, opte pour une seule liste et exprime un vote préférentiel pour un ou plusieurs candidats de cette liste dans la limite du nombre des sièges attribués à cette circonscription électorale.

Art. 171. — Les sièges à pourvoir sont répartis entre les listes proportionnellement au nombre de suffrages obtenus par chacune d'elles avec application de la règle du plus fort reste.

Les listes qui n'ont pas obtenu, au moins, cinq pour cent (5%) des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Art. 172. — Le quotient électoral pris en compte est le résultat de la division du nombre de suffrages exprimés dans chaque circonscription électorale par le nombre de sièges à pourvoir dans ladite circonscription électorale.

Le nombre de suffrages exprimés pris en compte dans chaque circonscription électorale est, le cas échéant, diminué des suffrages recueillis par les listes visées à l'alinéa 2 de l'article 171 de la présente loi organique.

Art. 173. — Dans le cadre des dispositions de l'article 171 de la présente loi organique, la répartition des sièges par liste est effectuée selon les modalités suivantes :

— dans chaque circonscription électorale, il est déterminé le quotient électoral dans les conditions fixées par l'article 172 de la présente loi organique ;

— chaque liste obtient autant de sièges qu'elle a recueilli de fois le quotient électoral ;

— après attribution des sièges aux listes qui ont obtenu le quotient électoral dans les conditions fixées à l'alinéa ci-dessus, les restes des voix des listes ayant obtenu des sièges et les suffrages recueillis par les listes n'ayant pas eu de sièges sont classés par ordre d'importance de leur nombre de voix. Les sièges restants sont attribués en fonction de ce classement.

Lorsque, pour l'attribution du dernier siège à pourvoir, deux ou plusieurs listes obtiennent un nombre égal de suffrages, le siège revient à la liste dont la moyenne d'âge des candidats est la plus jeune.

Art. 174. — La répartition des sièges obtenus par chaque liste entre les candidats de la même liste s'effectue selon le nombre de voix obtenus par chaque candidat.

L'attribution du dernier siège obtenu par la liste, revient au candidat le plus jeune, en cas d'égalité des voix.

Toutefois, en cas d'égalité de voix entre un candidat et une candidate, le dernier siège obtenu par la liste revient à cette dernière.

Art. 175. — Dans le cas où aucune liste de candidature n'a obtenu, au moins, un taux de cinq pour cent (5 %) des suffrages exprimés, toutes les listes de candidature sont admises à la répartition des sièges.

Le quotient électoral pris en compte est le résultat de la division du nombre total des suffrages exprimés dans chaque circonscription électorale par le nombre de sièges à pourvoir dans ladite circonscription électorale.

La répartition des sièges par liste est effectuée conformément aux dispositions des articles 173 et 174 ci-dessus.

Art. 176. — La liste des candidats aux assemblées populaires communales et de wilayas doit comprendre un nombre de candidats supérieur de trois (3) au nombre de sièges à pourvoir dans les circonscriptions électorales dont le nombre de sièges est impair et de deux (2) dans les circonscriptions dont le nombre de sièges à pourvoir est pair.

La liste présentée, sous peine d'être rejetée, doit tenir compte de la parité femmes et hommes et réserver, au moins, la moitié (1/2) des candidatures aux candidats âgés de moins de quarante (40) ans, et qu'au moins, le un tiers (1/3) des candidats de la liste aient un niveau universitaire.

Toutefois la condition de la parité ne s'applique qu'aux communes dont le nombre d'habitants est égal ou supérieur à vingt mille (20.000) habitants.

Lorsque le tiers donne un chiffre décimal, il est arrondi au chiffre supérieur en faveur de la catégorie citée à l'alinéa 2 du présent article.

Art. 177. — Est réputé déclaration de candidature le dépôt, au niveau de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, d'une liste répondant aux conditions légales.

Cette déclaration, faite collectivement, est présentée par un candidat mandaté par le parti ou par les candidats de la liste indépendante.

Cette déclaration, signée par chaque candidat, comporte expressément :

— les nom, prénom(s), surnom éventuel, sexe, date et lieu de naissance, profession, adresse personnelle et le niveau d'instruction de chaque candidat ;

— le nom du ou des partis pour les listes présentées sous l'égide d'un parti politique ;

— le titre de la liste, concernant les candidats indépendants ;

— la circonscription électorale concernée.

La liste des candidats des partis et des candidats indépendants comporte, en annexe, le programme de la campagne électorale.

Un récépissé indiquant la date et l'heure de dépôt est délivré au déclarant.

Les modalités d'établissement des formulaires cités ci-dessus, sont définies par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 178. — Outre les autres conditions requises par la loi, la liste visée à l'article 177 ci-dessus, pour les élections locales, doit être expressément parrainée par un ou plusieurs partis politiques ou par une liste indépendante, selon l'une des formules suivantes :

— par les partis politiques ayant obtenu plus de quatre pour cent (4%) des suffrages exprimés lors des élections locales précédentes dans la circonscription électorale dans laquelle la candidature est présentée ;

— par les partis politiques ayant, au moins, dix (10) élus au niveau des assemblées populaires locales de la wilaya concernée ;

— dans le cas où une liste de candidats est présentée au titre d'un parti politique ne remplissant pas l'une des deux conditions ci-dessus citées, ou au titre d'un parti politique qui participe pour la première fois aux élections, ou lorsqu'une liste est présentée au titre de liste indépendante, cette liste doit être appuyée par, au moins, cinquante (50) signatures d'électeurs de la circonscription électorale concernée pour chaque siège à pourvoir.

Aucun électeur n'est autorisé à signer pour plus d'une liste. Dans le cas contraire, la signature est considérée comme nulle et expose son auteur aux sanctions prévues à l'article 301 de la présente loi organique.

Les signatures des électeurs avec apposition de l'empreinte de l'index gauche, recueillies sur des imprimés fournis par l'autorité indépendante, sont légalisées auprès d'un officier public. Ils doivent comporter les nom, prénom, adresse et numéro de la carte nationale d'identité ou d'un autre document officiel prouvant l'identité du signataire, ainsi que son numéro d'inscription sur la liste électorale.

Les imprimés remplissant les conditions légalement requises, accompagnés d'une fiche informatisée, sont présentés, pour certification, au président de la commission communale de révision des listes électorales territorialement compétent.

Le président de la commission communale de révision des listes électorales procède au contrôle des signatures et s'assure de leur validité. Il en établit un procès-verbal.

Les caractéristiques techniques des formulaires et les modalités de leur légalisation sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 179. — Les déclarations de candidatures doivent être déposées cinquante (50) jours francs avant la date du scrutin.

Art. 180. — Après le dépôt des listes de candidatures, aucun ajout, ni suppression, ni modification ne peut se faire, sauf en cas de décès ou d'empêchement légal.

Dans l'un ou l'autre cas, un nouveau délai est ouvert pour le dépôt d'une nouvelle candidature. Ce délai ne peut excéder les trente (30) jours précédant la date du scrutin.

S'il s'agit d'une candidature figurant sur une liste d'un parti politique, selon les dispositions de l'article 177 de la présente loi organique, ou sur une liste indépendante, les souscriptions de signatures déjà établies pour la liste, demeurent valables.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 181. — Nul ne peut faire acte de candidature sur plus d'une liste ou dans plus d'une circonscription électorale.

Outre le rejet de plein droit des listes de candidatures concernées, tout contrevenant à la présente disposition s'expose aux sanctions prévues à l'article 278 de la présente loi organique.

Art. 182. — Ne peuvent être inscrits sur une même liste de candidats, plus de deux (2) membres d'une même famille, parents ou alliés au deuxième degré.

Art. 183. — Tout rejet d'une candidature ou d'une liste de candidats par, le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, doit être dûment et explicitement motivé par décision.

Cette décision doit être notifiée, sous peine de nullité, dans un délai de huit (8) jours francs, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature. Passé ce délai, la candidature est réputée valable.

La décision de rejet peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de trois (3) jours francs, à compter de la date de notification de la décision.

Le tribunal administratif territorialement compétent statue dans un délai de quatre (4) jours francs, à compter de la date d'introduction du recours.

Le jugement du tribunal administratif est susceptible d'appel dans un délai de trois (3) jours francs, devant le tribunal administratif d'appel territorialement compétent, à compter de la date de notification du jugement.

Le tribunal administratif d'appel statue dans un délai de quatre (4) jours francs, à compter de la date d'introduction de l'appel.

L'arrêt du tribunal administratif d'appel n'est susceptible d'aucune voie de recours.

Le jugement ou l'arrêt, selon le cas, est notifié d'office dès son prononcé aux parties intéressées et au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante pour exécution.

Art. 184. — Le candidat à l'assemblée populaire communale ou de wilaya doit :

- remplir les conditions prévues à l'article 50 de la présente loi organique et être inscrit dans la circonscription électorale dans laquelle il se présente ;
- être âgé de vingt-trois (23) ans, au moins, le jour du scrutin ;
- être de nationalité algérienne ;
- avoir accompli les obligations du service national, ou en être dispensé ;
- ne pas avoir fait l'objet de condamnation définitive à une peine privative de liberté pour crime ou délit non réhabilité, à l'exception des délits involontaires ;
- justifier de la situation vis-à-vis de l'administration fiscale ;
- n'étant pas connu de manière notoire pour avoir eu des liens avec l'argent douteux et les milieux de l'affairisme et pour son influence directe ou indirecte sur le libre choix des électeurs ainsi que sur le bon déroulement des opérations électorales.

Art. 185. — Les réclamations des électeurs pour les élections des membres des assemblées populaires communales et de wilayas sont consignées au procès-verbal du bureau de vote où l'électeur a exprimé son suffrage.

Ces réclamations sont transmises avec le procès-verbal à la commission électorale de wilaya.

La commission électorale de wilaya, centralise et consolide les résultats enregistrés et transmis par les commissions électorales communales.

La commission électorale de wilaya dépose les procès-verbaux des résultats accompagnés des réclamations, auprès du secrétariat de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante dans un délai maximal de quatre-vingt seize (96) heures, à compter de la date de clôture du scrutin.

Le Président de l'Autorité indépendante peut, le cas échéant, proroger le délai cité à l'alinéa ci-dessus, de quarante-huit (48) heures, au maximum.

Art. 186. — La délégation de wilaya de l'autorité indépendante statue sur les réclamations. Le coordinateur proclame les résultats provisoires des élections des assemblées communales et de wilayas dans un délai de quarante-huit (48) heures, à compter de la date de réception des procès-verbaux de la commission électorale de wilaya par la délégation de wilaya de l'autorité indépendante.

Ce délai peut, en cas de besoin, être prorogé de vingt-quatre (24) heures par décision du coordinateur de la délégation de wilaya de l'autorité indépendante.

Toute liste de candidats aux élections des assemblées populaires communales et de wilayas, tous candidats et tous partis participants aux élections peuvent contester les résultats provisoires devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de quarante-huit (48) heures qui suit la proclamation des résultats provisoires.

Le tribunal administratif statue dans un délai de cinq (5) jours francs, à compter de la date de recours.

Le jugement du tribunal administratif est susceptible d'appel dans un délai de trois (3) jours francs, devant le tribunal administratif d'appel territorialement compétent, à compter de la date de notification du jugement.

Le tribunal administratif d'appel statue dans un délai de cinq (5) jours francs, à compter de la date d'introduction de l'appel.

L'arrêt du tribunal administratif d'appel n'est susceptible d'aucune voie de recours.

Sont réputés définitifs de plein droit les résultats des élections des assemblées populaires communales et de wilayas à l'expiration des délais de recours prévus ci-dessus.

En cas de recours juridictionnels, les résultats deviennent définitifs après le prononcé du jugement.

Dans les deux cas, les résultats définitifs sont publiés par le coordinateur de la délégation de la wilaya de l'autorité indépendante.

Les résultats définitifs sont insusceptibles de recours.

## *Section 2*

### *L'élection des membres des assemblées populaires communales*

Art. 187. — Le nombre des membres des assemblées populaires communales varie en fonction de la population des communes résultant du dernier recensement général de la population et de l'habitat et dans les conditions suivantes :

- 13 membres dans les communes de moins de 10.000 habitants ;
- 15 membres dans les communes de 10.000 à 20.000 habitants ;
- 19 membres dans les communes de 20.001 à 50.000 habitants ;
- 23 membres dans les communes de 50.001 à 100.000 habitants ;
- 33 membres dans les communes de 100.001 à 200.000 habitants ;
- 43 membres dans les communes de 200.001 habitants et plus.

Art. 188. — Sont inéligibles, pendant l'exercice de leurs fonctions et pour une durée d'une (1) année après leur cessation de fonctions dans le ressort où ils exercent ou ont exercé :

- les membres de l'Autorité indépendante et les membres de ses démembrements ;
- le wali ;
- le secrétaire général de wilaya ;
- le wali délégué ;
- le chef de daïra ;
- l'inspecteur général de wilaya ;
- le membre du conseil de wilaya ;
- le directeur délégué de la circonscription administrative ;
- le magistrat ;
- les membres de l'Armée Nationale Populaire ;
- les fonctionnaires des corps de sécurité ;
- le comptable des deniers communaux ;
- le contrôleur financier de la commune ;
- le secrétaire général de la commune.

### *Section 3*

#### *L'élection des membres des assemblées populaires de wilayas*

Art. 189. — Le nombre des membres des assemblées populaires de wilayas varie en fonction du chiffre de la population de la wilaya, résultant du dernier recensement général de la population et de l'habitat et dans les conditions suivantes :

- 35 membres dans les wilayas ayant moins de 250.000 habitants ;
- 39 membres dans les wilayas ayant 250.000 à 650.000 habitants ;
- 43 membres dans les wilayas ayant 650.001 à 950.000 habitants ;
- 47 membres dans les wilayas ayant 950.001 à 1.150.000 habitants ;
- 51 membres dans les wilayas ayant 1.150.001 à 1.250.000 habitants ;
- 55 membres dans les wilayas de 1.250.001 habitants et plus.

Art. 190. — Sont inéligibles, pendant l'exercice de leurs fonctions et pour une durée d'une (1) année après leur cessation de fonctions dans le ressort où ils exercent ou ont exercé :

- les membres de l'Autorité indépendante et les membres de ses démembrements ;
- le wali ;
- le secrétaire général de wilaya ;
- le wali délégué ;

- le chef de daïra ;
- l'inspecteur général de wilaya ;
- le membre du conseil de wilaya ;
- le directeur délégué de la circonscription administrative ;
- le magistrat ;
- les membres de l'Armée Nationale Populaire ;
- les fonctionnaires des corps de sécurité ;
- le comptable des deniers de wilaya ;
- le contrôleur financier de wilaya ;
- le secrétaire général de la commune.

### Chapitre 2

#### **L'élection des membres de l'assemblée populaire nationale**

Art. 191. — L'Assemblée Populaire Nationale est élue pour un mandat de cinq (5) ans au scrutin de liste ouverte à la représentation proportionnelle avec vote préférentiel, sans panachage.

La liste des candidats doit comprendre un nombre de candidats supérieur de trois (3) au nombre de sièges à pourvoir dans les circonscriptions électorales dont le nombre de sièges est impair et de deux (2) dans les circonscriptions électorales dont le nombre de sièges à pourvoir est pair.

La liste présentée, sous peine d'être rejetée, doit tenir compte de la parité femmes et hommes et réserver, au moins, la moitié (1/2) des candidatures aux candidats âgés de moins de quarante (40) ans, et qu'au moins, le un tiers (1/3) des candidats de la liste aient un niveau universitaire.

Lorsque le tiers donne un chiffre décimal, il est arrondi au chiffre supérieur en faveur de la catégorie citée à l'alinéa 3 du présent article.

Les élections ont lieu dans les trois (3) mois qui précèdent l'expiration du mandat en cours.

Nonobstant les dispositions de l'article 124 ci-dessus, la circonscription électorale de base pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale est fixée aux limites territoriales de la wilaya.

Toutefois, une wilaya peut faire l'objet d'un découpage en deux (2) ou plusieurs circonscriptions électorales, sur la base des critères de la densité démographique et dans le respect de la continuité géographique, conformément à l'alinéa 2 de l'article 124 de la présente loi organique.

Pour l'élection des représentants de la communauté nationale établie à l'étranger, les circonscriptions électorales diplomatiques ou consulaires et le nombre de sièges à pourvoir sont définis par la loi.

Art. 192. — Dans chaque bureau de vote, l'électeur, une fois dans l'isoloir, opte pour une seule liste et exprime un vote préférentiel pour un ou plusieurs candidats de cette liste dans la limite du nombre des sièges attribués à cette circonscription électorale.

Art. 193. — En cas de dissolution de l'Assemblée Populaire Nationale ou d'organisation d'élections législatives anticipées, des élections législatives ont lieu, dans les deux cas, dans les délais fixés à l'article 151 de la Constitution.

Art. 194. — Le mode de scrutin fixé à l'article 191 ci-dessus, donne lieu à une répartition des sièges proportionnelle au nombre de voix obtenues par chaque liste avec application de la règle du plus fort reste.

Les listes qui n'ont pas obtenu, au moins, cinq pour cent (5%) des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Art. 195. — Pour chaque circonscription électorale, le quotient électoral pris en compte pour la répartition des sièges à pourvoir est le résultat du rapport entre le nombre des suffrages exprimés, diminué, le cas échéant, des suffrages recueillis par les listes n'ayant pas atteint le seuil visé à l'alinéa 2 de l'article 194 ci-dessus, et le nombre de sièges à pourvoir.

Art. 196. — Dans le cadre des dispositions des articles 191, 194 et 195 de la présente loi organique, les sièges à pourvoir par liste sont répartis selon les modalités suivantes :

1. Dans chaque circonscription électorale, le quotient électoral est déterminé dans les conditions fixées par l'article 195 de la présente loi organique ;

2. Chaque liste obtient autant de sièges qu'elle a recueilli de fois le quotient électoral ;

3. Après attribution des sièges aux listes qui ont obtenu le quotient électoral dans les conditions fixées à l'alinéa ci-dessus, les restes des voix des listes ayant obtenu des sièges et les voix obtenues par les listes n'ayant pas obtenu de sièges sont classés par ordre d'importance de leur nombre de voix. Les sièges restants sont attribués en fonction de ce classement.

Lorsque pour l'attribution du dernier siège à pourvoir, deux ou plusieurs listes obtiennent un nombre égal de suffrages, le siège revient au candidat le moins âgé.

Art. 197. — La répartition des sièges obtenus par chaque liste entre les candidats de la même liste s'effectue selon le nombre de voix obtenus par chaque candidat.

L'attribution du dernier siège obtenu par la liste, revient au candidat le plus jeune en cas d'égalité des voix.

Toutefois, en cas d'égalité de voix entre un candidat et une candidate, le dernier siège obtenu par la liste revient à cette dernière.

Art. 198. — Dans le cas où aucune liste de candidature n'a obtenu un taux d'au moins, cinq pour cent (5 %) des suffrages exprimés, toutes les listes de candidature sont admises à la répartition des sièges.

Le quotient électoral pris en compte est le résultat de la division du nombre total des suffrages exprimés dans chaque circonscription électorale par le nombre de sièges à pourvoir dans ladite circonscription électorale.

La répartition des sièges par liste est effectuée conformément aux dispositions des articles 196 et 197 ci-dessus.

Art. 199. — Sont inéligibles, pendant l'exercice de leurs fonctions et pour une durée d'une (1) année après leur cessation de fonctions dans le ressort où ils exercent ou ont exercé :

- l'ambassadeur, le consul général et le consul ;
- le membre de l'Autorité indépendante et les membres de ses démembrements ;
- le wali ;
- le secrétaire général de wilaya ;
- le wali délégué ;
- le chef de daïra ;
- l'inspecteur général de wilaya ;
- le membre du conseil de wilaya ;
- le directeur délégué de la circonscription administrative ;
- le magistrat ;
- le membre de l'Armée Nationale Populaire ;
- les fonctionnaires des corps de sécurité ;
- le comptable des deniers de wilaya ;
- le contrôleur financier de wilaya.

Art. 200. — Le candidat à l'Assemblée Populaire Nationale doit :

- remplir les conditions prévues à l'article 50 de la présente loi organique et être inscrit dans la circonscription électorale dans laquelle il se présente ;
- être âgé de vingt-cinq (25) ans, au moins, le jour du scrutin ;
- être de nationalité algérienne ;
- avoir accompli les obligations du service national, ou en être dispensé ;
- ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation définitive à une peine privative de liberté pour crimes ou délits et non réhabilité, à l'exception des délits involontaires ;
- justifier de la situation vis-à-vis de l'administration fiscale ;
- n'étant pas connu de manière notoire pour avoir eu des liens avec l'argent douteux et les milieux de l'affairisme et pour son influence directe ou indirecte sur le libre choix des électeurs ainsi que sur le bon déroulement des opérations électorales ;
- n'ayant pas exercé deux (2) mandats parlementaires consécutifs ou séparés.

Art. 201. — Est réputé déclaration de candidature, le dépôt, au niveau de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, de la liste répondant aux conditions légales.

Cette déclaration, faite collectivement, est présentée par un candidat mandaté par le parti ou par les candidats de la liste indépendante.

Cette déclaration, signée par chaque candidat, comporte expressément :

- les nom, prénom(s), surnom éventuel, sexe, date et lieu de naissance, profession, adresse personnelle et le niveau d'instruction de chaque candidat ;
- le nom du ou des partis pour les listes présentées sous l'égide d'un parti politique ;
- le titre de la liste, concernant les candidats indépendants ;
- la circonscription électorale concernée.

La liste des candidats des partis et des candidats indépendants comporte, en annexe, le programme de la campagne électorale.

La liste des candidats est établie sur un formulaire fourni par l'Autorité indépendante, dûment rempli et signé par chacun des candidats, conformément à la présente loi organique.

Un récépissé indiquant la date et l'heure de dépôt est délivré obligatoirement au déclarant.

Pour les circonscriptions électorales à l'étranger, visées à l'article 191 de la présente loi organique, le dépôt des candidatures s'effectue dans les mêmes formes au niveau de la délégation de l'Autorité indépendante auprès de la représentation diplomatique et consulaire à l'étranger désignée à cet effet pour chaque circonscription électorale.

Les modalités d'établissement des formulaires cités ci-dessus, sont définies par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 202. — Chaque liste de candidats présentée, soit sous l'égide d'un ou de plusieurs partis politiques, soit au titre d'une liste indépendante, doit être expressément parrainée selon l'une des formules suivantes :

- par les partis politiques ayant obtenu plus de quatre pour cent (4%) des suffrages exprimés lors des élections législatives précédentes dans la circonscription électorale dans laquelle la candidature est présentée ;
- par les partis politiques ayant, au moins, dix (10) élus au niveau de la circonscription électorale concernée dans laquelle la candidature est présentée ;
- dans le cas où une liste de candidats est présentée au titre d'un parti politique ne remplissant pas l'une des deux conditions citées ci-dessus, ou au titre d'un parti politique qui participe pour la première fois aux élections ou lorsqu'une liste est présentée au titre d'une liste indépendante, elle doit être appuyée par, au moins, deux cent cinquante (250) signatures d'électeurs de la circonscription électorale concernée pour chaque siège à pourvoir.

Pour les circonscriptions électorales à l'étranger, la liste de candidats est présentée :

- soit au titre d'un ou de plusieurs partis politiques ;
- soit au titre d'une liste indépendante appuyée d'au moins, deux cents (200) signatures pour chaque siège à pourvoir parmi les électeurs de la circonscription électorale concernée.

Aucun électeur n'est autorisé à signer ou à apposer son empreinte pour plus d'une liste. Dans le cas contraire, la signature est considérée comme nulle et expose son auteur aux sanctions prévues à l'article 301 de la présente loi organique.

Les imprimés doivent porter une signature avec apposition de l'empreinte de l'index gauche et sont légalisés auprès d'un officier public. Ils doivent comporter la mention des nom, prénom, adresse et numéro de la carte nationale d'identité ou d'un autre document officiel prouvant l'identité du signataire, ainsi que son numéro d'inscription sur la liste électorale.

Les imprimés remplissant les conditions légales, accompagnés d'une fiche informatisée, sont présentés pour certification au président de la commission électorale de la circonscription électorale prévue aux articles 266 et 275 de la présente loi organique, selon le cas.

Le président de la commission visée à l'alinéa ci-dessus, procède au contrôle des signatures et s'assure de leur validité. Il en établit un procès-verbal.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 203. — Le délai de dépôt des listes de candidatures s'achève cinquante (50) jours francs, avant la date du scrutin.

Art. 204. — Une liste de candidats déposée ne peut faire l'objet, ni de modification ni de retrait, sauf dans le cas de décès et dans les conditions suivantes :

- en cas de décès d'un candidat de la liste avant la fin du délai de dépôt de candidature, il est procédé à son remplacement par son parti politique ou par les candidats de la liste indépendante si le décès concerne un candidat indépendant ;
- en cas de décès d'un candidat de la liste après le délai de dépôt de candidature, il ne peut être procédé à son remplacement.

Nonobstant les dispositions de l'article 203 de la présente loi organique, la liste des candidats restants demeure valable.

Les documents établis pour le dépôt de la liste initiale demeurent valables.

Art. 205. — Nul ne peut faire acte de candidature sur plus d'une liste, ni dans plus d'une circonscription électorale.

Outre le rejet de plein droit des listes concernées, tout contrevenant à la présente disposition s'expose aux sanctions prévues à l'article 284 de la présente loi organique.

Art. 206. — Tout rejet d'une candidature ou d'une liste de candidats, doit être dûment et explicitement motivé, selon le cas, par décision du coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou du coordinateur auprès de la représentation diplomatique et consulaire à l'étranger.

Cette décision doit être notifiée sous peine de nullité, dans un délai de huit (8) jours francs, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature. Passé ce délai, la candidature est réputée valable.

La décision de rejet peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de trois (3) jours francs, à compter de la date de sa notification.

La décision de rejet concernant les candidatures dans les circonscriptions électorales à l'étranger peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Alger dans un délai de quatre (4) jours francs, à partir de la date de sa notification.

Le tribunal administratif territorialement compétent statue dans un délai de quatre (4) jours francs, à compter de la date d'introduction du recours.

Le jugement du tribunal administratif est susceptible d'appel dans un délai de trois (3) jours francs devant le tribunal administratif d'appel territorialement compétent, à compter de la date de notification du jugement.

Le tribunal administratif d'appel statue dans un délai de quatre (4) jours francs, à compter de la date d'introduction du recours.

L'arrêt du tribunal administratif d'appel n'est susceptible d'aucune voie de recours.

Le jugement ou l'arrêt, selon le cas, est notifié, d'office et immédiatement, par tout moyen légal aux parties concernées, selon le cas, au coordinateur de la délégation de wilaya ou au coordinateur de l'Autorité indépendante auprès de la représentation diplomatique et consulaire pour exécution.

Art. 207. — En cas de rejet de candidatures au titre d'une liste, de nouvelles candidatures peuvent être formulées dans un délai n'excédant pas les vingt-cinq (25) jours précédant la date du scrutin.

Art. 208. — Les listes des candidatures remplissant les conditions légales pour les circonscriptions électorales à l'étranger sont remises immédiatement au Président de l'Autorité indépendante par le coordinateur de l'Autorité indépendante auprès de la représentation diplomatique et consulaire à l'étranger.

Art. 209. — Le Président de l'Autorité indépendante proclame les résultats provisoires des élections législatives dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, à compter de la date de réception des procès-verbaux des commissions électorales de wilayas et de la commission électorale des résidents à l'étranger par l'Autorité indépendante.

Toutefois ce délai peut être, en cas de besoin, prorogé de vingt-quatre (24) heures par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Tout candidat aux élections législatives ou partis politiques participant, ou toute liste de candidature aux élections a le droit de contester les résultats provisoires en introduisant un recours par simple requête déposée auprès de la Cour constitutionnelle dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la proclamation des résultats provisoires.

La Cour constitutionnelle informe la liste ou le candidat déclaré élu, dont l'élection est contestée, qu'il peut produire un mémoire écrit auprès de la Cour constitutionnelle dans un délai de soixante-douze (72) heures, à compter de la date de dépôt du recours.

Art. 210. — La Cour constitutionnelle statue sur le recours dans les trois (3) jours qui suivent l'expiration du délai.

Si la Cour constitutionnelle estime le recours fondé, elle peut, par décision motivée, soit annuler l'élection contestée, soit reformuler le procès-verbal des résultats établis et proclamer le candidat qui est régulièrement élu.

Art. 211. — Les résultats définitifs des élections législatives sont arrêtés et proclamés par la Cour constitutionnelle, au plus tard, dans un délai de dix (10) jours, à partir de la date de réception des résultats provisoires arrêtés par l'Autorité indépendante.

Ce délai peut, en cas de besoin, être prorogé de quarante-huit (48) heures par décision du Président de la Cour constitutionnelle.

### Chapitre 3

## **Remplacement des membres des assemblées populaires communales, de wilayas et de l'assemblée populaire nationale**

### *Section 1*

#### ***Remplacement de membres des assemblées populaires communales et de wilayas***

Art. 212. — Sans préjudice des dispositions législatives en vigueur, le membre de l'assemblée populaire communale et de wilaya démissionnaire, décédé, exclu ou se trouvant dans une situation d'incompatibilité, est remplacé par le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix après le dernier candidat élu de la liste, pour la période restante du mandat.

Art. 213. — Lorsqu'il y a lieu à remplacement d'une assemblée populaire communale ou de wilaya démissionnaire dissoute ou dont le renouvellement intégral a été prononcé conformément aux dispositions légales en vigueur, les électeurs sont convoqués quatre-vingt-dix (90) jours avant la date des élections.

Toutefois, ces élections ne peuvent se dérouler à moins de douze (12) mois du renouvellement normal. Durant cette période, il est fait application des dispositions régissant, selon le cas, la commune ou la wilaya.

Art. 214. — Dans le cas où il est prononcé l'annulation ou la non-régularité des opérations de vote, les élections, objet de recours sont renouvelées dans les mêmes formes que celles prévues par la présente loi organique, quarante-cinq (45) jours, au plus tard, à partir de la date de notification de la décision du tribunal administratif territorialement compétent.

### *Section 2*

#### **Remplacement d'un membre de l'Assemblée Populaire Nationale**

Art. 215. — Sans préjudice des dispositions constitutionnelles et législatives en vigueur, le député dont le siège devient vacant par suite de décès, de démission, d'empêchement légal, d'exclusion, de déchéance de son mandat électif ou d'acceptation de l'une des fonctions énumérées dans la loi organique fixant les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire, est remplacé par le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix après le dernier candidat élu de la liste, pour la période restante du mandat.

Art. 216. — La vacance du siège d'un député est déclarée par le bureau de l'Assemblée Populaire Nationale. Cette déclaration est immédiatement notifiée à la Cour constitutionnelle pour l'annonce de la vacance et la désignation du remplaçant du candidat.

### Chapitre 4

#### **L'élection des deux tiers des membres du Conseil de la Nation**

Art. 217. — Les deux tiers (2/3) des membres du Conseil de la Nation sont élus pour un mandat d'une durée de six (6) ans. Les membres élus du Conseil de la Nation sont renouvelés, par moitié, tous les trois (3) ans.

Art. 218. — Les deux tiers (2/3) des membres du Conseil de la Nation sont élus au scrutin plurinominal majoritaire à un tour au niveau de la wilaya, par un collège électoral composé de l'ensemble :

- des membres de l'assemblée populaire de wilaya ;
- des membres des assemblées populaires communales de la wilaya.

Le vote est obligatoire, sauf cas d'empêchement majeur.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. 219. — Le collège électoral est convoqué par décret présidentiel quarante-cinq (45) jours avant la date du scrutin.

Art. 220. — Tout membre d'une assemblée populaire communale ou de wilaya, remplissant les conditions légales, peut se porter candidat à l'élection au Conseil de la Nation.

Art. 221. — Le candidat au Conseil de la Nation doit satisfaire aux conditions suivantes :

- être âgé de trente-cinq (35) ans révolus au jour du scrutin ;
- avoir accompli un mandat complet en qualité d'élu dans une assemblée populaire communale ou de wilaya.

La présente disposition ne s'applique pas aux élections relatives aux deux prochains renouvellements partiels des membres élus du Conseil de la Nation qui suivent la promulgation de la présente loi organique.

- justifier de sa situation vis-à-vis de l'administration fiscale ;
- ne pas avoir fait l'objet de condamnation définitive à une peine privative de liberté pour crime ou délit et non réhabilité, à l'exception des délits involontaires ;
- n'étant pas connu de manière notoire pour avoir eu des liens avec l'argent douteux et les milieux de l'affairisme et pour son influence directe ou indirecte sur le libre choix des électeurs ainsi que sur le bon déroulement des opérations électorales.

Art. 222. — Est réputé déclaration de candidature, le dépôt, au niveau de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, par le candidat, d'un formulaire de déclaration fourni par l'Autorité indépendante en double exemplaire et dûment rempli et signé par le candidat.

Pour les candidats se présentant sous l'égide d'un parti politique, la déclaration de candidature doit être accompagnée de l'attestation de parrainage dûment signée par le premier responsable de ce parti.

Art. 223. — Les déclarations de candidatures font l'objet d'un enregistrement sur un registre spécial ouvert à cet effet et sur lequel sont consignés :

- les nom, prénom(s) et, le cas échéant, le surnom, l'adresse et la qualité du candidat ;
- les date et heure de dépôt ;
- les observations sur la composition du dossier.

Un récépissé indiquant la date et l'heure de dépôt est délivré obligatoirement au déclarant.

Art. 224. — La déclaration de candidature doit être déposée, au plus tard, vingt (20) jours avant la date du scrutin.

Art. 225. — Une candidature déposée ne peut faire l'objet ni de modification, ni de retrait, sauf en cas de décès ou d'empêchement légal.

Art. 226. — La délégation de wilaya de l'Autorité indépendante statue sur la validité des candidatures.

Elle peut rejeter, par décision motivée, toute candidature qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi organique.

La décision de rejet doit être notifiée au candidat dans un délai de deux (2) jours francs, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature.

La décision de rejet est susceptible de recours dans les conditions fixées à l'article 206 de la présente loi organique.

Art. 227. — Le scrutin se déroule au niveau de l'assemblée populaire de wilaya.

Le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante peut prendre, après autorisation du Président de l'Autorité indépendante une décision à l'effet d'avancer ou de retarder les horaires d'ouverture et de clôture du scrutin.

La décision prise par le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, à l'effet d'avancer ou de retarder l'heure d'ouverture du scrutin, est publiée et affichée au niveau des sièges de la délégation de wilaya, de l'Autorité indépendante, de l'assemblée populaire de wilaya et des assemblées populaires communales de la wilaya, au plus tard, cinq (5) jours avant la date d'ouverture du scrutin.

Art. 228. — Le bureau de vote est composé d'un président, d'un vice-président, de deux (2) assesseurs et de quatre (4) suppléants, tous magistrats désignés par le président de la Cour territorialement compétente.

Le bureau de vote est doté d'un secrétariat dirigé par un greffier désigné par le président de la Cour territorialement compétente.

Le nombre des bureaux du vote de chaque wilaya est notifié par le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante au président de la Cour territorialement compétente dans les vingt (20) jours avant la date du scrutin.

Art. 229. — La liste des électeurs constituant le collège électoral est dressée par le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante par ordre alphabétique sous la forme d'une liste d'émargement comportant les nom et prénom(s) des électeurs et l'assemblée à laquelle ils appartiennent.

Le collège électoral est réparti sur des bureaux de vote n'excédant pas quatre cent (400) électeurs par bureau.

La liste d'émargement, dressée quatre (4) jours avant la date d'ouverture du scrutin, est mise à la disposition des candidats et du collège électoral.

Copie de la liste d'émargement, certifiée par le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, est déposée pendant toute la durée du scrutin au niveau du bureau de vote.

Art. 230. — Il est mis à la disposition de chaque électeur des bulletins de vote dont le libellé et les caractéristiques techniques sont fixés par décision du président de l'Autorité indépendante.

Art. 231. — Un électeur peut, sur sa demande, exercer son droit de vote par procuration, en cas d'empêchement majeur.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 232. — Le vote a lieu dans les mêmes formes que celles prévues aux articles 133, 135, 136, 140, 143, 144, 146, 147, 149 et 150 de la présente loi organique.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 233. — Tout candidat a le droit d'assister aux opérations de vote ou de s'y faire représenter par une personne de son choix faisant partie du collège électoral.

Toutefois, ne peuvent, dans tous les cas, être présents simultanément dans le bureau de vote plus de cinq (5) représentants des candidats.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 234. — Dès la clôture du scrutin, la liste d'émargement est signée par tous les membres du bureau de vote.

Art. 235. — Le dépouillement suit immédiatement la clôture du scrutin.

Il est organisé conformément aux dispositions de l'article 152 à 156 de la présente loi organique.

Art. 236. — Les résultats du dépouillement sont consignés dans un procès-verbal en trois (3) exemplaires, rédigé à l'encre indélébile.

Dès l'établissement du procès-verbal de dépouillement, les résultats sont proclamés, en public, par le président du bureau de vote et affichés par ses soins dans le bureau de vote.

Une copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de dépouillement est remise, contre accusé de réception, au représentant dûment mandaté de tout candidat.

Une copie originale du procès-verbal est remise immédiatement au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou son représentant.

Dans le cas de création de plus d'un bureau de vote, et après transcription des résultats du dépouillement, les résultats de vote au niveau des bureaux sont consolidés dans un procès-verbal de centralisation par une commission composée des présidents et des vice-présidents des bureaux de vote concernés, dotée d'un secrétariat dirigé par le greffier le plus âgé parmi les greffiers de ces bureaux.

Une copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de dépouillement et de centralisation des résultats est remise, contre accusé de réception, au représentant dûment habilité de chaque candidat.

Une copie originale du procès-verbal de dépouillement et de centralisation des résultats est remise immédiatement au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou son représentant.

Une copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de dépouillement et de centralisation est transmise au Président de l'Autorité indépendante et au président du tribunal administratif territorialement compétent.

Les caractéristiques techniques du procès-verbal de dépouillement et de centralisation des résultats sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 237. — En cas de réclamations, celles-ci sont consignées dans le procès-verbal, visé à l'article 236 de la présente loi organique.

Art. 238. — Le Président de l'Autorité indépendante proclame les résultats provisoires dans un délai de quarante-huit (48) heures, à compter de la réception des procès-verbaux de dépouillement et de centralisation des résultats par l'Autorité indépendante.

Dès la proclamation des résultats provisoires, le Président de l'Autorité indépendante les transmet accompagnés des procès-verbaux de dépouillement et de centralisation des résultats à la Cour constitutionnelle.

Art. 239. — Est déclaré élu le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix en fonction du nombre de sièges à pourvoir.

En cas d'égalité des suffrages obtenus, est déclaré élu le candidat le plus âgé.

Art. 240. — Tout candidat a le droit de contester les résultats du scrutin en introduisant un recours, déposé auprès du greffe de la Cour constitutionnelle, dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent la proclamation des résultats provisoires.

Art. 241. — La Cour constitutionnelle statue sur les recours dans un délai de trois (3) jours francs.

Si elle estime le recours fondé, elle peut, par décision motivée, soit annuler l'élection contestée, soit reformuler le procès-verbal des résultats établis et dans ce cas elle annonce définitivement le nom du candidat légalement élu.

La Cour constitutionnelle proclame les résultats définitifs dans un délai de dix (10) jours, à compter de la date de la réception des résultats provisoires.

En cas d'annulation de l'élection par la Cour Constitutionnelle, un nouveau scrutin est organisé dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de notification de la décision de la Cour constitutionnelle au Président de l'Autorité indépendante.

Art. 242. — En cas de vacance du siège d'un membre élu du Conseil de la Nation pour cause de décès, de désignation dans l'une des fonctions énumérées dans la loi organique fixant les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire, de démission, d'exclusion, de déchéance du mandat électif ou tout autre empêchement légal, il est procédé à des élections partielles pour son remplacement, sous réserve des dispositions de la Constitution.

Art. 243. — Le mandat du nouveau membre du Conseil de la Nation expire à la date d'expiration du mandat du membre remplacé.

Art. 244. — La vacance du siège d'un membre élu du Conseil de la Nation est déclarée par le bureau dudit Conseil. Cette déclaration est immédiatement notifiée à la Cour constitutionnelle pour l'annonce de la vacance.

## TITRE VI

### L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET LES CONSULTATIONS REFERENDAIRES

#### Chapitre 1er

#### L'élection du Président de la République

Art. 245. — Les élections présidentielles ont lieu dans les trente (30) jours qui précèdent l'expiration du mandat du Président de la République.

Art. 246. — Le corps électoral est convoqué par décret présidentiel, quatre-vingt-dix (90) jours avant la date du scrutin, sous réserve des dispositions de l'article 94 de la Constitution.

Art. 247. — Les élections du Président de la République ont lieu au scrutin uninominal, à deux tours, à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Art. 248. — Si au premier tour du scrutin, aucun candidat n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, un deuxième tour est organisé.

Ne participent à ce deuxième tour que les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour.

Art. 249. — La déclaration de candidature à la Présidence de la République résulte du dépôt d'une demande d'enregistrement auprès du Président de l'Autorité indépendante par le candidat lui-même contre remise d'un récépissé.

La demande de candidature comporte les nom, prénom, émargement, profession et adresse de l'intéressé.

La demande est accompagnée d'un dossier comportant les pièces suivantes :

1 - Une copie originale et intégrale de l'acte de naissance de l'intéressé ;

2 - Un certificat de nationalité algérienne d'origine de l'intéressé ;

3 - Une déclaration sur l'honneur attestant que l'intéressé possède uniquement la nationalité algérienne d'origine et qu'il n'a jamais possédé une autre nationalité ;

4 - Une déclaration sur l'honneur attestant que l'intéressé est de confession musulmane ;

5 - Un extrait du casier judiciaire n° 3 de l'intéressé ;

6 - Une photographie récente de l'intéressé ;

7 - Un certificat de nationalité algérienne d'origine du conjoint de l'intéressé ;

8 - Un certificat médical délivré à l'intéressé par des médecins assermentés ;

9 - Une déclaration sur l'honneur attestant que le conjoint jouit uniquement de la nationalité algérienne ;

10 - Un certificat de nationalité algérienne d'origine du père de l'intéressé ;

11 - Un certificat de nationalité algérienne d'origine de la mère de l'intéressé ;

12 - Une copie de la carte d'électeur de l'intéressé ;

13 - Une déclaration sur l'honneur attestant la résidence exclusive, en Algérie, pendant dix (10) ans, au moins, sans interruption, précédant immédiatement le dépôt de candidature de l'intéressé ;

14 - Une attestation justifiant de l'accomplissement du service national ou de tout autre motif légal de son non accomplissement ;

15 - Les signatures prévues à l'article 253 de la présente loi organique ;

16 - Une déclaration publique sur le patrimoine mobilier et immobilier de l'intéressé à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;

17 - Une attestation de participation à la Révolution du 1er Novembre 1954 pour les candidats nés avant juillet 1942 ;

18 - Une attestation de non implication des parents du candidat, né après juillet 1942, dans des actes hostiles à la Révolution du 1er Novembre 1954 ;

19 - Une attestation justifiant le dépôt de la caution prévue à l'article 250 de la présente loi organique délivrée par le Trésor public ;

20- Un engagement écrit et signé par le candidat portant sur :

— la non utilisation des composantes fondamentales de l'identité nationale dans sa triple dimension islamique, arabe et amazighe, à des fins partisanses ;

— la préservation et la promotion de l'identité nationale dans sa triple dimension islamique, arabe et amazighe ;

— le respect et la concrétisation des principes du 1er novembre 1954 ;

— le respect de la Constitution et des lois en vigueur et l'engagement de s'y conformer ;

— la consécration des principes de pacifisme et de la réconciliation nationale ;

— le rejet de la violence comme moyen d'expression ou d'action politique et d'accès ou de maintien au pouvoir, et sa dénonciation ; ainsi que tout discours haineux ou discriminatoire ;

— le respect des libertés individuelles et collectives et le respect des droits de l'Homme ;

— le refus de toute pratique féodale, régionaliste et népotique ;

— la consolidation de l'unité nationale ;

— la préservation de la souveraineté nationale ;

— l'attachement à la démocratie dans le respect des valeurs nationales ;

— l'adhésion au pluralisme politique ;

— le respect de l'alternance démocratique au pouvoir par la voie du libre choix du peuple algérien ;

— la préservation de l'intégrité du territoire national ;

— le respect des principes de la République.

Le contenu de cet engagement écrit doit être reflété dans le programme du candidat.

Art. 250. — Le prétendant à la candidature à l'élection présidentielle est tenu au dépôt d'une caution de deux cent cinquante mille dinars (250.000 DA) auprès du Trésor public.

Cette caution est remboursée dans un délai de quinze (15) jours après proclamation des candidatures par la Cour constitutionnelle, au candidat ayant recueilli, au moins, 50% des signatures prévues par la présente loi organique, réparties sur, au moins, 25 wilayas. En cas de décès d'un candidat, la caution est restituée à ses ayants droit.

La caution est prescrite et acquise au Trésor public si elle n'est pas réclamée par le candidat dans un délai d'un (1) an, à compter de la date de proclamation des résultats définitifs.

Art. 251. — La déclaration de candidature est déposée, au plus tard, dans les quarante (40) jours qui suivent la publication du décret présidentiel portant convocation du corps électoral.

Art. 252. — L'Autorité indépendante statue sur la validité des candidatures à la Présidence de la République par décision dûment motivée, dans un délai, maximum, de sept (7) jours, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature.

La décision de l'Autorité indépendante est immédiatement notifiée à l'intéressé, en cas de rejet, il peut introduire un recours auprès de la Cour constitutionnelle dans un délai, maximum, de quarante-huit (48) heures qui suivent l'heure de la notification.

L'Autorité indépendante transmet à la Cour constitutionnelle, ses décisions relatives aux candidatures accompagnées des dossiers des candidats dans un délai n'excédant pas les vingt-quatre (24) heures, à compter de la date de l'annonce de ses décisions.

La Cour constitutionnelle valide, par décision, la liste définitive des candidats à l'élection du Président de la République, y compris les recours, dans un délai, maximum, de sept (7) jours, à partir de la date de transmission de la dernière décision de l'Autorité indépendante, sous réserve des dispositions de l'article 95 de la Constitution.

La décision de la Cour constitutionnelle est publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 253. — Outre les conditions fixées par l'article 87 de la Constitution et les dispositions de la présente loi organique, le candidat doit présenter :

— soit une liste comportant, au moins, six cent (600) signatures individuelles de membres élus d'assemblées populaires communales, de wilayas ou parlementaires et réparties, au moins, à travers vingt-neuf (29) wilayas ;

— une liste comportant cinquante mille (50.000) signatures individuelles, au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale. Ces signatures doivent être recueillies à travers, au moins, vingt-neuf (29) wilayas. Le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à mille deux cents (1.200).

Les signatures sont portées sur un imprimé individuel et légalisé auprès d'un officier public. Lesdits imprimés sont déposés en même temps que l'ensemble du dossier de candidature, objet de l'article 249 de la présente loi organique, auprès de l'Autorité indépendante.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 254. — Tout électeur inscrit sur une liste électorale ne peut accorder sa signature qu'à un seul candidat.

Toute signature d'électeur accordée à plus d'un candidat est nulle et expose son auteur aux sanctions prévues à l'article 301 de la présente loi organique.

L'utilisation des lieux de culte, des institutions et administrations publiques, et de tout établissement d'éducation, d'enseignement et de formation, quelle que soit leur nature, pour la collecte des signatures des électeurs, est interdite.

Art. 255. — Le retrait du candidat n'est ni accepté ni pris en compte après la validation des candidatures par la Cour constitutionnelle, sauf en cas d'empêchement grave légalement constaté par la Cour constitutionnelle ou en cas de décès de l'intéressé. Un nouveau délai est ouvert pour le dépôt d'une nouvelle candidature. Ce délai ne peut excéder le mois précédant la date du scrutin.

En cas de décès ou d'empêchement grave d'un candidat après la validation de la liste des candidats par la Cour constitutionnelle et sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, la date du scrutin est reportée pour une durée maximale de quinze (15) jours.

Art. 256. — La Cour constitutionnelle proclame les résultats du premier tour et désigne les deux candidats appelés à participer au deuxième tour, le cas échéant.

Art. 257. — La date du deuxième tour du scrutin est fixée au quinzième (15<sup>ème</sup>) jour après la proclamation des résultats du premier tour par la Cour constitutionnelle. La durée maximale entre le premier et le deuxième tour ne doit pas dépasser trente (30) jours.

Art. 258. — Tout candidat ou son représentant dûment habilité, dans le cas d'élections présidentielles, et tout électeur, dans le cas de référendum, ont le droit de contester la régularité des opérations de vote en faisant mentionner leur réclamation sur le procès-verbal de dépouillement disponible dans le bureau de vote.

L'Autorité indépendante est immédiatement saisie de cette réclamation sur laquelle elle statue conformément à la présente loi organique.

Art. 259. — Dans chaque bureau de vote, les résultats de l'élection du Président de la République sont consignés dans un procès-verbal établi en trois (3) exemplaires originaux sur des formulaires spéciaux.

Les caractéristiques techniques de ce procès-verbal sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Le Président de l'Autorité indépendante proclame les résultats provisoires de l'élection présidentielle, au plus tard, dans un délai de soixante-douze (72) heures, à compter de la réception des procès-verbaux des commissions électorales de wilaya et de la commission électorale des résidents à l'étranger par l'Autorité indépendante.

Les recours à l'encontre des résultats provisoires sont formulés auprès du greffe de la Cour constitutionnelle dans un délai de quarante-huit (48) heures qui suivent la proclamation des résultats provisoires.

La Cour constitutionnelle informe le candidat déclaré élu, dont l'élection est contestée, qu'il peut produire un mémoire écrit dans un délai de soixante-douze (72) heures, à compter de la date de sa notification.

Art. 260. — La Cour constitutionnelle statue sur les recours dans les trois (3) jours. Si elle estime les recours fondés, elle reformule par décision motivée, le procès-verbal des résultats établis.

Elle proclame les résultats définitifs de l'élection présidentielle dans un délai de dix (10) jours, à partir de la date de réception des procès-verbaux transmis par le Président de l'Autorité indépendante.

## Chapitre 2

### La consultation électorale par voie de référendum

Art. 261. — Les électeurs sont convoqués par décret présidentiel quarante-cinq (45) jours avant la date du référendum.

Le texte soumis au référendum est annexé au décret présidentiel prévu à l'alinéa ci-dessus.

Art. 262. — Il est mis à la disposition de chaque électeur deux bulletins de vote imprimés sur papier de couleurs différentes : l'un portant la mention « OUI », l'autre la mention « NON ».

La question prévue pour les électeurs est formulée de la manière suivante : « Etes-vous d'accord sur... qui vous est proposé ? ».

Les caractéristiques techniques des bulletins de vote sont définies par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Art. 263. — Les opérations de vote et le contentieux y afférents sont régis par les dispositions des articles 259 et 272 de la présente loi organique.

La Cour constitutionnelle proclame les résultats du référendum, au plus tard, dans les dix (10) jours, à compter de la date de réception des procès-verbaux des commissions électorales prévues aux articles 266 et 275 de la présente loi organique.

## TITRE VII

### LES COMMISSIONS ELECTORALES

#### Chapitre 1er

#### La commission électorale communale

##### Section 1

##### *Composition de la Commission*

Art. 264. — Il est créé au niveau de chaque commune une commission électorale communale, à l'occasion de toute élection. Elle est composée :

— d'un magistrat désigné par le président de la Cour territorialement compétente, président ;

— d'un vice-président et de deux assesseurs désignés par le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, parmi les électeurs de la commune, à l'exclusion des candidats appartenant à leurs partis et de leurs parents et leurs parents par alliances en ligne directe, jusqu'au quatrième degré.

Toutefois, concernant les élections des membres des assemblées populaires communales et de wilayas, il est créé deux commissions électorales communales avec la même composition sus-citée, l'une chargée des élections des assemblées populaires communales et l'autre chargée des élections des assemblées populaires de wilayas.

La décision portant désignation des membres des commissions électorales communales est immédiatement affichée aux sièges de la délégation de la wilaya de l'Autorité indépendante, de la wilaya et des communes concernées.

Par décision du Président de l'Autorité indépendante, chaque commission est assistée par une ou plusieurs cellules techniques composées d'ingénieurs et de techniciens en informatique et en statistiques.

## Section 2

### *Attributions de la commission électorale communale*

Art. 265. — La commission électorale communale réunie au siège de la commune et, le cas échéant, dans un autre siège officiel connu, fixé par le coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, procède au recensement des résultats du vote obtenus dans l'ensemble des bureaux de vote de la commune, qu'elle consigne dans un procès-verbal en trois (3) exemplaires, en présence des représentants dûment habilités des candidats ou des listes de candidats.

Les bulletins de vote des listes ayant obtenu des sièges sont conservés dans des sacs identifiés et scellés au niveau du siège de la délégation communale de l'autorité indépendante.

Les résultats enregistrés dans chaque bureau de vote ainsi que les documents annexes ne peuvent, en aucun cas, être modifiés.

Le procès-verbal de recensement communal des votes qui est un document récapitulatif des voix, est signé par tous les membres de la commission électorale communale.

Les trois (3) exemplaires originaux, visés à l'alinéa 1er ci-dessus, sont répartis comme suit :

— un exemplaire est immédiatement transmis au président de la commission électorale de wilaya prévue à l'article 266 de la présente loi organique ;

— un exemplaire est affiché, par le président de la commission électorale communale, au siège de la commune d'établissement de l'opération de recensement communal des votes. Il est ensuite conservé au niveau des archives de l'Autorité indépendante ;

— un exemplaire est immédiatement remis au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou son représentant.

Pour l'élection des assemblées populaires communales, la commission électorale communale opère le recensement communal des votes et, sur cette base, procède à la répartition des sièges, conformément aux dispositions des articles 171, 172, 173 et 174 de la présente loi organique.

Une copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de la commission électorale communale est remise immédiatement, et au siège de la commission, par son président, à chacun des représentants dûment habilités des candidats ou des listes de candidats, contre accusé de réception. Cette copie doit être estampillée sur toutes ses pages à l'aide d'un cachet humide portant la mention « copie certifiée conforme à l'original ».

Dans les vingt (20) jours francs avant la date du scrutin, le candidat ou la liste des candidats dépose, auprès de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, la liste de leurs représentants dûment habilités pour la remise de la copie du procès-verbal de la commission électorale communale relatif au recensement communal des votes.

Cette liste doit comporter tous les éléments d'identification de la personne habilitée.

Une liste additive peut être déposée dans un délai de dix (10) jours avant le jour du scrutin, dans les mêmes conditions, pour suppléer l'absence du représentant habilité.

Une copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal, susmentionné, est également remise au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante.

Les caractéristiques techniques du procès-verbal de recensement communal des votes sont fixées par décision du Président de l'Autorité indépendante.

Les modalités d'application du présent article sont fixés par décision du Président de l'Autorité indépendante.

## Chapitre 2

### La commission électorale de wilaya

#### Section 1

##### Composition de la commission

Art. 266. — La commission électorale de wilaya agit sous la direction de l'Autorité indépendante. Elle est composée de trois (3) membres et de membres suppléants :

— un magistrat ayant rang de conseiller, désigné par le président de la Cour territorialement compétent, président ;

— un membre nommé par le Président de l'Autorité indépendante parmi les membres de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, vice-président ;

— un officier public, réquisitionné par le Président de l'Autorité indépendante, membre, chargé du secrétariat de la commission.

La commission électorale de wilaya se réunit au siège de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante.

Par décision du Président de l'Autorité indépendante, la commission est assistée par une ou plusieurs cellules techniques composées d'ingénieurs et de techniciens en informatique et en statistiques.

Art. 267. — Dans le cas où une wilaya est divisée en deux (2) ou plusieurs circonscriptions électorales, il est institué, pour chaque circonscription électorale, une commission électorale dans les mêmes conditions prévues à l'article 266 ci-dessus.

Les prérogatives de cette commission sont celles fixées à l'article 268 de la présente loi organique.

#### Section 2

##### Attributions de la Commission électorale de wilaya

Art. 268. — La commission électorale de wilaya, supervise, centralise et consolide les résultats enregistrés et transmis par les commissions électorales communales.

Art. 269. — Pour l'élection des assemblées populaires de wilayas, la commission électorale de wilaya procède à la répartition des sièges, conformément aux articles 171, 172, 173 et 174 de la présente loi organique.

Art. 270. — Pour l'élection des assemblées populaires communales et de wilayas, la commission électorale de wilaya doit achever ses travaux, au maximum, dans un délai de quatre-vingt-seize (96) heures, à compter de la clôture du scrutin.

Le Président de l'Autorité indépendante peut, le cas échéant, proroger le délai cité à l'alinéa ci-dessus de quarante-huit (48) heures, au maximum.

Une copie originale du procès-verbal est remise immédiatement au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou son représentant.

Une copie du procès-verbal certifiée conforme à l'original de la commission électorale de wilaya est remise, séance tenante, au siège de la commission au représentant dûment habilité de chaque liste de candidature contre accusé de réception, cette copie doit être estampillée sur toutes ses pages à l'aide d'un cachet humide portant la mention « copie certifiée conforme à l'original ».

Art. 271. — Pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale, les travaux de la commission électorale de wilaya ou de circonscription électorale doivent être achevés, au plus tard, dans les quatre-vingt-seize (96) heures qui suivent la clôture du scrutin. Le Président de l'Autorité indépendante peut, le cas échéant, proroger le délai cité à l'alinéa ci-dessus de quarante-huit (48) heures, au maximum.

Elle dépose aussitôt les procès-verbaux correspondants, sous pli scellé, auprès du greffe de la Cour constitutionnelle contre accusé de réception.

Une copie originale du procès-verbal est remise sans délai, contre accusé de réception, au président de l'Autorité indépendante.

Une copie du procès-verbal, certifiée conforme à l'original de la commission électorale de wilaya, est remise, séance tenante au siège de la commission au représentant dûment habilité de chaque candidat contre accusé de réception. Cette copie doit être estampillée sur toutes ses pages à l'aide d'un cachet humide portant la mention « copie certifiée conforme à l'original ».

Une copie du procès-verbal cité ci-dessus, certifiée conforme à l'original, est remise au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou son représentant.

Art. 272. — Pour l'élection du Président de la République et la consultation référendaire, la commission électorale de wilaya est chargée de centraliser les résultats des communes relevant de la wilaya, de procéder au recensement général des votes et de superviser les résultats de l'élection du Président de la République.

Les travaux de la commission doivent être achevés, au plus tard, dans les soixante-douze (72) heures qui suivent la clôture du scrutin. Elle dépose aussitôt les procès-verbaux correspondants, sous pli scellé, auprès du greffe de la Cour constitutionnelle contre accusé de réception.

Une copie originale du procès-verbal est transmise immédiatement contre accusé de réception au Président de l'Autorité indépendante.

Une copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de la commission électorale de wilaya est remise, séance tenante, au siège de la commission, à chacun des représentants dûment habilités des candidats pour l'élection du Président de la République, contre accusé de réception. Cette copie doit être estampillée sur toutes ses pages à l'aide d'un cachet humide portant la mention « copie certifiée conforme à l'original ».

Une copie du procès-verbal cité ci-dessus, certifié conforme à l'original, est remise au coordinateur de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante ou son représentant.

Art. 273. — Dans les vingt (20) jours francs avant la date du scrutin, le candidat ou le représentant du candidat dûment habilité dépose, auprès de la délégation de wilaya de l'Autorité indépendante, la liste de leurs représentants dûment habilités pour la remise du procès-verbal de la commission électorale de wilaya relatif à la centralisation des résultats.

Cette liste doit comporter tous les éléments d'identification de la personne habilitée.

Une liste additive peut être déposée dans un délai de dix (10) jours avant le jour du scrutin, dans les mêmes conditions pour suppléer l'absence du représentant habilité.

### Chapitre 3

#### **La commission électorale auprès des représentations diplomatiques ou consulaires**

Art. 274. — Il est institué des commissions électorales auprès des missions diplomatiques ou consulaires dont le nombre et la composition sont déterminés par décision du Président de l'Autorité indépendante, en consultation avec les services du ministère des affaires étrangères. Ces commissions ont pour mission le recensement des résultats obtenus dans l'ensemble des bureaux de vote y relevant.

### Chapitre 4

#### **La commission électorale des résidents à l'étranger**

Art. 275. — Il est institué une commission électorale des résidents à l'étranger pour superviser, centraliser et consolider les résultats enregistrés par l'ensemble des commissions de circonscriptions diplomatiques ou consulaires à l'étranger. Elle est composée de :

- un magistrat ayant, au moins, rang de conseiller, désigné par le président de la Cour d'Alger, président ;
- un membre nommé par le Président de l'Autorité indépendante parmi ses membres ;
- un officier public, réquisitionné par le Président de l'Autorité indépendante, membre, chargé du secrétariat de la commission.

Les membres de la commission sont assistés par un (1) fonctionnaire proposé par le ministre des affaires étrangères et un (1) fonctionnaire proposé par le Président de l'Autorité indépendante. Ils sont désignés par décision du Président de l'Autorité indépendante.

La commission électorale des résidents à l'étranger se réunit au siège de l'Autorité indépendante.

Les travaux de la commission, consignés dans un procès-verbal en trois (3) exemplaires, doivent être achevés, au plus tard, dans les quatre-vingt-seize (96) heures qui suivent la clôture du scrutin. Le Président de l'Autorité indépendante peut, le cas échéant, proroger le délai, cité à l'alinéa ci-dessus, de quarante-huit (48) heures, au maximum.

La commission dépose, aussitôt, les procès-verbaux correspondants, sous pli scellé, auprès du greffe de la Cour constitutionnelle contre accusé de réception.

Un exemplaire du procès-verbal de centralisation des résultats est conservé auprès de la commission électorale des résidents à l'étranger.

Une copie originale du procès-verbal est remise immédiatement contre accusé de réception au président de l'Autorité indépendante.

Une copie, certifiée conforme à l'original du procès-verbal de la commission électorale des résidents à l'étranger, est remise, séance tenante, au siège de la commission, à chacun des représentants dûment mandatés des candidats ou du représentant dûment habilité des listes de candidats, contre accusé de réception. Cette copie doit être estampillée sur toutes ses pages à l'aide d'un cachet humide portant la mention « copie certifiée conforme à l'original ».

## TITRE VIII

### **INFRACTIONS ELECTORALES**

Art. 276. — Est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 30.000 DA à 500.000 DA quiconque s'oppose, ou entrave ou s'abstient volontairement à exécuter les décisions de l'Autorité indépendante.

Art. 277. — Tout outrage à l'égard des membres de l'Autorité indépendante dans l'exercice ou à l'occasion de leurs missions est passible des sanctions prévues à l'article 144 du code pénal.

Art. 278. — Est punie d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de 4.000 DA à 40.000 DA, toute personne qui se sera faite inscrire sur plus d'une liste électorale sous de faux noms ou de fausses qualités ou aura, en se faisant inscrire, dissimulé une incapacité prévue par la loi.

Art. 279. — Toute fraude dans la délivrance ou la production d'un certificat d'inscription ou de radiation des listes électorales est punie d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 6.000 DA à 60.000 DA.

Toute tentative est punie de la même peine.

Art. 280. — Est puni de la peine prévue à l'article 279 de la présente loi organique, quiconque aura entravé les opérations de mise à jour des listes électorales, détruit, dissimulé, détourné ou falsifié des listes électorales ou des cartes d'électeurs.

Lorsque l'infraction est commise par des agents chargés des opérations électorales, la peine est portée au double.

Art. 281. — Est puni d'un emprisonnement d'une (1) année à trois (3) années et d'une amende de 4.000 DA à 40.000 DA quiconque remet une copie du fichier national des électeurs ou liste électorale communale ou liste électorale de représentation diplomatique ou consulaire à l'étranger ou une partie d'elle à toute personne ou tout organe non cités à l'article 70 de la présente loi organique.

Art. 282. — Quiconque aura fait inscrire ou tenté de faire inscrire ou rayer indûment une personne d'une liste électorale au moyen de déclarations frauduleuses ou de faux certificats est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de 6.000 DA à 60.000 DA.

Le coupable du délit précité peut, en outre, être privé de l'exercice de ses droits civiques pendant deux (2) ans, au moins, et cinq (5) ans, au plus.

Art. 283. — Les actes ou tentative d'actes portant atteinte aux systèmes de traitement automatisé des données électorales sont punis, selon les cas, conformément aux dispositions des articles 394 bis à 394 nonièmes du code pénal.

Art. 284. — Quiconque déchu du droit de vote, soit par suite d'une condamnation, soit par suite d'une faillite non suivie de réhabilitation, aura sciemment voté sur la base d'une inscription sur les listes, opérée postérieurement à sa déchéance, est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de 4.000 DA à 40.000 DA.

Art. 285. — Quiconque aura voté, sur la base d'une inscription effectuée dans les cas prévus à l'article 278 de la présente loi organique en prenant faussement les noms et qualité d'un électeur inscrit, est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de 4.000 DA à 40.000 DA.

Est puni de la même peine :

— quiconque aura profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois ;

— quiconque aura fait acte de candidature sur plus d'une liste ou plus d'une circonscription électorale pour un même scrutin.

Art. 286. — Quiconque, étant chargé dans un scrutin, de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des électeurs, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins, ou les procès-verbaux ou lu un nom autre que celui inscrit, est puni de l'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Art. 287. — A l'exception des membres de la force publique, légalement requis, est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 4.000 DA à 40.000 DA, quiconque aura pénétré dans le bureau de scrutin porteur d'une arme apparente ou cachée.

Art. 288. — Nonobstant les dispositions de la loi relative à la prévention et la lutte contre la corruption et les dispositions du code pénal ; est puni d'emprisonnement de un (1) à cinq (5) ans et d'une amende de (40.000 DA) à (200.000 DA) toute personne ayant financé ou bénéficié d'un financement en violation des dispositions de la présente loi organique.

Art. 289. — L'utilisation des biens ou moyens de l'administration ou des biens publics au profit d'un parti politique, d'un candidat ou liste de candidats, est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 6.000 DA à 60.000 DA.

Art. 290. — Est puni d'une amende de 20.000 DA à 50.000 DA quiconque aura procédé à un affichage en dehors des emplacements réservés et /ou en dehors de la période de la campagne électorale, ou aura altéré un affichage dans un emplacement réservé, contenant des informations, des données et des posters des candidats.

Art. 291. — Est puni d'un emprisonnement de dix (10) jours à deux (2) mois et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA, et de la privation du droit de vote et de candidature d'une durée de six (6) ans tout candidat qui, le jour de scrutin, diffuse personnellement ou par des tiers tout document en relation avec la campagne électorale.

Art. 292. — Est puni d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA quiconque aura procédé à l'utilisation d'un procédé publicitaire commercial à des fins de propagande durant la période de la campagne électorale.

Art. 293. — Toute personne qui participe à la campagne électorale et qui fait usage du discours de haine ou de toutes autres formes de discrimination, est punie conformément aux dispositions des articles de 30 à 42 de la loi n° 20-05 du 5 Ramadhan 1441 correspondant au 28 avril 2020 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine.

Art. 294. — Quiconque, à l'aide de fausses nouvelles, dénonciations ou autres manœuvres frauduleuses, aura surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, est puni d'une peine d'emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de 6.000 DA à 60.000 DA.

Art. 295. — Quiconque trouble les opérations d'un bureau de vote, porte atteinte à l'exercice du droit de vote ou à la liberté de vote, ou empêche un candidat ou son représentant dûment mandaté d'assister aux opérations de vote, est puni d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à deux (2) ans et d'une amende de 3.000 DA à 30.000 DA et de l'interdiction du droit de vote et d'être éligible pendant un (1) an, au moins, et cinq (5) ans, au plus.

Si les infractions, prévues ci-dessus, sont assorties d'un port d'armes, le coupable est puni d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 4.000 DA à 40.000 DA.

Lorsque les infractions, prévues aux alinéas 1er et 2 ci-dessus, sont commises par suite d'un plan concerté pour être exécuté dans une ou plusieurs circonscriptions électorales, le coupable est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Art. 296. — Quiconque refuse la mise à la disposition de la copie de la liste électorale communale ou la copie du procès-verbal de dépouillement des votes ou le procès-verbal de recensement communal des voix ou le procès-verbal de wilaya de centralisation des résultats, du représentant dûment habilité de tout candidat ou liste de candidats, est puni d'une peine d'emprisonnement d'une (1) année à trois (3) années et d'une amende de 4.000 DA à 40.000 DA.

Le coupable du délit précité peut, en outre, être privé de ses droits civiques ou se porter candidat, pendant une durée ne dépassant pas cinq (5) années.

Est puni de la même peine, tout candidat ou représentant de liste de candidats, qui utilise la liste électorale communale à des fins malveillantes.

Art. 297. — Quiconque aura détruit l'urne à l'occasion d'un scrutin est passible de l'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Dans le cas où la destruction a été commise par un groupe de personnes et avec violences, la peine sera la réclusion de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 500.000 DA à 2.500.000 DA.

Art. 298. — Quiconque aura enlevé l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Dans le cas où cet enlèvement a été effectué par un groupe de personnes et avec violences, la peine sera la réclusion de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 500.000 DA à 2.500.000 DA.

Art. 299. — Tout atteinte au déroulement du scrutin faite, soit par tout membre du bureau de vote, soit par tout agent de l'autorité requis à la garde des bulletins dépouillés, est punie d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Art. 300. — Quiconque, par dons ou promesses de dons en argent ou en nature, par des promesses de faveur d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs, aura obtenu ou tenté d'obtenir leur suffrage, soit directement, soit par l'entreprise d'un tiers ou aura par les mêmes moyens, déterminé ou tenté de déterminer un ou plusieurs d'entre eux à s'abstenir, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux (2) à dix (10) ans et d'une amende de 200.000 DA à 1.000.000 DA.

Est puni des mêmes peines, quiconque aura accepté ou sollicité les mêmes dons ou promesses.

Toutefois, est exempté de cette peine, quiconque ayant commis ou participé aux faits prévus au présent article et qui aura informé les autorités administratives ou judiciaires avant l'engagement de la procédure des poursuites.

La peine est réduite de moitié si les autorités concernées ont été informées après l'engagement des poursuites.

Art. 301. — Toute infraction aux dispositions des articles 178, 202 et 254 de la présente loi organique expose son auteur à une peine d'emprisonnement de six (6) mois à un (1) an et à une amende de 50.000 DA à 200.000 DA.

Art. 302. — Quiconque, par menace contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou ses biens, l'aura déterminé ou aura tenté d'influencer son vote, est puni d'une peine d'emprisonnement de trois (3) mois à une année et d'une amende de 3.000 DA à 30.000 DA.

Lorsque les menaces citées ci-dessus, sont accompagnées de violences ou de voie de fait, la peine est portée au double, sans préjudice des peines plus graves prévues par le code pénal.

Art. 303. — Le candidat ou le parti qui enfreint les dispositions de l'article 74 de la présente loi organique, est puni d'une amende de 200.000 DA à 400.000 DA.

Art. 304. — Quiconque enfreint les dispositions visées à l'article 76 de la présente loi organique, est puni d'une amende de 400.000 DA à 800.000 DA et de l'interdiction du droit de vote et d'être éligible pendant cinq (5) ans, au plus.

Art. 305. — Quiconque enfreint les dispositions des articles 83 et 84 de la présente loi organique est puni d'une peine d'emprisonnement de deux (2) à cinq (5) ans et d'une amende de 50.000 DA à 200.000 DA.

Art. 306. — Quiconque enfreint les dispositions visées à l'article 85 de la présente loi organique est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) jours à six (6) mois et d'une amende de 6.000 DA à 60.000 DA ou de l'une de ces deux peines.

Art. 307. — Quiconque enfreint les dispositions visées à l'article 86 de la présente loi organique est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Art. 308. — Toute personne qui aura refusé d'obtempérer à un arrêté de réquisition en vue de la constitution d'un bureau de vote ou de sa participation à l'organisation d'une consultation électorale est punie d'un emprisonnement de dix (10) jours à deux (2) mois et d'une amende de 40.000 DA à 200.000 DA ou de l'une de ces deux peines.

Art. 309. — Quiconque enfreint les dispositions de l'article 60 de la présente loi organique est puni d'une amende de 2.000 DA à 20.000 DA.

Art. 310. — Toute condamnation prononcée par l'instance judiciaire compétente, en application de la présente loi organique, ne peut, en aucun cas, avoir pour effet l'annulation d'une élection régulièrement validée par les instances compétentes, sauf lorsque la décision de justice comporte une incidence directe sur les résultats de l'élection ou que la condamnation intervient en application des dispositions de l'article 297 de la présente loi organique.

Art. 311. — Est puni d'une amende de 400.000 DA à 800.000 DA et de l'interdiction du droit de vote et d'être éligible pendant cinq (5) ans, au plus, tout candidat ou liste de candidats n'ayant pas présenté de compte de campagne ou dont le compte a été rejeté par la commission de contrôle du financement de la campagne électorale.

Art. 312. — Lorsque les infractions prévues par les dispositions des articles 287, 291, 292, 293, 295 et 297 de la présente loi organique sont commises par des candidats aux élections, la peine est portée au double.

Nonobstant les dispositions énoncées ci-dessus, l'élu aux assemblées populaires communales, aux assemblées populaires de wilaya, à l'Assemblée Populaire Nationale et au Conseil de la Nation perd son siège de plein droit si son inéligibilité est établie.

Art. 313. — Sans préjudice des dispositions des articles de 129 à 131 de la Constitution, le député à l'Assemblée Populaire Nationale ou le membre du Conseil de la Nation perd son siège parlementaire, en cas de condamnation pour les actes prévus dans les dispositions de la présente loi organique.

L'élu à l'assemblée populaire communale ou à l'assemblée populaire de wilaya perd son siège en cas de condamnation pour les actes prévus dans les dispositions de la présente loi organique.

## TITRE IX

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 314. — Les dispositions relatives à l'appel prévues aux articles 129, 183, 186 et 206 ne sont applicables qu'après la mise en place des tribunaux administratifs d'appel conformément aux dispositions de l'article 224 de la Constitution.

Dans l'intervalle, les jugements des tribunaux administratifs peuvent faire l'objet d'appel devant le Conseil d'Etat.

Art. 315. — Il peut être procédé à des élections anticipées des assemblées populaires communales et de wilayas en cours de mandat au moment de la publication de la présente loi organique dans les trois (3) mois qui suivent la convocation du corps électoral par le Président de la République.

Art. 316. — A titre transitoire et uniquement pour les élections anticipées de l'Assemblée Populaire Nationale qui suivent la promulgation de la présente ordonnance portant loi organique, les conditions prévues à l'article 202, tirets 1er, 2 et 3 relatives au taux de 4 % des suffrages dans la circonscription électorale lors des dernières élections législatives, du parrainage de dix (10) élus ou du nombre des signatures exigées, sont suspendues et remplacées par les dispositions suivantes :

— pour les listes des candidats présentées au titre d'un parti politique, elles doivent être appuyées par, au moins vingt cinq mille (25.000) signatures individuelles d'électeurs inscrits sur les listes électorales. Ces signatures doivent être recueillies à travers, au moins, vingt-trois (23) wilayas dont le nombre de signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à trois cent (300) signatures ;

— pour les listes indépendantes, chaque liste doit être appuyée, pour chaque siège à pourvoir par, au moins, cent (100) signatures des électeurs de la circonscription électorale.

Art. 317. — A titre transitoire et uniquement pour les élections de l'Assemblée Populaire Nationale qui suivent la promulgation de la présente ordonnance portant loi organique, les listes des candidats présentées au titre d'un parti politique et celles des indépendants dans les circonscriptions électorales qui n'ont pu réunir la condition de parité requise prévue à l'article 191 de la présente loi organique, peuvent solliciter de l'Autorité indépendante à l'effet de déroger à la disposition relative à la condition de la parité. Dans ce cas, l'Autorité indépendante valide ces listes et prononce leur recevabilité.

Art. 318. — A titre transitoire et uniquement pour les élections anticipées des assemblées populaires communales et de wilayas qui suivent la promulgation de la présente ordonnance portant loi organique, les conditions exigées aux tirets 1er, 2 et 3 de l'article 178 relatives au taux de 4 % des suffrages dans la circonscription électorale lors des dernières élections, du parrainage de dix (10) élus des assemblées populaires locales de la wilaya concernée ou du nombre des signatures exigées, sont suspendues et remplacées par la disposition suivante :

La liste des candidats présentée sous le parrainage d'un parti politique ou à titre indépendant, doit être appuyée par, au moins, trente-cinq (35) signatures des électeurs de la circonscription électorale concernée pour chaque siège à pourvoir.

Art. 319. — A titre transitoire, l'Autorité nationale indépendante des élections continue d'exercer ses missions avec la composition actuelle du conseil de l'Autorité telles que fixées à l'article 26 de la loi organique n° 19-07 du 14 Moharram 1441 correspondant au 14 septembre 2019 susvisé, jusqu'à sa mise en conformité avec les dispositions de la présente loi organique.

Art. 320. — Toutes dispositions contraires à la présente loi organique sont abrogées, notamment celles de la loi organique n° 16-10 du 22 Dhou El Kaâda 1437 correspondant au 25 août 2016, modifiée et complétée, relative au régime électoral et la loi organique n° 19-07 du 14 Moharram 1441 correspondant au 14 septembre 2019 relative à l'Autorité nationale indépendante des élections.

Art. 321. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

# **Table des matières**

## Table des matières

<b>Introduction générale</b> .....	5
Présentation du sujet.....	5
Problématique.....	5
Hypothèse.....	6
<b>Partie théorique</b> .....	7
<b>Chapitre 1 : Aperçu général sur la traduction juridique</b> .....	8
Introduction.....	8
I. Traduction juridique.....	8
II. Le langage juridique.....	8
IV. Texte juridique.....	8
IIV. Les caractéristique de la traduction juridique.....	9
Les problèmes de la traduction.....	10
1. Origine/ source des néologisme employés.....	10
2. Les emprunts.....	14
3. Lexique.....	15
Conclusion.....	20
<b>Partie pratique</b> .....	21
<b>Chapitre 2 : traduction d'un journal officiel 2021</b> .....	22
Introduction.....	22
Traduction de journal.....	23
Conclusion.....	86
Conclusion générale.....	87
Bibliographie.....	89
Annexes.....	91